

Le tunnel du Mont-Blanc de nouveau bloqué par une grève des douaniers italiens
LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »
Pages 19 à 24

- Une visite chez Jules Renard
- Le dernier livre d'Elsa Morante

Le pari sur la Guinée

La France a choisi de faire un effort particulier pour contribuer à reconstruire la Guinée, ruinée par Sekou Touré. Le président de la République souhaite même, dit-on de bonne source, une « action urgente et d'urgence » pour aider les militaires guinéens, qui ont pris le pouvoir le 3 avril, à relever le pays de ses décombres. Telle est, en substance, la conclusion, à vrai dire attendue, de la visite de quarante-huit heures que vient d'effectuer à Paris le colonel Diara Tsimoré, le nouveau premier ministre de Conakry.

Le principe de l'ouverture d'une mission de coopération française en Guinée est acquis. Des crédits provisionnels - d'un montant de 20 millions de francs - ont déjà été dégagés par le Fonds d'aide et de coopération. Dans un premier temps, l'aide française ira, de façon prioritaire, à la réforme de l'enseignement et à la réalisation d'infrastructures de communication. M. François Mitterrand entend donc saisir l'occasion qui lui est ainsi offerte de faire de la Guinée un cas « exemplaire » de la coopération franco-africaine.

Il reste que, même si Paris joue un rôle moteur dans la relance de l'économie guinéenne, la voie du « redressement » choisie par les officiers guinéens est pleine d'embûches. Leur pays est carrément saisi, et ils vont être contraints de mener simultanément plusieurs négociations, notamment avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la CEE, pour tenter de remettre de l'ordre dans leurs finances et obtenir d'indispensables crédits. Ensuite, à l'heure de la rigueur, l'aide française n'est pas sans limites. Ses effets ne porteront que si d'autres États et organismes internationaux viennent rapidement la compléter.

Les Guinéens, qui n'ont pas encore fini de compter les victimes d'une dictature sanglante, réalisent aujourd'hui que l'épreuve de la reconstruction sera de longue haleine. L'euphorie déclenchée par le putsch est retombée, et le chef de l'État, le colonel Conté, aura du mal à faire taire les divisions et à remobiliser une société exsangue. On ne sait même pas comment pourra se dérouler le procès des principaux inquisiteurs - et tortionnaires - de l'ancien régime, qui sont internés à Kindia.

Pour la France, le pari sur la Guinée ne peut réussir si l'on se contente de demi-mesures, comme on l'a si souvent fait par le passé. Les richesses potentielles considérables de ce pays de l'Ouest africain, son attachement à la francophonie et le besoin des Guinéens de surmonter le traumatisme qu'ils viennent de subir sont autant de raisons, pour Paris, de remplir ces « responsabilités historiques » auxquelles les dirigeants de la V^e République font si volontiers référence. Il n'y a pas d'autre choix.

AU GRAND PALAIS

L'histoire des chefs-d'œuvre du Nigéria

LIRE PAGE 25

Creusot-Loire : les discussions continuent

Les représentants de Paribas se sont démis de leurs fonctions

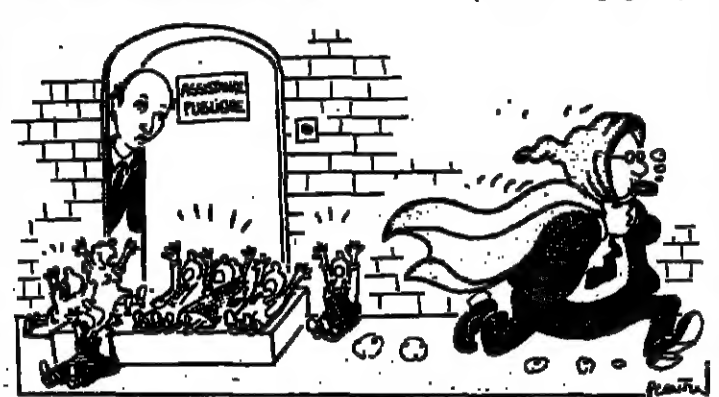
Le tribunal de commerce de Paris, réuni en chambre de conseil le 13 juin, pour examiner le dossier de Creusot-Loire n'a pu que constater l'absence de présentation par la société d'un plan de redressement au terme du délai imparti. Mais il a tenu à calmer le jeu. Dans un communiqué, il a précisé qu'après avoir constaté qu'aucun plan n'a été déposé, il mettra de toute façon fin à la procédure au plus tôt le 13 juin 1984 et au plus tard le 13 juillet.

La conférence de presse tenue par M. Pincus-Valencienne, qui a choqué plusieurs administrateurs de Schneider (certains d'entre eux avaient demandé que des négociations soient poursuivies sous l'égide du tribunal avec le comité inter-

ministériel de restructuration industrielle (CIRI), n'a donc pas encore eu l'effet escompté. Et l'on peut se demander si le président de Creusot-Loire et de Schneider ne va pas en tirer les conséquences et démissionner dans les jours prochains, comme il l'avait laissé entendre, de la présidence de Creusot-Loire. M. Pincus-Valencienne, qui, en l'occurrence, a joué et perdu - puisque le gouvernement n'a pas cédé - n'en restera pas moins chez Schneider et continuera d'être l'interlocuteur des pouvoirs publics dans la poursuite des discussions.

BRUNO DETHOMAS

(Lire la suite page 33.)



DANS « UN SEUL MONDE »

Les problèmes de population

Le Monde publie aujourd'hui pages 28 à 32 le dix-huitième numéro du supplément « Un seul monde » qu'il réalise en commun avec plusieurs journaux du globe - auxquels viennent de se joindre El Día (Mexico), Kenya Times (Nairobi), le Davaar (Montreal) et la Presse de Tunisie, - en coopération avec les organisations de l'ONU et des associations françaises qui se consacrent au développement.

Ce numéro, qui porte sur les problèmes de population, expose notamment les difficultés et les inquiétudes que soulèvent partout l'explosion démographique en cours dans les pays en développement et le déclin croissant de la natalité dans les pays industrialisés.

Pour la France, le pari sur la Guinée ne peut réussir si l'on se contente de demi-mesures, comme on l'a si souvent fait par le passé. Les richesses potentielles considérables de ce pays de l'Ouest africain, son attachement à la francophonie et le besoin des Guinéens de surmonter le traumatisme qu'ils viennent de subir sont autant de raisons, pour Paris, de remplir ces « responsabilités historiques » auxquelles les dirigeants de la V^e République font si volontiers référence. Il n'y a pas d'autre choix.

La plus emblématique des biographies

DE GAULLE

BERNARD LEDWIDGE

Bernard Ledwidge.

Flammarion

Élections européennes : la polémique s'envenime

Le scrutin du 17 juin modifiera les données du jeu politique

La fin de la campagne européenne n'échappe pas à la règle qui veut que les polémiques s'enveniment à l'approche d'un scrutin. A M^{me} Simone Veil, qui, irritée des critiques que n'a cessé de lui valoir la présence, sur sa liste, de M. Robert Hersant, avait accusé M. François Mitterrand d'accepter, dans son « entourage (...), des hommes qui ont fait des choses plus graves » que le propriétaire du Figaro, M. Lionel Jospin a répliqué, mercredi 13 juin : « Précisez, Madame, ou retirez ! »

« Je ne suis pas une dénonciatrice », a déclaré, jeudi matin 14 juin, M^{me} Veil avant d'ajouter : « Il y a des personnes reçues chez le président de la République qui ont eu une attitude peu honorable pendant la guerre ». Elle a conclu en dénonçant « le terrorisme intellectuel de la gauche qui réécrit l'histoire ».

Ces signes d'humour ne peuvent dissimuler qu'aucune passion n'a véritablement animé les débats. Au reste, hormis le face-à-face télévisé entre M^{me} Veil et M. Jospin, il n'y a eu point de débat, mais deux campagnes, dans lesquelles la politique intérieure a pris le pas sur la liste.

Celles de M^{me} Veil et de M. Marchais - contre une campagne de tonalité plus européenne, celle de M. Jospin.

Ces élections ne sont cependant pas anodines : si elles ont peu de chances, contrairement à ce que dit

M. Chirac, de revêtir « une importance capitale », elles influenceront durablement le comportement des acteurs politiques. Le problème n'est pas tant de connaître leurs résultats que de répondre à cette question : de quoi sera fait l'après-17 juin ?

Écartons d'abord ce qui est à mettre au compte de l'impatience que peut provoquer chez quelques-uns, la confirmation attendue d'un rapport de forces défavorable à la gauche. « La dissolution de l'Assemblée nationale sera dans l'esprit des Français au lendemain du 17 juin », a déclaré M. Léotard, le - parfois bouillant - secrétaire général du PR. Cette dissolution est certainement dans l'esprit de certains responsables de l'opposition et d'électeurs de celle-ci pressés d'en déboulonner avec la gauche ; mais elle n'entre pas dans les probabilités.

Même si beaucoup spéculent sur les effets conjugués d'un mauvais résultat électoral et d'un vaste rassemblement antigouvernemental le 24 juin dans les rues de la capitale. Même si, dans certains États-majors, on continue de cartonner l'esprit d'un mouvement irrésistible, « vers des profondeurs », qui mettra fin à l'« expérience socialo-communiste ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 7.)

Le Vietnam enlisé au Cambodge

Hanoï reconnaît que le poids de la guerre est de plus en plus difficile à supporter

Correspondance

ser les guérilleros du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, présidé par le prince Norodom Sihanouk.

Incontestablement, quelque chose de nouveau s'est passé sur le théâtre des opérations militaires en cette saison sèche qui s'achève, période généralement favorable aux grandes offensives des Vietnamiens et de l'armée naissante du gouvernement de la République populaire du Kampuchéa. Si les communiqués de victoire publiés par les Khmers rouges en février dernier sont exagérés, le colonel Tran Cong Man, rédacteur

en chef du Quan Doi Nhan Dan, le quotidien de l'armée vietnamienne, admet que les maquisards « ont intensifié leurs actions à Siem-Réap et à Battambang » (les deux villes stratégiques de l'ouest du Cambodge). « Des incendies ont été allumés dans les faubourgs de Siem-Réap et de petites attaques ont eu lieu à Battambang. Ils ont fait quelques choses à Pursat », quant à la sécurité à Phnom-Pen, « je ne pense pas, dit-il, qu'ils puissent faire quelque chose, car la capitale cambodgienne est trop en profondeur à l'intérieur du pays ».

JAMES BURNETT

(Lire la suite page 3.)

Fernand Braudel à l'Académie française

La consécration d'un hérétique

L'Académie française devait être jeudi 14 juin le successeur d'André Chamson. L'historien Fernand Braudel était le seul candidat.

Avec Fernand Braudel, c'est la « nouvelle histoire », constituée autour de l'école des Annales, qui entre à l'Académie. Tardive consécration d'un homme et d'un mouvement qui ont longtemps travaillé en marge des doctrines et des institutions officielles et qui ont été à l'origine d'un bouleversement de la recherche historique française, dont le retentissement a d'abord été plus grand à l'étranger qu'à l'intérieur de nos frontières. (Il existe un Centre Fernand-Braudel pour l'étude des économies, des systèmes historiques et des civilisations à l'université d'État de New-York...)

Fernand Braudel, en effet, n'est pas seulement l'auteur de deux ouvrages monumentaux, représentant chacun près de trente ans de travail - *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, paru en 1949, republié et partiellement réécrit en 1966 (1), et *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, publié en 1979 (1).

FRÉDÉRIC GAUSSEN

(Lire la suite page 27.)

(1) Armand Colin.

Le baccalauréat un examen à toute épreuve

Lire pages 14 et 15
les articles de ROBERT SOLÉ et de PHILIPPE BERNARD

« Le Monde » et ses suppléments de fin de semaine

Lire page 28

La X^e conférence du Conseil mondial de l'alimentation

Lire page 35 l'article de GÉRARD VIRATTE

Un entretien avec M. Georges Marchais

« Je crains que les conséquences d'une baisse des impôts ne soient lourdes. Ce serait une faute et une erreur »

« Vous avez déclaré, en janvier dernier, devant le comité central de votre parti, que la participation des communistes au gouvernement « était » devenue (...) l'enjeu décisif de la bataille politique ». Les élections européennes sont-elles, à vos yeux, un moment, lui-même décisif, de cette bataille ?

« Elles sont un moment décisif dans la bataille pour réussir la politique choisie en 1981, mais pas pour la participation des communistes au gouvernement. Jamais nous n'avons fait dépendre notre participation au gouvernement et à la majorité des résultats des élections européennes. Nous sommes dans la majorité ; nous y restons ; nous y resterons ; nous y travaillons pour réussir.

« Cela dit, comme nous l'avons prévu, ce qui est au cœur des préoccupations des gens, à quelques jours de ces élections, ce n'est pas tant l'Europe que la situation intérieure. A cet égard, l'action du gouvernement de gauche a permis des progrès incontestables, mais il y a des problèmes : au premier plan,

l'emploi, et, aussi, la baisse du pouvoir d'achat, le manque de moyens pour l'école, l'insécurité... En regard de ces problèmes, il est important de voir comment la gauche va sortir de ces élections, quel sera le score de la droite, quel sera celui des partis appartenant à la majorité.

« Ces élections sont donc importantes, pour vous, du point de

M^{me} SIMONE VEIL invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

M^{me} Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg, ancienne ministre, chef de file de la Liste d'union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés, est invitée du « Grand Jury RTL-le Monde » - jeudi 14 juin, de 18 h 30 à 20 heures.

Dirigé par Elle Vanier, le débat sera animé par André Passeron et Bernard Bréguet pour le Monde, par Gilles Leclerc et Bruno Corbis pour RTL.

M. Georges Marchais (Liste du Parti communiste) sera l'invité du « Grand Jury » - vendredi 15 juin.

vue du rapport des forces entre la gauche et la droite et non pas du point de vue de la participation des communistes au gouvernement. Celle-ci n'aura-t-elle pas à être confirmée ni renforcée après le scrutin ?

« Absolument pas. Evidemment, après le scrutin, nous analyserons la situation et nous déciderons de la manière de poursuivre le travail que nous avons entrepris, mais sur la base des engagements de 1981 et de l'accord conclu avec le Parti socialiste. Dans ces élections, nous pensons que la nécessité de consolider et de renforcer l'influence de notre parti s'impose, car c'est un des éléments qui permettront de faire face à l'extrême droite et à la droite et d'aider la gauche, comme c'est nécessaire, à prendre des mesures réellement efficaces pour résoudre les graves problèmes posés et à tenir, ainsi, les engagements pris en 1981.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

(Lire la suite page 8.)

هنا من الأمل

La barbarie judiciaire

par JEAN-MARIE DOMENACH

Il y a, disait Péguy, des bourgeois mous. Moins brutaux que les bourgeois durs, ils peuvent être plus maléfiques : ils prennent leur temps, ils accablent leur victime au désespoir. Les juges, s'ils méritent ce nom, qui viennent, en Italie, de relancer l'affaire Mulinaris, habitent la patrie du droit romain. On les suppose civilisés. Eh bien, ils ont inventé une forme ingénieuse de barbarie judiciaire.

Mulinaris et ses deux compagnons, Simioni et Berio, avaient été inculpés de trafic d'armes sur la foi de déclarations de « repentis », ces détenus qui achètent leur liberté par des dénonciations. Les trois viennent à Paris en 1976. Vanni Mulinaris, fort de son innocence, retourne en Italie il y a deux ans. Arrêté, emprisonné, on ne trouve rien contre lui. Mais comme il fait la grève de la faim et que l'on commence à parler de lui, la justice le relâche et l'assigne en résidence surveillée.

C'est gagné ? Non. Moins d'un mois après, le juge de Venise le remet en prison sans autre motif, tandis qu'un juge de Rome fabrique, sur les mêmes faits, une nouvelle inculpation (insurrection armée) qui fait ainsi courir un nouveau bail de cent vingt-huit mois de détention avant jugement, car telle est la loi d'exception que n'a pas encore abrogé cette République humaniste.

Vanni Mulinaris a recommencé la grève de la faim. L'abbé Pierre a soutenu une grève de la faim par solidarité dans la cathédrale de Turin. Mais deux, trois, cent grèves de la faim ne prouvent que la résolution de ceux qui les entreprennent. Sans avoir le courage de l'abbé Pierre, le partage sa conviction : Mulinaris est innocent. Ce sont les textes mêmes de ses accusateurs qui m'ont ébloui : leur ressemblance avec ce que René Girard appelle des « textes de persécution » était évidente. Il s'agissait de dénoncer le responsable clandestin de la continuation des attentats des Brigades rouges. Il fallait en effet qu'il y ait quelque chose d'intelligent et de dissimulé qui organisait ces crimes.

Tant d'astuce désignait un intellectuel. Le sinner hors d'Italie permettrait de disculper la police italienne qui ne le trouvait pas. Le sinner en France impliquait la sœur latine, la donneuse de leçons, qui devenait la complice du terrorisme. Ce chef d'orchestre clandestin, // Grande Vecchia, le grand vieillard manipulateur, c'était donc Mulinaris ou du moins l'un des trois d'Hypérion... La presse à sensation s'en donna à cœur joie.

Schéma analogue à celui de l'affaire Curjel : le même fantasme du Grande Vecchia, la même figure d'intellectuel démiurge, la même logique délirante : plus le suspect a

l'air innocent, et plus il est coupable. (Chacun sait que les pères tranquilles font les meilleurs espions.) Et le même déchaînement journalistique, la même absence de preuves. Au mépris des droits de l'homme et des usages des peuples civilisés, l'accusation se fait à la parole, et les mêmes journaux qui s'indignent contre Georges Marchais parce qu'il ne tient ses nouvelles de Sakharov que du KGB reproduisent, sans critique, sans objection de la défense, des rapports de police et des réquisitoires de juges d'instruction. Faut-il donc considérer que les magistrats italiens sont des irresponsables en quête de sensationnel ? Si quelques-uns n'avaient pas osé considérer que les magistrats français pouvaient se tromper, le capitaine Dreyfus serait mort à l'île du Diable.

Les accusations portées contre Curjel ont fait long feu : il n'y avait rien dans le fameux rapport secret. Dans le cas Mulinaris, il n'y a rien non plus dans les rapports de la police française qui a surveillé l'Hypérion et constaté que ce n'était pas la base arrière des Brigades rouges : deux ministres de l'Intérieur l'ont déclaré, l'un avant mai 1981, l'autre après. Quant à la presse italienne, elle a retrouvé depuis un nouveau Grande Vecchia en la personne du Français Boudet, arrêté il y a quelques mois et détenu à la Santé...

Un bon émissaire peut ne pas être innocent. Mais alors, c'est à ceux qui le poursuivent d'apporter leurs preuves. Je les ai cherchées, ces preuves, j'ai vu le juge d'instruction de Venise, qui n'en avait pas. Il m'a affirmé sa conviction à laquelle j'ai opposé la mienne. Après deux ans et demi d'enquête, pas la moindre preuve pour établir une complicité dans des crimes aussi importants...

Les attentats, les menaces, le chantage ont créé en Italie un climat d'horreur puis de rejet, que nous pouvons comprendre, mais qui n'excuse pas la barbarie judiciaire. Ceux qui, au nom de la lutte contre le terrorisme, tolèrent de telles pratiques se conduisent exactement comme les terroristes souhaitent qu'ils le fassent : ils démontrent que la justice n'est pas la justice mais un appareil de répression au service de la bourgeoisie...

Une démocratie doit donner une autre réponse à la violence terroriste que cette violence légale. En persécutant Mulinaris, en contredisant sur sept points la convention européenne des droits de l'homme, en maintenant une législation d'urgence exorbitante du droit commun, la République italienne affaiblit la cause de l'Europe, au moment où une autre grève de la faim, à Gorki, l'invite à un témoignage solidaire.

LU

RAMSES 83-84

Une grille de l'économie mondiale

Nous étions en mai de RAMSES (1). Il n'avait pas fallu plus de deux parutions pour nous habituer au rapport annuel de l'Institut français des relations internationales (IFRI). On n'avait rien vu venir l'an dernier, et l'on se posait donc des questions. La répartition du rapport pour 1983-1984 nous rassura, bien que nous ayons déploré du même coup le départ, en cours de fabrication, d'Albert Bressand, qui avait investi beaucoup dans les premiers ouvrages dont il était responsable. Il aurait sûrement poussé à plus de raffinement certains chapitres du troisième ouvrage. (Nous pensons notamment à celui qui concerne le Japon.)

Cela dit, l'ensemble est impressionnant et reste fidèle à l'esprit de l'architecture originale : servir de grille pour décrypter l'économie mondiale, suivre les fractures qui se dessinent sur la carte géopolitique, déceler les surges de temps nouveaux. Il ne s'agit pas seulement de conduire une réflexion de généraliste, mais aussi d'apporter les matériaux : chiffres, tableaux, schémas, cartes qui serviront à la fois d'états des raisonnements et de grains à moudre pour ceux qui veulent prolonger la recherche.

Après une brillante introduction où Thierry de Montbrial jargonne avec Braudel, Kondratieff et Clausewitz, le livre s'ouvre sur la double crise, celle de l'Est et de l'Ouest, « drôle de guerre froide », et celle qui secoue l'alliance atlantique du fait des « néo-isolationnistes américains » et du courant pacifiste européen.

(1) Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies. Publié pour l'IFRI par les éditions Economica, 322 pages, 125 francs.

LETTRES AU Monde

L'école de l'opposition

« La question de l'école libre n'est que la question de l'école catholique. L'école catholique est seule devant l'école publique. Elle est dans l'Etat comme l'école d'un autre Etat, et risque de devenir à chaque instant, et même quand elle ne le voudrait pas, le refuge en France de tout ce qui boude le mouvement de la France, d'un mot, l'école de l'opposition. »

Le signataire ? Jean Guéhenno. Le journal ? Le Figaro du 15 mars 1945, à une époque où ce journal n'était pas ce qu'il est devenu.

GUY GEORGES (Montreuil)

La guerre d'Afghanistan et Radio-Liberty

Après la publication dans le Monde daté 3-4 juin d'un entretien avec six anciens militaires soviétiques en Afghanistan réalisés par une correspondante de Radio-Liberty, nous avons reçu la lettre suivante :

Je suis loin d'approuver l'invasion soviétique en Afghanistan, et la lecture régulière du Monde m'instruit amplement sur l'horreur de cette guerre.

Mais permettez-moi de m'étonner. Si l'agence de presse Nueva Nicaragua vous faisait parvenir le texte d'une entrevue avec six ex-gardes soviétiques devenus guérilleros au Honduras, le publieriez-vous ou le considéreriez-vous comme un document de propagande à ne prendre qu'avec des pincettes ?

En tant que journaliste, vous auriez raison de choisir la seconde solution et de ne pas publier. Il est donc fort regrettable que vous ayez publié cette élémentaire déontologie vis-à-vis de Radio-Liberty, dont la vocation (que je ne critique pas) est politique et de propagande, au sens non péjoratif de ces mots.

Il ne s'agit pas de réclamer une objectivité impossible, ni un « équilibre » absurde : mais si la désinformation a son rôle à jouer dans la lutte contre le socialisme bureaucratique, elle n'a pas sa place dans un organe d'information comme le Monde. (Et, de grâce, pas de procès d'intention : je ne suis ni coo, ni crypto, ni archéo, ni même social.)

DANIEL KAPLAN (Paris)

[NDLR. - Ce témoignage de soldats soviétiques sur la guerre en Afghanistan ne nous apparaît pas contestable, et il recoupe d'ailleurs sur plusieurs points les récits antérieurs d'observateurs neutres. Faudrait-il refuser a priori une information sous prétexte qu'elle est répercutée par des institutions ? La question politique et de propagande ? C'est une question d'appréciation. A condition bien entendu de considérer ces informations avec un esprit critique comme nous le faisons pour toutes les autres informations. Rappelons que Radio-Liberty est une station émettrice en plusieurs langues vers l'Europe de l'Est, et qu'elle est financée par le Congrès des Etats-Unis.]

Les nouveaux émigrés

Le groupe des parlementaires socialistes a posé, il y a quelques temps, une question écrite au ministère de l'Éducation nationale à propos du sort réservé aux enseignants et chercheurs non titulaires exerçant dans des universités françaises depuis leur retour de coopération, et qui sont menacés d'exclusion. Ce personnel, nommé sur des postes de maître auxiliaire du second

degré, a été mis à la disposition des universités françaises après sélection, pour une durée de deux ans à partir de la rentrée 1982-1983. Et après ?

Rien n'a été prévu, sinon une affectation dans l'enseignement secondaire en qualité de maître auxiliaire. Par une ironie du sort, les plus lésés dans l'affaire sont ceux et celles dont la carrière a été la plus brillante - dont les docteurs d'Etat, - aujourd'hui assimilés à des enseignants du secondaire débutants, niveau licence, quels que soient leur âge, leur notoriété, les responsabilités qu'ils ont assumées dans le passé, la qualité de leur recherche actuelle. La crise de l'université ne leur permet pas de se présenter à des concours. Le nombre de postes créés ou vacants est infime en regard du volume des candidatures internes et externes, et donc prioritaires. Les textes qui les régissent ne prennent en considération que leur ancienneté dans le secondaire : qui a commencé sa carrière d'enseignant dans une université française avant de partir pour l'étranger est ainsi considéré comme « sans passé ».

L'absence de statut universitaire leur interdit de mener une vie professionnelle normale : pas de budget de recherche, pas de secrétariat pour la frappe des manuscrits, pas de possibilité de répondre à l'invitation d'une université étrangère, pas de prise en charge financière pour la participation à un colloque, pas de carte professionnelle qui permet l'accès à l'université les jours de cours, pour y travailler, ou l'obtention d'une réduction dans les bibliothèques, pas de mention des publications et des travaux dans le journal de l'université. Quant au lycée payeur, il n'entretient aucune relation avec cet enseignant fugitif.

Appartien à cette catégorie de marginaux apatrides, laborieux et peu coûteux. Docteur d'Etat et docteur de spécialité, affecté à l'université par le ministère de l'Éducation nationale, je suis responsable d'un projet international de recherche et d'enseignement qui implique l'UNESCO, le ministère de la culture et trois universités étrangères. Depuis vingt ans, je publie régulièrement. Mes travaux ayant quelque originalité - théâtre et sciences de la vie - je dois répondre aux invitations des pays intéressés par les applications thérapeutiques et pédagogiques des techniques dramatiques. Joignant la recherche universitaire à la pratique, j'ai réalisé en Pologne un spectacle qui vient d'être invité par la Maison des cultures du monde. Enfin, j'ai été chargé de l'organisation du colloque international « Théâtre et sciences de la vie » (Paris). Par ailleurs, j'assure un enseignement régulier dans mon UER, fais partie du jury des thèses de troisième cycle et d'Etat, appartiens à des sociétés savantes.

Me faudrait-il émigrer véritablement pour poursuivre ?

JEAN-MARIE PRADIER, docteur d'Etat, université Paris-VII

Les primes d'un professeur d'université Jacques Cellard, signataire du « billet » « Service compris » (Le Monde du 2 juin), exerce son humour au sujet du scandale des hauts fonctionnaires « primés » (que la télévision n'a pas manqué de livrer en pâture aux foudres ébullies), et estime que « le contribuable [où vont nos impôts, n'est-ce pas ?] aimerait... se voir présenter une addition lisible ».

Je « présente » volontiers « noir sur blanc » la mienne, celle d'un pro-

fesseur d'université - donc, théoriquement, « haut » fonctionnaire - arrivé en fin de carrière. Les « fameux compléments, trop discrets pour être tout à fait honnêtes » (ah ! qu'en termes galants...) que je touche sont les suivants :

— Comme à l'ensemble des enseignants, l'Etat me verse mensuellement la prime uniforme, dite « forfaitaire », de... 23,33 francs (oui, vous avez bien lu, ne déplacez pas la virgule !).

— Je perçois également, comme tous les enseignants-chercheurs que sont censés être les membres de l'enseignement (dit) supérieur, une « prime de recherche » annuelle de 2 380 francs, soit même pas 200 francs par mois, prime dont le montant est - lui aussi - très peu près inchangé depuis vingt-trois ans qu'elle existe.

Où est l'équivalent d'un treizième mois, à quoi - selon le ministère - correspondraient en moyenne ces inavouables compléments ? A moins que - et cela semble être le cas - l'Etat ne verse pas la prime de recherche (bien que variable) à l'ensemble des agents de la fonction publique et qui est un élément (quoique non soumis à retenue) de leur traitement, ne soit maintenant considérée par le ministère comme une « prime » ? Prime de quoi ? Celle que je touche à l'heure actuelle est de 714,82 francs par mois. Même si je prends en compte cette somme fabuleuse, je cherche toujours le treizième mois. Les chiffres donnés à cet égard par le ministère au sujet des enseignants n'ont aucun rapport avec la réalité.

GEORGES BAS, professeur à l'université de Paris-Sorbonne

L'Europe n'a pas besoin de grand-messes

Nous serons nombreux à ne pas voter aux européennes, et qui savent très bien pourquoi. Habitants de l'Europe, nous n'avons pas besoin de grand-messes de nos gouvernants pour nous sentir chez nous et solidaires, non seulement en Europe, mais dans le monde entier.

Bien d'autres bâtisseurs d'empires ont voulu nous bien et nous ont mis de joyeux souvenirs unitaires : Bonaparte et Hitler parmi les derniers. Tout ce qui a servi le pouvoir des grands diminue notre liberté. Les structures européennes de nos technocrates sont élitiques, lointaines, incontrôlables par les citoyens ordinaires, à qui on ne demande qu'un bulletin de vote... et beaucoup d'argent. La plupart de ceux qui voteront connaissent très mal les institutions qu'ils cautionneront. Les médias nous abreuvant de généralités et de discours jargonnants de prétendus experts. Il s'agit finalement de faire confiance à des appareils électoraux et à des vedettes.

La logique de ces super-institutions sera de rechercher toujours plus de pouvoir, que les Etats utiliseront, entre autres, comme Sainte Alliance contre toute subversion sociale ou régionale. L'organisation de la classe aux « terroristes » est le symbole et le prétexte de cette solidarité des pouvoirs établis. L'élimination des langues et des cultures opprimées en est un signe qui dément les promesses libérales. Une rupture, même modérée, avec le centralisme et le capitalisme, devient plus improbable à mesure qu'on renforce et cautionne le super-Etat. Ne forgeons pas nos chaînes.

Le thème de la solidarité cache mal la politique de compétition (et son corollaire : la tricherie), qui

sacrifie les individus, les régions et les nations les moins nantis. Face au tiers-monde affamé et subversif, l'Europe blanche, chrétienne, capitaliste, choisit l'alliance avec les puissants d'outre-Atlantique, à l'abri d'une poudre nucléaire. Non, merci, j'attendrai mieux.

JACQUES JOUBERT (Nîmes)

Incident technique et Polisario

Je suis français et travaille pour le compte d'un groupement d'entreprises à participation française depuis deux ans et demi à la réfection et à l'entretien du wharf servant au chargement des phosphates de Boucras à Layoune.

Le samedi 12 mai, après une opération de routine de repiquage de béton attaqué par la corrosion des aciers due à la proximité de la mer, nous avons constaté que les câbles de précontrainte étaient fortement corrodés et avons demandé, en attendant la réparation de l'édifice concerné, que soit réduit le poids des véhicules utilisant la voie. Ce qui a été fait immédiatement.

Par contre, le fonctionnement des tapis convoyeurs de phosphates n'étant pas concerné par la dégradation, les chargements des navires minéraliers ont pu poursuivre et se poursuivre aujourd'hui encore normalement.

Que Radio-Alger et les autres organes de presse algériens informés de la diminution du trafic portuaire à qui veut les entendre que le wharf ne fonctionne plus parce que la « marine de guerre du Polisario » l'a endommagé, cela se comprend. Mais que Le Monde (du 23 mai) reprenne le cliché, cela ne peut être que préjudiciable à la communauté française du Maroc et ne fait pas honneur à la presse française.

F. M. (Casablanca)

L'art en cage

De passage à Besençon, j'ai visité le musée des Beaux-Arts qui est situé dans une aile de l'Hôtel de Ville. Il y avait là une petite exposition de portraits des dix-huitième et dix-neuvième siècles, que (d'après le gardien) la jeune conservateur (conservatrice ?) nommée l'année dernière fait beaucoup visiter par des écoles surtout primaires et maternelles.

Les tableaux étaient groupés par catégories, avec de grandes étiquettes au-dessus... « Portraits d'appelés », « Portraits professionnels », « Portraits bourgeois ». Et plus loin, « Propagande religieuse », au-dessus de deux gravures religieuses dont l'une montrait un évêque avec deux jeunes convertis du Pacifique du Sud. Et un peu plus loin encore, « Propagande morale, intellectuelle, et politique », au-dessus d'un certain nombre de gravures représentant, parmi d'autres, Lazare Carnot, Sadi Carnot et Lamartine.

L'idée de qualifier des tableaux par des étiquettes de ce genre dans une musée est une nouveauté pour moi. Le Louvre, qui est également beaucoup visité par des écoles, traite les pieds. A quand une étiquette « Propagande religieuse », au-dessus de la Vierge aux rochers de Léonard, ou « Exploitation du corps féminin » sur le Bain turc par Ingres ?

BARBARA SCOTT (Paris)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4887-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 68672 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 350 m. ; Allemagne, 170 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 120 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 750 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 68 p. ; Grèce, 35 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 775 kr. ; Suisse, 120 S. ; Yougoslavie, 110 din.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurant, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) ; Jacques Pauvert (1969-1982)

Imprimé en France
5, rue des Italiens
75007 Paris
Tél. : 246-72-23

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 839 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 368 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

II. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (donner l'ancien et le nouveau) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces d'urgence.

La destruction d'une famille 1941-1944

George Clare

DERNIÈRE VALSE A VIENNE

La destruction d'une famille 1941-1944

« Un livre admirable qui mêle avec une grande intelligence l'histoire et le destin personnel. »
Graham Greene

« Un livre civilisé, modeste et émouvant. Une lecture enrichissante qui m'a laissé un profond sentiment de reconnaissance. »
John Le Carré

79 F

PAYOT

العدد 1525

ASIE

Inde

Le gouvernement présente la rébellion sikh comme le fruit d'une conspiration étrangère

New-Delhi. — Les sécessionnistes sikhs faisaient partie d'une vaste conspiration, dirigée de l'étranger, et les quatre mille ou cinq mille déserteurs de l'armée sont essentiellement « victimes d'une propagande mensongère répandue par des terroristes ». Parallèlement à une stratégie de dédramatisation dont les résultats sont encore incertains, le gouvernement indien s'efforce désormais, pour sauver l'unité entre sikhs et hindous, de créer une sorte de diversion.

Sans l'intervention de l'armée, avance-t-on, le Pendjab indien disparaissait au profit d'un « Kachhistan (État sikh) » séparé, dont l'indépendance aurait été immédiatement reconnue par « certains pays étrangers ». Telle est la thèse défendue par M^{re} Gandhi et reprise non seulement par l'opposition, tout entière, invitée mercredi par le premier ministre à une réunion d'information et de consultation, mais aussi par la majorité des quotidiens nationaux. Le consensus autour de la thèse d'une « cinquième colonne », à l'exception notable des sikhs eux-mêmes, est presque général.

Les terroristes, en accord avec leurs « soutiens étrangers », avaient l'intention, d'après les autorités, de déclencher « une insurrection générale paralysant les forces armées en

De notre correspondant

cas de confrontation avec un pays voisin ». L'objectif du mouvement d'agitation, « camouflé sous des prétextes religieux, allait bien au-delà d'une simple amélioration du statut des sikhs ». Pour qu'il n'y ait pas le moindre doute quant à l'authenticité de cette version, le Saint Bhindranwale et ses principaux lieutenants tués au cours de l'assaut du Temple d'or ont été officiellement inculpés mercredi, de manière quelque peu posthume, de sédition et d'attente à la sécurité de l'État.

Le gouvernement indien n'a pas accusé directement le Pakistan d'être l'initiateur étranger de cette conspiration, mais les confidences, aisément recueillies dans les allées du pouvoir ne laissent pas le moindre doute à cet égard. Le secrétaire d'État à l'Intérieur, M. M.K. Wali, a d'ailleurs affirmé que les terroristes disposaient de camps d'entraînement dans le pays voisin, que le gouvernement ne démentait désormais pas « preuves irréfutables ». Ces « preuves » seront-elles montrées à l'opinion publique et surtout utilisées contre le régime du général Zia Ul Haq ? C'est une affaire à suivre, mais la question primordiale qui se pose aujourd'hui en Inde est de savoir si la stratégie de M^{re} Gandhi parviendra ou non à désamorcer durablement la crise.

Le premier ministre et les membres de son cabinet s'y emploient en tout cas activement. Pour alléger le climat de méfiance réciproque qui, au Pendjab notamment, divise sikhs et hindous (52 % et 40 % respectivement de la population du Pendjab), M^{re} Gandhi a assuré le pays qu'elle n'éprouvait pas « le moindre doute quant à la loyauté et au patriotisme de la communauté sikh dans son ensemble ». Même les déserteurs, selon le porte-parole du pouvoir, « ne seront en aucun cas considérés comme des mutins ».

Paix des braves

Continuant à ce qu'il avait annoncé, le ministre de la Défense, Jeo Manoj, a déclaré (Le Monde du 14 juin), les déserteurs ne risquent donc pas la peine de mort. Ils seront même traités, a-t-il un responsable officiel, avec « sympathie et compréhension ». Quant aux quarante-cinq rebelles tués au cours des opérations de recherche (bilan officiel), leurs familles toucheront la pension habituelle due aux veuves de guerre. Cette « paix des braves » ne fait pas l'unanimité dans le haut commandement de l'armée, mais devrait, dans l'esprit du pouvoir, stopper l'hémorragie de soldats sikhs et inciter les « quelques dizaines » de mutins encore dans la nature à regagner leurs casernes.

Plus tard, « quand la situation sera redevenue normale dans le Pendjab », le gouvernement

« reprendra l'initiative pour trouver une solution politique acceptable par tous », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Rao.

Pour l'heure en tout cas, le climat ne se prête guère à la reprise du dialogue, et le couvre-feu, bien qu'allégé dans certains districts, demeure presque partout en vigueur au Pendjab.

Quant à l'agitation, elle se poursuivait sporadiquement dans plusieurs régions de l'Inde. A Poonch, une petite ville du Cachemire proche de la frontière pakistanaise, le couvre-feu, relâché mardi, a été réimposé mercredi pour une durée illimitée à la suite de nouveaux incidents. A Bombay, plus de cinq mille manifestants sikhs, dont de nombreuses femmes, se sont également heurtés à la police.

Pour M. Kushwant Singh, célèbre historien sikh, député du parti de M^{re} Gandhi et confident personnel du chef de l'État, ces réactions ne seraient rien comparées à celles « auxquelles il faut s'attendre dans le Pendjab quand la loi martiale sera levée ». L'éminent intellectuel s'est déclaré convaincu que les événements en cours allaient « isoler pour longtemps » la communauté sikh des autres populations indiennes.

PATRICE CLAUDE.

Chine

LA PRÉPARATION D'UN ACCORD SUR HONGKONG ENTRE DANS SA PHASE FINALE

Pékin (AFP). — La seizième séance des consultations sino-britanniques sur l'avenir de Hongkong s'est achevée, le mercredi 13 juin à Pékin, avec la publication d'un communiqué commun annonçant la création d'un « groupe de travail » chargé d'étudier les documents soumis par les deux parties dans le but d'aboutir le plus tôt possible à un accord sur les questions en suspens au sujet de la colonie. Ce groupe, qui fonctionnera de manière permanente, commencera ses travaux la semaine prochaine à Pékin. La délégation britannique sera conduite par M. David Wilson, sous-secrétaire d'État adjoint au Foreign Office.

[La formation d'un « groupe de travail » annonce à Pékin est généralement interprétée comme le signe que les négociations chinoises et britanniques sont parvenues au stade final de leurs travaux et devraient aboutir à la rédaction d'un document précisant les conditions de leur accord sur l'avenir de Hongkong. La Chine doit rétablir en 1997 sa souveraineté sur la colonie britannique. Pékin a cependant fait savoir que le problème devait être réglé dans son principe dès le mois de septembre de cette année.]

Le Vietnam enlisé au Cambodge

(Suite de la première page.)

« Naturellement, il y a des problèmes, reconnaît le vice-ministre de la Défense, le général Hoang Van Thai. Mais ce ne sont pas de gros problèmes, car leurs forces ne sont pas importantes. » Il n'en reste pas moins que les évaluations des effectifs des maquisards par les responsables vietnamiens correspondent à celles des experts occidentaux : environ trente mille Khmers rouges, cinq mille partisans de M. Son Sann, ancien premier ministre du prince Sihanouk, et deux mille shanoukistes.

L'objectif de l'élimination des forces de M. Pol Pot n'a pas été atteint lors des dernières opérations, en raison des sanctuaires dont elles disposent en territoire thaïlandais, reconnaît-on, en ajoutant aussitôt que les forces khméro-vietnamiennes n'avaient pas « un droit de poursuite en Thaïlande. Mais les coups portés ont été « suffisamment destructifs » pour que les Khmers rouges éprouvent des difficultés avant « de pouvoir se rétablir ».

Les Vietnamiens ont connu également un échec relatif lors de leur attaque contre le quartier général des forces de M. Son Sann à Ampil, à la mi-avril. Le ministre des affaires étrangères à Hanoi explique aux diplomates occidentaux que les forces khméro-vietnamiennes n'ont pas voulu appuyer cette offensive pour épargner les populations civiles. Quoi qu'il en soit, les nationalistes revendiquent, pour leur part, leur première grande victoire militaire sur les « forces d'occupation », qui se sont retirées après plusieurs jours de combat.

Enfin, l'absence d'opération contre le camp de Tatum, la principale base shanoukiste, ne manquant pas de surprendre les observateurs à Hanoi, on se contente de déclarer que les partisans du prince Sihanouk ne constituent pas une « menace militaire sérieuse ». Mais revient l'éternelle question que pose un diplomate occidental : « Les Vietnamiens veulent-ils mener l'ancien chef d'État au Cambodge ? »

A la frontière chinoise

Comme les deux années précédentes, le Vietnam devrait procéder à un retrait qui sera une fois de plus sujet à controverse. L'opération porterait cette année sur trois mille hommes — une goutte d'eau et moins de la moitié des effectifs rapatriés en 1983. Mais ce retrait n'est pas prévu avec la même certitude que l'année dernière et paraît donner lieu à des discussions. « Le prochain retrait est toujours discuté, nous déclarait en mai le colonel Tran Cong Man. On

va voir comment les Chinois vont aider Pol Pot. S'ils poursuivent leur aide, cela posera des difficultés. Cela dépend aussi de la situation sur la frontière sino-vietnamienne ».

Car cette année, la situation a été « très tendue » entre la Chine et le Vietnam. Bien qu'une deuxième « leçon » chinoise ne soit pas envisagée. Depuis 1979, date de l'offensive chinoise au nord du Vietnam, c'est la première fois que les activités sont aussi soutenues sur ce front. Des mesures préventives de défense civile ont été prises, notamment dans la région de Lang-Son, à 150 kilomètres au nord de Hanoi, où les paysans installés dans la zone la plus proche de la frontière ont été évacués vers l'arrière.

Dans un tel contexte, les manœuvres conjointes soviéto-vietnamiennes qui ont eu lieu à la mi-avril, les premières officiellement annoncées depuis 1975, inquiètent les diplomates occidentaux qui y voient « une réponse » à la Chine. Plus que leur dimension — cinq cents marins soviétiques opérant à partir du Ivan-Rogov, un bâtiment de débarquement de 14 000 tonnes, c'est le site choisi, 150 kilomètres au sud de Hanoi, qui attire l'attention des observateurs. « Les Chinois ont toujours attaqué le Vietnam, dans l'histoire, par la voie maritime, note un diplomate occidental. Les Vietnamiens ont renforcé depuis 1979 leur dispositif de défense le long de la côte. Il y a une certaine inquiétude de voir les Chinois passer à l'attaque dans ce secteur, car l'île de Hainan, qui est une importante base aérienne chinoise, se trouve à moins d'une heure de vol des côtes vietnamiennes et de Hanoi ».

La crise économique

Signe des temps ? Les dirigeants vietnamiens s'efforcent pourtant d'effacer chez leurs interlocuteurs cette impression que Hanoi veut trouver une « riposte » à la tension frontalière, ou même donner une part trop belle à la coopération militaire soviéto-vietnamienne. De là quelques confidences parfois surprenantes. En privé, les responsables du ministère des affaires étrangères estiment ainsi que la propagande chinoise a diminué d'intensité ces derniers mois. Le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, juge, pour sa part, que « la politique chinoise a eu moins d'impact sur des points mineurs ». En privé, il reconnaît que Pékin n'exige plus le retrait effectif et inconditionnel des forces vietnamiennes du Cambodge, en préalable à l'ouverture de négociations.

Confronté à une crise économique de plus en plus difficile malgré des progrès dans l'agriculture, empêtré dans une situation militaire de plus en plus complexe, le Vietnam se donne-t-il de bonnes raisons de faire croire qu'il est prêt-à-part à en finir avec la crise cambodgienne ?

Le premier ministre, M. Pham Van Dong, qui nous a reçu, s'en

tient à un constat aux accents « churchilliens ». « A l'heure actuelle, nous avons des difficultés. Nous aurons encore des difficultés. C'est la vie de tous les pays. C'est la vie du Vietnam, et nous aurons à surmonter des difficultés encore plus grandes. Eh bien, nous les surmonterons. Nous irons de l'avant. »

Les dirigeants vietnamiens ressentent à longueur de discours la nécessité de construire « ensemble » l'économie socialiste et d'assurer « ensemble » la sécurité. Mais la route est longue.

C'est bien là que se situe le problème pour les responsables du Vietnam : comment galvaniser l'homme de la rue pour des objectifs incertains et trop éloignés, alors que le salaire mensuel de 280 dong suffit à peine pour survivre deux semaines à Hanoi ? Pour M. Hoang Tung, ancien directeur du quotidien du parti, le Nhan Dan, et secrétaire du comité central du PCV, « un des problèmes immédiats est de faire en sorte que les travailleurs aient un niveau de vie minimum acceptable ». Imperceptiblement, le discours change à Hanoi concernant les répercussions de la crise cambodgienne sur la situation économique. L'approvisionnement des « bo-doi » au Cambodge n'est pas en soi un problème. « parce qu'ils sont habitués à des conditions de vie très précaires », déclare le vice-premier ministre, M. Tran Phuoc. En revanche, reconnaît-il, « pour un pays qui veut se reconstruire, devoir envoyer des troupes dans un autre pays (...) est un poids pour l'économie locale ».

En l'an 2000, le Vietnam comptera environ cent millions d'habitants (contre cinquante-sept millions actuellement). Il ne peut en nourrir que soixante-dix millions dans le meilleur des cas, à moins de procéder à une modernisation complète de son agriculture. « C'est à peu près le même bilan pour l'ensemble de l'industrie de ce pays, note un diplomate occidental. Pour les Vietnamiens, le Comecon n'a apporté aucune réponse aux problèmes fondamentaux. Pour les résoudre, ils doivent donc se tourner vers les pays occidentaux. A quel prix ? Une solution négociée au Cambodge, ce qui ne serait pas forcément pour déplaire aux Soviétiques. Certes, le Vietnam tiendra compte de sa sécurité dans toute solution. »

Optimisme inconsidéré ? Les ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) réunis le 8 mai, à Djakarta, ont noté que les efforts déployés par l'Indonésie, qui assure la présidence de l'association, n'ont conduit à aucun progrès en vue de cette solution négociée à la crise cambodgienne. « Nous sommes réalistes et il faudra du temps », déclarait M. Dhanabalan, ministre singapourien des affaires étrangères, à l'issue de cette réunion.

JAMES BURNETT.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les folles rumeurs de Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — La rumeur folle court et s'aggrave : « C'est pour le vendredi 15 juin ». A Beyrouth, il est constamment question de dates jolies, d'échéances primaires, de batailles apocalyptiques ou même de débarquements israéliens rocambolesques. Il circule tant de bruits et il se produit tant de violences dans cette ville marquée depuis dix ans du sceau de la guerre qu'une date finit un jour par coïncider avec l'événement. « On vous l'avait bien dit... » On vous avait tout dit, et jusqu'au jour J de l'invasion israélienne en 1982.

Rarement, cependant, une rumeur avait atteint une telle ampleur que celle du 15 juin. Du coup, les services de renseignements de toutes les milices sont effrétés et ont cherché à percer les intentions de l'ennemi. Il est alors apparu que la date fatidique avait une triple origine. L'ambassade des Etats-Unis, transférant diplomates et ressortissants du secteur musulman, où ils sont menacés, à la banlieue du secteur chrétien, où ils sont bienvenus, a lâché dix courriers dans une surface de 10 kilomètres carrés à la recherche de trois cent vingt appartements à louer, dans un délai de quinze jours, expirant, précisément, le 15 juin. Dans ce nid de rumeurs qu'est la capitale libanaise, c'était bien plus qu'il n'en fallait pour susciter un affrontement général ou, mieux, un débarque-

ment israélien en secteur chrétien, qui isolerait les Américains en situation d'otages du côté musulman s'ils ne se repliaient pas précipitamment.

Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi que l'année scolaire à Jbeil, l'antique Byblos, Jbeil-la-Douce, dernier coin du réduit chrétien à n'être pas bombardé, va se terminer le 15 juin, et que c'est le responsable phalangiste des lieux qui l'a annoncé parce qu'il était tout simplement fier de souligner que, chez lui, les élèves étaient allés à l'école (presque) tous les jours. Enfin, en Israël, l'année scolaire finit également le 15 juin. « Alors, vous comprenez... », disent les derniers farwests de l'État hébreu avec un sourire entendu.

L'« intoxic » risque finalement de créer l'événement, tant les deux camps sont, en cette veille du 15 juin, sur le qui-vive. A toutes fins utiles, les dirigeants sunnites de Beyrouth-Ouest, qui a lourdement payé de quatre-vingt-dix détonations, la « bataille des pleins pouvoirs », ont demandé que les batteries de canons de la milice chiite Amal (ce n'est pas dit, mais l'allusion est claire) ne circulent plus dans les quartiers résidentiels pour leur éviter la foudre meurtrière des représailles.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Les dirigeants réaffirment à M. de Cuellar leur opposition à une conférence internationale sur la Palestine

De notre correspondant

Jérusalem. — Ce fut comme prévu une « visite d'information », et guère plus. En arrivant en Israël, après huit jours passés dans quatre pays arabes (Égypte, Syrie, Liban et Jordanie), le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, n'était porteur d'aucun message aux propositions spécifiques. En repartant, une trentaine d'heures plus tard, mercredi 13 juin, il estimait « comprendre l'attitude des Israéliens envers l'ONU » et posséder « une idée plus claire des problèmes de la région ».

Les dirigeants de Jérusalem lui avaient réservé un accueil courtois mais sans chaleur. Rappelant à son hôte les nombreux griefs de l'État hébreu à l'encontre de l'Organisation internationale, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a reproché à l'ONU de vouloir « détruire la légitimité d'Israël » et d'« encourager les terroristes en les acceptant comme des partenaires légitimes ». « Nous n'avons », a ajouté M. Shamir, aucune illusion sur un éventuel changement d'attitude de l'ONU à notre égard. »

M. de Cuellar a promis de tout faire pour « corriger certaines iniquités » et « améliorer la position d'Israël dans les institutions de l'ONU », notamment au sein du secrétariat, mais reconnaît volontiers ici qu'il n'aura pas la tâche

facile. Quant aux « innombrables résolutions » votées par l'Assemblée générale, M. de Cuellar a seulement constaté qu'elles « n'étaient pas de son ressort ».

Les Israéliens ont répété à leur interlocuteur qu'ils ne voulaient ni d'une conférence internationale sur la Palestine patronnée par l'ONU, ni d'un dialogue avec leurs voisins par l'entremise d'une tierce partie, ni enfin d'une extension du rôle de la FINUL au Liban du Sud. Le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, a enfoncé le clou en affirmant que la FINUL était « totalement dépassée », et « ne servait à rien puisqu'elle refusait d'avoir le moindre contact avec l'armée du Liban du Sud », commandée par le général Antoine Lahad.

M. de Cuellar a reçu les familles des sept Israéliens détenus en Syrie et s'est engagé à favoriser un échange de prisonniers de guerre entre Damas et Jérusalem. Il devait contacter à ce sujet, dès jeudi, les représentants de la Croix-Rouge internationale à New-York. Les dirigeants israéliens ont bien accueilli ce geste. Sans doute avaient-ils moins apprécié d'entendre leur hôte annoncer qu'il « rencontrerait M. Yasser Arafat en juillet quelque part en Europe ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Annie ERNAUX



La place

récit

« Une belle réussite littéraire, vibrante d'émotion contenue, de retenue. »

Bernard Alliot/Le Monde

GALLIMARD

AMÉRIQUES

LA VISITE DU PRÉSIDENT DU COSTA-RICA A PARIS

Les ministres des affaires étrangères de la CEE de l'Espagne et des pays d'Amérique centrale se réuniraient en septembre

Un accord de coopération économique entre la France et le Costa-Rica a été signé mercredi 13 juin à Madrid par les ministres des relations extérieures des deux pays, MM. Chaysson et Gutierrez.

An cours du dîner offert ensuite par M. Mauroy à M. Luis Alberto Monge, président du Costa-Rica, qui devait être reçu ce jeudi à l'Élysée par M. Mitterrand, le chef du gouvernement français a estimé que « ceux qui tentent de faire entrer les conflits de l'Amérique centrale dans la perspective de l'affrontement entre les deux grandes puissances se trompent ».

« La France cherche à éviter le recours aux méthodes militaires. Elle ne croit pas que l'usage de la force puisse offrir une solution », a-t-il dit. « Ce n'est pas ainsi que pourront être surmontées les disparités économiques excessives et les

injustices sociales criantes qui, en Amérique centrale, constituent la véritable cause des conflits ».

M. Mauroy a rendu hommage au Costa-Rica, « qui défend à la fois sa propre personnalité et un exemple de démocratie et de stabilité que bien des pays d'Amérique latine pourraient lui envier ». Il a rappelé l'« appui déterminé » que la France a apporté à la déclaration de neutralité du Costa-Rica, en novembre 1983. Le premier ministre a également réaffirmé l'appui de son mouvement au groupe de Contadora et à « tous les mécanismes bilatéraux de conciliation avec le Nicaragua ».

M. Monge a développé la même idée en affirmant, mercredi, lors de la réception que lui a offerte M. Mermaz, que ces conflits « nous pas pour origine la confrontation Est-Ouest, mais l'oppression et la misère dans lesquelles ont été maintenus les peuples d'Amérique centrale (...). La bataille finale pour la paix et la liberté en Amérique centrale ne va pas se livrer sur le terrain de la négociation ».

M. Monge a soumis au chef de la diplomatie française l'idée d'une conférence des ministres des relations extérieures de la CEE, de l'Espagne et des nations d'Amérique centrale pour discuter, vraisemblablement en septembre prochain, de la coopération politique et économique entre les deux régions. La France, a-t-on indiqué au Quai d'Orsay, est favorable à une telle conférence, qui, selon des sources costariciennes, a déjà reçu l'appui des gouvernements d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et de l'Espagne.

La Cour suprême statue contre la protection des minorités lors des licenciements

Etats-Unis

De notre correspondant

Washington. — Les efforts entrepris depuis une vingtaine d'années aux Etats-Unis pour lutter contre la discrimination raciale en faveur des Noirs, doivent-ils avoir un effet rétroactif ? Faut-il, en d'autres termes, qu'une entreprise, lorsqu'elle doit licencier, ignore la règle du « dernier embauché, premier congédié » afin de maintenir en son sein l'équilibre qu'elle avait atteint, grâce à l'Affirmative Action, entre salariés noirs et blancs ? Non, a répondu mardi 12 juin la Cour suprême, et son arrêt, très discuté, ouvre une brèche dans laquelle tant de gens se sont engagés tout ceux qui n'ont jamais pleinement accepté que soient répétés les injustices de l'histoire.

Le conflit qui vient de trancher la Cour suprême remonte à 1980 : Memphis, ville du Tennessee, dont près de 40 % des habitants sont noirs, connaît des difficultés financières. Il faut déboucher, notamment à la caserne des pompiers, où, à la suite d'une longue bataille politique, de nouvelles règles d'embauche fléchissent devant les tribunaux, et assurant un quota aux Noirs, vient de faire passer leur pourcentage de 4 % à 11,5 %. La règle de l'ancienneté est appliquée et les licenciements touchent en conséquence vingt-cinq Blancs et quinze Noirs. A l'initiative d'un capitaine de pompiers noir, M. Carl Scotts, l'affaire est portée devant la justice, et les magistrats donnent tort à la municipalité, car l'entière application de la règle de l'ancienneté « a pour effet de réduire le pourcentage ».

Deux principes moraux se posent : l'égalité devant l'embauche et l'égalité devant le licenciement, à laquelle les syndicats sont d'autant plus attachés qu'ils sont dominés par les Blancs. La ville et le syndicat des pompiers font appel et sont dé-

boutés, avant d'obtenir gain de cause de la Cour suprême. Son arrêt a d'autant plus de poids que, bien que tout le monde ait entre-temps été rétroactif, elle a tenu à se prononcer afin de statuer au fond.

La loi sur les droits civiques de 1964, a-t-elle fait valoir, suppose explicitement que, à moins d'avoir été établies dans des buts discriminatoires, les règles d'ancienneté ne peuvent être remises en question par la protection et la promotion des minorités. Il était donc « impropre de dénier à un employé (blanc) les avantages de l'ancienneté », alors que les pompiers noirs, qui avaient gardé leur travail en vertu du jugement de première instance et d'appel, n'avaient pas été « principalement » victimes d'une discrimination, et que « la seule appartenance à un groupe défavorisé » ne saurait donner droit à une compensation en matière d'ancienneté.

Les syndicats ont applaudi, disant, comme le président de la Fédération américaine des enseignants, que, « sur le long terme, les règles d'ancienneté sont une bonne chose pour les minorités, car elles sont objectives ».

Pour M. Hooks, le directeur exécutif de l'importante Association nationale pour l'avancement des gens de couleur, l'arrêt de la Cour offre, au contraire, aux municipalités un moyen détourné de maintenir la discrimination. « Dans une nation dont l'histoire est marquée par l'exclusion de groupes de gens en raison de leur race, de leurs croyances ou de leur sexe, a-t-il dit, l'appui donné à la règle du « dernier embauché, premier congédié » ignore la situation réelle dans laquelle les pratiques discrimi-

natoires ont placé et continuent de placer les groupes exclus. » Pour M. Jackson, candidat noir à l'investiture démocrate, « ce jugement marque un retour aux jours de souffrance ». D'autres porte-parole de mouvements en faveur des droits civiques estiment, au contraire, que l'arrêt est d'une « importance limitée », car il ne discute pas le principe de l'Affirmative Action.

Une atteinte à la loi de 1964

sur les droits civiques

Ce n'est, en effet, pas le cas, et c'est ce qu'a voulu clairement marquer la Cour en se référant au Civil Rights Act de 1964, la loi qui a marqué un grand tournant dans la situation des Noirs américains. Il n'en reste pas moins que l'arrêt sur les licenciements de Memphis permet aux adversaires de l'Affirmative Action de mettre en question la légalité de tout quota d'embauche.

Tirée d'un cas extrême — mais loin d'être unique — la conclusion est abusive. Le ministre de la justice M. Smith, l'a cependant immédiatement fait savoir en déclarant que « les quotas fondés sur des considérations raciales ne peuvent être imposés par les tribunaux dans les relations de travail ». « Les quotas sont un instrument de discrimination », a-t-il ajouté, avant que le chef du département des droits civiques de son ministère n'annonce le réexamen de tous les accords anti-discriminatoires — pour l'avenir seulement, a-t-il néanmoins précisé.

Il n'est pas sûr que ses déclarations soient réellement suivies d'effet, mais la contestation de l'Affirmative Action, plus que jamais encouragée par l'administration, va maintenant se développer vigoureusement. Effet induit : M. Mondale risque dans ces conditions de se trouver dans une situation inconfortable. Il est obligé de ne heurter ni les syndicats, qui sont son principal soutien, ni M. Jackson, qui ne s'est pas encore rallié à lui et attend, pour le faire, des engagements précis sur le soutien du Parti démocrate à la communauté noire.

M. Reagan a d'autant plus de raisons de sourire que la Cour suprême vient, par ailleurs, de rendre deux autres arrêts qui ne peuvent que le satisfaire. « Des considérations supérieures de sécurité publique », avait-elle estimé lundi, peuvent autoriser la police à interroger un suspect sans l'avertir au préalable qu'il a le droit de refuser de répondre et de demander la présence d'un avocat. Mardi, suivant une procédure encore aux garanties judiciaires : des preuves illégalement obtenues par la police pourront désormais être retenues par les tribunaux, à la condition qu'il soit établi qu'elles seraient de toute manière légalement apparues au cours de l'enquête.

BERNARD GUETTA.

El Salvador

M. DUARTE DISSOUT UNE UNITÉ DE POLICE SOUPÇONNÉE D'AVOIR DES LIENS AVEC LES ESCADRONS DE LA MORT

San-Salvador (AFP, Reuters). — M. Duarte, nouveau président du Salvador, a dissous mercredi 13 juin une unité de renseignement (G2) de la police des finances, un corps soupçonné d'avoir des liens avec les Escadrons de la mort. Les agents du G2 seront mutés en province. Le chef de la police des finances, le colonel Carranza, accusé aux Etats-Unis de liens avec les Escadrons de la mort et avec la CIA, a déjà été muté fin mai et nommé à l'ambassade du Salvador en République fédérale d'Allemagne.

Le nouveau directeur de la police des finances a reconnu, mercredi, que les rumeurs liant des membres de ce corps à des atrocités d'extrême droite s'étaient révélées fondées dans certains cas. Le colonel Golche, qui a pris ses fonctions à la fin de mai, a toutefois nié que le transfert d'une centaine d'agents de ce corps — envoyés combattre la guérilla dans l'est et le nord du pays — soit une sanction. Cette décision, a-t-il dit, reflète seulement « un désir de changement ».

Chargée de la « protection des intérêts du ministère des finances », la police des finances est en fait l'un des principaux corps de sécurité du Salvador et remplit des fonctions similaires à celles de l'armée, notamment la lutte contre la guérilla.

Nicaragua

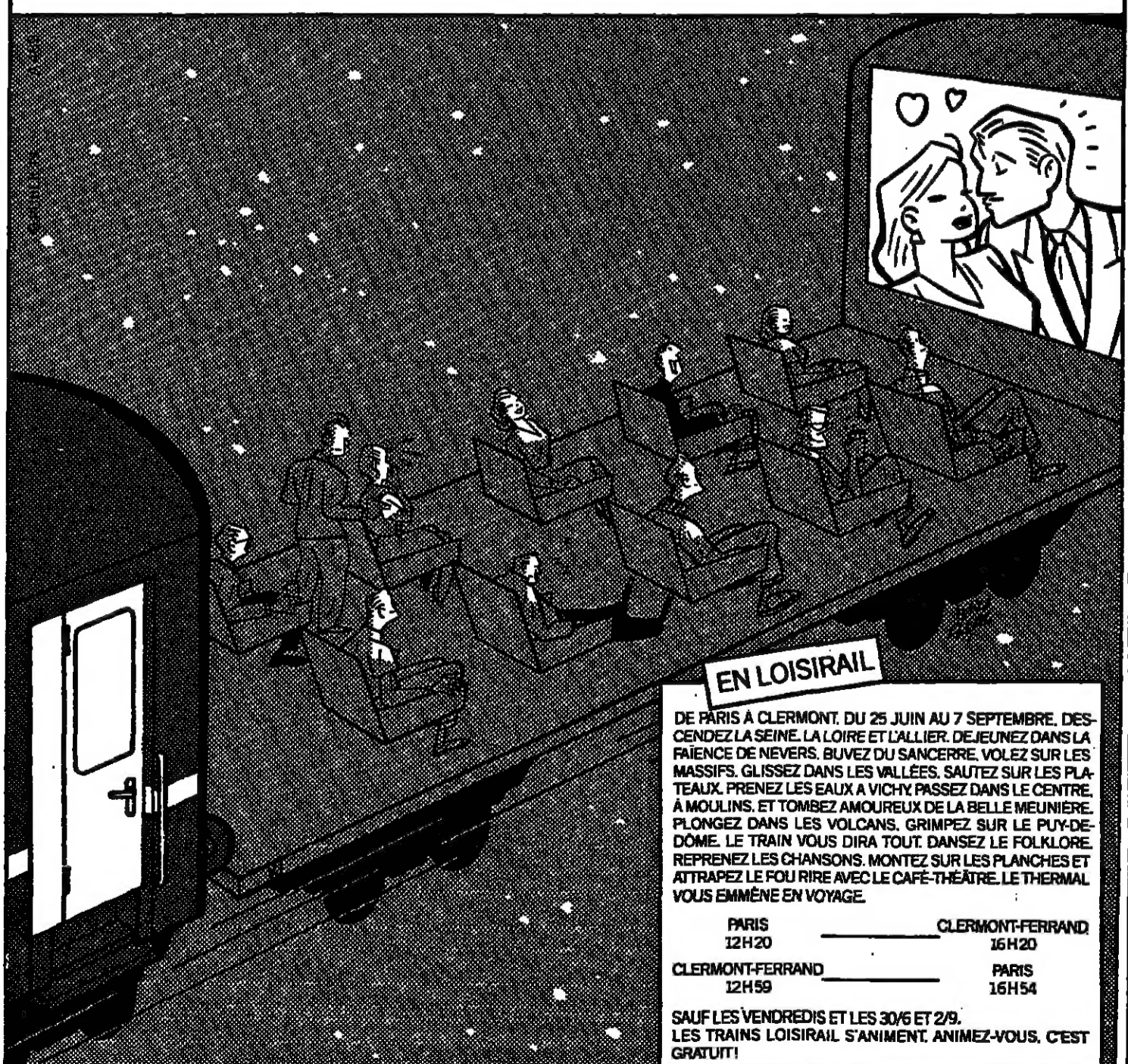
OFFENSIVE VICTORIEUSE DES SANDINISTES CONTRE LES FORCES DE M. PASTORA

L'armée nicaraguayenne a lancé une vigoureuse offensive contre les forces d'Edén Pastora (blessé, le 30 mai, au cours d'un attentat et actuellement hospitalisé au Venezuela) qui sont restées en territoire nicaraguayen près de la frontière du Costa-Rica. Elle a réussi à les repousser, selon des sources concordantes, dans les régions frontalières marécageuses, et les pertes seraient lourdes des deux côtés.

M. Solano, ministre de la sécurité du Costa-Rica, a précisé, mercredi 13 juin, que soixante-cinq insurgés, membres de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique de M. Pastora) s'étaient réfugiés au Costa-Rica depuis quarante-huit heures. Plus d'une centaine de rebelles auraient été tués au cours des opérations, et les hôpitaux costariciens sont en état d'alerte, dans l'attente de blessés.

Selon les rebelles eux-mêmes, les sandinistes se sont emparés d'au moins sept positions tenues par l'ARDE dans ce secteur. Et ils ont admis que « trois cents d'entre eux ont été défaits ». — (AFP, Reuters, UPI.)

LE THERMAL FAIT DU CINÉMA !



EN LOISIRAIL

DE PARIS A CLERMONT, DU 25 JUIN AU 7 SEPTEMBRE, DESCENDEZ LA SEINE, LA LOIRE ET L'ALLIER, DEJEUNEZ DANS LA FAIENCE DE NEVERS, BUVEZ DU SANCERRE, VOLEZ SUR LES MASSIFS, GLISSEZ DANS LES VALLEES, SAUTEZ SUR LES PLATEAUX, FRENEZ DANS LES BAUX A VICHY PASSEZ DANS LE CENTRE, A MOULINS, ET TOMBEZ AMOUREUX DE LA BELLE MEUNIERE, PLONGEZ DANS LES VOLCANS, GRIMPEZ SUR LE PUY DE DÔME, LE TRAIN VOUS DIRA TOUT, DANSEZ LE FOLKLORE, REPRENEZ LES CHANSONS, MONTEZ SUR LES PLANCHES ET ATTRAPEZ LE FOU RIRE AVEC LE CAFÉ-THÉÂTRE, LE THERMAL VOUS ENNEMME EN VOYAGE.

PARIS	CLERMONT-FERRAND
12H20	16H20
CLERMONT-FERRAND	PARIS
12H59	16H54

SAUF LES VENDREDIS ET LES 30/6 ET 2/9.
LES TRAINS LOISIRAIL S'ANIMENT, ANIMEZ-VOUS, C'EST GRATUIT !

SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

• LONDRES. INTERDIT L'EXPORTATION AU CHILI DE CHARS ANTI-ÉMEUTES. — Le gouvernement britannique a interdit l'exportation au Chili de quarante chars anti-émeutes ultra-perfectionnés d'un montant total de 15 millions de livres (180 millions de francs) en raison du « bilan désastreux du Chili en matière de droits de l'homme », a-t-on appris, mercredi 13 juin, au ministère britannique du commerce. — (AFP.)

Libye

• UN APPEL D'AMNISTY INTERNATIONAL. — L'organisation humanitaire a demandé jeudi 14 juin au colonel Kadhafi de renoncer à la « liquidation physique » d'opposants à son régime. Amnesty s'élève contre les exécutions de sept Libyens entre le 3 et le 7 juin, affirmant qu'ils ont tous été arbitrairement arrêtés et pendus publiquement sans procès — deux dans l'heure qui a suivi leur arrestation — sur la présomption d'appartenance à l'opposition au gouvernement. Des centaines de Libyens ont été arrêtés et, dans certains cas, peut-être torturés à la suite de la tentative ratée d'attaque contre une caserne de Tripoli où réside souvent le colonel Kadhafi, le 8 mai dernier, affirme Amnesty. A la suite de ces événements, des « assemblées du peuple » se sont prononcées en faveur de l'exécution des opposants au colonel Kadhafi. Ces assemblées, poursuit Amnesty, ont même décidé « d'enrôler des milliers de fils du peuple arabe libyen dans des commandos suicidaires qui liquide-

raient les ennemis de la révolution et les pourchasseraient, quel que soit l'endroit où ils sont dans le monde, afin de les liquider physiquement ». — (AP.)

Nigéria

• APPEL DU CLERGE. — Les évêques catholiques du Nigéria ont demandé au gouvernement militaire de créer les conditions d'un éventuel retour à un gouvernement civil, dans un memorandum adressé, mardi 12 juin, au chef de l'Etat, le général Buhari. Dans ce memorandum, qui constitue la plus importante déclaration publique faite au Nigéria depuis le coup d'Etat du 31 décembre 1983, les évêques qualifient de « tâche d'avenir urgente » la nécessité pour les militaires de préparer une nouvelle race de politiciens honnêtes.

Tunisie

• PEINES DE TRAVAUX FORCÉS POUR CINQ ÉMEUTIERS. — Quatre jeunes gens ont été condamnés, à Tunis, à des peines de quinze ans de travaux forcés pour avoir incendié un train durant les désordres de janvier. Un cinquième s'est vu infliger une peine de vingt ans de travaux forcés, a-t-on appris mercredi 13 juin dans les milieux judiciaires. Quatre des cinq prévenus étaient au banc des accusés. Aucun d'eux n'a bénéficié de l'assistance d'avocat, conformément à la décision prise par le conseil de l'ordre des avocats de boycotter les audiences de la cour d'appel de Tunis présidée par le juge Lakhdar Ben Abdesslem. — (Reuters.)

Les auto
sur la m

...et aggr
contre l

DIPLOMA

Madrid et Buenos Aires
leurs revendications
sur Gibraltar et les B

STRENGTHENING
THE REPORT
ECONOMY
IMPROVING
SITUATION

البيان 15/6/84

EUROPE

Yougoslavie

Les autorités s'interrogent sur le malaise de la société...

Belgrade. — Quelles sont les raisons idéologiques du mal yougoslave ? C'est à cette question que s'est efforcé de répondre le comité central de la Ligue des communistes, réuni à Belgrade les mardi 12 et mercredi 13 juin. Des interventions d'une trentaine d'orateurs et d'un rapport présenté par M. Sukrija (représentant du Kosovo), il ressort que l'une des principales causes de l'existence d'un conflit entre « l'Étatisme et l'autogestion ». Il est dû aussi aux « faiblesses » de la Ligue, qui n'a pas encore assuré toutes les conditions requises à la domination de la classe ouvrière, notamment son droit de disposer entièrement des fruits de son travail. Soumise aux tentatives de « fédéralisation », qui se manifestent dans une partie des républiques et régions autonomes, la Ligue n'est plus à même de remplir son rôle. Le principe du « centralisme démocratique » est durablement mis à l'épreuve puisque les décisions des instances supérieures, y compris celles du comité central, ne sont plus respectées.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, a dit l'un des orateurs, que des

De notre correspondant

reproches « d'opportunisme et d'inefficacité » lui soient adressés. L'insuffisante combativité de la Ligue a créé un climat favorable aux tentatives de ses adversaires, qui préconisent le retour au multipartisme ou l'instauration d'un « socialisme d'État ». Aussi, pour renforcer l'unité, la Ligue et le comité central exigent un « revirement » dans le comportement de tous les communistes. C'est la condition indispensable — la mobilisation des travailleurs et des citoyens en vue de la réalisation du plan de stabilisation économique — qui continue à se heurter à des résistances.

On a entendu de nombreux reproches à l'adresse des cadres politiques en « collusion » avec les bureaucrates et les technocrates ; ils essayaient de conserver le pouvoir au détriment des travailleurs. Le système de leur élection, devenu une « pure formalité », devrait être révisé parce qu'il est faux de prétendre que la concurrence entre plusieurs candidats est une forme de « désamogage ».

Plusieurs orateurs, et notamment M. Sukrija, ont nié que la Ligue soit en conflit avec l'intelligentsia. Cela ne les a pas empêchés de stigmatiser les intellectuels qui, ces derniers temps, critiquent ouvertement l'autogestion et le système politique. Ces gens, de même que les « nationalistes », a-t-il été dit, sont des « contre-révolutionnaires ». Il est du devoir du parti de s'en débarrasser. On a remarqué cependant la modération avec laquelle ce problème a été traité par M. Pozdarak, représentant la Bosnie-Herzégovine. A son avis, de nombreuses critiques sont justifiées, et même si elles ne sont pas entièrement fondées, on aurait tort de ne pas prendre en considération leurs aspects positifs et de ne pas « établir le dialogue » avec ceux qui les ont formulées.

Le comité central a adopté, à l'issue de ses travaux, des « conclusions » portant sur les réformes à entreprendre au sein de la Ligue pour remédier aux faiblesses qu'elle a manifestées. Mais ces conclusions n'apportent rien de vraiment nouveau.

PAUL YANKOVITCH.

... et aggravent la répression contre les contestataires

Vienne. — Le bilan de la répression en Yougoslavie risque de s'alourdir : après le « suicide » d'un jeune syndicaliste dissident, Radomir Radovic, fin avril, quatre intellectuels dissidents, qui font la grève de la faim depuis leur arrestation, il y a trois semaines, se trouvent dans un état grave. Selon des informations recueillies sur place auprès des familles des prisonniers par le Comité autrichien pour l'Europe de l'Est, le sociologue Milan Nikolic, âgé de trente-sept ans, a été victime d'une crise cardiaque. Les trois autres, Vladimir Mijanovic, figure de proue du mouvement étudiant à Belgrade en 1968, le traducteur Pavlo Imitovic et Vojislav Stokic, ancien professeur à l'université de Sarajevo, seraient sous perfusion. Leur état de santé est considéré comme inquiétant par leurs proches. Deux autres intellectuels, Dragomir Ohajic et Miroslav Matic ont également été arrêtés à Belgrade. Un troisième, Gordana Jovanovic, est en fuite et fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Les autorités les soupçonnent de « activités illégales et subversives ». Selon les informations du Comité, une centaine d'intellectuels ont été interrogés par la police de Belgrade dans la première semaine du mois de juin. Ce durcissement à l'égard d'une opposition jusqu'à présent tolérée s'explique en partie par la vague de protestations qu'a déclenchée la mort de Radomir Radovic.

Radomir Radovic, qui faisait partie des vingt-huit intellectuels appréhendés par la police le 20 avril der-

De notre correspondante

nier en compagnie de M. Milovan Djilas, ancien compagnon de Tito, a été interrogé deux fois par la police. Il a été retrouvé mort le 30 avril dans une maison de campagne appartenant à sa famille, à une quarantaine de kilomètres de Belgrade. Selon un communiqué du parquet de Belgrade, l'autopsie a permis de constater que la mort est intervenue à la suite d'un empoisonnement aux insecticides. Les amis du défunt interrogés par un responsable du comité de Vienne ont cependant qualifié Radovic de « psychologiquement équilibré et doté d'un tempérament de luttteur », ce qui rend « invraisemblable », selon eux, la version officielle du suicide. Radovic, estimait-il, a été probablement victime d'un accident imprévu au cours d'un interrogatoire.

Plusieurs pétitions et lettres ouvertes de protestation contre les méthodes appliquées au cours de l'enquête policière dans l'affaire Radovic ont été adressées au gouvernement fédéral et aux gouvernements de Serbie et de Croatie, mais elles sont restées sans réponse.

M. Djilas a fait appel à plusieurs organisations internationales pour obtenir la libération des six intellectuels en prison. Selon lui, ils n'ont commis aucune activité illégale du fait que les réunions des « universités volantes » organisées en Yougoslavie depuis 1977 étaient connues des autorités, qui n'avaient jamais ressenti le besoin d'interven-

nir. Selon le Comité de Vienne, les oppositionnels yougoslaves estiment que le durcissement à leur égard reflète la préoccupation des autorités devant l'éventualité d'une alliance entre les intellectuels dissidents et une partie des ouvriers, de plus en plus touchés par la crise économique qui pourrait déboucher sur la création d'un comité d'autodéfense sociale sur le modèle du KOR polonais.

WALTRAUD BARILY.

Expulsé de Pologne

M. OLIVIER ROUX IGNORE LES RAISONS DE SON ARRESTATION

On attendait une épopée, ce furent quelques borborygmes : le récit de M. Olivier Roux, mercredi 13 juin, dès son arrivée à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, après son séjour dans les prisons polonaises, n'est pas de ceux qui font les grands succès de librairie. On a appris que « les choses s'étaient passées correctement », que, pour autant qu'il le sache, il n'y a pas de sévices envers les prisonniers et que l'épreuve a été pour lui difficile, « plus moralement que physiquement ». « Etudiant, vous n'avez pas beaucoup de moyens, lui a déclaré le procureur polonais en lui annonçant sa libération, vous n'avez pas à payer de caution. »

« Solidarité existe toujours », a annoncé M. Olivier Roux, ce qui n'est pas vraiment une révélation, et « ses militants n'ont pas perdu espoir », ce qui n'est pas totalement une surprise. Militant de l'UNEF indépendante et démocratique, accueilli chaleureusement par une cinquantaine de membres de son syndicat, M. Roux s'en remet aux décisions de son organisation pour toute campagne à mener à l'avenir. Il n'a pas eu, en Pologne, de nouvelles de l'autre prisonnier français, M. Jacques Chellot.

Tous ses remerciements vont aux « intellectuels et artistes » qui ont réclamé sa libération, et Simone Signoret a eu droit à une mention particulière. Il ignore toujours les raisons de son arrestation. « Je n'avais dans mes valises que du café et du chocolat et je vous assure qu'elles étaient lourdes. » L'UNEF ID est un syndicat strictement humanitaire.

M. B.

AFRIQUE

Angola

L'UNITA AFFIRME AVOIR CAPTURÉ DES RESSORTISANTS AMÉRICAINS

L'UNITA (opposition armée au régime de Luanda) a affirmé, jeudi 14 juin, avoir capturé onze ressortissants étrangers, dont un nombre non précisé d'Américains, lors de combats qui se sont déroulés l'avant-veille à Quibala, un carrefour routier situé à quelque 300 kilomètres au sud-est de la capitale angolaise. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, un porte-parole du mouvement de M. Savimbi a précisé que des Portugais et des Colombiens figuraient également parmi les captifs et que les combats avaient fait deux cent cinquante morts dans les rangs de l'adversaire, dont trente Cubains. — (UPI.)

Th. M.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. ALFONSIN EN ESPAGNE

Madrid et Buenos-Aires appuient leurs revendications respectives sur Gibraltar et les Malouines

De notre correspondant

Madrid. — La visite officielle en Espagne de M. Alfonsín (la première en Europe que le chef d'État argentin a effectuée), qui a pris fin mercredi 13 juin, s'est déroulée dans

un climat d'une cordialité exceptionnelle.

Buenos-Aires attend toutefois de l'Espagne qu'elle traduise sa solidarité politique dans le domaine économique. M. Alfonsín a examiné avec M. Felipe Gonzalez, une possible obtention de crédits. Le communiqué commun signé mercredi mentionne bien l'« ouverture d'une ligne de crédit » sans en préciser cependant l'importance. M. Gonzalez a cependant affirmé qu'il défendrait, dans la mesure du possible, la position de l'Argentine lors des négociations sur la dette, notamment au sein du Club de Paris.

Au plan diplomatique, l'Espagne et l'Argentine sont tombées d'accord pour critiquer la tendance des deux superpuissances à transformer chaque conflit régional en affrontement Est-Ouest. Le communiqué conjoint exprime cette préoccupation.

Le communiqué affirme aussi que « l'Espagne et l'Argentine, victimes d'une situation coloniale anachronique, appuient leurs revendications respectives de souveraineté sur les îles Malouines et Gibraltar, afin de restaurer l'intégrité de leur territoire national de manière pacifique ». M. Alfonsín a critiqué les déclarations de responsables britanniques faisant état d'un lien possible entre la présence de leur pays dans les Malouines et les préoccupations stratégiques de l'OTAN. Il a ajouté que « l'Atlantique sud ne doit pas devenir un nouvel océan Indien ».

LES DÉPUTÉS NÉERLANDAIS ONT APPROUVÉ LE REPORT DE LA DÉCISION SUR L'IMPLANTATION DES EUROMISSILES

La Haye (AFP). — Le Parlement néerlandais a approuvé, dans la nuit du mercredi 13 juin au jeudi 14 juin, le projet de gouvernement chrétien-démocrate et libéral de M. Lubbers de repousser au 1^{er} novembre 1985 la décision définitive des Pays-Bas d'installer ou non les euromissiles de l'OTAN sur leur territoire.

Après un débat qui, mardi et mercredi, a duré près de trente-deux heures, les députés ont repoussé par soixante-dix-neuf voix contre soixante et onze, une motion de l'opposition demandant de prendre en considération, au 1^{er} novembre 1985, non seulement les efforts de l'URSS pour parvenir à un accord sur les armes stratégiques, mais également la volonté de l'OTAN de réaliser un tel accord. La coalition gouvernementale, qui dispose de soixante-dix-neuf des cent cinquante sièges au Parlement, a en outre des six voix des petits partis confessionnels et du représentant du parti néo-fasciste, le Centrumpartij, pour faire face à la défection de sept parlementaires chrétiens-démocrates qui ont voté en faveur de la motion de l'opposition.

La seule chose que Macintosh ne peut pas faire c'est de venir vous voir.



Pour voir Macintosh, téléphonez au 16.05.22.22.22 (appel gratuit).



EUROPE

Le Parti communiste italien après Berlinguer

II. - Préserver les acquis

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Dans un premier article, Philippe Pons a évoqué l'héritage sur lequel s'est construit le « berlinguerisme », et le chemin que l'ancien secrétaire général a fait parcourir au PCI (le Monde du 14 juin).

pourrait aussi se traduire par un recul électoral et ferait perdre au PCI le prestige qu'il s'est acquis au sein du mouvement communiste international.

Rompre

avec le mythe soviétique

Rome. - Togliatti mourut à Yalta en 1964, en pleine controverse sino-soviétique ; Luigi Longo fut contraint par la maladie à abandonner la direction de son parti en 1968, au moment de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie qui sera à l'origine de la première cassure entre les communistes italiens et Moscou. Enrico Berlinguer disparaît alors que le PCI n'a ni président ni secrétaire général adjoint, ce qui rend plus aigu le problème de la succession. Il laisse inscrite l'évolution qu'il avait fait accomplir à son parti.

Il appartient à son successeur de poursuivre le cheminement long de ces « sentiers inexplorés » - selon l'expression même de Berlinguer - sur lesquels ce dernier s'était aventuré. Il a accompli les premiers pas. L'acquis est déjà important. Ce qui reste à faire ne l'est pas moins. Il paraît difficile de revenir en arrière au risque d'une régression idéologique qui

Deux tâches attendent le successeur de Berlinguer : consolider l'autonomie du PCI par rapport à l'URSS en cherchant de nouvelles convergences, en particulier avec les partis sociaux-démocrates européens ; sur le plan intérieur, définir une politique d'alliance crédible. L'époque de la solidarité nationale achevée, l'« alternative démocratique » encore dans les limbes, le problème est entier. Dans son dernier discours à Padoue, Berlinguer avait affirmé : « Encore une fois il a été démontré qu'en Italie une démocratie qui exclut les communistes est impossible. » Une sorte de testament. En d'autres termes, on ne gouverne pas sans les communistes, mais toute la question pour le PCI est de savoir comment sortir de la situation d'opposant qui est aujourd'hui la sienne. Problème fondamental : car c'est précisément par sa capacité d'ouverture, d'initiative, que le parti de Berlinguer

avait affirmé son poids dans le jeu démocratique italien.

C'est en matière internationale que l'acquis paraît le plus solide. Les prosoviétiques au sein de l'appareil du PCI sont une petite minorité, même si, à la base, subsistent des nostalgies. L'autonomie par rapport à Moscou a une longue histoire (que l'on pense au dernier vote de Togliatti en 1964). Mais Berlinguer plus que d'autres a senti l'importance d'une stratégie internationale « occidentale » pour le PCI (en 1969, à Moscou, alors qu'il n'était encore que secrétaire adjoint, il refusait, au nom de son parti, de signer une déclaration commune sur l'unité stratégique du mouvement communiste). La « cassure » avec Moscou en 1981, qu'entérinera avec quelques semaines le septième congrès deux ans plus tard, est sans doute l'acte le plus significatif accompli par Berlinguer, car il contribue à la transformation la plus profonde qu'un parti communiste ait accompli sans se rompre : la fin de la dépendance de Moscou était déjà une chose acquise du temps de Togliatti. Il restait à Enrico Berlinguer à rompre avec un ancrage

plus tenace parce que plus diffus : le mythe soviétique.

En condamnant l'URSS à propos des événements polonais, c'est-à-dire une lutte ouverte dans un pays dirigé par un parti communiste et sous tutelle soviétique, Berlinguer ne faisait pas que prendre ses distances par rapport à Moscou. Il ouvrait aussi de nouveaux espaces de collaboration avec la gauche occidentale au-delà des PC empiétrés dans leur alliance tacite ou ouverte. L'eurocommunisme qui battait de l'aile a été vidé de son contenu par le drame polonais. Cette tentative de coopération des partis communistes occidentaux indépendamment de Moscou n'était pas de nature anti-soviétique. En rompant avec le mythe enveloppant les héritiers de la révolution d'Octobre, Berlinguer allait plus loin : il s'agissait moins d'écarter l'eurocommunisme que d'en faire un objectif du socialisme : il impliquait ainsi la possibilité et la nécessité d'un approfondissement de la voie réformiste.

Sortir de l'isolement

Les contacts avec l'Internationale socialiste, les rencontres avec MM. Gonzalez et Papandreu à la fin de l'année dernière, les liens avec MM. Brandt et Palme notamment sur la question des missiles, témoignaient de la nouvelle disponibilité du PCI envers les mouvements sociaux-démocrates européens. Il appartenait au successeur de Berlinguer de tirer les conséquences des choix faits par le secrétaire général disparu.

En politique intérieure, l'héritage sera plus difficile à gérer. Depuis la fin, en 1979, des gouvernements de solidarité nationale, le

PCI se trouve dans une situation d'isolement, sans projet politique clairement défini. Cet isolement a été aggravé par l'arrivée à la présidence du conseil de M. Craxi. Les relations entre socialistes et communistes sont de plus en plus tendues. La ligne de l'« alternative démocratique » ne semble guère praticable dans l'actuel rapport de forces.

C'est pourquoi M. Berlinguer s'était lancé avec énergie dans la campagne pour les élections européennes du 17 juin. Une légère progression pourrait faire du PCI le parti de majorité relative (il est en effet, avec 30,8 % des suffrages, à deux points derrière la Démocratie chrétienne). Elle lui permettrait de sortir de son isolement et de se trouver en position d'arbitre, voire d'apparaître comme le point de convergence d'une possible solution de réajustement.

Les choix de Berlinguer, à commencer par le compromis historique, ont été jugés sévèrement par une partie de la gauche qui les estime erronés : d'une part, ils auraient privé ainsi de point de référence toute une génération (celle des années 1970) qui a soudain découvert un PC acceptant le système, s'alliant à un parti qui s'était approprié l'appareil d'Etat (la Démocratie chrétienne) et renouant à faire du prolétariat le « sujet » de l'histoire. Pour certains, le PCI, à l'époque du compromis historique, pouvait sans doute participer au pouvoir, mais par son réformisme il risquait d'être dans l'incapacité de contrôler le processus dans lequel il s'était impliqué. C'est un peu d'ailleurs ce qui se produisait avec les gouvernements de solidarité nationale.

Si la politique du compromis historique a failli dans sa version gouvernementale, elle n'en reste pas moins un acquis pour le PCI. Celui-ci n'a en rien abandonné la méthode d'action qui était à la base de cette stratégie : ce grand dessein d'union avec « le peuple catholique » autour d'un projet de

société progressiste qui s'inscrit en fait dans une longue tradition de compréhension réciproque entre les communistes et les catholiques. La mort de Berlinguer a encore démontré l'existence de cette alliance dont on trouve la réalisation quotidienne dans les structures syndicales.

Mais l'héritage de Berlinguer est aussi d'une autre nature. Par son attitude personnelle, par cette intégrité qui le faisait sortir toujours avec dignité même de ses défaites, il a contribué à renforcer le patrimoine moral de son parti. Il laisse un message : compter avant tout sur ses valeurs civiques, sur son sens de l'Etat, sur ce qu'il nommait sa « diversité » dans le monde politique italien, pour régénérer la société.

Dans son discours d'hommage au leader disparu, M. Pajetta, chef historique du PCI, qui était le premier dirigeant à prendre la parole depuis lundi 11 juin, n'a rien esquissé et encore moins remis de l'héritage, affirmant ainsi implicitement la continuité du « berlinguerisme ». La période de transition sera d'ailleurs courte : la direction du PCI se réunira dès le 18 juin, le lendemain des élections européennes. Quelques jours plus tard doit se tenir le comité central, organe chargé de choisir le nouveau secrétaire général.

Mais ce qui demain fera défaut au PCI, quelles que soient les capacités de son nouveau dirigeant, ce sera cette « vertu » qu'incarnerait Enrico Berlinguer. Plus encore que ses qualités politiques, elle était à l'origine de ce charisme qui lui avait permis de conquérir son parti et de faire coexister les différentes « âmes » qui le composent.

Son successeur aura fort à faire pour établir ce rapport de confiance humaine. Berlinguer ne le devait à aucune légitimité historique. Mais pour tous il était devenu « Enrico ».

FIN

UN MILLION ET DEMI DE PERSONNES AUX OBSÈQUES

Un « compromis historique » dans les rues de Rome

Rome. - Par sa mort, Enrico Berlinguer aura réalisé, l'espace de quelques jours, cette union des deux « âmes » de l'Italie, la communiste et la catholique pour laquelle il s'était battu. Un « compromis historique » spontané, moins idéologique qu'affectif. Un million et demi de personnes, deux millions selon le PCI, ont pris part, mercredi 13 juin, dans une Rome à la circulation interrompue depuis la fin de la matinée, à ses funérailles.

Sur la piazza San-Giovanni, où avait été dressée la tribune au pied de laquelle se trouvait la cathédrale, il y avait, bien sûr, le « peuple communiste » venu des quatre coins de l'Italie avec des drapeaux rouges ; mais il y avait aussi sur le passage du cortège à travers la Rome impé-

riale et les quartiers populaires de San-Giovanni cette foule de gens de tous âges et de toutes conditions venues rendre un dernier hommage à Enrico Berlinguer. Un « homme de bonne volonté », dira une femme en ajoutant qu'elle n'est pas communiste.

Il était insolite sur cette place San-Giovanni, au milieu de la foule des drapeaux rouges, entre deux chants de l'Internationale, d'entendre M. Nilde Jotti, présidente de la Chambre des députés et membre de la direction du PCI, remercier entre autres Jean-Paul II, suscitant un tonnerre d'applaudissements. Sur le passage du cortège voisinaient les poings fermés et les signes de croix.

Dès la fin de la matinée, plus de cinq cent mille personnes avaient envahi les abords de la piazza Venezia, près de laquelle se trouve le siège du PCI. Des monceaux de fleurs s'étaient amassés au pied du bâtiment : pompones couronnées d'oilets rouges mais aussi petits bouquets de fleurs des champs. L'entrée de M. Gorbatchev, numéro deux du Kremlin, qui conduisait la délégation soviétique, est passée pratiquement impervie : la foule ne l'avait pas reconnu.

Le cortège eut beaucoup de mal à s'ébranler, avançant de quelques mètres, puis s'arrêtant tant la foule était dense. Derrière le fourgon mortuaire, dont le toit sera bientôt couvert de fleurs jetées par l'assistance, marchait la famille d'Enrico Berlinguer : sa femme et ses quatre enfants, son frère, et son plus proche collaborateur, M. Antonio Tata. Puis venait l'état-major du PCI. Sur 500 mètres en tête du cortège étaient portées les centaines de couronnes des fédérations, des municipalités « rouges », des conseils d'usines et celle, tricolore, du président de la République.

Sur cette piazza San Giovanni, théâtre de tous les grands rassemblements de foules, où vendredi, Berlinguer aurait dû prendre la parole, avaient pris place à la tribune les membres des délégations étrangères, les membres du gouvernement et les représentants des grands corps de l'Etat. Le président de la République, M. Pertini, visiblement ému, ira se recueillir une dernière fois devant le cercueil. « Il est des émotions qui vous tiennent longtemps », avait déclaré à la tribune M. Piet Dancart, président du Parlement européen, à propos de celui qui affirmait-il, fut « la vertu du communisme italien ».

La France était représentée par son ambassadeur en Italie M. Martinet. On a noté au siège du PCI avec un étonnement teinté d'amertume, la grande discrétion des autorités françaises pendant les quatre-vingt-deux heures qui ont précédé la mort d'Enrico Berlinguer, comparée à l'attitude d'autres gouvernements.

La politique quand-même

La politique et les luttes partisans n'ont repris leur droit qu'à deux reprises mercredi : lorsque fut abordée la question de l'unité syndicale par M. Ottavio Del Turco, secrétaire adjoint (socialiste) de la CGIL, et lorsque M. Nilde Jotti a mentionné, parmi les personnalités que le PCI remerciait pour leur soutien, le président du conseil M. Craxi : huées et sifflets ont accueilli ses paroles et il lui fallut faire preuve de toute sa fermeté oratoire pour rétablir le silence.

C'est M. Pajetta, chef historique du PCI, à qui est revenu de faire l'éloge funèbre d'Enrico Berlinguer. En vieux tribun, il sut transformer l'éloquence et la douleur en détermination politique : « Il faut surmonter nos larmes pour voir clair. Rappelons-nous, camarades, ce que Berlinguer nous a crié avec ces dernières forces ».

A la fin de la cérémonie, dans un silence recueilli, le cercueil de Berlinguer est parti vers le cimetière de Prima Porta : à la demande de sa famille, il n'a pas été enterré dans le mausolée du PCI où repose Togliatti et Luigi Longo, mais dans le caveau de famille auprès de son père.

Ph. P.

L'AUDACE ou L'ENLISEMENT

Alain Lipietz

La presse unanime :

« L'histoire de notre économie depuis presque trente ans, une analyse des réalités qui ont fait évoluer les politiques économiques de la gauche. Dans ce récit, le talent d'Alain Lipietz fait merveille. Les images sont d'une justesse souvent saisissante. »

Le Monde

« On en parle, on adhère ou on s'y oppose. Mais le succès de ce livre est par lui-même significatif du sentiment diffus d'une nécessaire redéfinition, à gauche, refusant le fatalisme libéral. »

Libération

« Un mémoraliste incomparable, un observateur pénétrant de son temps et de la politique française. Il écrit bien, dans une langue vivante et colorée, qualité rare chez les économistes. »

Le Figaro

« Il faut lire ce livre : acerbé, critique, injuste, percutant, agressif... Il faut le lire, il faut en discuter. Quel talent ! »

Le Monde diplomatique

360 pages, 79 F.



Editions La Découverte

1, place Paul-Painlevé, Paris VII - Tél. 533 41 16

Les embarras du « polycentrisme »

« Ces Italiens, on ne comprend rien à ce qu'ils disent », observait, un jour, M. Georges Frischmann, ancien membre du bureau politique du PCF, en sortant de l'hémicycle de l'Assemblée européenne, où intervenait une représentation du PCI. Jean Kasse, responsable de la section de politique extérieure du PCF, attribue le conflit qui avait opposé les PC français et italiens, au début des années 80, à un malentendu sur le contenu de la notion de « polycentrisme », forgée par Palmiro Togliatti en 1956 (1).

Le langage, toutefois, n'explique pas tout. En 1956, le PCF et le PCI, tous deux pénétrés par le stalinisme de la guerre froide, étaient, encore, réunis par une histoire commune : celle de l'entre-deux-guerres, période pendant laquelle les Italiens, traqués par le fascisme, avaient reçu des Français une aide décisive. Or les deux secrétaires généraux, Togliatti et Thorez, voyant leurs assises et celles de leurs partis ébranlées par les révolutions de Krouchtchev sur les crimes de Staline, n'adoptent pas la même conduite. Alors que les Français se refusent à tenir compte du rapport « attribué » à Krouchtchev, Togliatti va plus loin que le dirigeant soviétique, refuse l'explication du stalinisme par le seul « culte de la personnalité » et parle de « dégénérescence » de la société soviétique.

A la tribune de la conférence internationale des PC, en novembre 1957, Jacques Duclos accuse les Italiens de révisionnisme. Remettre en cause et la construction du socialisme en URSS et le rôle dirigeant du PC soviétique au sein du mouvement international, c'en était trop pour les Français, occupés à encaisser, au moindre prix, le choc de 1956.

Le conflit qui s'est ouvert, ainsi, entre les deux partis, s'approfondit en 1964, après la mort de Thorez et de Togliatti, lors de la publication du mémorandum rédigé par le second, à Yalta, en août, sur la situation du mouvement. L'Humanité ne donne qu'une version tronquée de ce document. Pour M. Roland Leroy, « le système de polycentrisme (...) porterait atteinte à la véritable indépendance de chaque parti communiste », et les Français refusent « toute proposition

de constituer des groupes de partis par continents, régions du monde ou sur la base de systèmes sociaux ». Les communistes français craignent que la stratégie internationale des Italiens ne vise à faire du PCI un centre européen et méditerranéen du communisme. Il est vrai, par exemple, que, pendant la guerre d'Algérie, le PCI a tenté d'avancer des pions dans le Maghreb, au détriment d'un PCF accusé d'être trop prudent dans la lutte contre le colonialisme.

Opposition interne

Le débat provoqué par les Italiens n'est pas sans écho au sein du parti français et, plus précisément, de l'Union des étudiants communistes, où s'affirme, dans l'opposition, une tendance « italienne » contre laquelle M. Leroy et M. Guy Herminier mènent une lutte implacable. « Tout ce qui vient d'Italie sent le soufre », observe M. Jean Rony, alors collaborateur de la Nouvelle Critique (2). Toutefois, la rencontre entre les deux nouveaux secrétaires généraux, Waldeck Rochet et Luigi Longo, à Genève, en mai 1965, inaugure une période de détente entre les deux partis.

Engagé dans la stratégie d'union de la gauche, explorant, donc, sa propre voie d'accès au pouvoir, le parti français commence à voir avec d'autres yeux l'autonomie revendiquée par les Italiens au sein du mouvement communiste. Le discours de M. Marchais à la conférence des PC de Budapest, en février 1968, confirme ce rapprochement, tandis que se dessine une convergence avec les communistes espagnols. Les événements de mai 1968 provoquent un accrochage entre le PCF et le PCI, Longo critiquant l'attitude des dirigeants français face au mouvement étudiant. Mais les dirigeants italiens ne sont pas, eux-mêmes, unanimes sur ce sujet, et le secrétaire général rend hommage, finalement, au parti français.

Longo et Waldeck Rochet se rencontrent, en août, après la condamnation, par les deux partis, de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Jamais les positions du PCF et du PCI n'ont paru

si proches qu' alors, et, si l'on y ajoute la condamnation prononcée par le PC d'Espagne, on peut considérer que l'affaire de Prague marque le premier pas véritable de ce qu'on appellera, plus tard, l'eurocommunisme.

Ce n'est qu'en 1975, pourtant, avec la rencontre entre M. Marchais et Enrico Berlinguer, à Rome, en novembre, que s'affirme l'évolution « eurocommuniste » des deux partis, qui culmine avec le « sommet » PCF-PCF-PCI de Madrid, en mars 1977. Se développe, alors, au sein du parti français, engagé dans un agencement ambigu, une mode italienne. On lit Gramsci, on édite des textes de Togliatti, on adopte, parfois, chez les intellectuels, les complications de vocabulaire des communistes italiens. M. Paul Laurent est, parfois, considéré comme le tenant d'une ligne « italienne » au sein de la direction.

Cette réputation ne survit pas à la rupture de l'union de la gauche, puis au tournant pris par le PCF, mais les dirigeants du parti tentent de prolonger, à leur profit, la mode qui s'était créée. La « stratégie autogestionnaire » pour laquelle le PCF prétend remplacer la politique d'union de la gauche, est présentée comme inspirée des thèses de Gramsci sur la « conquête de l'hégémonie » par la classe ouvrière. Dans le même temps, M. Marchais, par ses voyages en Afrique, en Amérique centrale, plus tard en Chine, tente d'acquiescer à une stature internationale comparable à celle dont jouissent les dirigeants italiens.

L'intervention soviétique en Afghanistan, en décembre 1979, l'état de guerre en Pologne, en décembre 1981, montrent l'écart réel entre les deux partis. Seuls les opposants de Rencontres communistes se réclament des positions italiennes sur les pays socialistes, tandis que le plénum de la stratégie intérieure tend à réduire, quelque peu le prestige du PCI.

PATRICK JARREAU.

(1) Entretien avec Lily Marcon, rapporté dans l'Internationale après Staline, Grasset 64, 1979.
(2) Jean Rony : Trente ans de parti..., Christian Bourgois 64, 1978.

M. Jospin :

Le chantage à

La signification des choses

N° 1

La polémique s'envenime

(Suite de la première page.)

Le paysage politique ne devrait guère changer : le président est encore là pour quatre ans, la majorité pour deux ans ou presque, et l'opposition est à la fois majoritaire et impuissante.

Pourtant, le scrutin est porteur de nouvelles données. Sans doute y a-t-il une marge - réelle - d'incertitude. Un point ou deux de pourcentage en plus ou en moins peuvent être déterminants : M. Veil, selon qu'elle est au-dessus ou au-dessous des 45 %, remplit, ou non, son contrat ; M. Jospin, selon qu'il est plus proche des 20 % ou des 25 %, assure, ou non, l'avenir de son parti ; la liste ERE européenne de MM. Doublin, Stirn et Lalonde, selon qu'elle franchit, ou non, le barre des 3 %, relance l'idée communiste ou l'enterrine ; M. Le Pen, selon qu'il est, ou non, au-delà de cette barre fatidique, pèse, ou non, sur l'avenir de l'opposition ; M. Marchais, selon qu'il parvient, ou non, au seuil des 15 %, donne le change ou s'enfonce. Les chiffres, en eux-mêmes, ont donc une signification importante. Mais au-delà des chiffres, les données à plus long terme, pour la majorité comme pour l'opposition, seront modifiées.

La fin de l'ère Mauroy

Le jeu du président déterminera largement le changement. Au premier rang des armes dont il dispose figure la nomination d'un nouveau gouvernement. Celui-ci est, selon les propres termes du chef de l'Etat, « usé ». On voit mal, dans ces conditions, qu'il puisse maintenir longtemps à Matignon une équipe affaiblie. A cet égard, les compliments adressés par M. Mitterrand à M. Mauroy - en forme de « confidence » aux journalistes à Suresne - ressemblent à des fleurs sur une tombe. Mais qu'importe la manière, ou même le moment ?

Il est clair que ces élections marquent, peu ou prou, la fin de l'ère Mauroy. Celle-ci peut être, bien sûr, plus ou moins longue selon le scénario choisi. Il y en a deux, étant entendu que le président, toujours soucieux de ne pas paraître agir sous la pression, évitera toute précipitation.

Le premier scénario est celui d'un changement de l'équipe gouvernementale dès l'été ; il a pour principal avantage de laisser au chef de l'Etat une autre carte dans sa manche, celle d'un nouveau changement dans les quelques mois qui précéderont l'échéance législative décisive de 1986. Le second consiste à laisser à M. Mauroy les arbitrages d'un budget particulièrement rigoureux (pour l'Etat), contraignant par la

même occasion le PCF à s'y plier. Bref, on userait le premier ministre jusqu'à la corde, l'année 1984 étant tout entière consacrée aux choix les plus difficiles, donc les plus impopulaires, bref, sacrifiés, et M. Mauroy avec elle. Quel que soit le calendrier retenu, que peut-il se passer dans la majorité et dans l'opposition ?

A gauche, la question est de savoir si le triptyque nouveau gouvernement-nouvelle politique-nouvelle majorité peut se mettre en place. Car à quel bon changer de gouvernement si la politique doit être reconduite à l'identique ? Dans ce domaine, la marge de manœuvre du président est des plus faibles. Tout au plus peut-on s'orienter vers une austerité douce, l'austerité pour rester sérieux ; la douceur pour ne pas être trop anti-électoral.

M. Mitterrand tenterait ainsi de créer une nouvelle relation avec l'opinion, de donner du pouvoir une image renouvelée, non plus défensive mais offensive ; en d'autres termes, d'engager la fameuse « reconquête de l'opinion ». De ce point de vue, la prise de distance du chef de l'Etat d'avec sa majorité - qui « doit se tenir à carreau » - n'est pas seulement celle d'un homme qui s'attend à une défaite de ses partisans ; elle est aussi destinée à donner du champ à un nouveau gouvernement.

Si défaites il y a - et défaites il y aura - M. Mitterrand devra en tenir compte. Pourrait-il considérer que les contours de la majorité ont changé ? Certainement pas. Si la liste ERE européenne réussit, elle représentera simplement, dans la perspective de 1986, la promesse d'un élargissement, pour peu que ce centre « new look » en gestation se structure et devienne autonome. Pour le moment, M. Mitterrand n'a nul besoin d'une nouvelle majorité. D'ici à 1986, il devra continuer de gérer une relation difficile avec un PC dont il n'a pas intérêt à se séparer, sans à vouloir s'isoler.

Les limites de l'union de l'opposition

Le degré de ladite difficulté dépend bien sûr de l'écart PC-PS, tel qu'il apparaîtra le 17 juin. Si cet écart est réduit, il y a fort à parier que M. Marchais en tirera argument pour tenter de peser davantage sur le cours des événements. Argument irrécusable, à répondre par avance M. Jospin, pour qui tout est affaire de solidarité. Si le PC veut peser, il lui faudra être plus solidaire. S'il l'est moins, il pesera moins. La tonalité employée par M. Marchais, dans nos colonnes, à l'encontre de la consigne présidentielle de réduction

du taux de prélèvement obligatoire montre que le PCF est plutôt décidé, après le scrutin, à faire monter les enchères. Voilà pour la gauche.

La droite, en apparence, est mieux lotie. En fait, il n'en est rien. Passé les moments consacrés à la célébration de l'affaiblissement de la gauche, il lui faudra vraisemblablement se rendre à l'évidence : elle n'est majoritaire qu'avec l'extrême droite. Imagine-t-on un gouvernement où siègeraient côte à côte M. Veil et M. Le Pen, M. Stasi et M. Stirbois ? La question de l'alliance avec l'extrême droite est porteuse de division. Elle le sera davantage si un centre (via la liste ERE) parvient à se reconstruire. Ce seul argument suffirait, s'il en était besoin, à neutraliser le scrutin du 17 juin.

Il peut l'être d'autant plus que les limites de l'union de l'opposition devraient apparaître rapidement. Dans le camp libéral, la question centrale est désormais de savoir comment il sera possible d'éviter un choc frontal entre MM. Giscard d'Estaing et Barre. L'un et l'autre se sont situés en marge de la campagne européenne, dans une stratégie dictée par l'horizon 1988. Mais le plus absent, M. Barre, a été le plus bavard : l'ancien premier ministre, qui a présidé le seul meeting véritablement réussi de la campagne de l'opposition - à Valence - est de nouveau dans une phase ascendante. Il lui faut désormais s'interroger sur l'opportunité de structurer ce mouvement. C'est poser le problème de la survie de l'UDF, dont la force la plus importante, le PR, est l'objet de soins particulièrement attentifs de la part de M. Giscard d'Estaing.

Quant à M. Chirac, il aura, lui aussi, plus urgent à faire que l'auto-célébration. Certes, le bénéfice qu'il attend de l'opération Veil est loin d'être négligeable : un recentrage de son discours (grâce aux thèmes européens) et de son image (paradoxalement, grâce à la radicalisation de M. Veil) ; un réflexe donné à l'électorat d'opposition de vote unitaire qui efface la « trahison » de 1981. Mais le RPR est désormais menacé par l'entreprise de récupération engagée par M. Le Pen et tirailé en sens inverse par des hommes qui, tel M. Philippe Séguin, militent contre les excès d'une opposition systématique.

Avant donc de songer à dissoudre l'Assemblée nationale, l'opposition aura du pain sur la planche. Tant il est vrai que l'émergence des listes Le Pen et ERE affaiblit le jeu des grands partis, en même temps qu'elle élargit celui du président.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Jospin : la chaleur de Toulouse

De notre envoyé spécial

Toulouse. - Chaleur : ce mot, qui n'a guère caractérisé l'ensemble de la campagne pas plus que les débuts de celle de M. Lionel Jospin, peut s'appliquer au rassemblement qui a accueilli, le mercredi 13 juin, dans la capitale de la région Midi-Pyrénées, le premier secrétaire du

Parti socialiste, tête de liste de sa formation pour les élections européennes.

Qu'il reprenne, devant près de sept mille personnes, les grands thèmes de sa campagne ou qu'il

réponde aux attaques les plus récentes dont sa liste a été la cible, M. Jospin a maintenu tout au long de cette réunion, par la précision et, parfois, l'âpreté de ses propos, l'attention d'un auditoire qui n'a pas paru seulement réuni par le sens du devoir ou le seul esprit partisan. Moment assez rare, à gauche comme à droite, dans cette campagne des élections européennes, pour qu'il mérite d'être signalé.

M. Jospin a d'abord évoqué la mémoire de Jean Prouteau, membre du secrétariat national du PS, décédé mardi (le Monde du 14 juin). Puis il a abordé l'élargissement - négocié mais nécessaire - de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, l'importance des pôles de haute technologie, tels Toulouse ou Grenoble.

Une nouvelle fois, M. Jospin a décrit une Mme Veil mal à l'aise dans une campagne, selon lui, confuse et vague : « Comment aurait-elle pu concilier les discours puisqu'elle ne pouvait pas réunir leurs auteurs ? ». « Nous découvrirons », a ajouté M. Jospin, une Mme Veil dure, caricaturale, souvent peu maîtresse de ses nerfs, étonnamment indulgente avec d'autres.

A propos de l'attaque « violente et elliptique » lancée par Mme Veil contre « des hommes » de l'entourage de M. Mitterrand (le Monde du 14 juin), M. Jospin a lancé : « Précisez, madame, ou retirez ! Car, lorsqu'on cherche à salir, il ne faut pas le faire par une déclaration anonyme. Il faut prendre ses responsabilités ».

M. Jospin, qui avait dans son discours souligné le refus de la « régression sociale » du gouvernement français, depuis trois ans - « Et nous l'avons payé d'une certaine façon sur le plan économique », - a indiqué en conclusion : « Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour un feu de paille de réformes sociales ou même de structures (...). Nous n'accepterons pas que les efforts que vous avez consentis profitent à la droite, qui retrouverait ainsi une situation assainie (...). La gauche, c'est le lyrisme et la sensibilité ; ce doit être aussi le réalisme et la fermeté ».

MICHEL KAJMAN.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Le chantage à la légitimité

M. Lionel Jospin, invité le mercredi 13 juin du « Grand Jury RTL-le Monde », a notamment évoqué la présence de M. François Doublin, membre du secrétariat national du MRG, dans la liste ERE. M. Jospin a estimé que cette liste ne se classe pas « clairement » dans la majorité, ce qui, a-t-il ajouté, « commence à poser un problème politique ».

Comment, s'est interrogé, M. Jospin, une formation politique de gauche qui a toujours été avec nous, qui est présente dans notre groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, qui a deux ministres au gouvernement, pourrait-elle se classer ailleurs que dans la majorité présidentielle ?

M. Jospin a poursuivi : « Je ne peux pas accepter la distinction qu'a établie (...) M. Doublin entre les politiques, dont il serait, et les politiques, auxquels naturellement, j'appartiendrais. Je n'aime pas beaucoup les gens qui viennent à la politique avec le mépris à la bouche (...). J'ai du débat politique, de l'émulation entre ceux qui se disent proches et qui appartiennent à la majorité, une conception un peu plus respectueuse ou un peu plus fraternelle ».

M. Jospin a parlé des déclarations de M. François Léotard, secrétaire général du PR, sur l'éventualité d'une dissolution de l'Assemblée nationale après le 17 juin. « Nous avons », a-t-il déclaré, « une élection européenne comme nous avons eu des élections municipales, et ça recommence, c'est le même chantage (...) M. Chirac est dégoûté dans cette affaire, pour une fois c'est lui qui joue du stratagème ».

M. Jospin a aussi souligné que M. Simone Veil, n'a pas eu, dans son interview au Monde (le Monde du 14 juin), « un mot de condamnation pour M. Le Pen ». « Je trouve que nous sommes loin de Drex », a affirmé M. Jospin.

Enfin, M. Jospin, qui a rappelé que le PS ferait, dans son cas, une exception à la règle du non-cumul des mandats, a affirmé qu'il ne siègera « pas seulement quelques mois » au Parlement de Strasbourg. « J'y serai », a-t-il indiqué, « pour donner une impulsion, j'y serai pour des débats importants », pour manifester, a-t-il ajouté, « l'intérêt des socialistes pour la vie politique européenne ».

Gauche

La rigueur des idées, la force de l'espoir

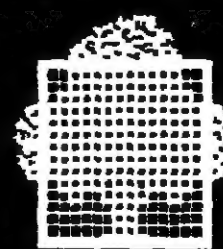
N° 1

en vente dans les kiosques. Abonnement : 200 F 80, rue du Bac 75007 PARIS

UN ARBRE EST ELU PAR LES MAIRIES ET COLLECTIVITES LOCALES.

BULL, premier groupe informatique et bureautique français, offre des solutions adaptées à tous les problèmes des collectivités locales. Il participe aussi à chacun des événements de la vie du citoyen : état civil, élections, culture, santé, cadastre, information. Il gère "l'entreprise Mairie" : comptabilité, gestion des stocks, gestion du personnel, gestion financière. Du micro-ordinateur au grand système, il existe une solution BULL adaptée à la taille des collectivités locales, associant informatique, bureautique et télématique : de 20 000 habitants et plus, les systèmes DPS7 et Mini 6, de 2 000 à 20 000 habitants, Mini 6 et Micral 90. En participant à la vie des collectivités locales, l'équipe BULL marque des points.

Bull



LES ÉLECTIONS

Un entretien avec M. Georges

(Suite de la première page.)

— Les premières indications que l'on a pu avoir sur la préparation du budget de 1985 laissent prévoir, pour le moins, la confirmation de la politique arrêtée en juin 1982 et en mars 1983.

— Nous n'avons aucun élément sur le budget, puisque cette question n'est même pas encore venue en discussion au gouvernement. Il est probable que les services travaillent sur plusieurs hypothèses, dont on a fait état dans la presse, mais nous n'avons aucune indication précise.

— Vous aviez, quand même, au début d'avril, fait état des restrictions de crédits que craignait M. Charles Fiterman.

— Jacques Delors avait dit — il est revenu ensuite sur cette déclaration — que la réduction d'un point des prélèvements obligatoires se traduirait par un budget plus sévère, plus dur pour ce qui concerne les dépenses publiques. Cela m'avait amené à dire que ce serait une erreur parce qu'un tel choix aurait des conséquences sur l'école, sur la santé, sur le logement, sur la recherche, c'est-à-dire sur la vie des gens, et pour le pays lui-même.

— Adoptez-vous ou non l'engagement, pris par le président de la République, de réduire d'un point les prélèvements obligatoires ?

— Bien sûr, nous ne sommes pas contre « en soi », s'il s'agit de rendre l'impôt plus juste et plus efficace, nous sommes pour : c'est ce que nous proposons. Mais j'attends de voir, précisément, comment l'engagement que vous évoquez sera tenu, quelles en seront les conséquences. Je crains qu'elles ne soient lourdes, et, dans ce cas, ce serait une faute et une erreur. Si on réduit les budgets des secteurs dont j'ai parlé, nous allons aggraver la déflation et le mécontentement qui existent déjà. D'autre part, nous pensons que, dans son principe, la taxe professionnelle est un bon impôt, et nous proposons de l'améliorer.

— Nous attendons que la discussion commence dans les commi-

sions parlementaires. Selon les propositions qui seront faites par le gouvernement, nous ferons, nous-mêmes, si c'est nécessaire — comme c'est probable — nos contre-propositions et nous nous déterminerons, ensuite, en fonction du caractère général du budget.

— Les cent dix propositions de M. Mitterrand comportaient l'engagement de maintenir le niveau des prélèvements obligatoires en 1981, ce qui implique, vu l'augmentation des trois premières années, que ces prélèvements soient réduits en 1985.

— Vous faites une confusion. Cet engagement ne figure pas dans les cent dix propositions de M. Mitterrand. Par contre, ce qui y figure, c'est l'engagement d'une politique de « relance économique », d'une « nouvelle croissance ». Les prélèvements obligatoires étant le rapport des impôts au PIB, les choses se présenteraient mieux si nous pratiquions la politique de croissance qui est nécessaire. C'est tout le sens de nos propositions.

— Vous ne parlez pas beaucoup de la droite, dans votre campagne électorale, alors pour dire qu'elle est votre seul adversaire.

— Comment vous apparaît-elle aujourd'hui ?

— Il y a deux façons de mener la campagne électorale : celle qui consiste à passer son temps à polémiquer avec M. Veil, ou Chirac, ou Pons, ou d'autres, à coups de petites phrases ; et l'autre, qui consiste à partir de la situation, à se demander où nous en sommes, après trois ans de gestion de la gauche, ce qui est au cœur des préoccupations des Français et des Françaises, et quelles sont les réponses qui doivent être apportées à ces préoccupations, dans le cadre de l'accord passé entre le Parti communiste et le Parti socialiste. C'est la voie que j'ai, moi, choisie.

— L'analyse du comportement de la droite est facile à faire. Elle ne nécessite pas de longs discours. La droite s'est unie pour utiliser ces élections comme un tremplin vers la reconquête du pouvoir. Naturelle-

ment, cette consultation ne peut permettre de changer ni le président de la République ni l'Assemblée nationale, mais la droite veut obtenir le meilleur score possible, pour mettre en cause, ensuite, la crédibilité, voire même la légitimité de la majorité actuelle.

— Quant à la politique qu'elle ferait si elle revenait au pouvoir, je ne suis pas de ceux qui disent qu'on ne sait pas ce qu'elle serait. Chirac a annoncé le programme : ce serait l'annulation de tout ce qui a été fait de positif depuis 1981 et, probablement, le retour à une politique encore plus

réunions, un auditeur m'a posé une question simple : « J'ai voté pour la gauche, M. Marchais, en 1981. A l'époque, je travaillais. Maintenant, je suis chômeur. Comment pouvez-vous penser à seul instant que je vais continuer à voter pour la majorité ? » C'est simple, non ? Et c'est dramatique. Dans un premier temps, le président de la République, le premier ministre, ont expliqué qu'il fallait d'abord rester sur la « crête » de deux millions de chômeurs pour pouvoir diminuer ensuite. Maintenant, nous en sommes à 2,2 ou 2,3 millions de chômeurs. Ce sont des chiffres...

— Vous dites que les moyens d'une autre politique qui permettrait de tenir les engagements pris existent. Alors pourquoi ne l'a-t-on pas ?

— Pourquoi ? Ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question...

— Les communistes sont au gouvernement...

— J'ai déjà posé les questions suivantes au président de la République, comme à Pierre Mauroy : comment est-il possible, avec un secteur bancaire et un crédit nationalisés, que l'évasion des capitaux puisse continuer comme avant ? Comment est-il possible que l'on accorde des aides publiques sans avoir la garantie que ces aides vont se traduire par des créations d'emplois ?

— Il ne faut pas céder à la pression des forces du capital, de Gattaz et

de la droite, qui en veulent toujours plus. Gattaz dit : « Qu'on diminue les charges, et nous allons créer quatre cent mille emplois. » Il abuse l'opinion publique. Voyez le textile : il y a un plan au terme duquel le patronat a reçu et continué de recevoir des aides. Malgré cela, chaque année, les licenciements se poursuivent dans cette branche.

— Les dégrèvements de cotisations sociales patronales dans les pôles de reconversion sont-ils une concession au patronat ?

— Absolument pas. Nous disons que toute entreprise qui demande des aides publiques doit les obtenir si elle s'engage à créer des emplois. Si cette garantie existe, on peut, par exemple, examiner le problème des impôts pour cette entreprise.

— Vous avez, vous-même, donné peu de place à l'Europe dans votre campagne. Ne pensez-vous pas, pourtant, que la question européenne intéresse davantage qu'il y a quelques années ?

— Nous sommes pour l'Europe, mais nous ne nous étions pas trompés, au départ, sur ce que serait le bilan de cette Europe-là. C'est l'Europe des marchands, pas celle des travailleurs ni des peuples. C'est un échec. Il faut donc faire autre chose. L'Europe doit favoriser la croissance et l'emploi, le progrès social, développer la coopération interne et externe, jouer un rôle pour la paix et le désarmement.

— L'idée que les peuples européens se ressemblent, coopèrent,

qu'il y ait une Communauté jouant un rôle positif, cette idée légitime, généreuse, est dans les têtes, j'en suis sûr. Mais elle l'est sous une forme floue. Et les gens constatent que, jusqu'à présent, la construction européenne n'a rien apporté de bon, au contraire. C'est pourquoi nous disons qu'il faut faire du neuf.

— N'y a-t-il pas une contradiction entre le jugement catégoriquement négatif que vous portez sur l'Europe, telle qu'elle existe actuellement, et ce que disait M. Fiterman, le 5 juin dernier, du travail qu'il accomplissait dans ce cadre, en tant que président du conseil des ministres des transports ?

— Pas du tout ! Ce qu'a dit Charles Fiterman à propos de la coopération est, précisément, la démonstration qu'il est possible de faire des choses positives, dans l'intérêt des peuples. C'est affaire d'orientation et de volonté politique. Si nous avions le sentiment que, de cette Europe-là, il n'y a rien à attendre, si nous considérons que son échec — qui est une donnée de fait — est irrévocable, nous ne ferions pas des propositions. Nous dirions : il faut quitter la Communauté. Ce n'est pas du tout notre position. Nous disons, au contraire : il est possible de faire autrement, et voici comment. Les propos de Charles Fiterman illustrent parfaitement cette affirmation et ils ont d'autant plus de valeur qu'ils font la démonstration que cela peut se faire avec un ministre communiste à cette présidence.

— Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

— Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

— Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

— Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

jet, « dans son inspiration », convient à la France.

Cela dit, il est normal qu'il y ait des différences de comportement au sein d'un même groupe. Cela a été vrai lors de ce vote pour les communistes italiens et français. Mais cela a été vrai, aussi, pour les socialistes français, allemands et britanniques.

Sur le fond, le projet Spinelli comporte des aspects qui ne vont pas du tout dans le sens de la conception européenne qui est la nôtre, et,

L'eurocommunisme vit et vitra

Le projet Spinelli sur l'union européenne a été approuvé par le président de la République. Il avait été voté au Parlement européen, par les communistes italiens, tandis que vous aviez voté contre. Pourquoi êtes-vous, sur ce sujet, éloigné de M. Mitterrand et du Parti communiste italien ?

Le président de la République n'a pas « approuvé » le projet Spinelli. Il a seulement dit que ce pro-

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 13 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres une communication sur les mesures nouvelles en faveur de l'emploi et de la formation arrêtées après le séminaire gouvernemental de Versailles. Le dispositif retenu comporte deux grandes séries de mesures.

I. — Un effort particulièrement important sera mis en œuvre pour la rentrée de 1984 afin de développer les possibilités de formation et d'insertion des jeunes.

a) L'accord interprofessionnel du 26 mai 1983 a prévu trois formules de formation des jeunes dans l'entreprise : les stages d'initiation à la vie professionnelle, les contrats d'adaptation à l'emploi et les contrats de qualification. Il a été convenu avec les organisations professionnelles et syndicales signataires de cet accord que le nombre des jeunes accueillis au titre de l'une ou l'autre de ces trois formules sera porté à trois cent

mille pour la période 1984-1985, contre un peu moins de cent mille contrats embauche-formation pour la période 1983-1984.

Les dépenses des entreprises au titre de ces stages pourront être imputées, à compter de la rentrée 1984, sur la fraction (0,1 %) qu'elles devraient verser au Trésor. Lorsque des conventions comportant un engagement de développement de la formation auront été conclues au niveau professionnel ou interprofessionnel, elles pourront être également imputées, à partir de 1985, sur la fraction (0,2 %) de la contribution à la formation professionnelle soumise au même régime.

b) Dans le même temps, les services publics maintiendront ou augmenteront les possibilités de stage offertes aux jeunes. Elles devraient concerner en 1984-1985 :

— Soixante-dix mille jeunes supplémentaires accueillis dans les établissements d'enseignement ;

— Trente mille places au titre des stages « jeunes volontaires », des emplois d'initiative locale et de l'artisanat ;

— Quarante mille places au titre des actions de formation de l'AFPA et du FNE ;

— Cent trente mille places dans l'apprentissage ;

— Cent quinze mille places dans des stages de formation professionnelle destinés aux jeunes de seize ans à dix-huit ans et de dix-huit ans à vingt-cinq ans ;

c) Le volume total des possibilités d'insertion ou de formation offertes aux jeunes s'élèvera ainsi à sept cent vingt-cinq mille. Il sera veillé, dans la mise en œuvre de cet effort, au respect de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

II. — Le gouvernement accélérera la mise en œuvre et améliorera l'efficacité de diverses mesures d'encouragement à l'emploi, dont le principe a été récemment décidé :

— Aide aux créations d'emplois dans les pôles de conversion en Lorraine ;

— Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise ;

— Congés de conversion dans les chantiers navals et la sidérurgie ;

— Incitation aux contrats pour le développement de l'emploi, de la formation et de la production passés entre des entreprises ;

— Mises en préretraite conditionnelles par l'embauche de chômeurs ou de travailleurs licenciés dans les zones de conversion ;

— Aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

Il poursuivra son effort en faveur des initiatives créatrices d'emploi. Les procédures d'aide aux créations d'entreprises seront simplifiées. Le recours aux emplois d'utilité collective et la participation des chômeurs à des tâches d'intérêt général seront amplifiés. Les cessations anticipées et progressives d'activité et le temps partiel seront encouragés dans la fonction publique (lire page 37).

RAPATRIÉS

Le secrétaire d'État chargé des rapatriés a présenté au conseil des ministres une communication sur la mise en œuvre des mesures prises depuis trois ans en faveur des rapatriés. Ces mesures ont concerné près de deux millions de personnes, dont beaucoup, longtemps après leur retour, n'avaient toujours pas bénéficié de conditions satisfaisantes de réinsertion. Elles s'inscrivent dans une politique d'ensemble qui sera poursuivie au cours des prochains mois.

I. — Le gouvernement a engagé, en premier lieu, un certain nombre d'actions urgentes de solidarité nationale. En particulier :

— La levée de diverses forclusions a ouvert, pour de nombreux rapatriés, des droits à indemnisation ou à validation gratuite de période d'activité pour l'obtention de retraites ;

— Une indemnité pour perte de mobilier a été instituée et versée à cent cinquante mille familles ;

— La loi du 3 décembre 1982 a permis d'apurer, notamment en matière de pensions, des situations difficiles nées des événements de la décolonisation.

II. — Le gouvernement a, par ailleurs, mis en œuvre une politique active d'insertion économique et sociale au profit des rapatriés :

— La loi du 6 janvier 1982 favorise l'aménagement et la remise des prêts des rapatriés qui se sont endettés en se réinstallant ; pour une meilleure application de ce texte, diverses dispositions viennent d'être examinées : révision des critères d'octroi de la garantie de l'État aux prêts de consolidation consentis aux rapatriés, recevabilité des sociétés au bénéfice de la loi ;

— La loi du 24 janvier 1984 a autorisé le rattachement des titres d'indemnisation ;

Un effort spécifique d'insertion est conduit au bénéfice des Français musulmans rapatriés, notamment par la mise en place et les interventions d'une délégation nationale à l'action éducative, sociale et culturelle qui sera prochainement créée en établissement public.

III. — Le gouvernement a enfin, passé des accords avec la Tunisie et

l'Algérie en matière de transferts de fonds et de cessibilité des biens immobiliers appartenant aux rapatriés.

● DÉLÉGATION AU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre du commerce extérieur et du tourisme a rendu compte au conseil des ministres de l'action de la délégation au commerce extérieur, créée par décret le 23 avril 1983. La délégation a, dans divers domaines, coordonné les actions menées en faveur du rétablissement de l'équilibre de notre commerce extérieur. Elle a encouragé les efforts de promotion des exportations réalisés par les entreprises. Elle a participé aux actions menées au niveau régional en vue d'assurer le développement d'une offre française compétitive et contribué à la mise en place d'une société spécialisée chargée de faciliter les opérations de compensation. Elle est intervenue, enfin, pour stimuler la compétitivité de notre industrie dans un climat concurrentiel et sensibiliser les administrations à des innovations industrielles prometteuses. Son action sera poursuivie pour renforcer la mobilisation de nos entreprises.

RMC-ESTIMATION SORTIE DES URNES

22h dimanche

l'Europe avec une onde d'avance.

Pour qui venez-vous de voter ? C'est une des questions du nouveau sondage BVA et Bul Spécial Elections Européennes. Des chiffres pris à chaud, dès la sortie des urnes, une estimation nationale et régionale du vote des français et une analyse du scrutin. En exclusivité radio RMC dès 22h00, écoutez se préciser la nouvelle Europe ; soyez à l'heure pour être en avance.



Radio Monte Carlo

15/06/84

CHRONIQUE

EUROPÉENNES

Marchais

même, des aspects dangereux, concernant l'union politique européenne. Nous pensons que chaque pays doit conserver sa totale indépendance. Ce n'est pas plus à Strasbourg ou à Bruxelles qu'à Washington, à Moscou ou ailleurs que doit se décider la politique de la France : c'est à Paris. L'union politique, qui mettrait en cause l'indépendance, la souveraineté du peuple français, nous y sommes radicalement opposés. Mais cela ne nous préoccupe pas beaucoup car, quand on voit la situation de l'Europe aujourd'hui, il est clair qu'on n'est pas à la veille d'une Europe politique.

La position des communistes italiens, dans cette circonstance, n'est-elle pas révélatrice de leur capacité à mener une politique internationale : aussi originale, inventive et pragmatique que leur politique intérieure ? Comment jugez-vous ces qualités, pour lesquelles hommage a été rendu, ces jours derniers, à Enrico Berlinguer ?

Quant à l'assimilation de cet hommage, vous savez ce qu'en a dit l'Unità : « Non aux hypocrites ». Il semble que, en Italie, bien des journalistes et des politiciens n'apprécient les dirigeants communistes que morts. N'est-ce vrai qu'en Italie ?

Quant à votre question, franchement, je ne pense pas qu'il soit raisonnable de juger la politique internationale d'un parti - ni celle du PCF ni la sienne - à partir d'un vote à l'Assemblée de Strasbourg. Heureusement que cette action internationale a une autre dimension.

D'ailleurs, si le vote « oui » au rapport Spinelli était le critère qui permettrait de savoir si on possède ou non les qualités que vous énumérez, la seule formation politique française qui pourrait s'en prévaloir serait l'UDF, puisque nous avons voté contre et que les socialistes et le RPR se sont abstenus !

Mais il faut aller au fond des choses. Vous évoquez les démarches respectives de nos deux partis. Il y a des ressemblances et il y a aussi des différences. D'où proviennent ces dernières ? Est-ce parce que l'un est subtil et gentil, et l'autre grossier et méchant ? Soyons moins manipulateurs ! Je vais peut-être vous surprendre : ces différences reconnues et admises, nos deux partis se félicitent qu'elles existent. Elles sont tout simplement la conséquence obligée d'une réalité désormais irréversible : c'est en toute indépendance, hors de tout « modèle », venu d'ailleurs, que chacun de nos deux partis détermine ses propres objectifs politiques et sa propre démarche, à partir des conditions concrètes de son pays, qui sont elles-mêmes fort différentes.

Or, nous avons constaté - nous, le PCF et d'autres partis communistes - ce fait essentiel : démunies en toute liberté, sans ingérence ou fascination réciproques, nos deux stratégies politiques connaissent une grande convergence. Chacun de nos partis veut construire dans son pays une société socialiste différente de celles qui existent ailleurs, une société de liberté et de justice, permettant l'épanouissement réel de l'initiative personnelle, de la responsabilité, du pluralisme, bref de la

civilisation de nos pays occidentaux, qui n'appartient ni à Reagan ni à Chirac, parce qu'elle est le fruit de l'histoire de nos peuples. Et nous voulons progresser vers cette société par des votes démocratiques, en faisant de la volonté majoritaire, qui s'exprime dans le suffrage universel, le moteur de ce mouvement. C'est cette démarche fondamentale convergente de nos deux partis que certains ont appelée l'eurocommunisme. Vous le voyez, nous sommes bien au-delà de telle ou telle péripétie. Les choix politiques que nous avons faits les uns et les autres sont irréversibles. C'est pourquoi, contrairement à ce que j'ai lu dans vos colonnes, la disparition d'Enrico Berlinguer ne signifie pas : « une deuxième mort » de l'eurocommunisme, puisqu'il n'y en a pas eu de première. L'eurocommunisme vit, et il vivra.

Un dernier mot, à propos d'Enrico Berlinguer. J'ai eu l'occasion de dire que j'avais perdu un ami. Ce n'est pas une phrase de circonstance. Cette amitié s'était forgée depuis seize ans que nous nous connaissions. Et elle s'explique : tout le monde sait que, dans le passé, ces deux grands partis qui sont le Parti communiste français et le Parti communiste italien, malgré la solidarité antifasciste qui les a liés si fortement, n'ont pas eu les rapports qu'ils devaient avoir. Nous avons souvent discuté de cela, lui et moi. Nous avions tous deux la même volonté : ne jamais permettre qu'on en revienne là, quelle que puisse être telle ou telle prise de position ponctuelle qui nous différencierait ; ne jamais permettre que la qualité retrouvée des rapports entre nos deux partis soit altérée. Nous y sommes parvenus. De toutes les qualités reconnues d'Enrico Berlinguer, celle-ci est, bien sûr, pour moi, la plus importante. C'est véritablement un ami très proche, très cher qui a disparu.

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

Propos et débats

M^{me} Huguette Bouchardeau : un second souffle

M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie, a déclaré, mercredi soir 13 juin, à Paris, que « la sensibilité de la troisième liste de gauche », conduite par MM. Serge Desquaux et Henri Fribourg, est de « donner un second souffle au projet politique de la gauche. Nous ne sommes pas simplement une addition de forces, nous sommes aussi une force qui témoigne que la gauche se transforme et doit encore inventer. »

M. Michel Charzat : la dramatique faiblesse de M^{me} Veil

M. Michel Charzat, député radical de Paris, a déclaré, mercredi 13 juin : « M^{me} Veil et Chirac auront au moins réussi à dévaloriser le fonds de commerce européen de la maison Veil. L'ancienne présidente de l'Assemblée européenne doit assumer une campagne de politique intérieure fondée sur l'intolérance et l'antisocialisme obsessionnel. Plus petit commun déconneur de la droite, Simone Veil ne dicte dans la construction européenne qu'un rempart contre un nouveau 10 mai dans un pays de la Communauté. (...) Elle a même oublié de se démentir elle-même. »

M. Philippe Malaud : un référendum

M. Philippe Malaud, président du CNIP (Centre national des indépendants et paysans), candidat sur la liste de M^{me} Simone Veil, affirme, dans l'organe de son parti, que « les Français doivent, comme à un référendum, répondre massivement non aux bandes marquées qui ont occupé l'Etat ». Il ajoute que le CNIP fera de la défense de l'enseignement privé « la clé de son comportement en présentant systématiquement des candidats contre tous ceux qui n'auront pas pris les engagements les plus formels, précis, écrits et publics à cet égard ».

M. Roland Dumas : le papier peint

M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a déclaré, mercredi 13 juin, à Périgueux : « La liste de M^{me} Veil, c'est en définitive l'alliance inattendue du volapük et de ceux qui, il y a peu, condamnaient le « parti de l'étranger ». M^{me} Veil est bien à la liste d'opposition ce que le papier peint était pour nos grand-mères : le moyen de dissimuler les trous et les fissures d'un mur vétuste... »

M. Chirac : si Mitterrand est démocrate...

M. Jacques Chirac, président du RPR, a dit, mercredi soir 13 juin, à Périgueux : « Je pense que dans une cinquantaine d'années, quand on regardera son portrait, on dira de lui : "C'était le chef de la liste commune de l'opposition". (...) Mais, comme la majorité, » a-t-il déclaré, sans aucun doute ce sera considéré comme un échec. (...) Et il faudra bien alors, à ce moment-là, dire que le chef de l'Etat n'a tiré les conclusions. Comment, sans lui, pourrait-on concevoir que se maintienne le gouvernement social-communiste, si les urnes confirment dimanche soir qu'il est largement minoritaire ? »

Au cours d'une conférence de presse, M. Chirac avait auparavant souligné, à ce sujet : « S'il y a une différence importante entre ceux qui approuvent et ceux qui désapprouvent, imaginez que cela conduise le président Mitterrand à réfléchir à ce qu'il doit faire. J'espère qu'il appréciera en démocrate - cela n'est pas tout à fait évident, qu'on ne peut en démocratie gouverner en s'appuyant sur une minorité. » - (Corresp.)

QUATRE PAYS VOTENT LE 14 JUIN

Les électeurs de quatre pays se rendent aux urnes ce jeudi 14 juin pour élire 137 des 434 membres du prochain Parlement européen. Il s'agit de la Grande-Bretagne (81 sièges), des Pays-Bas (25), du Danemark (16) et de l'Irlande (15). Le dépouillement ne commencera toutefois que le 17 juin au soir, après clôture du scrutin dans les six autres pays membres.

La campagne de M. Le Pen

ACTES DE VANDALISME A RENNES

(De notre correspondant.)
Rennes. - Le rassemblement de soutien à la liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen, organisé le mercredi soir 13 juin à Rennes, et auquel quelque neuf cents personnes ont participé, s'est déroulé dans le calme, sous la protection de quatre cents policiers, CRS et gendarmes mobiles ; en revanche, la présence à Rennes du candidat d'extrême droite a donné lieu à des manifestations suivies d'actes de vandalisme.

A 18 h 30, deux cents personnes, répondant à l'appel des partis de gauche (PS, PC, UDB, MRG) et d'organisations syndicales (CGT, FEN, CFTD), ont participé à des défilés de gènes devant le mémorial de la déportation et de la Résistance. De 19 heures à 21 heures, huit cents personnes ont participé dans le centre-ville, à une manifestation organisée par l'extrême gauche et contenue par les services de police pour éviter les affrontements avec les sympathisants de M. Le Pen.

Après l'ordre de dissolution, un groupe d'une soixantaine de personnes s'est livré à divers actes de vandalisme dans le centre-ville (vitrines brisées, voitures endommagées, échafaudages démontés, puis incendiés, rue piétonne partiellement dévastée), où toutes les vitres du commissariat ont été cassées.

Les forces de l'ordre ont répondu aux jets de pierres, boulets et bouteilles par des tirs de grenades lacrymogènes et par des charges. Un manifestant, armé d'une barre de fer, a été blessé à la tête et conduit au centre hospitalier.

CHRISTIAN TUAL

PRISES DE POSITION

Le bureau politique du Centre indépendant (centre gauche) préconise « l'abstention ou le vote blanc ».

L'Union démocratique bretonne (UDB, autonomiste et socialiste) a lancé un mot d'ordre d'abstention.

L'action française demande de voter pour la liste de M. Jean-Marie Le Pen.

UN ARBRE FONCE SUR LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION MODERNE.

Que ce soit pour les besoins classiques de gestion - commerciale, administrative, financière - ou pour les préoccupations actuelles d'optimisation de la logistique, de maîtrise des points de vente, de service à la clientèle ou de monétique, BULL sait répondre aux besoins des distributeurs en proposant une gamme complète de matériels et de logiciels. Grands et moyens systèmes DPS 8, DPS 7, bases de données pour les fonctions centrales des grands distributeurs. Architecture de réseau pour la cohérence des diverses entités, succursales, commerces associés. Systèmes DPS 4 pour les PME du négoce. Mini 6 et micro-ordinateurs Micral pour les fonctions décentralisées des entrepôts et des points de vente. Vidéotex pour la prise de commandes, l'animation de la surface de vente. En assurant la maîtrise des réseaux de communication dans les entreprises de distribution, l'équipe BULL marque des points.

Bull



Lisez
LE MONDE
diplomatique

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Américains, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique. Primauté financière et zone franc. Défense, armée de pointe : les armes, les avions et les missiles. Europe : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F.
Fracor chez l'auteur :
FRANÇOIS DE FREUIL
CHATEAU DE FREUIL
49500 NUEL-SUR-LAYON

CTIONS
eorges

13

RNES

nce.

to

LES ÉLECTIONS

VUES DE LISBONNE

Fini l'enthousiasme

Lisbonne. — De toute évidence, les élections pour le Parlement européen ne font pas partie des préoccupations des Portugais. L'événement n'a mérité jusqu'à présent aucune référence dans la presse, aucune déclaration officielle, aucune prise de position politique. Il est vrai que le Portugal a connu, au cours des dernières semaines, une période particulièrement agitée où l'éventuel démantèlement de la coalition au pouvoir a dominé l'actualité.

« L'écrasante majorité de nos concitoyens ne sait même pas ce qu'est le Parlement européen, et

De notre correspondant

beaucoup confondent cette institution avec le Conseil de l'Europe », nous déclarait récemment un des ministres du cabinet de M. Mario Soares. « D'ailleurs, poursuivait-il, seules des raisons de politique intérieure justifient l'intérêt que ces élections provoquent en France, alors que dans les autres pays de la Communauté, elles passent presque totalement inaperçues. »

Optimisme refroidi

Cette indifférence à l'égard du Parlement européen contraste pourtant avec l'insistance officielle sur l'adhésion prochaine du Portugal à la CEE. Après plusieurs mois de crise profonde, d'aggravation du chômage, de hausse du coût de la vie, l'adhésion, qui apparaît comme une véritable panacée, inspire le plan de développement actuellement en préparation. « Et si le Portugal n'entrait pas dans la Communauté ? », a-t-on demandé au responsable des finances, lors d'une réunion organisée par des chefs d'entreprise. Sans hésiter, M. Hernani Lopes a répondu : « La question ne se pose même pas. »

Sept ans après le début des conversations, l'idée communautaire ne suscite plus le même

enthousiasme populaire. Les nouvelles sur la crise dans les pays de la CEE ainsi que la durée interminable des négociations ont refroidi les optimismes. Néanmoins, une majorité de Portugais ont encore confiance dans les effets positifs de l'adhésion.

D'après un sondage publié le vendredi 8 juin par l'hebdomadaire *O Jornal*, 54 % de la population s'affirment favorables au projet. Ce sentiment est plus fréquent dans l'électorat de droite et dans les tranches d'âge les plus avancées. Le tourisme serait le secteur le plus favorisé par l'adhésion, contrairement à la pêche, qui pourrait en être atteinte.

L'intégration du Portugal dans la CEE contribuera-t-elle à améliorer les conditions de vie des émigrés ? 44 % des personnes interrogées répondent affirmativement, alors que 31 % n'ont pas d'opinion. Enfin, la France est en tête des pays européens « les plus sympathiques », suivie de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne. En dernière place, figure naturellement l'Espagne voisine.

JOSÉ ROBELO.

VUES DU JAPON

Un complexe de supériorité

De notre correspondant

Trop de Japonais ignorent encore l'importance objective que l'Europe revêt pour eux. Ils ignorent qu'elle n'est pas seulement un contrepoint négatif aux succès japonais, et qu'il est simpliste de la présenter comme vivant au-dessus de ses moyens dans des châteaux hypothétiques et des usines improductives, éclairant de beaux restes à la chandelle, tandis que l'aube nouvelle se lève à l'est.

A la fin du siècle dernier, l'Europe industrielle, universelle et encore impériale faisait plutôt envie que pitié au Japon insulaire et retardataire. Il ne reste plus trace de ce sentiment.

La suprématie américaine après la guerre, puis l'éloignement et l'indifférence, la décolonisation ainsi que quelques déceptions, malentendus et propos blessants de la part des Européens avaient déjà bien distendu les liens. A cela sont venus s'ajouter d'abord l'inversion du rapport de forces économique, puis le réflexe protectionniste des Européens face aux produits japonais. Le « complexe » nippon à l'égard de l'Occident est plutôt aujourd'hui de supériorité.

Le triangle

Alors que l'Amérique, l'autre pôle dynamique du bassin pacifique, est un allié toujours plus présent, sinon pesant (du hamburger aux armes nucléaires), alors que Honolulu, San-Francisco ou Los Angeles sont la porte à côté et que l'anglais devient la lingua franca des affaires, de la science, des techniques (de l'avenir en somme), l'Europe s'est glissée du « centre » à l'« autre bout » du monde dans la conscience d'une nation redevenue, elle, le centre de l'Asie.

Marché, musée, et mine de brevets, mais aussi à l'occasion partenaire politique, contrepoint militaire à la pesée soviétique sur l'Asie, l'Europe est un point de contact, de passage et de vente obligé : l'un des sommets du triangle économique stratégique qui lie Washington à Tokyo d'une part, à Bruxelles et à l'OTAN de l'autre. Le sait-on assez ici ?

Régulièrement depuis quelques années, le ministère japonais des affaires étrangères commande un sondage d'opinion sur la question « avec quels pays le Japon doit-il être ami ? ». Non moins régulièrement, les Européens de l'Ouest obtiennent l'un des pourcentages les plus faibles : 1 % seulement, contre 39 aux États-Unis, 17 à la Chine, 3 à l'URSS et 2 au Proche-Orient. Les réponses favorables à l'Europe ne sont pas de sécurité ou d'influence internationale, comme c'est le cas pour les États-Unis et pour l'URSS.

L'Europe au mieux est perçue par une minorité comme une étape obligée des circuits organisés. Difficile d'imaginer plus grand décalage entre le sentiment populaire et le discours officiel sur la solidarité Japon-Occident. Un récent sondage croisé effectué par le *Monde* et le *Asahi Shimbun* a d'ailleurs montré que les Français avaient une meilleure connaissance et de meilleurs sentiments à l'égard du Japon que l'inverse.

Ces faits infirment l'idée répandue par les Japonais que leur pays, malgré ses efforts, est le « bout émissaire » mal compris et mal aimé d'une Europe « décadente ». Le Japon reste, en fait, plus provincial, malgré le succès mondial de ses produits. Les stéréotypes qui collent aux principaux pays européens valent ceux des samouraïs et autres kamikaze qui persistent en Europe. Ainsi, la France serait peuplée d'artistes bavards et protectionnistes, la

Grande-Bretagne de gentlemen distants, toniques et décadents, l'Allemagne de gens sérieux, productifs et disciplinés — un peu japonais. Elle est d'ailleurs la seule à échapper aux mauvaises impressions et à la mauvaise humeur : elle fait aussi plus d'efforts sur le marché nippon et se montre, de façon générale, plus libérale. Mais, de toutes les nations européennes, c'est la Suisse, discrète, travailleuse, propre et polie qui est l'idéal.

Un autre discours

Le gouvernement tient d'autres discours. Il a des faiblesses économiques, stratégiques et politiques de développer ses relations avec l'Europe.

On l'a vu, par exemple, en 1983 lorsque, craignant un transfert des SS-20 « européens » vers l'Asie en cas d'accord sino-américain, le Japon a défendu à Williamsburg le déploiement des missiles nucléaires américains en Europe.

Reste que, là comme dans d'autres domaines, le contentieux commercial assombrit l'avenir. Les Européens jugent les exportations des Japonais excessives. Tokyo estime que les Européens ne font guère d'efforts sur le marché nippon, mais que leurs produits, en revanche, sont injustement pénalisés en Europe. Il est à craindre qu'aucune solution satisfaisante et durable ne s'impose tant que les Européens, individuellement et collectivement, n'auront pas réussi leurs mutations industrielles et technologiques et tant que les investissements japonais en Europe resteront dix fois plus élevés que ceux des Européens au Japon.

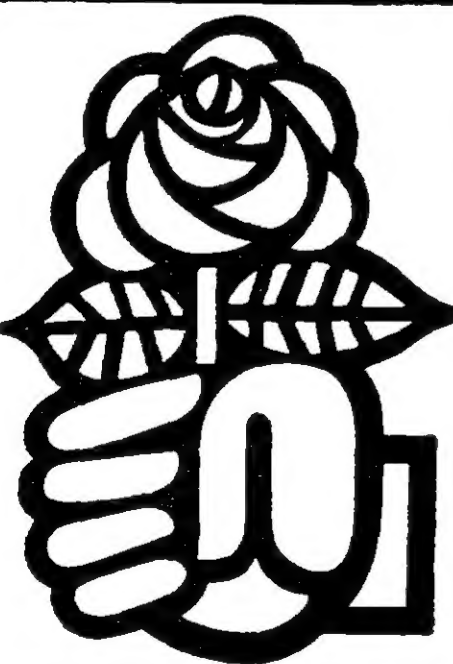
Si de tels déséquilibres n'étaient pas corrigés, l'image de l'Europe resterait ternie aux yeux des Japonais. Pis, ces deux grands partenaires resteraient handicapés dans leur quête de la coopération approfondie que semblent dicter les réalités internationales.

R.-P. PARINGAUX.

STAGES
HUBERT LE FÉAL:
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
☎ 387 25 00

CHARTER... 3850 F
MIAMI 3850 F
ATLANTA 3850 F
vois a dates fixes
nouveau monde
8, rue Molière - 75006 PARIS. Tél. (1) 325.41.49
25, cours Pasteur - 33000 BORDEAUX. Tél. (81) 52.56.38
8, rue Saint de Sauton - 33001 MARSEILLE. Tél. (91) 54.31.30

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'AVENIR
DE L'EUROPE
Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



POUR
L'EUROPE
AVEC
JOSPIN

VENDREDI 15 JUIN
à 18 heures

En première partie : le tour de chant de
Jean-Luc LAHAYE • Jean GUIDONI • Catherine LARA

PARC DES EXPOSITIONS
PARIS • Pte de VERSAILLES

Métro : Pte de VERSAILLES
ENTREE GRATUITE

af 11 20 135A

CAPITAL 50

LECTION

torité

Précédent de la page 1000
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

UN ARBRE DONNE UN COUP DE COLLIER A LA GUILDE DES ORFÈVRES

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

Le 15 juin 1984
L'Europe à la recherche d'une voix
III. - Les mauvais élèves

EUROPÉENNES

L'Europe à la recherche d'une voix

III. - Les mauvais élèves

par CLAIRE TRÉAN

1984 est, pour l'Europe, une année de rupture avec le passé, sans toutefois que les changements qui s'annoncent passent par ce que l'on appelle il y a quelques années le « réajustement » au profit des pays du Sud, (le Monde du 13 et du 14 juin). Ces changements se heurtent, comme par le passé, aux résistances et aux intérêts divergents des uns et des autres, qui ne se réduisent pas au seul « problème britannique ».

Dans la campagne électorale, l'Europe n'aura suscité de passions que chez ceux qu'elle insupporte et qui lui tournent résolument le dos. Le phénomène en soi n'a rien de dramatique. On peut même analyser le sentiment majoritaire d'indifférence des opinions publiques comme une banalisation de l'idée européenne et, en ce sens, comme un progrès : si l'enthousiasme n'y est pas, la haine n'y est plus, ou presque plus. Les anti-européens, convaincus ou non, marginalisés, sauf au Danemark peut-être, et l'Europe communautaire est entrée dans les faits pour les travailleurs britanniques comme pour les socialistes grecs qui, il y a pas si longtemps, faisaient encore campagne contre elle. De la même manière, jamais sans doute n'aurait été aussi vives la conscience des dépendances auxquelles est soumise le Vieux Continent (économique, financière, technologique, commerciale, voire militaire) et la conviction que la reconquête de l'indépendance ne peut être que collective. Pourtant l'« europessimisme » est à son comble. Les opinions et les gouvernements semblent atteints de schizophrénie. Ils aiment l'Europe - soit comme un rêve d'avenir, soit comme un passé mythique dans laquelle ils plaquent le salut - mais ils répugnent au matérialisme de ce qui n'est après tout que son déshonneur.

Quelles sont les principales contradictions qui s'opposent à l'idée et à la construction d'un futur commun ? Qui sont donc les « mauvais » européens ? Tous les regards, spontanément, se tournent vers l'Angleterre, les conservateurs britanniques sciemment ou inconsciemment, voire même, au sein d'un même parti, les travaillistes du temps de leur anti-européisme déclamatoire. Mais, ce qui est sûr, c'est que les Anglais n'ont pas le sentiment d'être les « mauvais » de l'Europe et ils ne le disent pas. Ils ont, au contraire, une réponse très simple : elle réside dans le « problème » européen à l'un de ses aspects : la question budgétaire. Le drame de la Communauté n'est pas de ne pouvoir obtenir des Britanniques quelques centaines de millions d'ECU en plus, au moment où ils ont besoin de cet argent pour leur politique économique et sociale. Il est d'avoir passé cinq ans à négocier sur cette question et à ne pas avoir pu obtenir l'adhésion au service des grands problèmes des sociétés européennes : comme la chômage, les restructurations industrielles, la réforme en temps voulu de la politique agricole commune.

Les « Six » et les autres

Il n'y a pas, en Angleterre et les autres, mais des coalitions qui se font et se défont en fonction de l'enjeu, des attitudes anti-européennes multiples qui sont aussi bien l'infraction aux règlements communs que l'attitude très restrictive avec laquelle certains conçoivent le travail communautaire, les occasions manquées en matière de coopération industrielle, les divergences, voire, au sein d'un même parti, l'opposition des gouvernements en cette période de crise à mettre en œuvre une véritable politique économique commune.

On entend fréquemment ces temps-ci évoquer « le bon vieux temps » de l'Europe des Six, celui où les « pays fondateurs » évoluaient seuls dans un cadre qu'ils avaient conçu ensemble pour leurs propres besoins. Les « mauvais » européens seraient donc ceux qui n'ont pas admis plus tard ou qui l'ont refusé à admettre, plus par résignation que par conviction. Autant d'adhérents les plus récents n'ont effectivement de motivation politique et historique aussi puissante que les principaux fondateurs. La France et l'Allemagne d'abord, qui faisaient acte de réconciliation et voyaient dans cette construction européenne, dont elles étaient l'axe central, le rapprochement qui devait ouvrir la paix sur un continent historiquement marqué par ses affrontements intérieurs. Mais aussi la Belgique, où l'éternel conflit entre Flamands et Wallons et l'impossible identité nationale engendraient une préférence forlana européenne qui ne s'est d'ailleurs pas démentie. Mais aussi l'Italie, instable, pour qui l'Europe était non seulement un élément de croissance mais le moyen d'échapper à son destin de pays-méditerranéen et d'« or-

trier, en tant que plus petit des grands, dans le concert de ceux qui comptent.

Vient ensuite la Grande-Bretagne, à demi résignée, à demi consentante, dont le système monétaire et les structures économiques étaient assez éloignés de ceux des autres : l'Irlande, enroulée dans son nationalisme, jalouse de sa neutralité, qui voyait surtout dans l'Europe le moyen d'alléger sa dépendance envers Londres ; le Danemark, très profondément lié à sa famille scandinave, étranger aux institutions politiques des pays méridionaux, méfiant envers le pape comme envers les Allemands, et ayant en conséquence tendance à ne considérer la Communauté que comme un accord économique intergouvernemental et à fuir des questions pour tout ce qui suppose la reconnaissance d'une compétence communautaire propre ; la Grèce, enfin, sans frontière commune avec aucun autre pays membre, assez peu concernée par les grandes idées du moment sur la coopération industrielle ou la maîtrise des technologies nouvelles, et où l'idée européenne, fermement combattue par la gauche communiste et socialiste n'avait de poids en 1981 que dans la tête des membres d'une droite moderniste, essentiellement dans celle de M. Karamanlis.

L'idée européenne (non la réalité) a régressé avec l'arrivée de PASOK au pouvoir et l'attitude de M. Papandréou, qui récrimine sans cesse et ne rate pas une occasion de se désolidariser de ses partenaires, y compris dans l'un des rares domaines où ils sont parvenus à une vraie cohésion : la coopération politique, c'est-à-dire, en gros, les prises de position de l'Europe sur les affaires du monde qui ne la concernent pas directement. M. Papandréou a reconstruit à sa manière le problème Nord-Sud à l'intérieur du continent. (Il met l'Irlande dans le « Sud ») et lui qui jadis se battait contre l'adhésion de la Grèce prône maintenant l'élargissement à l'Espagne et au Portugal à seule fin de renverser le front des peuples contre ce problème.

Des philosophies différentes

Mais une autre frontière Nord-Sud divise l'Europe, qui n'est pas celle dont parle M. Papandréou. Elle renvoie au débat des années 50, lorsque, France en tête, les adeptes du tarif extérieur commun, rempart derrière lequel devait se construire l'Europe, s'opposaient aux partisans, Grande-Bretagne en tête, du libre-échange (simple suppression des barrières douanières entre les pays membres, chacun restant libre de fixer ses tarifs vis-à-vis de l'extérieur). La Grande-Bretagne et le Danemark ont adhéré au Marché commun, et les droits de douane ont été progressivement supprimés entre la CEE et les autres pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Mais les philosophies qui inspiraient ce débat il y a trente ans restent à l'origine de bien des querelles. Quand la France, traditionnellement plus interventionniste et plus protectionniste, inondée de produits étrangers, appelle à la reconquête du marché intérieur, l'Allemagne, attelée à son problème de chômage, parle d'ouverture sur l'extérieur.

La République fédérale, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, traditionnellement plus tournés vers le large, ont intérêt à entretenir des relations économiques constructives avec leurs partenaires majeurs. Les deux premiers veulent aussi, à l'intérieur de la Communauté, faire cesser toutes sortes de barrières non douanières et instaurer une véritable coopération monétaire. Le chantage ne peut pas qu'en matière commerciale. Rien n'est plus étranger par exemple à la démarche néerlandaise que la promptitude des Français à rendre les taux d'intérêt américains responsables de tous les maux de l'Europe. Rien n'est plus étranger aux Britanniques et aux Allemands, en matière de coopération industrielle ou de recherche par exemple, que le dirigisme et l'étatisme français.

Après les Anglais, les Allemands

Ces divergences souffrent bien évidemment des exceptions : l'attitude protectionniste des Néerlandais en faveur de Philips par exemple, celle des Allemands sur la métallurgie, ou l'important changement de cap intervenu en France où l'on s'est rapproché d'une politique plus libérale.

Il est donc évident qu'il ne suffit pas de « neutraliser » les Anglais pour abolir tous les tiraillements auxquels est soumise la Communauté. La relance de l'Europe par le

couple franco-allemand, comme « au bon vieux temps », n'est pas non plus acquise en dépit de l'entente entre MM. Mitterrand et Kohl. L'intérêt pour la construction européenne, malgré les professions de foi du chancelier, semble régresser en République fédérale. Outre que toute politique industrielle, heureuse sa religion libérale, outre que par nature - parce qu'elle est l'entité la plus forte et la plus grosse contributrice - elle trouve proportionnellement moins d'avantages que d'autres aux actions communes, la République fédérale présente, si l'on en croit les fonctionnaires de Bruxelles, d'évidents signes de contagion de la maladie britannique : elle rechigne à payer, hésite sur tout ce qui coûte et rechigne volontiers le travail communautaire à quelques actions miniatures.

Toutes ces divergences ne sont probablement que secondaires par rapport au formidable effet centrifuge qu'a eu pour l'Europe la récession économique. Pour aller véritablement de l'avant, il faudrait que les gouvernements soient en mesure d'accepter un droit de regard des autres sur leur politique économique et de le faire admettre à des opinions publiques répliquées sur la défense d'intérêts nationaux, voire catégoriels. On en est loin, et chacun sait que, même si l'Europe économique se construit ici et là par touches, le processus global d'intégration économique en toute hypothèse sera long.

D'où l'idée relayée récemment à Strasbourg par M. Mitterrand de promouvoir l'union par le renforcement du pouvoir politique européen. Le discours de Strasbourg a été assez bien accueilli par les six membres fondateurs. La Grande-Bretagne en a pris acte poliment. Mais, outre que l'Italie voit avec quelque amertume se reconstruire le couple franco-allemand - ou du moins sa rhétorique - nombreux sont ceux qui analysent l'enthousiasme allemand pour les propos de M. Mitterrand comme le signe d'un simple double langage.

Autre idée : une participation plus active de l'Europe à sa propre défense. Elle a trouvé une nouvelle jeunesse à la faveur du malaise latent partout, sauf en France, et surtout en République fédérale, par la « bataille » des euro-missiles. Elle a été favorisée également par les signes d'une certaine impatience américaine. Mais là aussi le consensus est difficile à trouver, d'autant que les frontières de la sécurité européenne ne s'arrêtent pas à celles de la communauté.

Dès qu'il est question de défense dans une instance de l'Europe des Six, l'Irlande tourne le dos au nom de sa neutralité. Le Danemark, où le pacifisme est puissant et où le parti social-démocrate, bien que dans l'opposition, fait la loi sur les questions de sécurité, ne veut pas en entendre parler. Quant à la Grèce socialiste, elle incline vers les thèses pacifistes, prône la démantèlement des Balkans et fait un chantage permanent à l'expulsion des bases américaines de son territoire. On est donc en train d'exhumer l'Union de l'Europe occidentale (UEO), créée il y a trente ans par sept pays-membres de l'OTAN (1), mais non liée à l'OTAN. L'Irlande, la Grèce et le Danemark n'en font pas partie.

Des progrès sont sans doute possibles dans ce cadre, en ce qui concerne la définition de la défense européenne conventionnelle, la coordination des programmes militaires et, avec éventuellement d'autres pays européens, la coopération en matière de fabrication d'armements qui ne se heurte qu'aux classiques obstacles de la concurrence industrielle.

Les choses se compliquent lorsqu'on envisage de s'attaquer globalement à la question de la sécurité européenne, y compris à sa défense nucléaire. La France, forte du consensus qui règne dans l'opinion en ce domaine, veut préserver l'indépendance de sa force de dissuasion, mais cherche à écarter le danger qu'elle a cru discerner ces dernières années en Allemagne, à savoir la « tentation neutraliste ». L'Allemagne cherche, pour sa part, à remettre en cause la politique française du « sanctuaire » : elle demande des explications sur la doctrine qui prévaut en matière d'utilisation des armes nucléaires françaises dirigées sur son territoire, voire sur celui de l'« autre Allemagne ». Bref, rien n'est vraiment simple, et bien malin qui dira où sont, dans ce domaine, les « bons européens ».

(1) RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg.

Prochain article :

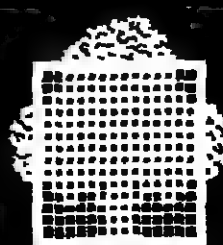
LES AVATARS
DU COUPLE
PARIS-BONN

par Bernard Bruguère

UN ARBRE DONNE UN COUP DE COLLIER A LA GUILDE DES ORFÈVRES.

Depuis 1960, BULL, premier groupe informatique et bureautique français, a pour client la Guilde des Orfèvres. Les moyens informatiques - système de gestion DPS 4 - mis en œuvre dans cette coopérative apportent aux 180 adhérents tout un ensemble de services : comptabilité, marketing, gestion de stocks, statistiques commerciales, dépouillement d'enquêtes clients, routage d'adresses. En contribuant au meilleur service des adhérents de la Guilde des Orfèvres, l'équipe BULL marque des points.

Bull



JEAN-PAUL II EN SUISSE

Dialoguer vrai

Fribourg. — Le marathon de Jean-Paul II à travers la Suisse continue sans accroc, mais il rencontre quelques incidents inattendus à cause de la volonté de ses interlocuteurs d'engager un vrai dialogue. Devant quelque douze mille jeunes à la patinoire Saint-Léonard de Fribourg, mercredi 13 juin, le pape a — comme il le fait lors de tous ses voyages — écouté des témoignages, regardé des jeux scéniques, chanté et plaisanté avec les garçons et les filles qui remplissaient les gradins en agitant drapeaux, banderoles et lampions. Il a reçu des cadeaux insolites — le livre français de Gérard Bessière « Le pape a disparu », une bouteille d'eau provenant du lac de Genève, des outils d'horloger (synbole du chômage), un saucisson du Jura, etc. — et comme partout le courant a passé, les jeunes ont laissé exploser leur joie et leur enthousiasme.

Mais, à la différence d'autres rassemblements du même genre, ici le dialogue a dépassé la pure forme. Outre les témoignages spirituels de mouvements tels Communauté et Libération, l'Opus Dei ou les Focolari, le pape a entendu l'appel angoissé de la Jeunesse du quart-monde au nom des laissés-pour-compte, des chômeurs et des exclus, pour lesquels « aller à l'église, c'est comme un jugement où les gens nous montrent du doigt ».

Le pape a aussi écouté un message des jeunes de Suisse romande qui, disant « traduis des préoccupations largement partagées », a partir d'un questionnaire qui avait

De notre envoyé spécial

circulé. Là, il fut question du « dialogue des peuples », de la « crise des vocations », de l'accession des femmes au sacerdoce, de l'utilité des voyages du pape, des dogmes et de la pratique religieuse. Dans sa réponse, le pape a entretenu la discussion, se contentant de renvoyer les jeunes à leurs pasteurs, prêtres et évêques, pour « poursuivre et approfondir la discussion ». Il leur a rappelé les vertus de la patience en leur lançant comme mot d'envoi : « Ne vous laissez pas abattre par le dépitisme et le découragement ! Vous êtes le monde de demain. »

Tête dure

Jean-Paul II commence donc à se rendre compte que les chrétiens suisses sont têtus et tiennent à leur indépendance. Déjà, la veille, il était sorti d'une heure de discussion sans concession avec les protestants et les orthodoxes du Conseil œcuménique des Eglises en disant qu'il avait en l'impression d'avoir passé un examen. Et le matin même, à l'université de Fribourg, il a rencontré le même esprit de dialogue critique. D'ailleurs, le pape avait loué le pluralisme qui règne dans cette université, de statut à la fois ecclésiastique et pontifical, et il avait insisté sur l'importance de la liberté académique. Ses auditeurs l'ont pris au mot.

Lors de la discussion à huis clos avec les membres de la faculté de

théologie, des théologiens n'ont pas hésité à aborder quelques sujets tabous. Tout en reconnaissant le droit au magistère de l'orthodoxie des théologiens catholiques, on a demandé que lors d'une éventuelle enquête romaine « la procédure soit intelligible pour les juristes et le grand public selon deux principes essentiels : que l'établissement ou le travail de la théologie soit informé du progrès ; que l'intéressé puisse avoir accès à son dossier et être entendu à tout moment ».

D'autre part, on a plaidé pour un réel pluralisme théologique en citant comme exemples d'une diversité légitime la théologie politique de Jean-Baptiste Metz et la théologie de la libération latino-américaine. On a défendu le système suisse des séminaires où les futurs prêtres suivent des cours de théologie avec des laïcs, et on a soulevé enfin les « questions brûlantes » — c'était le terme employé — de l'ordination d'hommes mariés et de l'accession des femmes au sacerdoce.

Jean-Paul II n'a pas répondu directement à ces questions. Silence interprété plutôt positivement par les participants, car, disait-il d'un air entendu : « Mieux vaut laisser mûrir de telles questions plutôt que d'y opposer une fin de non-recevoir immédiate. » A la sortie de cette rencontre sans précédent, un prêtre de l'entourage du pape nous a confié : « Les théologiens suisses ont la tête aussi dure que celle du pape ! »

ALAIN WOODROW.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les années 40 de M. Jean-Marie Balestre

En deux cents pages, on peut faire beaucoup de mécontents. Auteur d'un livre intitulé *Des boîtes en or*, aux éditions du Lien commun, Jean-Pierre Dubreuil en a fait trois : la Fédération internationale de l'automobile et MM. Bernier Eccléstone, président de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), et Jean-Marie Balestre, président de la Fédération française et de la Fédération internationale de sports automobiles (FISA).

Si les deux premiers s'entendent différemment par la relation de comportement qu'ils ont eue avec l'autre dans la pratique de la compétition automobile, M. Balestre, lui, reproche bien davantage à Jean-Pierre Dubreuil les trois pages dans lesquelles celui-ci revient sur son passé à l'époque de l'Occupation. Dans ces conditions, c'est un débat sur deux plans très différents qui devait s'instaurer pendant cinq heures le 13 juin devant le premier chambre civile du tribunal de Paris.

M. Bernard Lotron, au nom de la FISA, qui réclame 100 000 francs de dommages et intérêts, puis M. Yves-Frédéric Jaffré, avocat de M. Eccléstone, qui estime, lui, son préjudice à 10 millions de francs, ont soutenu que le livre constituait pour leurs clients une « diffamation de la première à la dernière ligne ». L'auteur n'a certes pas triché en plaçant dans le miel, M. Eccléstone est dépeint comme l'homme des « dessous de table », des « coups fourrés ». Il est fait allusion à des accointances avec les auteurs de l'attaque contre le fourgon postal Glasgow-Londres.

De M. Balestre, Jean-Pierre Dubreuil dit des choses guère plus aimables. Mais, pour l'avocat du président de la FISA, M. Jean-Baptiste Biaggi, ce n'est pas la plus grave. La plus grave, c'est « cette volonté de

remettre la boue après quarante ans, de vouloir refaire le procès public d'un homme public dans un domaine où les passions sont loin d'être apaisées ».

C'est que Jean-Pierre Dubreuil commence le portrait de M. Balestre par le rappel de ses engagements de 1940 au mouvement Jeune Front qu'il crée aux côtés de M. Robert Hersant, et le poursuit en précisant qu'il appelle « les jeunes du mouvement » à s'engager dans la Waffen SS avant de s'y engager lui-même, en 1943. Et s'il rapporte ensuite qu'en dépit de cela M. Balestre est aujourd'hui titulaire d'une carte de déporté-résistant, c'est pour se poser des questions sur la façon dont on tire son mot.

Or M. Balestre a fait condamner, en 1970, une autre personne qui soutenait ce que soutient Jean-Pierre Dubreuil. Selon M. Biaggi, ce dernier ne peut donc se prévaloir de la bonne foi. De plus, s'il est vrai que M. Balestre en 1945 fut incarcéré, qu'une information fut ouverte contre lui devant la cour de justice de Paris, l'affaire se termina par un classement sans suite à une époque où l'on ne badinait pourtant guère avec les aspects de collaboration. Car pour l'avocat, il n'y a pas de doute, M. Balestre a bien été arrêté par la Gestapo en 1944 et déporté. Va-on soutenir qu'il l'aurait été pour avoir escroqué les SS ? Il faudrait que la preuve en soit administrée.

M. Daniel Soulez-Larivière a plaidé le droit au rappel d'un passé qui, s'agissant d'une personnalité comme M. Balestre, appartient à l'histoire. Alors, il a repris les documents, les propos tenus de 1942 à 1944. Il a même évoqué une polémique qui opposa à cette période lointaine, dans un journal de la collaboration, le *Pilori*, Jean-Marie Balestre à Robert Hersant, le second

reprochant au premier d'avoir été, avant la guerre, secrétaire général d'un mouvement de jeunesse, le *Jeune Front*, et de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (L.I.C.A.) et le traitant de « ancien valet des puissances ».

Il a aussi fait état d'un document SS retrouvé, en 1982, par M. Serge Klarfeld, et dans lequel M. Balestre est mentionné comme disparu. Cela lui paraît contradictoire avec la version d'une arrestation par ses propres SS. « Il ne faut pas s'émouvoir, a-t-il conclu, que dans ces conditions l'on puisse se poser des questions. Car si M. Balestre a été le résistant qu'il affirme avoir été, cela signifie que c'est dans un ordre de la Résistance qu'il se conduisit. Et s'il est vrai qu'il infiltrait les SS pour la cause de la Résistance, c'est un exploit qui assurément mérite d'être approfondi ».

Jugement le 11 juillet.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

M. Jacques Fauvet à la commission

« Informatique et libertés »

Sur proposition du garde des sceaux, M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, a été nommé le 13 juin, au conseil des ministres, membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (nos dernières éditions du 14 juin). Cette nomination intervient après la mort de Jean Rosenwald, décédé brusquement le 2 juin, à l'âge de soixante-neuf ans. Ancien premier président de la Cour des comptes, M. Rosenwald présidait la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) depuis le 20 décembre 1983.

La Commission devrait se réunir, mardi 19 juin, pour élire à bulletin secret son nouveau président. « Autorité administrative indépendante », la CNIL, qui a été créée il y a six ans, est chargée de veiller à la bonne application de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Elle donne un avis sur les fichiers dont la création est décidée par l'administration. Ainsi a-t-elle été saisie, en 1982, du projet de fichier antiterroriste.

M. Guy Pouzard à la tête de la conférence des présidents d'universités

M. Guy Pouzard, président d'Aix-Marseille-I, a été élu premier président de la conférence des présidents d'universités (le président étant, de droit, le ministre de l'Éducation nationale). Depuis mars, il assurait l'intérim de M. Monique Lafon-Augué, nommée recteur de l'académie d'Orléans-Tours. M. Pouzard a été élu à la tête de la conférence des présidents d'universités le 19 mai. Il y a eu 19 bulletins blancs et 1 nul. MM. Jacques Soppelsa, président

SUR LES PLAGES ET DANS LES RIVIÈRES

La propreté des eaux de baignade ne s'est guère améliorée en 1983

La qualité des eaux de baignade, en mer comme en eau douce, a plutôt baissé pendant la saison 1983. Tel est le point principal que l'on peut retenir des rapports présentés conjointement, le 13 juin, par le directeur général de la santé, le professeur Roux, et le directeur de la prévention de la pollution (secrétariat d'Etat à l'environnement), M. Thierry Chambolle. Par qualité des eaux de baignade, il faut entendre le taux de germes microbiologiques — issus pour la plupart des matières fécales apportées par les rivières et les égouts — dont la présence dans l'eau s'accompagne souvent de germes pathogènes pour les baigneurs. Cette teneur en germes est calculée à partir de prélèvements effectués régulièrement depuis 1976, conformément à la directive européenne du 8 décembre 1975.

Cette baisse globale de qualité doit cependant être nuancée. Si la proportion de plages non conformes aux normes européennes a augmenté, passant de 25,7 % en 1982 à 28,2 % en 1983, on observe que le

nombre de points noirs (plages notées « mauvaises » dans le relevé) est passé, dans le même temps, de 58 à 51, dont seulement 38 ont donné lieu à une interdiction de baignade (voir encadré). Les rapporteurs notent, en outre, que la saison 1983, exceptionnellement sèche, a entraîné des pollutions occasionnelles. « Un orage sur la Côte d'Azur peut rétrograder une plage d'une catégorie à l'autre à l'occasion d'un seul prélèvement », observe M. Chambolle. C'est pourquoi il recommande aux estivants d'éviter la baignade après un orage, parfois jusqu'au lendemain. « Une plage indiquée comme mauvaise n'est pas forcément dangereuse, note toutefois le professeur Roux. Elle présente seulement un risque contre lequel on doit mettre en garde les baigneurs et les pouvoirs publics. » A ce propos, les rapporteurs souhaitent que les maires ne se contentent pas d'afficher les résultats des prélèvements en mairie mais aussi sur les lieux de baignade (1).

Si l'on se réfère au classement par département, les relevés de 1983 indiquent que c'est la Corse qui dispose des plages les moins polluées (2 plages « médiores », seulement autour de Bastia, contre 131 « bonnes » ou « moyennes » à Viennet encaill, l'Aude, qui n'a toutefois que 15 plages « bonnes » ou « moyennes » ; le Var avec 131 plages « bonnes » ou « moyennes », et 5 plages « médiores ». En fin de liste, on relève le Calvados, qui n'offre que 20,6 % de plages de bonne qualité, la Seine-Maritime (18,2 %) et le Pas-de-Calais (13,3 %), détenteur à lui seul de 8 points noirs sur 30 plages ! Le Finistère en avait 15, mais sur un total de 316 plages réparties sur 800 kilomètres de rivage. On indique que des stations d'épuration existaient en service dans l'intervalle laissent entrevoir des améliorations, notamment en Bretagne.

L'eau douce plus sale

Pour la baignade en eau douce, les points noirs sont plus nombreux qu'en bord de mer. On en a relevé 65 en 1983 (contre 51 sur la côte), qui s'ajoutent aux 160 plans d'eau déjà interdits depuis des années. Cela tient à la qualité intrinsèque de l'eau douce toujours plus riche en bactéries que l'eau de mer.

Les chiffres collectés l'an dernier indiquent une recrudescence de cas de leptospiroses, affections frappant en particulier les éleveurs : on en a enregistré 105 cas en 1983, dont 10 % mortels (par méningite). Des enquêtes sont en cours dans les deux régions les plus affectées : la Loire et l'Aquitaine. Une autre enquête, commencée en 1983, s'efforce de déterminer la responsabilité du sable dans l'apparition, de plus en plus fréquente, de furoncles sur les plages comme sur les aires de jeux loin de la mer.

Le plus dangereux, cependant, reste l'accident de baignade : entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 1983 on a compté 900 noyades.

ROGER CANIS.

(1) Pour tous renseignements sur la qualité de l'eau de baignade, s'adresser à la mairie concernée, au syndicat d'initiative ou, à défaut, à la préfecture, où le DDAES (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) collecte les résultats des prélèvements. Ces données, toutefois, ne renseignent que sur la qualité observée de l'eau et ne permettent aucune prévention sûre.

LA LISTE

DES POINTS NOIRS

Voici la liste des communes dans lesquelles ont été relevés les points noirs en 1983 :

Nord : Bray-Dunes.

Pas-de-Calais : Calais, Escalles, Wissem, Audresseles, Boulogne-sur-Mer, Le Portel.

Somme : Le Crotoy, Saint-Vallery-sur-Somme.

Seine-Maritime : Saint-Martin-aux-Bunes.

Calvados : Hermanceville, Saint-Aubin, Bernières, Ver, Tracy.

Me-et-Vilaine : Saint-Malo (quatre plages).

Finistère : Plogoulm, Guisnoy, Landunvez (une plage), Porpoeur (une plage), Landit, Brest, Roscarvel (deux plages), Crozon (une plage sur dix-huit), Landevennec (une plage), Douarnenez (deux plages), Concarneau (trois plages).

Morbihan : Saint-Pierre-de-Cuberon (une plage), Saint-Gildas-de-Rhuys.

Loire-Atlantique : La Poulguen, Pornichet, La Plaine-sur-Mer, Préfailles (une plage sur sept), Pornic (deux plages sur douze).

Charente - Maritime : La Flotte-en-Ré, Chateillon.

Landes : Capbreton (une des quatre plages).

Pyrénées-Atlantiques : Hendaye (une des quatre plages).

Pyrénées-Orientales : Canet-en-Roussillon (une des cinq plages).

Alpes-Maritimes : aucun point noir, mais vingt et une plages « médiores » sur vingt-cinq à Antibes-Juan-les-Pins, et six sur dix à Cannes-sur-Mer.

NE. — Nous n'indiquons que le nom des communes où se trouvent les points noirs. Pour le nom des plages, s'adresser à la mairie concernée ou au secrétariat d'Etat à l'environnement, direction de la prévention des pollutions, 14, boulevard du Général-Lectard, 95524 Neuilly-sur-Seine.

Un projet de loi pour faciliter le recouvrement des pensions alimentaires

Un avant-projet de loi sur le recouvrement des pensions alimentaires non payées sera présenté prochainement au conseil des ministres, annonce-t-on au ministère des droits de la femme. Il prévoit un minimum de formalités pour que les personnes disposant de faibles ressources et ne percevant pas leur pension puissent obtenir rapidement une avance des caisses d'allocation familiale. L'avant-projet entend donner le pouvoir aux CAF de récupérer elles-mêmes les pensions non versées.

Le dispositif envisagé par le ministre des droits de la femme, M^{me} Yvette Roudy, conjointement avec le ministère des affaires sociales, prévoit deux cas :

● Les personnes isolées avec leurs enfants n'ayant pas perçu la pension alimentaire depuis au moins deux mois. — Ces personnes pourront s'adresser à leur caisse d'allocation familiale, qui versera une avance dont le montant ne pourra excéder celui de l'allocation orphelin et sera affectée à la dépense. La caisse se chargera ensuite de récupérer les pensions sur les débiteurs, qui devront verser 10 % de supplément pour tous les frais occasionnés. Si la pension excède l'avance, l'excédent sera reversé à la personne à qui il revient.

● Les personnes remarquées dont les ressources ne dépassent pas une procédure d'aide financière urgente. Après deux mois de non-régularité de la pension, ces personnes pourront, elles aussi, s'adresser à leur CAF, qui se charge,

de récupérer la pension (plus 10 % au bénéfice de la CAF).

Il est évident que les personnes sollicitant les CAF devront toujours fournir un minimum de pièces justificatives, notamment la signification du jugement ordonnant le versement d'une pension. Mais le projet vise à réduire les lourds et longs procédures actuellement en vigueur (démarche auprès d'un huissier, puis, en cas d'échec, auprès du procureur de la République ; ou bien demande auprès du tribunal d'instance pour une saisie arrêt sur salaire, etc.).

La présidente de la République avait fait allusion à cet avant-projet le 4 juin lors de la remise à l'Elysée de la médaille de la famille française. Mais c'est M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, qui en a précisé les grandes lignes, en soulignant ses intentions : « Renforcer, dans l'intérêt de l'enfant, le partage des responsabilités des deux parents ; offrir au parent créancier un dispositif simple qui lui permette de faire affirmer par les tribunaux des procédures de recouvrement ; maintenir une garantie financière dans les situations les plus difficiles, celles des parents isolés. »

Ce système, explique-t-on au ministère des droits de la femme, aura pour avantage de médiatiser les relations souvent très conflictuelles entre créanciers et débiteurs et de créer une force d'intervention et de discussion à l'égard des débiteurs défaillants.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

de Paris-I et Jacques Mirouze, président de Montpellier-I, ont été élus respectivement deuxième et troisième vice-président.

[Né le 29 septembre 1938 à Fies-sur-la-Sorgue (Vaucluse), M. Guy Pouzard est professeur de chimie organique. Agrégé (1963) et docteur en sciences physiques (1972), il est spécialiste de la résonance magnétique nucléaire, et a effectué des missions dans des universités nord-américaines et canadiennes. Depuis 1982, il est président de l'université d'Aix-Marseille-I. M. Pouzard est membre du SNE-Sup (FEN).]

Les professeurs

Picard et Villey à l'Académie de médecine

L'Académie nationale de médecine a élu membre titulaire dans sa section (médecine et sciences sociales et membres libres) le professeur Jean-Daniel Picard et le professeur Raymond Villey comme membre correspondant.

[Né le 4 février 1927, Jean-Daniel Picard est docteur en médecine en 1955, maître de conférences agrégé en 1963, puis professeur au collège de médecine. Directeur d'enseignement clinique à la faculté de médecine de Paris-Ouest en 1972, il est, de 1968 à 1974, chef du département d'angiographie de l'hôpital Foch (Suresnes), où il devient, en 1974, chef du service de radiologie générale. Il est aussi, depuis 1977, médecin-chef du service d'intermédiaires Hartmann.]

[Né le 23 janvier 1913 à Caen, Raymond Villey est professeur de clinique médicale à la faculté de médecine de Caen, médecin des hôpitaux et chef de service. Il a été, de 1974 à 1980, doyen de la même faculté. Le professeur Villey est actuellement, et depuis juin 1981, président du conseil national de l'Ordre des médecins. Il est l'auteur de divers ouvrages consacrés notamment à la déontologie médicale.]

Les suites judiciaires d'une greffe mortelle

M. Michel Arnould, directeur de l'hôpital Lariboisière à Paris, M. Roger Le Clech, surveillant d'amphi-

théâtre dans ce même hôpital, et M^{me} Jeanine Sauvage, directrice de la Banque française des yeux, ont comparu, mercredi 13 juin, devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris, après la mort, en novembre 1979, d'un enseignant de la faculté des sciences de Nancy sur lequel on avait pratiqué la greffe d'une cornée oculaire contaminée par le virus de la rage. Michel Zanne, trente-six ans, était mort quelques semaines après l'intervention.

Le donneur, une Égyptienne de cinquante-six ans, était décédée le 8 octobre précédent d'une encéphalite due à la rage. Le prélèvement avait été effectué avant que le diagnostic soit posé et déterminé la cause de la mort soit connue (le Monde du 7 décembre 1979).

M^{me} Sauvage avait elle-même pratiqué l'ablation du globe oculaire après le constat de décès, mais sans autorisation de prélèvement d'organe à des fins thérapeutiques. « Je téléphone à M. Le Clech, je venais et je prélève », a dit M^{me} Sauvage. Le parquet a requis des peines de principe et reconnu les imprécisions de la loi de 1976 sur les prélèvements d'organes. Jugement le 27 juin.

● Les activités de Jean-Edern Hallier. — L'écrivain Jean-Edern Hallier a brûlé, jeudi matin 14 juin, à proximité de l'Elysée, un manuscrit pour protester contre le refus de « 19 éditeurs » de publier le pamphlet qu'il a consacré au chef de l'Etat sous le titre *L'honneur perdu de François Mitterrand*. « C'est un livre mortel pour le président de la République », a expliqué l'écrivain, qui avait revêtu pour l'occasion la robe d'un bourgeois de Calais, et c'est pour cela que je me repens d'avoir défilé le Prince. » Après avoir prononcé qu'il ne publierait pas son pamphlet, Jean-Edern Hallier a affirmé qu'il continuerait toutefois à en livrer le contenu.

البريد 15/6/84

27.11.84

AVANT LA MANIFESTATION EN FAVOUR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le rassemblement du 24 juin n'est pas un « facteur de déstabilisation » déclare Mgr Vilnet

Dans une interview publiée le 14 juin par la Croix, Mgr Jean Vilnet, président de la Conférence épiscopale de France, estime que les évènements ont été « déstabilisés », « déconcertés », « inquiétés », par les modifications apportées à l'extrême au projet de loi sur l'enseignement privé « tel qu'il avait été approuvé par le conseil des ministres et déposé officiellement par le ministre responsable ». En énonçant ainsi, déclare Mgr Vilnet, « le gouvernement est dans son droit rigoureux. Mais que cela arrive au terme d'un si long échange avec le secrétariat national de l'enseignement catholique, considéré comme un partenaire de la concertation, en vue de proposer un texte de loi sans l'imposer à la partie principale concernée, n'a pu que nous étonner, nous déconcerter, nous inquiéter ».

Le président des évènements français réunit l'association portée à l'adresse de l'épiscopat d'avoir initié l'église et politique à travers la question scolaire : « Si certains pensent donc que...

L'épiscopat est intervenu indirectement dans le domaine politique, je leur réponds qu'il ne s'agit pas de se substituer au rôle propre du législateur, gouvernement ou Parlement, mais au contraire d'affirmer des principes et, puisque le législateur nous y invitait, de réfléchir clairement avec lui sur les moyens indispensables pour que ces principes soient appliqués ».

A propos de l'offre de titularisation proposée par le gouvernement aux maîtres de l'enseignement privé qui le souhaiteraient, Mgr Vilnet considère que les « modifications de dernière heure » et autres « contraintes », ressemblent à une marche vers l'usurpation.

Tout en se gardant de répondre avec clarté à la question de la participation des évènements à la manifestation du 24 juin, Mgr Vilnet rappelle que, « l'impertinence, depuis plusieurs années, des sondages divers d'opinion publique ont révélé que la très grande majorité des Français croyaient que le pays parviendrait à un stade d'équilibre et de stabilité en matière scolaire. La manifestation du 24 juin doit révéler cette constante de l'aspiration de l'opinion publique française, qui va bien au-delà des clivages politiques et des comportements personnels dans la pratique religieuse ».

« Elle ne doit pas être contrainte à l'ordre public et je sais que ses organisateurs y veillent soigneusement. Personne ne peut voir dans cette manifestation un facteur de déstabilisation et nul ne pourrait consentir à ce que quelque force que ce soit essaie de s'insérer dans ce bus inévitable ».

M. GATEL : « L'instauration d'un service long n'a pas encore produit tous les effets escomptés »

M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, a évoqué, mercredi 13 juin, à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité, les premiers résultats de la mise en application du service militaire dit « long », c'est-à-dire la possibilité pour des appelés du contingent volontaires de doubler (deux années) la durée de leur service national.

En réponse à une question de M. Xavier Hunault (NI, Loire-Atlantique), M. Gatel a notamment déclaré : « La mise en œuvre du volontariat pour un service long est encore trop récente pour que l'on puisse raisonnablement affirmer qu'elle a produit tous les effets escomptés. Mais elle donne déjà des résultats très encourageants (...) ».

En 1983, 10 % des appelés, soit environ vingt-quatre mille jeunes gens, ont choisi le volontariat pour un service long. C'est un niveau qu'il nous faut atteindre pour être sûr que la réforme produise son plein effet. En 1983, après les premiers mois d'application de cette réforme, l'objectif de 3 % a été atteint, soit près de huit mille. Pour 1984, un niveau de 6 % en fin d'année sera le gage de la réussite. Les derniers résultats qui m'ont été communiqués montrent que l'on peut être raisonnablement optimiste, puisque le nombre des volontaires du service long est actuellement de l'ordre de douze mille ».

[Les armées ont, toutefois, décidé d'intensifier encore leur publicité auprès des futurs incorporés et auprès des appelés en cours de service militaire, pour faire davantage connaître cette formule de service dit « long ». En effet, du succès de cette opération liée à des volontaires de faire deux ans de service militaire dépendra le sort de la réforme - en profondeur - du service national que le gouvernement s'est engagé à maintenir.]

L'ATTITUDE DES DÉPUTÉS RPR

« Nous ne sommes pas politisés par la manifestation [du 24 juin en faveur de l'enseignement privé], nous y rendons toutes honneurs déployées, mais nous ne voulons pas passer inaperçus », a déclaré, mardi 12 juin, M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale. Les députés gaullistes défilent donc « revêtus de leurs écharpes et insignes ». Ils se joindront, tout au moins pour ceux de province, aux représentants des établissements privés de leur département.

Le palmarès du Concours général

Nous remercions chaleureusement la publication du palmarès du Concours général pour les classes terminales :

● Sciences naturelles (terminales D). - 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné ; 4^e prix : non décerné ; 5^e prix : non décerné ; 6^e prix : non décerné ; 7^e prix : non décerné ; 8^e prix : non décerné ; 9^e prix : non décerné ; 10^e prix : non décerné ; 11^e prix : non décerné ; 12^e prix : non décerné ; 13^e prix : non décerné ; 14^e prix : non décerné ; 15^e prix : non décerné ; 16^e prix : non décerné ; 17^e prix : non décerné ; 18^e prix : non décerné ; 19^e prix : non décerné ; 20^e prix : non décerné ; 21^e prix : non décerné ; 22^e prix : non décerné ; 23^e prix : non décerné ; 24^e prix : non décerné ; 25^e prix : non décerné ; 26^e prix : non décerné ; 27^e prix : non décerné ; 28^e prix : non décerné ; 29^e prix : non décerné ; 30^e prix : non décerné ; 31^e prix : non décerné ; 32^e prix : non décerné ; 33^e prix : non décerné ; 34^e prix : non décerné ; 35^e prix : non décerné ; 36^e prix : non décerné ; 37^e prix : non décerné ; 38^e prix : non décerné ; 39^e prix : non décerné ; 40^e prix : non décerné ; 41^e prix : non décerné ; 42^e prix : non décerné ; 43^e prix : non décerné ; 44^e prix : non décerné ; 45^e prix : non décerné ; 46^e prix : non décerné ; 47^e prix : non décerné ; 48^e prix : non décerné ; 49^e prix : non décerné ; 50^e prix : non décerné ; 51^e prix : non décerné ; 52^e prix : non décerné ; 53^e prix : non décerné ; 54^e prix : non décerné ; 55^e prix : non décerné ; 56^e prix : non décerné ; 57^e prix : non décerné ; 58^e prix : non décerné ; 59^e prix : non décerné ; 60^e prix : non décerné ; 61^e prix : non décerné ; 62^e prix : non décerné ; 63^e prix : non décerné ; 64^e prix : non décerné ; 65^e prix : non décerné ; 66^e prix : non décerné ; 67^e prix : non décerné ; 68^e prix : non décerné ; 69^e prix : non décerné ; 70^e prix : non décerné ; 71^e prix : non décerné ; 72^e prix : non décerné ; 73^e prix : non décerné ; 74^e prix : non décerné ; 75^e prix : non décerné ; 76^e prix : non décerné ; 77^e prix : non décerné ; 78^e prix : non décerné ; 79^e prix : non décerné ; 80^e prix : non décerné ; 81^e prix : non décerné ; 82^e prix : non décerné ; 83^e prix : non décerné ; 84^e prix : non décerné ; 85^e prix : non décerné ; 86^e prix : non décerné ; 87^e prix : non décerné ; 88^e prix : non décerné ; 89^e prix : non décerné ; 90^e prix : non décerné ; 91^e prix : non décerné ; 92^e prix : non décerné ; 93^e prix : non décerné ; 94^e prix : non décerné ; 95^e prix : non décerné ; 96^e prix : non décerné ; 97^e prix : non décerné ; 98^e prix : non décerné ; 99^e prix : non décerné ; 100^e prix : non décerné ; 101^e prix : non décerné ; 102^e prix : non décerné ; 103^e prix : non décerné ; 104^e prix : non décerné ; 105^e prix : non décerné ; 106^e prix : non décerné ; 107^e prix : non décerné ; 108^e prix : non décerné ; 109^e prix : non décerné ; 110^e prix : non décerné ; 111^e prix : non décerné ; 112^e prix : non décerné ; 113^e prix : non décerné ; 114^e prix : non décerné ; 115^e prix : non décerné ; 116^e prix : non décerné ; 117^e prix : non décerné ; 118^e prix : non décerné ; 119^e prix : non décerné ; 120^e prix : non décerné ; 121^e prix : non décerné ; 122^e prix : non décerné ; 123^e prix : non décerné ; 124^e prix : non décerné ; 125^e prix : non décerné ; 126^e prix : non décerné ; 127^e prix : non décerné ; 128^e prix : non décerné ; 129^e prix : non décerné ; 130^e prix : non décerné ; 131^e prix : non décerné ; 132^e prix : non décerné ; 133^e prix : non décerné ; 134^e prix : non décerné ; 135^e prix : non décerné ; 136^e prix : non décerné ; 137^e prix : non décerné ; 138^e prix : non décerné ; 139^e prix : non décerné ; 140^e prix : non décerné ; 141^e prix : non décerné ; 142^e prix : non décerné ; 143^e prix : non décerné ; 144^e prix : non décerné ; 145^e prix : non décerné ; 146^e prix : non décerné ; 147^e prix : non décerné ; 148^e prix : non décerné ; 149^e prix : non décerné ; 150^e prix : non décerné ; 151^e prix : non décerné ; 152^e prix : non décerné ; 153^e prix : non décerné ; 154^e prix : non décerné ; 155^e prix : non décerné ; 156^e prix : non décerné ; 157^e prix : non décerné ; 158^e prix : non décerné ; 159^e prix : non décerné ; 160^e prix : non décerné ; 161^e prix : non décerné ; 162^e prix : non décerné ; 163^e prix : non décerné ; 164^e prix : non décerné ; 165^e prix : non décerné ; 166^e prix : non décerné ; 167^e prix : non décerné ; 168^e prix : non décerné ; 169^e prix : non décerné ; 170^e prix : non décerné ; 171^e prix : non décerné ; 172^e prix : non décerné ; 173^e prix : non décerné ; 174^e prix : non décerné ; 175^e prix : non décerné ; 176^e prix : non décerné ; 177^e prix : non décerné ; 178^e prix : non décerné ; 179^e prix : non décerné ; 180^e prix : non décerné ; 181^e prix : non décerné ; 182^e prix : non décerné ; 183^e prix : non décerné ; 184^e prix : non décerné ; 185^e prix : non décerné ; 186^e prix : non décerné ; 187^e prix : non décerné ; 188^e prix : non décerné ; 189^e prix : non décerné ; 190^e prix : non décerné ; 191^e prix : non décerné ; 192^e prix : non décerné ; 193^e prix : non décerné ; 194^e prix : non décerné ; 195^e prix : non décerné ; 196^e prix : non décerné ; 197^e prix : non décerné ; 198^e prix : non décerné ; 199^e prix : non décerné ; 200^e prix : non décerné ; 201^e prix : non décerné ; 202^e prix : non décerné ; 203^e prix : non décerné ; 204^e prix : non décerné ; 205^e prix : non décerné ; 206^e prix : non décerné ; 207^e prix : non décerné ; 208^e prix : non décerné ; 209^e prix : non décerné ; 210^e prix : non décerné ; 211^e prix : non décerné ; 212^e prix : non décerné ; 213^e prix : non décerné ; 214^e prix : non décerné ; 215^e prix : non décerné ; 216^e prix : non décerné ; 217^e prix : non décerné ; 218^e prix : non décerné ; 219^e prix : non décerné ; 220^e prix : non décerné ; 221^e prix : non décerné ; 222^e prix : non décerné ; 223^e prix : non décerné ; 224^e prix : non décerné ; 225^e prix : non décerné ; 226^e prix : non décerné ; 227^e prix : non décerné ; 228^e prix : non décerné ; 229^e prix : non décerné ; 230^e prix : non décerné ; 231^e prix : non décerné ; 232^e prix : non décerné ; 233^e prix : non décerné ; 234^e prix : non décerné ; 235^e prix : non décerné ; 236^e prix : non décerné ; 237^e prix : non décerné ; 238^e prix : non décerné ; 239^e prix : non décerné ; 240^e prix : non décerné ; 241^e prix : non décerné ; 242^e prix : non décerné ; 243^e prix : non décerné ; 244^e prix : non décerné ; 245^e prix : non décerné ; 246^e prix : non décerné ; 247^e prix : non décerné ; 248^e prix : non décerné ; 249^e prix : non décerné ; 250^e prix : non décerné ; 251^e prix : non décerné ; 252^e prix : non décerné ; 253^e prix : non décerné ; 254^e prix : non décerné ; 255^e prix : non décerné ; 256^e prix : non décerné ; 257^e prix : non décerné ; 258^e prix : non décerné ; 259^e prix : non décerné ; 260^e prix : non décerné ; 261^e prix : non décerné ; 262^e prix : non décerné ; 263^e prix : non décerné ; 264^e prix : non décerné ; 265^e prix : non décerné ; 266^e prix : non décerné ; 267^e prix : non décerné ; 268^e prix : non décerné ; 269^e prix : non décerné ; 270^e prix : non décerné ; 271^e prix : non décerné ; 272^e prix : non décerné ; 273^e prix : non décerné ; 274^e prix : non décerné ; 275^e prix : non décerné ; 276^e prix : non décerné ; 277^e prix : non décerné ; 278^e prix : non décerné ; 279^e prix : non décerné ; 280^e prix : non décerné ; 281^e prix : non décerné ; 282^e prix : non décerné ; 283^e prix : non décerné ; 284^e prix : non décerné ; 285^e prix : non décerné ; 286^e prix : non décerné ; 287^e prix : non décerné ; 288^e prix : non décerné ; 289^e prix : non décerné ; 290^e prix : non décerné ; 291^e prix : non décerné ; 292^e prix : non décerné ; 293^e prix : non décerné ; 294^e prix : non décerné ; 295^e prix : non décerné ; 296^e prix : non décerné ; 297^e prix : non décerné ; 298^e prix : non décerné ; 299^e prix : non décerné ; 300^e prix : non décerné ; 301^e prix : non décerné ; 302^e prix : non décerné ; 303^e prix : non décerné ; 304^e prix : non décerné ; 305^e prix : non décerné ; 306^e prix : non décerné ; 307^e prix : non décerné ; 308^e prix : non décerné ; 309^e prix : non décerné ; 310^e prix : non décerné ; 311^e prix : non décerné ; 312^e prix : non décerné ; 313^e prix : non décerné ; 314^e prix : non décerné ; 315^e prix : non décerné ; 316^e prix : non décerné ; 317^e prix : non décerné ; 318^e prix : non décerné ; 319^e prix : non décerné ; 320^e prix : non décerné ; 321^e prix : non décerné ; 322^e prix : non décerné ; 323^e prix : non décerné ; 324^e prix : non décerné ; 325^e prix : non décerné ; 326^e prix : non décerné ; 327^e prix : non décerné ; 328^e prix : non décerné ; 329^e prix : non décerné ; 330^e prix : non décerné ; 331^e prix : non décerné ; 332^e prix : non décerné ; 333^e prix : non décerné ; 334^e prix : non décerné ; 335^e prix : non décerné ; 336^e prix : non décerné ; 337^e prix : non décerné ; 338^e prix : non décerné ; 339^e prix : non décerné ; 340^e prix : non décerné ; 341^e prix : non décerné ; 342^e prix : non décerné ; 343^e prix : non décerné ; 344^e prix : non décerné ; 345^e prix : non décerné ; 346^e prix : non décerné ; 347^e prix : non décerné ; 348^e prix : non décerné ; 349^e prix : non décerné ; 350^e prix : non décerné ; 351^e prix : non décerné ; 352^e prix : non décerné ; 353^e prix : non décerné ; 354^e prix : non décerné ; 355^e prix : non décerné ; 356^e prix : non décerné ; 357^e prix : non décerné ; 358^e prix : non décerné ; 359^e prix : non décerné ; 360^e prix : non décerné ; 361^e prix : non décerné ; 362^e prix : non décerné ; 363^e prix : non décerné ; 364^e prix : non décerné ; 365^e prix : non décerné ; 366^e prix : non décerné ; 367^e prix : non décerné ; 368^e prix : non décerné ; 369^e prix : non décerné ; 370^e prix : non décerné ; 371^e prix : non décerné ; 372^e prix : non décerné ; 373^e prix : non décerné ; 374^e prix : non décerné ; 375^e prix : non décerné ; 376^e prix : non décerné ; 377^e prix : non décerné ; 378^e prix : non décerné ; 379^e prix : non décerné ; 380^e prix : non décerné ; 381^e prix : non décerné ; 382^e prix : non décerné ; 383^e prix : non décerné ; 384^e prix : non décerné ; 385^e prix : non décerné ; 386^e prix : non décerné ; 387^e prix : non décerné ; 388^e prix : non décerné ; 389^e prix : non décerné ; 390^e prix : non décerné ; 391^e prix : non décerné ; 392^e prix : non décerné ; 393^e prix : non décerné ; 394^e prix : non décerné ; 395^e prix : non décerné ; 396^e prix : non décerné ; 397^e prix : non décerné ; 398^e prix : non décerné ; 399^e prix : non décerné ; 400^e prix : non décerné ; 401^e prix : non décerné ; 402^e prix : non décerné ; 403^e prix : non décerné ; 404^e prix : non décerné ; 405^e prix : non décerné ; 406^e prix : non décerné ; 407^e prix : non décerné ; 408^e prix : non décerné ; 409^e prix : non décerné ; 410^e prix : non décerné ; 411^e prix : non décerné ; 412^e prix : non décerné ; 413^e prix : non décerné ; 414^e prix : non décerné ; 415^e prix : non décerné ; 416^e prix : non décerné ; 417^e prix : non décerné ; 418^e prix : non décerné ; 419^e prix : non décerné ; 420^e prix : non décerné ; 421^e prix : non décerné ; 422^e prix : non décerné ; 423^e prix : non décerné ; 424^e prix : non décerné ; 425^e prix : non décerné ; 426^e prix : non décerné ; 427^e prix : non décerné ; 428^e prix : non décerné ; 429^e prix : non décerné ; 430^e prix : non décerné ; 431^e prix : non décerné ; 432^e prix : non décerné ; 433^e prix : non décerné ; 434^e prix : non décerné ; 435^e prix : non décerné ; 436^e prix : non décerné ; 437^e prix : non décerné ; 438^e prix : non décerné ; 439^e prix : non décerné ; 440^e prix : non décerné ; 441^e prix : non décerné ; 442^e prix : non décerné ; 443^e prix : non décerné ; 444^e prix : non décerné ; 445^e prix : non décerné ; 446^e prix : non décerné ; 447^e prix : non décerné ; 448^e prix : non décerné ; 449^e prix : non décerné ; 450^e prix : non décerné ; 451^e prix : non décerné ; 452^e prix : non décerné ; 453^e prix : non décerné ; 454^e prix : non décerné ; 455^e prix : non décerné ; 456^e prix : non décerné ; 457^e prix : non décerné ; 458^e prix : non décerné ; 459^e prix : non décerné ; 460^e prix : non décerné ; 461^e prix : non décerné ; 462^e prix : non décerné ; 463^e prix : non décerné ; 464^e prix : non décerné ; 465^e prix : non décerné ; 466^e prix : non décerné ; 467^e prix : non décerné ; 468^e prix : non décerné ; 469^e prix : non décerné ; 470^e prix : non décerné ; 471^e prix : non décerné ; 472^e prix : non décerné ; 473^e prix : non décerné ; 474^e prix : non décerné ; 475^e prix : non décerné ; 476^e prix : non décerné ; 477^e prix : non décerné ; 478^e prix : non décerné ; 479^e prix : non décerné ; 480^e prix : non décerné ; 481^e prix : non décerné ; 482^e prix : non décerné ; 483^e prix : non décerné ; 484^e prix : non décerné ; 485^e prix : non décerné ; 486^e prix : non décerné ; 487^e prix : non décerné ; 488^e prix : non décerné ; 489^e prix : non décerné ; 490^e prix : non décerné ; 491^e prix : non décerné ; 492^e prix : non décerné ; 493^e prix : non décerné ; 494^e prix : non décerné ; 495^e prix : non décerné ; 496^e prix : non décerné ; 497^e prix : non décerné ; 498^e prix : non décerné ; 499^e prix : non décerné ; 500^e prix : non décerné ; 501^e prix : non décerné ; 502^e prix : non décerné ; 503^e prix : non décerné ; 504^e prix : non décerné ; 505^e prix : non décerné ; 506^e prix : non décerné ; 507^e prix : non décerné ; 508^e prix : non décerné ; 509^e prix : non décerné ; 510^e prix : non décerné ; 511^e prix : non décerné ; 512^e prix : non décerné ; 513^e prix : non décerné ; 514^e prix : non décerné ; 515^e prix : non décerné ; 516^e prix : non décerné ; 517^e prix : non décerné ; 518^e prix : non décerné ; 519^e prix : non décerné ; 520^e prix : non décerné ; 521^e prix : non décerné ; 522^e prix : non décerné ; 523^e prix : non décerné ; 524^e prix : non décerné ; 525^e prix : non décerné ; 526^e prix : non décerné ; 527^e prix : non décerné ; 528^e prix : non décerné ; 529^e prix : non décerné ; 530^e prix : non décerné ; 531^e prix : non décerné ; 532^e prix : non décerné ; 533^e prix : non décerné ; 534^e prix : non décerné ; 535^e prix : non décerné ; 536^e prix : non décerné ; 537^e prix : non décerné ; 538^e prix : non décerné ; 539^e prix : non décerné ; 540^e prix : non décerné ; 541^e prix : non décerné ; 542^e prix : non décerné ; 543^e prix : non décerné ; 544^e prix : non décerné ; 545^e prix : non décerné ; 546^e prix : non décerné ; 547^e prix : non décerné ; 548^e prix : non décerné ; 549^e prix : non décerné ; 550^e prix : non décerné ; 551^e prix : non décerné ; 552^e prix : non décerné ; 553^e prix : non décerné ; 554^e prix : non décerné ; 555^e prix : non décerné ; 556^e prix : non décerné ; 557^e prix : non décerné ; 558^e prix : non décerné ; 559^e prix : non décerné ; 560^e prix : non décerné ; 561^e prix : non décerné ; 562^e prix : non décerné ; 563^e prix : non décerné ; 564^e prix : non décerné ; 565^e prix : non décerné ; 566^e prix : non décerné ; 567^e prix : non décerné ; 568^e prix : non décerné ; 569^e prix : non décerné ; 570^e prix : non décerné ; 571^e prix : non décerné ; 572^e prix : non décerné ; 573^e prix : non décerné ; 574^e prix : non décerné ; 575^e prix : non décerné ; 576^e prix : non décerné ; 577^e prix : non décerné ; 578^e prix : non décerné ; 579^e prix : non décerné ; 580^e prix : non décerné ; 581^e prix : non décerné ; 582^e prix : non décerné ; 583^e prix : non décerné ; 584^e prix : non décerné ; 585^e prix : non décerné ; 586^e prix : non décerné ; 587^e prix : non décerné ; 588^e prix : non décerné ; 589^e prix : non décerné ; 590^e prix : non décerné ; 591^e prix : non décerné ; 592^e prix : non décerné ; 593^e prix : non décerné ; 594^e prix : non décerné ; 595^e prix : non décerné ; 596^e prix : non décerné ; 597^e prix : non décerné ; 598^e prix : non décerné ; 599^e prix : non décerné ; 600^e prix : non décerné ; 601^e prix : non décerné ; 602^e prix : non décerné ; 603^e prix : non décerné ; 604^e prix : non décerné ; 605^e prix : non décerné ; 606^e prix : non décerné ; 607^e prix : non décerné ; 608^e prix : non décerné ; 609^e prix : non décerné ; 610^e prix : non décerné ; 611^e prix : non décerné ; 612^e prix : non décerné ; 613^e prix : non décerné ; 614^e prix : non décerné ; 615^e prix : non décerné ; 616^e prix : non décerné ; 617^e prix : non décerné

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6
Tél: 633.81.23/329.03.71/354.45.87

PARENTS...
En fin d'études secondaires (1^{re} ou terminale) faites préparer à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat)
Enseignement privé
E.P.P.A.
14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)
Tél: 574-58-51

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.85.94
Documentation M sur demande

EBTP
Brevet de technicien supérieur Bâtiment/T.P.
Baccalauréat de technicien génie civil
Brevet de technicien Études et Conception de la construction
Niveau d'Etudes Professionnelles
Métier de Bâtiment - Destinataire génie civil
Niveau 3 à 5 ans après la 3^e

L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international



formation franco-américaine aux techniques du commerce international
Cycle d'études conduisant progressivement, à partir de l'anglais du bac, à une pratique de l'américain permettant l'acquisition, dans la langue, des techniques anglo-saxonnes qui régissent la quasi-totalité du marché mondial.
Diplômes d'État: BTS d'action commerciale, BTS de commerce international
puis en troisième année
Filière Américaine:
UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE SAN-FRANCISCO
ou **UNIVERSITÉ DE HOUSTON (Texas) BA-MBA**
« stages en entreprise dès la première année et séminaires spécialisés selon option »
« pratique intensive des langues » stages en Europe en deuxième année dans nos centres associés: Bruxelles/Lausanne/Londres/Berlin/Stuttgart à niveau bac ou classes terminales / service de logement pour étudiants de province.
I.A.C.
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA COMMUNE DES ENTREPRISES
GROUPE IPSA
Pour recevoir une documentation gratuite, complétez la demande de renseignements ci-dessous.
IAC - 43, Fd Saint-Honoré - 75006 PARIS - Téléphone: 265.43.86
Document IPFA - Enseignement privé d'enseignement supérieur.
Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
Niveau d'étude: _____ Téléphone: _____

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)
Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél: 226.61.48
Fondé en 1968, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux
CARRIÈRES INTERNATIONALES
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.
Baccalauréat exigé - Recrutement sur titres - Statut étudiant
Secrétariat ouvert de lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

ÉDUCATION

Vendredi 15 juin a lieu la première épreuve écrite du baccalauréat 1984. Cette année, 404 433 candidats sont inscrits en France métropolitaine pour concourir à cet examen qui permet d'obtenir le premier grade universitaire.

Ce combat résistera cette longue course d'obstacles commencée l'année précédente par les épreuves anticipées de français ? Si l'on se reporte aux années antérieures, leur nombre peut être estimé aux deux tiers des inscrits. Un chiffre important comparé aux

trante-deux diplômés décernés en 1806, date des premières épreuves. En cent soixante-quinze ans, le baccalauréat a évolué sans changer fondamentalement. Il reste prestigieux aux yeux des parents, mais de plus en plus difficile à organiser pour l'administration.

Le « jour du bac », attendu, voire redouté par les lycéens, correspond aussi à une intense mobilisation de l'administration. Préparer les sujets dans le plus grand secret,

L'échéance

répartir candidats et examinateurs, adresser les convocations à temps pour le jour J et les résultats des épreuves le plus rapidement possible, constituent un tour de force de plus en plus difficile malgré les moyens informatiques.

Dans les couloirs du bac se joignent en fait toute l'année la réussite matérielle de l'épreuve, dont dépend pour une bonne part le prestige de l'éducation nationale... et la sérénité des candidats.

Un examen à toute épreuve

ÉTRANGE bac ! On l'attaque à long terme d'année, on l'accommode de tous les péchés : trop dur, trop cher, inadaptable, inutile... Et pourtant, les Français l'adorent. Pour rien au monde, ils n'accepteraient sa disparition. Passe encore qu'on réforme pour la vingtaine fois ce grade universitaire créé par Napoléon en 1806. Mais le supprimer, jamais.

N'y voit qu'une preuve de conservatismisme collectif serait trop court. Si le bac existe tant d'attachement en France, c'est qu'il est typiquement français : démocratique en apparence et inégalitaire en réalité. On défend son caractère national qui est une garantie de justice, mais on aime sa dimension sélective qui permet de se distinguer.

Ce titre reste envié, malgré tous les changements intervenus en France : économiques, sociaux, éducatifs. Il symbolise plus que jamais le passage à la vie adulte, dans une société qui a perdu ses rites de passage. Chaque année, le rite respecte scrupuleusement la tradition : maux d'estomac, crises de pleurs, numéros de charme à l'oral, « anti-sèches » glissées dans une poche ou griffées au dos d'une règle... Avec tout de même des innovations : depuis 1980, par exemple, les calculatrices électroniques ont fait officiellement leur entrée dans les salles d'examen.

Les réformes se sont succédées. Aucune cependant n'a touché aux quatre piliers du baccalauréat. C'est un examen national, identique pour tous, même si les sujets varient d'une académie à l'autre ; c'est un examen anonyme (sauf, bien entendu, pour les épreuves orales) ; ce ne sont pas les professeurs du candidat qui évaluent son travail ; enfin, c'est un diplôme double, sanctionnant les études secondaires et permettant d'entrer à l'Université dont il constitue le premier grade.

Le trac des candidats et l'angoisse des familles sont aisément compréhensibles : seuls 66,2 % des inscrits au baccalauréat général ont été admis en 1983 (et 67,40 % en 1982). Mais, en tenant compte des sessions suivantes auxquelles les candidats recalés peuvent se présenter, le taux réel de succès est de 86 % environ. A noter que les filles réussissent mieux que les garçons, sauf en série C où elles sont à égalité avec eux, et que le midi de la France a de meilleurs résultats que le Nord.

Ces chiffres montrent que la véritable sélection ne se fait pas au bac, mais au cours des années scolaires qui l'ont précédé. Malgré une démocratisation croissante, les couches sociales les plus favorisées sont celles qui traversent le mieux cette période d'obstacles. S'il y a aujourd'hui dix fois plus de bacheliers qu'en 1950, si la part de bacheliers dans une génération est passée de 4,4 % en 1946 à 27,9 % en 1983, certains groupes se taillent, encore la part du lion : 56,8 % des diplômés sont décernés à des enfants de cadres supérieurs ou de personnes exerçant une profession libérale, contre 10,2 % aux fils d'ouvriers ; et, dans le secteur agricole, 26 % aux fils d'exploitants contre 8,1 % aux fils de salariés (Le Monde de l'Éducation, novembre 1983).

A l'accusation d'inégalité sociale s'ajoute celle d'inutilité. Le bac ne sert plus à rien, soutiennent ses détracteurs. Il n'est même plus toujours un passeport pour entrer dans l'enseignement supérieur : certains établissements exigent une mention ou un diplôme supplémentaire. Quant à trouver un emploi, même les titulaires du baccalauréat de technicien ont des difficultés... Vrai et faux à la fois : si le bac « ne sert à rien », on ne peut faire grand-chose sans lui.

Le supprimer ? « Il faut absolument garder un bac », explique M. Antoine Prost. Paradoxalement, c'est le seul remède contre un baccalauréat décadent. La qualité d'un examen dépend du ratio entre le nombre des candidats et celui des correcteurs. Sans bac, les universités organiseraient chacune son examen d'entrée. Elles seraient alors contraintes — avec des candidats plus nombreux, se présentant à plusieurs examens, et des correcteurs moins au fait des études secondaires — de se lancer dans des batteries de questions à choix multiples, comme au Japon.

Mais laisser le baccalauréat en l'état paraît dangereux à M. Prost. « C'est une formule », dit-il, « à qui on fait courir les Vingt-Quatre Heures du Mans ». Dans son rapport sur les lycées, il propose de faire évoluer le bac de deux manières : en le diversifiant et en le simplifiant. La diversification viserait à mieux évaluer le travail du candidat et prendrait en compte l'une de ses réalisations en cours d'année (montage de documents, programme informatique, etc.). La simplification, elle, se traduirait par un allègement substantiel de l'examen final : le bac comporterait des épreuves anticipées, organisées au niveau local.

Le ministre de l'éducation nationale ne semble pas pressé de mettre en œuvre ces propositions. Il a d'autres soucis en ce moment et préfère d'ailleurs procéder par étapes : réformer d'abord les collèges, puis les lycées et s'attaquer enfin au bac, qui soutient tout l'édifice. Le maintien des mentions, qui devaient être supprimées cette année, témoigne d'une volonté de laisser les choses plus ou moins en l'état. M. Prost avait pourtant tiré la sonnette d'alarme. « Si l'on attend trop, écrit-il, le baccalauréat actuel s'effondrera, et nous n'aurons plus le choix qu'entre un diplôme délivré par chaque université ou un examen national tellement sommaire qu'il ne prouvera plus rien. »

ROBERT SOLÉ

CE QUI A CHANGÉ
Le profane se perd dans toutes les réformes intervenues depuis vingt ans. Résumons. Depuis 1969, le bac n'a plus qu'une seule partie, mais une épreuve anticipée de français est organisée à la fin de la classe de première et ses résultats sont comptabilisés en terminale. Il n'y a plus de session de rattrapage en septembre. Les élèves ayant obtenu entre 8 et 10 à l'écrit (qui comporte aussi des épreuves orales) sont admis à passer un deuxième groupe d'épreuves (entièrement orales) dans la foulée. Si le résultat est satisfaisant, on tient compte du dossier scolaire. Depuis 1981, l'élève — repus ou recalés — peut demander à voir ses copies.

L'une des nouveautés de cette année est la réduction des séries A qui passent de sept à trois. En fait, le bac n'a cessé de se diversifier depuis la seconde guerre mondiale : aux séries A (lettres-philosophie), B (économie et social), C (mathématiques et sciences physiques) et D (mathématiques et sciences de la nature), se sont ajoutées D'

INUTILE MAIS INDISPENSABLE
Parmi les nouveautés de 1984 : un plus fort coefficient pour la philosophie en séries A et B et une modification du programme d'histoire-géographie qui couvre désormais la période 1945-1984. Des événements nombreux (guerre d'Algérie, guerre du Vietnam...), trop récents pour permettre un tri et dans lesquels beaucoup d'élèves ont pu se noyer. Or les candidats de 1984 constituent la première « génération baby » : c'est avec eux qu'avait été inaugurée la réforme des collèges. « Ils ont été formés à une pédagogie d'écrit, souligne une enseignante de terminale dans un lycée parisien. Pour le bac, on leur demande au contraire de mémoriser. C'est la panique... »

Un autre changement important concerne l'épreuve anticipée de français (voir à ce sujet le dossier très complet du Monde de l'Éducation, juin 1984). A l'oral, finis les morceaux choisis qui encourageaient le bachotage : le candidat est interrogé sur les œuvres complètes dont il a présenté la liste. A l'écrit, le résumé de texte devient obligatoire : il faut réduire un texte au quart de sa longueur. Attention au nombre de mots : seule une marge de 10 % est autorisée. Même là, il faut savoir compter !

On ne reproche pas seulement au bac d'être « devenu une épreuve de maths » : sa lourdeur croissante est dénoncée de toutes parts. Lourdeur due au fait que chaque discipline demande à figurer parmi les matières obligatoires ou à bénéficier d'un meilleur coefficient. Ne pouvant tout apprendre, les candidats bachotent avec frénésie. Ils apprennent par cœur des passages sélectionnés qu'ils oublieront le lendemain de l'examen. Les études de terminale n'ont plus qu'un objectif : réussir le bac. « L'examen finit par apparaître bien plus important que les ap-

SONNETTE D'ALARME
Ce monument national coûte cher. L'organisation annuelle des épreuves revient à près de 80 millions de francs, soit le prix de dix mille micro-ordinateurs. En faire un examen local, dans chaque établissement ? « Nous serions soumis à des pressions formidables, estime un enseignant. Déjà, rien que pour nous arracher un avis « favorable » ou « très favorable » sur leur dossier scolaire, les élèves nous persécutent. »

Institut Florimont
37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENÈVE - Tél. 022/92-09-11
Collège Marie-Thérèse
24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENÈVE - Tél. 022/94-26-20
Classes primaires et secondaires
jardin d'enfants
BACCALURÉAT FRANÇAIS
et **MATURITÉ SUISSE**
Internat-Externat

COURS POLLES
• ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE hors contrat - endormi-midi - demi-pension de la 3^e aux Baccalauréats A-B-C-D - préparation intensive au Bac.
• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE préparation Sciences-Po
préparation HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE
option économie pour Bac A-B-C-D
• POLLES ASSISTANCE
soutien hebdomadaire ou stage intensif pour élèves extérieurs
SAINT-LAZARE 522.10.40 64 bis, rue du Rocher 75008 Paris
GARE DE L'EST 824.55.55 13, rue des Petites Ecuries 75010 Paris
NEUILLY 747.04.80 185, bd Bineau 92200 Neuilly

vous avez le bac A ou B



HEC
Prép. H.E.C.I., classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial International, vous prépare aux Grandes Écoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale
6 rue Picot, 75116 Paris. Tél. : (1) 727.18.25
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur.

du baccalauréat
Une machine
HOTEL TUNIS
UN VISA POUR TOUS
PROFESSIONNELS DE LA
HOTEL TUNIS
UN VISA POUR TOUS
PROFESSIONNELS DE LA
HOTEL TUNIS
UN VISA POUR TOUS
PROFESSIONNELS DE LA

022 92 09 11

ÉDUCATION

du baccalauréat

DANS LES COULISSES

Une machinerie fragile et complexe

Un candidat, un sujet, un jury. Le succès du baccalauréat, côté coulisses, tient en la rencontre répétée à des centaines de milliers d'exemplaires de ces trois éléments dans une même salle par un beau jour de juin. Une réussite qui relève moins d'une aventure hasardeuse que d'un marathon effréné contre la mort. Une compétition qui se joue dans l'ombre toute l'année pour déboucher sur quelques heures de frénésie. Qu'un grain de sable vienne perturber le fragile mécanisme et voilà le bac transformé en drame national. Au service interacadémique des examens et concours (SIEC) d'Arcueil (Val-de-Marne), dont dépendent les 80 000 candidats au baccalauréat de l'Île-de-France (1), on a frôlé la catastrophe en 1983. Cette année, Arcueil « passe » le bac sans le trac.

L'attachement des Français au baccalauréat, solide et presque irrationnel, est aussi contradictoire. Ainsi, les épreuves doivent-elles commencer le plus tard possible pour ne pas empêcher l'année scolaire et s'achever au plus tôt pour qu'il y ait des vacances. Dans le laps de temps restant, elles auront dû être corrigées avec le maximum de minutie et d'objectivité sous la plume de l'inspecteur national. D'ailleurs, pour préserver l'anonymat, aucun candidat n'aura été interrogé par son professeur et il ne devra jamais avoir été mis en contact avec son correcteur. Pourtant, les familles cherchent à percer le secret des mauvaises notes. Elles utilisent de plus en plus la possibilité offerte depuis la session de 1982 de consulter les copies corrigées. Entre ces exigences opposées — rapidité et sérieux, transparence et anonymat — la partie se joue sans cesse pour tous ceux qui ont la charge d'organiser les épreuves.

Le SIEC d'Arcueil, plus connu comme maison des examens des académies de Créteil, de Paris et de Versailles, est la véritable plaque tournante où sont élaborés et imprimés les sujets, confondues les « collantes » et collectés les résultats de la plupart des examens pour la région parisienne, du CAP au diplôme d'expert-comptable, du baccalauréat à l'agrégation. Des candidats viennent même de toute la France plancher à Arcueil dans des spécialités rares pour lesquelles un regroupement national s'impose. Le bac, c'est un peu la « vitrine » du SIEC d'Arcueil, selon l'expression de son

directeur, M. Gilles Monnerie, inspecteur d'académie, en tout cas l'examen dont l'organisation est la plus sensible aux yeux du public. Plus de cinquante personnes sur les deux cent soixante fonctionnaires d'Arcueil sont engagées en permanence dans le « grand gymnase » qui met aussi en œuvre trois séries d'intervenants : les sujets, les candidats et les jurys. Au jour « J », chacun doit se trouver à sa place sans quiproquo ni téléscopage.

Le casse-tête

La patiente maturation des sujets du bac 1984 a commencé en juin 1983, lorsque des professeurs ont été désignés par l'inspection pour émettre les premières propositions. Les commissions d'étude de sujets, composées d'enseignants du secondaire et présidées par des universitaires, se sont réunies dès la rentrée 1983 et ont remis leur copie en janvier. D'autres professeurs ont alors procédé au « cobayage » des sujets en se plaçant dans les conditions de l'examen. S'ils ont été en deux heures et demi un devoir à faire en quatre heures le jour du bac, on estimait qu'il était faisable. L'inspection générale a formulé ses dernières critiques, puis les sujets mis en forme ont été soumis au recteur, qui peut en écarter pour des raisons de difficulté mais aussi d'opportunité. On évite les thèmes provocants, les sujets prêtant à une polémique où le correcteur serait tenté de s'impliquer. Début mai, la ventilation des inscriptions entre les différentes disciplines a été connue, et les sujets déjà imprimés ont pu être empilés, prêts pour l'expédition. Au total, seules dix-huit personnes (membres de la commission d'étude, « cobayeurs » et imprimeurs) les ont vus. Les locaux d'Arcueil, protégés par un système d'alarme, se veulent à l'abri des regards indiscrets, et les sujets sont soigneusement désignés par un code qui masque leur véritable destinataire. Les bruits de fuite ne semblent pas sérieux », à M. Monnerie, directeur du SIEC. Ils s'apparentent selon lui à la « pyrochasse » du bac puisque semblables rumeurs ne circulent pas avec autant d'insistance pour les autres examens.

Dès la clôture des inscriptions, en janvier, le service informatique a procédé à l'immense travail de saisie du fichier des quatre-vingt mille candidats. Après d'ultimes vérifications, les élèves ont été répartis dans l'un des deux cents centres d'examen disséminés dans les huit départements de l'Île-de-France en fonction des sections et options choisies et de la proximité de leur domicile. Le véritable casse-tête tient à la multiplicité des épreuves facultatives. Les candidats peuvent en choisir deux parmi quarante et une langues étrangères — dont le

serbo-croate et le bambara par exemple — et une dizaine d'activités sportives. Le 24 mai, soit trois semaines avant les premières épreuves, les convocations pour le baccalauréat du second degré ont commencé de quitter Arcueil. Les collantes ont été intégralement confondues par des moyens informatiques mais la chaîne automatisée s'est brusquement rompue pour une question d'affranchissement qui réjouirait le père Ubu.

Le service des examens n'a pas le droit de percevoir des recettes. Il demande donc aux candidats bacheliers de lui fournir des enveloppes timbrées à un tarif supérieur aux besoins pour permettre d'absorber une éventuelle hausse des tarifs postaux. Dans les couloirs d'Arcueil, des milliers d'enveloppes timbrées s'entassent. Des employés décolletent les timbres mais utilisent l'an passé. Une première machine coupe les listings de convocations débités par les imprimantes, une seconde les plie, une troisième les insère dans les enveloppes obligatoirement fournies par les candidats. Trois opérations qui multiplient les risques (collantes mal coupées ou mises par deux dans les enveloppes) et pourraient être confondues si les plus directement sortis de l'imprimerie pouvaient être affranchis automatiquement sans timbre.

30 tonnes de copies

Une fois les candidats répartis dans les centres d'examen, les jurys ont pu être constitués de telle sorte qu'aucun professeur ne rencontre ses propres élèves. Les convocations parviennent une dizaine de jours avant les épreuves. Quarante-huit heures après sont annoncées les premières déflections, un autre cauchemar du personnel d'Arcueil. Cinq à dix pour cent des huit mille correcteurs ne répondent pas à l'appel ; une petite minorité ne prévient pas de leur absence mais « finissent toujours par envoyer un certificat médical », précise un fonctionnaire du SIEC syndiqué au SGEN-CFDT, qui explique en partie le phénomène par les retards — un an parfois — dans la paie des examinateurs. D'autres sources de bavures surgissent pendant la correction des épreuves, avec

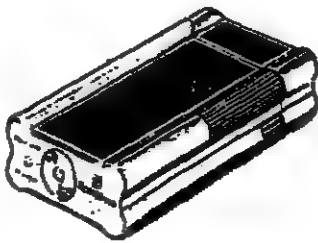
les éventuels écarts d'appréciation entre les jurys. Pour harmoniser la correction et établir les barèmes, des réunions sont prévues et, cette année, une commission d'information interacadémique servira de lien entre les correcteurs du 26 au 30 juin.

En 1983, reconnaît M. Monnerie, des retards dans la livraison du matériel informatique et des programmes défectueux avaient mis les jurys du personnel du SIEC à rude épreuve et retardé la préparation de la session. Une grève du méro, un sujet de maths contesté et « quelques erreurs montées en épingle » se sont conjugués sans pour autant compromettre finalement le déroulement général de l'examen. Pour le bac 1984, Arcueil « maîtrise l'outil informatique », selon son directeur. La preuve : les informaticiens n'ont passé que quelques nuits blanches au lieu de trente-trois l'an dernier. Pourtant, admet M. Monnerie, « notre matériel a une génération informatique de retard ». L'amélioration du fonctionnement du baccalauréat passe selon lui par trois défis : simplifier, décentraliser et dédramatiser. Simplifier en allégeant les examens de contrôle qui ne devraient concerner qu'une petite partie des candidats (contre 35 à 40 % aujourd'hui). Décentraliser en organisant les inscriptions et les épreuves écrites dans les établissements d'origine des élèves (lycées privés compris). Le bac en Île-de-France coûte chaque année 15 millions de francs (dont 10 millions de francs d'indemnités au jury) et dévore plus de 30 tonnes de copies blanches. Mais ses gestionnaires eux-mêmes n'envoient son évolution qu'avec une extrême prudence tant le sujet est sensible. Reste pourtant à dédramatiser l'épreuve, à vaincre ce sentiment d'atracance-répulsion qu'éprouvent tous ceux qui la subissent, cette étrange sensation analysée par le directeur du centre d'Arcueil : on aime le bac, dit-il, quand il confirme les résultats de l'année scolaire, mais, dans le cas contraire, il confirme son utilité et on le déteste.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Environ soixante mille candidats pour le baccalauréat du second degré et vingt mille pour le baccalauréat de technicien.

ROTHSCHILD



En vente chez les spécialistes
Pour tout renseignement : 74217.24

HÔTESSE TUNON
UN VISA POUR TOUTES LES
PROFESSIONS DE L'ACCUEIL
(DIPLOME D'ÉTAT)

23 Ecoles TUNON dans le monde.
Ecole Internationale d'Hôtellerie TUNON
75008 PARIS
15A (AN) rue du Fg Saint-Honoré (1) 339.80.00

NOUVEAU ! Ouverture section Hôtes d'Accueil.

L'Ecole des Cadres
du commerce et des affaires économiques
30 ans d'expérience au service des entreprises
et de la réussite professionnelle
L'Ecole de l'Entreprise

Des Diplômés entrepreneurs :

les élèves de l'E.D.C. allient à une connaissance théorique et technique de haut niveau, la capacité de réagir à toutes les situations. Des qualités reconnues depuis trente ans, irremplaçables dans une économie en crise, et qui ont fait de l'E.D.C., l'école de l'Entreprise.

Pas de temps perdu à l'Ecole des Cadres :

les étudiants sont formés en trois ans à partir du niveau du baccalauréat, au lieu de quatre ou cinq ans ailleurs. Et ils sont opérationnels dès l'obtention de leur diplôme grâce aux spécialisations de troisième année : Gestion Financière et Budgétaire - Marketing - Informatique - Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Petites et Moyennes Entreprises - Préparation au Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.

Une ouverture internationale :

les étudiants peuvent également suivre, en même temps, une option bilingue leur permettant de préparer des examens anglais ou américains (TOEFL - GMAT), d'effectuer six mois d'études en Grande-Bretagne entre la deuxième et la troisième année ou de partir à Dallas pour faire un MBA, en un an seulement, à la suite d'un accord d'équivalence.

CANDIDATURE	ADMISSIBILITÉ
NON BACHELIERS • Niveau des classes terminales • Obligation de se présenter aux épreuves écrites du concours	• Test d'aptitude et de motivation • Jury d'admission • FINANCEMENT DES ETUDES A 100% par prêts remboursables sur 7 ans, et cumulables par une mensualité.
BACHELIERS • Eude du dossier scolaire ou universitaire • Dispense de présenter aux épreuves écrites du concours	

Concours d'entrée : 17-18 juillet

EDC ECOLE DES CADRES
70, Galerie des Dames, La Défense N° 1, 92400 Courbevoie. Tél. 773.63.41 - 747.06.40
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
STAGES INTENSIFS
ANGLAIS - ALLEMAND
ESPAGNOL

Juliette ou septennaire
SPECIAL ETUDIANTS

CENTRE
MALESHERBES
108, bd Malesherbes
75017 PARIS
tél. 788-51-34

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande

• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél. 01 52 22 22 22 / 01 52 22 22 22

INSTITUT
Valcreuse
100 LAUSANNE

BACCALAURÉAT FRANÇAIS
MATURITÉ FÉDÉRALE
Etudes secondaires complètes
Internats (séparés filles et garçons)
Externat mixte. Classes à effectifs réduits. Sports.
Calme et tranquillité absolue.
Tél. : 1941-21-32-10-36

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat.

Admissions directes :

- un deuxième année : DELG ou équivalent
- un troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : S.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises U.S.A. : M.B.A. en un an après l'E.A.D. Programmes d'étés et stages.

Service de placement
E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-80
Renseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

sans bac!

9 grands chapitres correspondant à « 9 bouées de sauvetage »

Spécial Sans Bac! LAPRES-BAC

La semaine prochaine
Chez votre marchand de journaux

Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau à l'échelon international

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation supérieure aux techniques de management, de gestion et d'accueil dans l'hôtellerie, le tourisme et la restauration de prestige

Stages en entreprises dès la première année et séminaires spécialisés selon option
Pratique intensive des langues.
(admission : niveau bac ou terminales)

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
école privée du groupe IFSA
71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

٥٥١ من الاصل

LE CARNET DU Monde

Naissances

Georges et Nicole FENCHENIER sont très heureux d'annoncer la naissance de leur cinquième petit-enfant.

Chaire,
le 28 mai 1984,
45, rue Bonaparte,
75006 Paris.

Décès

M^{me} Derek Davies,
Carole, Serge, Nicolas Navarre,
Alan, Diolinda, Jennifer Davies,
Les familles Baron et Dyon,

ont la douleur de faire part du décès de

M^r Derek DAVIES,
diplômé université d'Oxford,
membre de l'Institut des linguistes,
membre
de la Société royale de Littérature,
décédé le 7 juin 1984, à l'âge de
cinquante-sept ans.

— Les obsèques de

M. Emmanuel DUBREUIL,
ancien pilote de chasse 1914-1918,
membre de la SPA 94,
titulaire de la Military Cross,
ingénieur,

ont eu lieu le mardi 12 juin 1984.

— Claudine et Francis Guittouren,
Jean-Charles et Bernadette Fournier-
Figuat,
ses enfants,
David et Anne-Luise Guittouren,
Sébastien Fournier-Figuat,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Georges-Charles
FERNON-FIGUAT,**

survécu à Paris, le 9 juin 1984, dans sa
soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi
15 juin, à 11 heures, au cimetière ancien
de Puteaux (92800), entrée rue Car-
ment.

Ni fleurs ni couronnes.

Ces avis sont destinés à faire part.

7, rue Louis-Thérèse, 75019 Paris.
12, boulevard Magenta, 75010 Paris.

— Limoges, Panazol.

On nous prie d'annoncer le décès, sur-
venu à l'âge de soixante-deux ans, de

Francis HERLEM.

De la part de

**M^{me} Francis Herlem,
M^{me} Françoise Herlem,
M. Didier Herlem,
M. et M^{me} Pascal Herlem
et leur fils Raphaël,
M^{me} Louise Parvy,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Marcel Herlem,
M. et M^{me} Adrien Herlem,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Henri Herlem,
leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute la famille
Et ses nombreux amis.**

La cérémonie religieuse a eu lieu le
mercredi 13 juin 1984, en l'église de
Panazol (Haute-Vienne).

26, rue Alexandre-Ribot,
87000 Limoges.
52, rue Ghesquière,
59260 Lille-Hellemmes.
10, rue Henry-Bordeaux,
54000 Nancy.

— M. Marc Le Faou, son époux,
M^{me} et le docteur Georges Habib,
ses enfants, ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Catherine LE FAOU,

survenue le 4 juin 1984, à l'âge de
soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 6 juin au
Gulvinec (Finistère).
19, rue de la Paix,
29115 Le Guilvinec.
47, rue de Maudouze, 75009 Paris.

— M^{me} Christian Lihoreau,
M. et M^{me} Amarjost D'Rosario,
M^{me} Annick Pinton,
M. et M^{me} Marc Pinton,
M. et M^{me} Eric Pinton,
ses enfants et beaux-enfants,

Isabelle, Dominique, Bénédicte et
Vincent Lihoreau,
Nafini, Amrita et Dileep D'Rosario,
Louis-Nicolas et Sophie Pinton,
Thomas et Margaux Pinton,
ses petits-enfants,

**M^{me} Sammel Boillot,
M^{me} Oleg Zinger,
ses sœurs,**

Les familles Pinton, Boussat, Zagary,
Boillot et Levasseur,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Louis PINTON,
né Denis Carrière.

survécu dans sa soixante-quatrième
année, le 7 juin 1984, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans la stricte intimité familiale, le
samedi 9 juin, en l'église de Triel-
sur-Seine (Yvelines).

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 26 juin, à 18 heures, en
l'église Sainte-Odile, 2, avenue
Stéphane-Mallarmé, à Paris-17.

— Caroline Defour-Prouteau,
sa femme,
et ses enfants Sylvain et Lionel,
Claire et Catherine, ses filles,
Claire, sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean PRONTEAU,
ancien député,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes.

Les obsèques auront lieu le lundi
18 juin 1984, à 11 h 45, entrée prin-
cipale du cimetière du Montparnasse.
(Le Monde du 14 juin.)

— Lionel Jospin, premier secrétaire,
Et les membres du bureau exécutif
du Parti socialiste

ont la profonde tristesse de faire part de
la mort, à l'âge d'une grave maladie,
de leur camarade,

Jean PRONTEAU,
secrétaire national du Parti socialiste,
président de l'Institut socialiste
d'études et de recherches (ISER),
officier de la Légion d'honneur,
Titulaire de la croix de guerre
avec palmes.

Les obsèques auront lieu le lundi
18 juin, à 11 h 45, au cimetière du
Montparnasse.

— M. Jacques Piette,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
M. Charles Verry,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance avec rosette,

ont le grand regret de faire part du
décès de

M. Jean PRONTEAU,
lieutenant-colonel « Cévennes »,
ancien chef national de l'OCMJ,
ancien secrétaire national des FUIP,
ancien député
à l'Assemblée consultative provisoire,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

et prient d'assister aux obsèques qui
seront lieu le lundi 18 juin, à 11 h 45, au
cimetière du Montparnasse, entrée prin-
cipale.

14, rue Singer,
75016 Paris.
18, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.

— La direction et le personnel de la
Caisse nationale de l'énergie
ont la tristesse de faire part du décès de
leur président-directeur général,

M. Jean PRONTEAU.

Les obsèques auront lieu au cimetière
du Montparnasse, le lundi 18 juin, à
11 h 45.

— Les membres du conseil d'admini-
stration de la Caisse nationale de
l'énergie
ont la tristesse de faire part du décès de
leur président,

M. Jean PRONTEAU.

Les obsèques auront lieu au cimetière
du Montparnasse, le lundi 18 juin, à
11 h 45.

— Les familles Tiry et Chastemps
font part du décès de

Maurice RODER,
survécu le 6 juin 1984.

Conformément à son désir, les obé-
ques ont eu lieu dans la plus stricte inté-
rité.

— Le président général
Et le conseil d'administration de la
Maison générale du personnel des col-
laborateurs locaux (MGCL),
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne TISSERONT,
vice-présidente de la MGCL,
présidente
de la section interdépartementale
de la Petite-Couronne
à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu le vendredi
15 juin, à 14 h 15, au cimetière commu-
nal, 94, rue Paul-et-Camille-Thomoux,
93330 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Bernard VITRY,
architecte en chef
des monuments historiques,
inspecteur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,

survécu en son domicile parisien le
12 juin 1984, à l'âge de soixante-
deux ans.

De la part de

**M^{me} Bernard Vitry,
Ses enfants,
Jacques Vitry,
Alain et Nicole Vitry,
Daniel et Florence Vitry,
Antoine et Renata Vitry,
Isabelle Vitry,
Delphine Vitry,
Ses six petits-enfants,
M^{me} Louise Faure,
sa sœur,
Des familles Vitry, Hubert, Smal.**

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 15 juin, à 14 h 30, en l'église
de Saint-Ouen-le-Vivier (Indre-
et-Loire), suivie de l'inhumation dans le
caveau de famille.

Ces avis sont destinés à faire part.

33, rue Lhomond,
75005 Paris.

responsable des travaux de restauration à
Amboise, Chenonceaux et Sancerre. Il restaura le
château d'Angers, aménagea les jardins et
construisit, en 1964, la grande galerie qui abrite
la tapisserie de « l'Apocalypse ». Nommé ins-
pecteur général en 1974, M. Vitry était toujours
chargé de l'aménagement de l'hôtel de Sully,
dans le Marais, à Paris, qui doit accueillir le
musée France.

Remerciements

— François Trentin-Barnato
Et Georges Barnato,

très touchés par les marques d'affection
qui leur ont été témoignées lors de la
mort de

Mario BARATTO,

prient de trouver ici l'expression de leur
émotion et de leur profonde reconnais-
sance.

Anniversaires

— Pour le sixième anniversaire de la
mort de

docteur Edmond CELLIER,

on nous prie de rappeler son souvenir à
tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 15 juin 1944

Marc NIKLAZ
tombeait pour la liberté.

Avis de messes

— L'Association des Français libres
fera célébrer le lundi 18 juin, à 9 h 30,
en l'église Saint-Louis des Invalides, une
messe (portes ouvertes) pour commé-
morer l'appel du général de Gaulle et
honorer sa mémoire ainsi que celle des
combattants de la France libre morts au
champ d'honneur.

Il est demandé aux associations
d'anciens combattants et de résistants
de porter ces avis à la connaissance de
leurs membres et de déléguer leur por-
te-drapeau à cet effet.

FAITS DIVERS

TROIS MORTS PAR ASPHYXIE DANS UNE GALERIE SOUTERRAINE

Reims. — Imprudence juvénile,
tentation aventuriers, incroyable fa-
talité. Ces mots ne peuvent totale-
ment expliquer le drame survenu,
dans la nuit de mardi 12 à mercredi
13 juin, au fond d'un souterrain de
la forêt de Condé-sur-Saipppe
(Aisne).

Mardi en fin d'après-midi, trois
jeunes promeneurs originaires des
Ardennes sont descendus, munis
d'une simple lampe de poche, dans
un puits datant de la première
guerre mondiale, un véritable laby-
rinthe. L'équipe a rapidement
tourné court : au détour d'une ga-
lerie, l'un des jeunes gens s'est égaré.
Son corps sans vie a été retrouvé
dans la nuit par les sauveteurs. Les
recherches entreprises par les
sapeurs-pompiers de Laon, Soisson,
Neufchâteau et Reims ont duré six
heures.

An cours des opérations de sau-
tage, deux sapeurs-pompiers spé-
cialisés des centres de Reims et de

Laon sont morts tandis que six de
leurs compagnons ont été fortement
incommodés par des émanations de
gaz carbonique. Trois d'entre eux
ont été hospitalisés mais leur état
n'inspire plus d'inquiétude.

Les prélèvements effectués dans
le puits au lendemain du drame ont
effectivement démontré une teneur
en oxyde de carbone extrêmement
élevée. Cependant, il s'avère impos-
sible, au stade actuel de l'enquête,
de déterminer l'origine du ou des
foyers toxiques, ou même de les lo-
caliser. — (Corresp.)

ALBUM-SOUVENIR « OVERLORD »

Du torrent de littérature et de
photos bateaux consacrés au quaran-
tième anniversaire du débarque-
ment, il est à noter un document
plaisant et sérieux : l'album-souvenir
réalisé par les membres de l'Union
nationale des amateurs de véhi-
cules militaires historiques
(UNAVMH). Préfacée par
Georges Blond, rédigée en deux lan-
gues (anglais-français), cette pla-
quette de cinquante-six pages ra-
conte en cent vingt photos, quelques
cartes et huit planches couleur « le
courage, la puissance et la réus-
site » de la grande opération alliée
en Normandie. Un authentique do-
cument d'histoire, dont on peut —
une fois n'est pas coutume — gar-
tir la précision et l'exactitude.

★ Album-souvenir *Overlord*, 35 F.
Éditions Sagittaire, 20, rue d'Armaillé,
75017 Paris.

(Publié) —
IMPORTATEUR EUROPEEN,
SIEGE EN AUTRICHE
offre représentation exclusive de
« NOUVEAU MONDIAL »
FILTRE CLARIFIANT BIOLOGIQUE
mettre simplement sur le robinet,
utilisable en cuisine, pour faire
le café, le thé, etc.
SOLMA, E. ROSENBERG, A-100 WIEN
ALBINGGASSER 14/12

Le coup de patte de Fred

Griffe somptueuse
pour main voluptueuse:
bague « panthère » or et émail.

Une nouvelle griffe plus acérée:
or et diamants. (Bague, clips
d'oreilles et pendentif).

FRED Joazeur, 6, rue Royale, Paris 8^e, Tél. 260.30.65.
Le Châtelet, 74, Champs-Élysées • Hôtel Marignan, Paris • Aéroport d'Orly.
Hôtel Louvre, Mont-Carlo • 21, bd de la Croisette, Cannes.
20, rue du Marche, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Enfin en France, L'HOMME QUI GUERIT LES GRANDES ENTREPRISES AMERICAINES.

Le Docteur John-F. Rockart, inventeur
de la méthode "Critical Success
Factors" (Facteurs-clés du succès), a
déjà permis à plusieurs grandes entre-
prises américaines d'améliorer leurs
résultats de façon spectaculaire.

Il vient, pour la première fois en France,
exposer sa méthode et ses applica-
tions pratiques, au cours d'un sémi-
naire exceptionnel organisé par le
groupe Publicis.

Directeur du Centre d'Information et de Recherche au
M.I.T., le Docteur John-F. Rockart est mondialement
connu pour ses travaux sur les méthodes de détermination
de l'information de management à des fins décisionnelles.
Sa méthode "CSF" est de plus en plus utilisée par les déci-
deurs des grandes sociétés du monde entier parce qu'elle
permet de mieux cerner l'information dont ils ont besoin
pour diriger et parce qu'elle débouche, notamment, sur une
augmentation spectaculaire de l'efficacité de l'entreprise.

Ce séminaire n'est pas théorique. Il s'agit d'une session
pratique destinée à vous communiquer les techniques
essentiels de cette remarquable méthode.

UN SÉMINAIRE DU GROUPE PUBLICIS



Fiche d'inscription

Nom _____ Prénom _____

Fonction _____

Entreprise _____

Adresse _____

Tél. _____

● participera au séminaire "Critical Success Factors"
les 28 et 29 juin 1984 au Palais des Congrès,
Porta Maillot, Paris 16^e;

● et vous adresse le montant des droits d'inscription
(dépensés compris), soit 5.500 F T.T.C. en chèque,
à l'ordre de Publicis-Conseil.

Pour toute information complémentaire, veuillez
contacter Laurence Rey, Publicis: 720.78.00.

Fiche à retourner à:
Publicis-Conseil, 133, avenue des Champs-Élysées,
75380 PARIS Cedex 08.

* Aucune annulation ne pourra être prise en compte passé un délai de
huit jours avant la date du séminaire.

— COMMUNIQUÉ DES CENTRES DISTRIBUTEURS ÉDOUARD LECLERC —

la liberté

**"Ils" vous parlent de l'Europe,
mais n'en respectent pas les traités.**

**"Ils" vous parlent de liberté,
mais chaque jour limitent vos droits.**

**"Ils" vous parlent de crise
et de restructurations industrielles
mais vous font payer leurs erreurs.**

**Aujourd'hui plus que jamais
face à l'intolérance du pouvoir,
mobilisons-nous :**

**Pour la liberté de l'enseignement,
Pour la liberté d'entreprendre,
Pour la liberté de l'information,
Pour une Europe des libertés.**

LE PARTI PRIX
d'Edouard Leclerc



مركز الدعاية

billet

Poissons et gentlemen

JUIN est le mois idéal pour le pêcheur : l'interdiction d'exercer son art est levée dans la plupart des eaux et les jours sont plus longs. Le poisson se montre plus alerte et plus fin. Sans exception, il a satisfait aux obligations sociales - et émotives - de son espèce. En juin, le pêcheur pêche ou rêve de pêcher.

Activité sportive, encore que ce ne soit pas son aspect le plus convaincant, le pêche se conçoit avant tout comme une manière de méditer et une forme de dépassement de soi. Le pêcheur nourrit sa passion de ses échecs, il a toujours une revanche à prendre sur une broutille, sur un « gros » qu'il a manqué. Il évoque ses ratages avec la magie du conteur. C'est pourquoi aucun sport n'a donné autant de littérature et de chefs-d'œuvre. Comme l'écriture, la pêche requiert de son pratiquant une forte concentration, et ce tempérament obsessionnel qui révèle l'écriture de la nature de l'obsession - ne fait rien à l'affaire. Ce peut-être la bête blanche de Melville, l'espèce de Hemingway, ce peut être le goujon ou le brochet de Maurice Genevoix (1).

L'obsession de Richard Brautigan est double et mêle les séductions et les angoisses. Dans la Pêche à la truite en Amérique, il pêche peu et les truites sont rares, même s'il est beaucoup question des deux. La Pêche à la truite en Amérique qui revient en itinéraire au fil de sa plume (au fil de l'eau ?) n'est qu'un avatar du rêve américain, ce rêve d'un temps où les pionniers affaiblis par les des bords vierges d'usines polluantes et trempaient leur fil (leur pêche) dans des eaux claires. Que l'on confonde au lot un escalier de bois blanc avec une cascade, que l'on pêche une truite boursée, que l'on fille l'invité le narrateur à l'histoire par ce qu'elle est Poisson comme lui, relève des fantasmes inquiétants du monde moderne. En suivant Brautigan, on ne s'homme pas que les truites d'un petit torrent, coulant au milieu d'un cimentaire, y sont plus belles qu'ailleurs.

Le « frisson » du saumon

Avec un autre Américain, William Humphrey, l'humour s'ajoute à la science halieutique. C'est un ravissement. L'auteur nous fait tout connaître des manières artificielles, des truites, saumon, bonfish, etc., et des conseils de l'indispensable Isaac Walton (1593-1683), auteur d'un célèbre ouvrage sur la pêche à la ligne. Les six récits rassemblés sous le titre La Course saumon sont de petits chefs-d'œuvre d'observation, de verve subtile et de coquetterie.

Sachons - l'orgueil national dit-il en souffrir, mais William Humphrey fait bien de s'en vanter - qu'un « pêcheur de saumon doit être Britannique et appartenir aux classes supérieures ». Dans une auberge du sud de l'Angleterre, on découvre des représentants de l'éminente espèce accompagnés de leurs femmes. Ceux-ci œuvrent en « tenue », selon des règles et des rites auxquels même un Texan ne saurait déroger. Dans cette auberge, où l'on consigne les plus belles prises sur un registre, on communique entre soi. « Le pauvre vieux Holloway », piètre pêcheur et célibataire, revient tous les ans depuis des lustres, bien qu'il n'ait jamais en les hommes du fabuleux registre.

Quand le saumon mâle, au moment des amours, rencontre un autre saumon, il « frissonne ». Si l'autre est aussi mâle, il frissonne à son tour, et l'affaire ne se conclut pas. Si c'est une femelle, elle se courtoise, et de sa queue frétillante elle dégage une fragrance dans le gravier de la rivière et répond son ardeur.

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 22.)

(1) La Bête à pêche, de Maurice Genevoix, est rééditée dans « Les cahiers rouges », chez Grasset (168 p., 30 F.).

UNE VISITE CHEZ JULES RENARD

Cet homme qui avait de si méchants regards...

JULES RENARD revient nous faire rive en grincer à travers cinq de ses textes réédités dans les collections « 10-18 » et « Folio » : son Journal, L'Écornifleur, Les Cloportes, Histoires naturelles et Nos frères farouches. Bertrand Poirot-Delpech a relu cet écrivain qui demeure champion de France de l'humour, tandis qu'Alphonse Boudard nous a apporté le témoignage d'un admirateur fervent. De son côté, Geneviève Brisac a fait le portrait de Jules Renard, cet homme qui savait allier le trait féroce et la passion de la justice.

EN 1866, François Renard s'installe, avec ses trois enfants et sa femme, à Chirry-Mines, dans la Nièvre. Le plus petit a deux ans, il s'appelle Jules. Les personnages de Poil de carotte sont en place. « En somme qu'est-ce que je dois à ma famille ? Ingrat, des romans tout faits », nous Jules Renard dans son Journal, le 17 décembre 1891. La Nièvre est peut-être ce pays où passent les plus beaux nuages qu'il invoque quelque part. Renard lui restera toujours fidèle. C'est sans doute d'y avoir été plutôt malheureux.

On peut croire Poil de carotte. L'homme qui « écrit une littérature rose » se plaint en effet d'avoir trop mis de sa vie dans ses livres, de n'être plus à treize ans qu'un os rongé. C'est lui, le nez creusé en tapinier, qui marche si mal qu'on le croit bossu, et qui paraît toujours saïe, avec au cou une crasse bleue comme s'il portait un collier. Bon, il s'aggrave. Dans le cadre rassurant de cette certitude, se lève : « Au premier sourire de n'importe quelle femme, je serais parti. Heureusement, je suis laid. Elles ont un peu peur et aucune ne m'écrit. »

Bizarre, insaisissable comme lui qui écrit une littérature de force. Car Rachilde qui s'y connaît dit que Renard est un des plus jolis hommes de Paris. Ce paysan, toujours attiré vers la Nièvre comme par un inséparable cordon ombilical, est devenu par relations, par entêtement, par chance aussi, un Parisien du Tout-Paris, apprécié dans les salons, dans les théâtres, chez les peintres, ses amis. C'est arrivé vite, dès 1888, même si Renard connaît des fins de mois difficiles. Comme il dit : « On a toujours un roulement d'ami suffisant. »



Dessin de BERNICE CLEEVE.

Il y a Tristan Bernard, « une petite tête d'enfant chaude comme une pomme de terre en robe de chambre », Marcel Schwob, dont Renard aime la subtilité, la solitude et avec lequel il partage l'idée qu'il ne reste qu'une chose à faire : bien écrire. Il y a Courmoulin, qui lui dit : « Ne vous amusez pas, Renard », et puis Alphonse Allais, Edmond Rostand, Claudel, Lautré, Deauville, Sarah Bernhardt, les vrais et les faux amis, les fidèles et ceux qui « donnent des conseils comme on donne des coups de poing ».

Trop, trop, trop...

Renard mène une vie mondaine et rangée, faite de soirées au théâtre, d'articles qu'il publie un peu partout. De l'agitation, et puis du calme, avec Marinette, qu'il a épousée en 1888, avec Fantie et Bata deux enfants qu'il décrit comme rétroment ou voit un écrivain faire dans son journal.

Le 1^{er} janvier 1895, Renard fait le bilan. Poil de carotte para l'année précédente a connu un grand succès. L'Écornifleur a été accueilli chaleureusement en 1892. Tout va plutôt bien ? Lui, il trouve que tout va mal. « Trop demandé à mes amis hypocritement des éloges de Poil de carotte... » « Trop méprisé l'avis d'autrui dans les questions graves... » « Trop fait le petit garçon avec mes matrones... » « Trop aimé mes enfants par pose de bon papa... » Trop, trop, trop, et en plus : « m'être trop moqué quand je savais qu'on allait protester, avoir trop flâné, pour qu'on me flatte... » Trop lucide, sans aucun doute. Il ajoute, perdue : « Je me frappe la poitrine, et, à la fin, je me dis : Entrez, et je me repais très bien de ça. »

On a jamais pardonné. De n'être qu'un Mannequin de poche, de ne jamais égaler Hugo, le seul admirable, d'être né noué, de n'être bon à rien, d'adorer les hommes, d'avoir de si méchants regards.

GENEVIÈVE BRISAC.
(Lire la suite page 24.)

La profonde tristesse d'Elsa Morante

• La quête des parents perdus

A PRES l'immense succès remporté par La Storia, que les admirateurs de précédents romans d'Elsa Morante ne considèrent pourtant pas tout comme son chef-d'œuvre, on attendait avec impatience le nouveau livre auquel elle avait travaillé avec acharnement pendant une dizaine d'années.

La Storia, non sans ambition, était à la fois un roman évoquant les drames de la deuxième guerre mondiale et une méditation profondément pessimiste autour de l'idée obsédante que toute forme de société engendre nécessairement, inévitablement, l'oppression, l'injustice et la mort.

Avec Araceli (fort bien traduit par J.-N. Schifano), Elsa Morante revient au thème qui, depuis l'admirable Mensonge et Sortilège (prix Viareggio 1948), parcourt l'ensemble de son œuvre : la quête des parents perdus, vaine comme une tentative pathétique pour reconstruire des figures peu à peu dégradées et avilies et pour retrouver une vérité susceptible d'effacer le scandaleux écoulement des images mythiques de l'enfance.

Ici, c'est la longue confession d'un personnage assez misérable, Manuel, homosexuel honteux, désarmé, meurtri, drogué, qui, sur un coup de tête, décide d'aller en Espagne visiter le village natal de sa mère, lequel, alors qu'il était encore un enfant, représentait pour lui une sorte de lieu idéal de leur amour. A travers les étapes de cette dérisoire odyssée vers une réalité totalement dépourvue d'intérêt, émergent, par bribes, les souvenirs des premières amours du héros : ils tournent tous autour de l'image de sa mère, Araceli, une Andalouse qui a suivi à Rome un officier de marine italien

rencontré par hasard et qui s'est follement épris d'elle. Cette femme, enfant, ignorante et passionnée, transplantée dans une ville qui lui demeure profondément étrangère, entretient avec son fils une relation exclusive qui, progressivement, va se dégrader. L'enfant se sent mis à l'écart, moins aimé, rejeté, à mesure qu'Araceli tente de se transformer en femme du monde ; et les choses s'aggravent encore après la mort d'un second enfant, alors qu'Araceli finit par être possédée par une nymphomane qu'elle ne tente même plus de dissimuler, jusqu'au moment où elle disparaît tout à fait. L'enfant s'en va alors vivre dans le nord de l'Italie, chez ses grands-parents, et se heurte à l'hostilité déclarée de ce couple de vieillards qui n'ont jamais pu accepter le mariage de leur fils avec une pauvre étrangère ; puis le héros échoue dans un pensionnat, pendant la guerre. Une fugue lui permet de retourner à Rome où il retrouve, tous irrémédiablement déçus, les lieux et les personnages de son enfance, et en particulier son père, qui a sombré dans l'alcoolisme depuis la mort d'Araceli et qui le reconnaît à peine.

Ce jeu continu d'images et de fantasmes

C'est là que s'achève cette sorte de descente graduelle dans une abjection qui l'irradie d'un tristisme et qui explique comment il est devenu cette épreuve pathétique qui monologue entre deux siècles de torpéur hébété.

Si cette histoire d'une profonde tristesse révèle assurément le pessimisme croissant d'Elsa Morante, elle montre, aussi, que ce qui

compte avant tout est la dimension affective. Beaucoup plus que les faits, c'est leur retentissement au plus secret des personnages qui importe. Avec ce jeu continu d'images et de fantasmes qui finissent en effet par conférer à la mère de Manuel - et, dans une moindre mesure, à son père - une stature mythique.

Araceli, la petite Andalouse qui n'a jamais pu apprendre tout à fait l'italien et qui continue à truffer ses phrases d'expressions espagnoles, est un personnage extraordinairement attachant et présent, mais elle n'a de relief et de chaleur que dans le regard de son fils, qui, en raison de sa myopie, isole cette femme de tout ce qui l'entoure. Et si Manuel, au début du roman, découvre quelques fois le lecteur par son attitude de victime, léthargique et inhibée, il impose progressivement son inquiétante hantise d'avoir été un enfant mal aimé, ainsi que l'ambivalence avec laquelle il revient sur l'image adorée et détestée d'une Araceli qu'il ne peut oublier.

C'est peut-être là, dans cette manière de recréer une fois encore les angoisses et les tourments d'un adolescent mal dans sa peau, qu'Elsa Morante se montre le plus originale, par la sensibilité qu'elle y révèle et par l'humour évident qu'elle porte à Manuel. Totalement à part dans le panorama littéraire de l'Italie actuelle comme elle l'a toujours été, elle continue avec ce livre d'y imposer une voix unique, chargée d'une émotion et d'une tendresse mal connues, celles d'une romancière qui a su ne jamais oublier que, pour bien raconter des histoires, il faut commencer par croire à ses propres personnages.

MARIO FUSCO.

* ARACELI, d'Elsa Morante, traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano, Grasset, 402 p., 35 F.

« JOURNAL », « HISTOIRES NATURELLES », « L'ECORNIFLEUR »

La phrase, cette arme à feu

L'IDÉE qu'on se fait des prix n'a rien d'objectif. Elle mesure le désir que nous avons des choses. Le signe le plus inquiétant pour l'avenir de la lecture, c'est d'entendre dire que les livres coûtent cher. Notre envie d'acheter baisse, voilà tout, et se trouve cet alibi.

Une expérience frappante s'offre cette semaine. Plusieurs rééditions de poche mettant sur le marché mille cinq cents pages de Jules Renard ; du Jules Renard pour des semaines, des mois, prêt à réserver pour les parents, les amis, à étendre sur une étagère le bon vouloir des arrière-petits-enfants ! Et le tout, comme disent les camelots, pas pour 200 F, pas pour 150, pour à peine plus qu'un petit billet de 100, le prix, allons donc ! d'un diner fromage « ou » dessert, tout seul, à regarder la pluie tomber et le molet des servantes !

« FOLIO » reprend Histoires naturelles et Nos Frères farouches, avec une préface plaisante de Jean Borie, pas du tout « ce que vous devez savoir sur l'auteur ».

Ce n'est pas pour rien que Renard fait tant référence à La Bruyère dans le Journal (vingt-deux fois, a compté un universitaire) ; pas pour rien qu'il dit quelque part : « Un La Bruyère moderne, voilà ce qu'il faudrait être. » Les Histoires naturelles sont vraiment les Caractères des années 1800. Le ressemblance est d'autant plus nette qu'en deux siècles et demi le monde paysan n'a pas tellement changé. L'école de Jules Ferry l'a tiré du régime animal, où il perissait sa foudre, mais la ville n'y a pas apporté ce recul abstrait qui fait les grands penseurs. Hommes et femmes restent profondément résignés et heureux de l'être, frères farouches. Voyez Honorine, Merlin, Ragotte, ils sont comme l'épervier, le hanneton ou le coq, alentour : ils s'adaptent, ils font avec.

Car les animaux et la nature jouent leurs jeux complexes autour des personnages, ils font partie du tableau, comme chez Groux. La littérature française n'est pas si riche en descriptions de la campagne pour qu'on ignore ces pages de prose, étonnantes

par Bertrand Poirot-Delpech

comme une goutte de rosée au bout de son herbe. On devrait en apprendre en classe autant que des fables de La Fontaine. Ici, pas d'anthropomorphisme prédictant. Chacun à sa place, tendre ou cruelle, dans le concert rustique. Du La Bruyère, oui ; le même présent de l'indicateur, qui est le Polaroid de l'écrivain paysagiste, la même nude de détails, à peine teintée du naturalisme d'époque ; mais avec une vibration en plus, le frémissement Jules Renard, au bord de la métaphore trop folle, en dépit, la pluie qui donne à la rivière le « chair de poule ».

L'ECORNIFLEUR et les Cloportes réunis par « 10-18 » sont moins connus. Il n'est plus temps de dire ce que ça raconte, ni comment. Ce qui subjugue, à la lecture, c'est la « modernité » et le naturel de l'allure. Le contraire de Balzac qui bégayait autour du sujet. M. Vernet est « donné » par tout ce qui définit un homme : propos badins, cliquetements de langue. Et la maxime chère à l'auteur ne se surajoute pas. Elle arrive en situation. « Le bourgeois est celui qui n'a pas ses idées » : cela tombe avec la grâce des érudits qu'on s'égare de ne pas avoir trouvées tout seul. « Mme Vernet renoue ses livres comme si elle avait des paroles. » Après cela, inutile d'ajouter un dessin, fût-il de Daumier, à qui fait penser le trait, où la retouche, loin de suggérer l'hésitation, renforce le mouvement, la ressemblance. Et ce qui est vrai des gens l'est des paysages, des situations : la mer, le train, l'acuité, lequel recouvre une cruauté perdue de vue par le vaudeville, la cruauté insidieuse du Plaisir de rompre.

Lucidité cruelle de qui a souffert ? Ce cliché commence à jaunir. Pourquoi l'acuité de regard et de plume se paierait-elle forcément en épreuves, en amertume ? Poil de Carotte n'est pas d'un homme à l'enfance comblée, soit. Mais c'est quoi, une enfance comblée ? Une enfance aveugle ? Voyez le Journal : on écrase peu de larmes, on le relisant, sinon des larmes de rire. Gaîté de la jeunesse, quand ce n'est pas celle de la chose vue ou dite.

C'EST « 10-18 » qui reprend le Journal, en deux tomes. L'éditeur ne précise pas qu'il en viendra un troisième. Logiquement : oui, car le second s'arrête en 1901, alors que le Journal se poursuit jusqu'à quelques semaines de la mort, en 1910. Étrange mort, à la fois subite et attendue de longue date. Juste le temps de voter, chez les Goncourt, pour le livre d'un jeune, les Provinciales de Groux ; et le silence. Les langues poisseuses disent que la sucée de Chantecler l'a brisé de jalousie ; méchantes de théâtre. Depuis longtemps, quelque'un lui tend le main, de l'autre côté de l'ombre. On va en repartir.

L'intérêt de tout Journal, c'est l'entraînement de l'historique et de l'intime, le va-et-vient du particulier au général. Chez Renard, le coq-à-l'âne devient un art, un coq-à-l'âme !

(Lire la suite page 24.)



"Cent cinquante pages d'humour griffu, de style lustré, de rêves en pelote. Un régal." Jérôme Garcin / Les Nouvelles

GRASSET

Collection Islam d'hier et d'aujourd'hui dirigée par
A.M. TURKI
Mikael de EPALZA et Suzanne GUELLOUX

Le Cid

personnage historique et littéraire
Anthologie de textes arabes, espagnols, français
et latins, avec traductions
264 pages : 110 F

En vente partout, les librairies de poche éditées par
MAISONNEUVE ET LAROSE
215, rue Victor-Caplan 75005 PARIS - Tél. 354 32 70

DESSINATEURS REPORTERS

BILAL-CHRISTIN

LOS ANGELES

L'ETOILE OUBLIEE DE LAURIE BLOOM

autrement
ALBUMS

92 PAGES - 90 F

ContreCiel

Le magazine de lecture

« Ce magazine n'a pas son pareil »
Milan, Kundera

René Jean-Clot : Prix Ponetton
de la Société des Gens de Lettres

Dissidence U.R.S.S. : Siniaevski
Dissidence U.S.A. : Burroughs - Ginsberg

N° 2 - 16 FF

Chez tous les marchands de journaux

Alain Bosquet



Les Fêtes cruelles

roman

« Un apprentissage de la dérision, seule défense contre l'absurde et le tragique de notre condition. Le triomphant travail du verbe. »
Jacqueline Piatier/Le Monde

« Sa force d'expression se confond ici avec une force de frappe prodigieuse : l'ironie. »
André Brincourt/Le Figaro

« Un livre meurtri, dur, dérangeant, pathétique. Alain Bosquet est allé labourer au plus profond de lui-même. »
Françoise Xenakis/Le Matin

« Il faudrait remonter aux grands forcenés froids du 18^e siècle pour retrouver ce ton : il y a du Casanova dans ce flegmatique exalté. »
François Nourissier/Le Point

« Une dénonciation de la bassesse de la guerre. »
Jean Marcano/L'Humanité

« L'élégance de l'écriture évoque les maîtres du 18^e siècle. Cette manière de ne jamais appuyer le trait et de filer au plus vite, c'est mieux qu'une leçon de style : une morale. »
Jean-Pierre Enard/V.S.D.

« Un bouleversant testament romanesque. »
Nicolas Bréhal/Le Quotidien de Paris

GRASSET

la vie littéraire

Camus citoyen

Il a fallu attendre les années 80 pour que le clairvoyance politique de Camus soit enfin réhabilitée. Le colloque franco-italien qui s'est tenu à Grosseto les 24 et 25 mai est consacré à bien des égards. Il s'est déroulé dans une ville de 70 000 habitants dont le maire est communiste. La salle du conseil municipal a été pleine du début à la fin, et aucun militant de service n'est venu rappeler l'orthodoxie.

Les journalistes et universitaires présents ont abondamment commenté l'Homme révolté et la rupture de Camus et de Sartre que ce livre provoqua. Annie Cohen-Solal a brillamment montré que l'antériorité des deux hommes était en fait la même. L'héritier Sartre traite désagréablement le pauvre Camus, ce « petit voyou d'Algérie » — comme Marx, Proudhon, a remarqué un Italien. L'un, cérébral, veut articuler l'éthique et la politique quand l'autre, sensuel et pragmatique, les oppose.

Ilyse Yannekakis a souligné l'importance prise par Camus aux dépens de Sartre dans le Tchecoslovaquie d'avant 1968. L'affirmation culturelle de la gauche démocratique, deuxième ou pas, facilite assurément la réévaluation de Camus citoyen. En témoigne la présence à Grosseto de Paul Thibaud, le directeur d'Esprit, et de Patrick Vivient, rédacteur en chef d'intervention. Le premier a rendu hommage à l'analyse camusienne du maoïsme et du socialisme réel, mais regretté qu'elle ne débouche pas sur une politique plus élaborée des droits de l'homme. Pour le second, Actuelles et l'Homme révolté aident à fonder et penser la démocratie. Ces livres peuvent empêcher que la critique du totalitarisme ne débouche sur un cynisme faisant bon marché de la solidarité et des « humiliés ». Dans le même sens, Tahar Ben Jelloun a rappelé que Camus avait préconisé, dès 1945, l'implantation d'une culture démocratique chez les Arabes. Son humanisme, s'il est ajouté, l'aurait fait réagir contre les sentiments racistes et l'hostilité croissante au tiers-monde de jeunes auteurs.

Le colloque de Grosseto est la première d'une série de manifestations qui vont se tenir d'ici à la fin de 1985 à Montpellier, à Angers, à Pérouse, à Paris, etc. — JEAN-YVES GUERIN.

Retrouver les introuvables

Le Centre national des lettres a fait établir par ses quinze commissions (littérature classique, philosophie, arts, sciences sociales, sciences religieuses, etc.) la liste des livres les plus crient de l'édition française. Il va lancer un appel d'offres aux éditeurs, qui recevront des subventions à fonds perdus pour rééditer des textes français manquant aux catalogues ou des traductions non encore faites.

Cette « politique des livres » va se concrétiser en premier par la publication du Corpus des œuvres de philosophie en langue française. Sous la direction de Michel Serres, une commission composée de Jean-Robert Armogathe (EHSS), Louis Audibert (responsable des sciences humaines chez Flammarion), Yvon Benoit (Paris-1), Alain Escheguy (ministère de la recherche), Christiane Frémont (CNRS), Francine Markovits (Paris-X), André Pissel (hy-

cée Louis-le-Grand), Isabelle Stengers (université de Bruxelles), a sélectionné plus de quatre cents titres, dont sont exclus les auteurs contemporains et encore sous droits.

Les éditions Fayard ont pris en charge cette entreprise, unique en France mais largement pratiquée par les pays à tradition philosophique. Les textes seront publiés sans appareil critique, afin de ne pas ralentir le rythme de la publication, fixé à quinze volumes par an. Parmi ceux qui paraîtront à la rentrée, on relève des ouvrages de Scipion Dupleix, Poulet de la Barre, Jean Bodin, pour le dix-septième siècle ; de Condillac, Linguet, l'abbé de l'Épée, Gellani pour le dix-huitième siècle ; de Cantagrel, Guizot, Laplace, Quinet, pour le dix-neuvième siècle. De prix modique, ces livres devraient connaître une large diffusion, dans les milieux universitaires comme dans le public lettré. — M. C.

Sempé philosophe

Un petit bonhomme chauve qui se regarde dans la glace : « Quand je pense que ce va disparaître, ça, un jour !... » ; un autre contemplant l'immensité de la mer et du ciel : « Ce n'est pas tellement » ; « D'où venons-nous, où allons-nous ? » qui est la question qui me préoccupe, mais plutôt : « Pour combien de temps ?... » ; un maître à penser de salon qui assène : « Ce qu'il faudrait, en fait, c'est une



— J'aurais aimé être normal et avoir du génie.

de-mo-cra-ti-sa-tion de la démocratie » ; un employé, dans sa salle de bains, frottement, à lui-même : « Garde toujours ta lumineuse lucidité, Robert » ; un autre, à sa femme qui tricot : « Colette, veux-tu écouter un instant mon rire énorme, nietzschéen ? », ce sont, parmi une trentaine, Quelques philosophes, sorte d'album précédents et rassemblés sous ce titre.

En même temps paraît Quelques jours de congé : la pluie, les bêtises en voiture, les pique-niques désastreux, le rassemblement du club de vacances, les personnages affairés et bavards qui dérapent dans une flaque de non-sens.

★ QUELQUES PHILOSOPHES et QUELQUES JOURS DE CONGÉ, de Sempé, Danelli, chaque volume : 61 pages, 49,50 F.

vient de paraître

Roman
PIERRE DUHAMEL : les Fournis de Dieu... L'histoire des hommes-archaïques, chassés, bougeant du peuple — qui, au douzième siècle, se jettent ensemble dans une entreprise qui les dépassent tous : la construction de la cathédrale de Bourges. (Plon, 384 p., 85 F.)

Civilisation
ALAIN DANIELOU : les Quatre Sœurs de la vie... Documentaire, livre de poésies et de foi, cet ouvrage invite à s'inspirer de pratiques pratiques des anciens hindous et donne à voir, sous un aspect nouveau, l'inspiration des castes. (Bachelier-Chastel, 214 p., 75 F.)

Exotisme
LOUIS-CLAUDE DE SAINT-MARTIN : les Indes... Un « roman » d'inspiration exotique de la littérature indienne avec une introduction et des notes de Robert Assolant. Pour Saint-Martin, « les Indes ne sont que la traduction abrégée, en la langue caennaise des Indes, de la langue des Indes et des Indes de la terre et les Indes sont dans Dieu, dans l'homme et dans le monde ». (Desclée de Brou, 115, rue Saint-Maur, 75011 Paris, 198 p., 48 F.)

Histoire
CLAUDE ALBERT : Mayenne... Une synthèse de l'histoire de Mayenne, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. (Carricatures, 115, rue Saint-Maur, 75011 Paris, 198 p., 48 F.)

Ethnologie
RÉMI MATTHEU : Étude sur la mythologie et l'ethnologie de la Chine ancienne... Traduction annotée du Shou hui jing, ouvrage de l'Antiquité chinoise, qui constitue la plus importante source d'information dans le domaine de la mythologie extrême-orientale (Collège de France, Institut des hautes études chinoises, 2 tomes, 1 217 p., 220 F.)

Album
CÉCILE A. JACOB : les Femmes d'aujourd'hui... Une évocation, à partir de chroniques historiques et légendaires, de femmes pivots et autres filiales de la race. Préface de Florence Archard. (Casterman, 95 F.)

Guide
BRIGITTE DYAN - JEAN-JACQUES MANDEL : l'Afrique à Paris... Après l'Asie à Paris, un second guide pratique pour découvrir cette fois l'Afrique sans quitter Paris. Mille adresses sur

les restaurants, les galeries, les cours de danse, les objets d'art africains. Coll. « Mondes de Paris » dirigée par Marie Holman et René Guichelli. (Éditions Rochesvives, 21, rue Royale, 75008 Paris - Tél. 265-21-30 ; 264 p., 94 F.)

en poche

La fin du monde selon Buzzati

RÉUNIES sous le titre l'Écroulement de la Baliverna, les trente nouvelles de Dino Buzzati qu'on vient de rééditer présentent ou prédisent l'apocalypse sous toutes ses formes, de la plus personnalisée (une bombe à hydrogène livrée en recommandé au 3 de la rue San-Giuliano) à la plus générale (un brusque élan de panique balayera l'humanité). Avec le flegme d'un vieux journaliste qui en a vu d'autres, l'auteur « couvre » la catastrophe ou recense les signes avant-coureurs qui pulsent autour de nous. Mais nous fermons les yeux, cramponnés à notre périssable statu quo. Il fait si bon dormir à l'ombre des « balivernes », vestiges de civilisations disparues qu'une belle d'enfant suffit à renverser.

Parfois, un rêve révéla à Buzzati de quelle manière les hommes seront mangés. Bien malin qui dira où s'achève le réel et où commence le fantastique. Aussi convient-il de se méfier. Face au Chien qui a vu Dieu, au diable déguisé en garagiste, ou à une invasion de souris, chacun tergiversa, tantôt d'apprivoiser le mystère, voire d'en tirer parti. Erreur : le pire l'emporte toujours. Malgré nos ruses, notre férocité, nos prières, nous comptons pour rien. Qui coupe le pince du mort n'a pas voix au chapitre.

Il ne nous resta que l'attente, comme dans le Désert des Tartares (1). Libre à nous, pour tuer le temps, d'imaginer comment il nous tuera. Tantôt Buzzati déploie l'arsenal de la science-fiction, tantôt il se contente de glisser un grain de sel dans les rouages du système, tantôt il se tient immobile au centre du vertige universel. Son pessimisme pince-sans-rire le situe à mi-distance de Sempé et de Kafka. Aux cris et à la fureur, Buzzati oppose toutes les ressources comiques de l'angoisse et du désespoir.

GABRIELLE ROLIN.
★ L'ÉCROULEMENT DE LA BALIVERNA, de Dino Buzzati. La Pléiade, collection « Classiques de la Pléiade », 264 p., 39 F.

(1) Également réédité dans la collection « Classiques de la Pléiade », traduit de l'italien par Michel Arnaud. 268 p., 39 F.

★ RÉFLEXION SUR LES QUESTIONS JUIVES, d'Annie Kriegel, vient de paraître dans la collection de poche « Pléiade », d'Hebert, qui publie des inédits. Annie Kriegel y analyse et non pas la question juive — comme on disait jadis la question sociale, — abstraite, quasi métaphysique, mais les questions que pose la présence juive dans l'histoire : la vie communautaire, le sionisme, Israël et leurs corollaires : l'antisémitisme, le terrorisme, la guerre et la paix au Proche-Orient.

★ Gladys la clochette, Mandarin le truand, le Phalocrate, Globuleux et Bon Papa, les fils de chat : tous les personnages des ENFANTS DE CŒUR, d'Alphonse Boudard, sont désormais en poche, dans la collection « Folio » (numéro 1 555). « Puisse-t-ils vous divertir un peu, vous amuser, vous étonner, vous séduire, ou peut-être vous charmer », dit Alphonse Boudard. « Tous les espoirs vous sont permis. »

Panda

La revue Littérature chinoise (Éditions de Pékin) a créé, en 1981, la collection « Panda ». Neuf titres ont déjà été publiés depuis trois ans : écrits de Shen Congwen, Dai Wangshu, Ba Jin et de jeunes auteurs inconnus.

Les traductions se sont considérablement améliorées par rapport à celles qui étaient diffusées avant la chute de la « bande des quatre ». Le choix des textes aussi : il ne s'agit plus exclusivement de littérature de propagande. Les deux derniers ouvrages, qui viennent de paraître, sont des recueils de nouvelles.

Le premier, Dix auteurs modernes, groupe des récits appartenant à la « nouvelle littérature », née en Chine après 1978. Ils sont de qualité médiocre, à l'exception d'un conte publié par l'amour qu'on avait pu voir à la télévision française, il y a deux ans, et qui raconte l'histoire d'un amour tragique, contrecarré à la fois par l'idéologie confucéenne traditionnelle et par les professions de foi gauchistes de la Révolution culturelle.

La deuxième recueil, Fleurs d'osmanthe tardives, recense des nouvelles de Yu Dafu, un des plus célèbres écrivains des années 30, un des plus sincères aussi, et des plus audacieux et torturés. Ces œuvres-là valent la peine d'être découvertes et méritent la comparaison avec les écrits de Lu Xun, Lao She, Mao Dun ou Ba Jin. — A. P.

Jacques-Alain Miller et Lacan

« J'ai demandé un jour à Lacan, raconte Jacques-Alain Miller, pourquoi il n'était pas allé à la rencontre de Freud lors de son passage à Paris sur le chemin de Londres, et il m'a répondu que Freud logeait chez la princesse Bonaparte et qu'il ne voulait pas faire auprès d'elle les grâces qui auraient été nécessaires ! Cela dit, avoir connu un grand homme, avoir eu sa confiance, être fidèle à sa mémoire, ça pourrait être un handicap pour apercevoir le point aveugle, l'impensé de son enseignement, et peut-être est-ce d'un point plus éloigné que le mien que viendront les aperçus les plus novateurs (sur Lacan)... »

Interviewé par François Ansermet sur l'établissement du séminaire de Lacan, Jacques-Alain Miller raconte comment, en septembre 1963, Louis Althusser lui ayant signalé l'importance de ce psychanalyste dénotant, il se rendit aussitôt à la librairie des Presses universitaires pour acheter tous les volumes alors parus de la revue la Psychanalyse. A un ami, il confia ensuite qu'il venait de lire « quelque chose d'inouï ».

Le Bloc-Notes de la psychanalyse (numéro 4, Diffusion en France : Distique, 50, rue Edouard-Jaques, 75014 Paris), outre cet entretien passionnant avec Jacques-Alain Miller, publie un texte de Freud sur les rapports qu'il entretient avec Joseph Popper-Lynkeus, ainsi qu'une étude de Gérard sur Ferenczi et divers documents ayant trait à l'histoire de la psychanalyse en Suisse. — R. L.

tion Europe et qui va de Rostov à Aragon, ainsi que d'une seconde anthologie ayant pour auteur le poète György Somyo, correspondant de l'Académie Mallarmé, qui paraît aux Éditions Minuscule Éclairés sous le titre Auzan (le Voyage) : un parcours de 700 pages à travers notre poésie moderne, de Baudelaire à Cholevsky. A cette occasion, le poète György Somyo s'est vu remettre la médaille d'officier des Arts et des Lettres par l'ambassadeur de France en Hongrie, M. Hubert Dubedat, en présence de nombreuses personnalités hongroises et de Guillevic, président de l'Académie Mallarmé, envoyé en mission à cet effet par le gouvernement français.

★ SIX ARTICLES DE VIRGINIA WOOLF publiés en 1931-1932 par la revue Good Housekeeping (1) viennent d'être réunis en volume par Christian Bourgois sous le titre la Soixante-huitième. Écrits pour les ménages, la dame de Bloomsbury décrit les docks de Londres, la maison de Carlyle, la Chambre des communes, Oxford Street, etc. Une curiosité pour inconditionnels de l'auteur des Vagues. (76 pages, 50 F.)

★ LES ÉDITIONS DENOËL lancent une collection de « NOVELLAS » DE SCIENCE-FICTION : ÉTOILE DOUBLE. — Chaque volume (19 F.) réunit deux nouvelles classiques ou inédites d'auteurs célèbres ou inconnus. Les six premiers titres parus réunissent des textes, pour le n° 1, de C.-M. Kornbluth (Crépuscule en marche) et Alfred Bester (A chacun son enfer) ; pour le deuxième : de John E. Mac Donald (Éternité et destin) et Damon Knight (Un monde sans enfants) ; pour le troisième : de Theodore Sturgeon (Le Général fantôme) et Theodore Sturgeon (C'est et le rétro) ; pour le quatrième : de Robert Silverberg (Rétour) et Clifford Simak (La Génération finale) ; pour le cinquième : de Katherine Mac Lean (Les Déshérités) et Brian Aldiss (L'Air à sauter) ; et pour le sixième : de T.-L. Sherrod (La Machine à glacer le temps) et Frédéric Pohl (Les Enfants de la nuit).

★ LA BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE des éditions Fayard réédite trois biographies : la Reine Elizabeth (1533-1603), de Katherine Anthony (traduit de l'anglais par Suzanne Campant), Metetrach, de Victor Segal (traduit de l'allemand par Jacques Chiffelle-Astier), et Guillaume II, de Ernst Ludwig (traduit de l'allemand par P. Lebrun, qui avait déjà broché un saisissant Bismarck dans la même collection).

une révélation
HARRY M.
Katte

الكتاب 1555

INÉDIT

Paul VALÉRY
de l'Académie française

**Les principes
d'an-archie pure
et appliquée**
suivi de

Paul Valéry et la politique
par

François VALÉRY

GALLIMARD *nrf*

sciences humaines

Du tabou au tatouage

● **Un essai de Michel Thévoz sur la peinture du corps dans les sociétés primitives et les sociétés modernes**

Le terme «tatouage» a été introduit en Europe par le capitaine Cook, qui rapporte dans son Journal daté de juillet 1769, à propos des indigènes de Tahiti: «Hommes et femmes se peignent le corps. Dans leur langue, on dit tatou. Cela se fait en injectant de la couleur noire sous la peau de telle manière que la trace en est indélébile. Ces tatouages représentent parfois des silhouettes grossières d'hommes, d'oiseaux et de chiens».

Peindre son corps, ne serait-ce pas là la marque même de l'humain? se demande Michel Thévoz dans un ouvrage constamment excitant pour l'esprit et admirablement illustré qui prolonge ses travaux antérieurs sur l'art brut et qui prouve qu'on peut associer psychanalyse, sociologie et esthétique sans la moindre trace de pédantisme pour le plus grand bonheur du lecteur.

Une guillotine rouge et noir

Dès l'avant-propos, Michel Thévoz expose sa thèse: l'être humain, entretenu des relations problématiques avec sa propre image, est amené à retoucher son corps de multiples manières par des déformations, des mutilations, des tatouages, par le maquillage, la cosmétique, la parure, la chirurgie esthétique, etc. L'humain passe par une coupe entre le corps anatomique et le corps symbolique, ce qui est particulièrement manifeste dans les sociétés primitives.

Ce que déclarent les Indiens Codévo: «Un corps qui n'est pas peint est un corps stupide». Il faut être marqué pour être un homme. Du tabou au tatouage, nous ne quittons pas un monde gouverné par des puissances magiques. Puissances extérieures qui fondent et légitiment la vie collective, imposant à chacun de ses membres sa place et

sa fonction. Si les tatouages insistent définitivement à marquer le corps le socle de la culture, les peintures corporelles, en revanche, par leur caractère éphémère, sont liées aux cérémonies de transgression rituelle des tabous.

Marque positive d'intégration sociale dans les sociétés primitives, le tatouage change de signe dans les sociétés étatiques, productivistes et concurrentielles: outre la sauvagerie, il évoque la férocité des criminels et des esclaves traditionnellement marqués au fer rouge. «Se tatouer délibérément», écrit Thévoz, «c'est revendiquer l'exclusion dont on est l'objet et s'en faire une gloire».

Ainsi, au dix-neuvième siècle, le célèbre criminologue italien Lombroso mentionnait le cas d'un assassin, Malassen, devenu au Nouvelle-Calédonie le bourreau des forçats, et qui s'était fait tatouer sur la poitrine une guillotine rouge et noir avec cette légende: «C'est la fin qui m'attend». D'autres bagnards portaient plus simplement une ligne en pointillé autour du cou avec cette inscription: «Découper ici».

L'affectation de nature

Nous retrouvons là une des préoccupations centrales de l'œuvre de Michel Thévoz: le langage de la rupture. De quelle manière ceux qui sont ou se ressentent confusément comme les victimes de l'ordre politique et culturel ripostent en contournant, voire en subvertissant, le principe de l'intégrité des corps?

L'homme de la post-modernité, qui s'efforce d'obéir à l'imperatif du corps intact, propre et net, supporte mal les balafres baroques, l'écarté impudique des corps blasonnés. Son idéal est de nature, il ne voit pas que, pour accéder à son identité, il a lui aussi besoin d'innombrables artifices, le plus emblématique à cet égard restant le bronzage, dont les connotations (vacances, sport, jeunesse, aventure, appropriation de la «sexualité noire»), s'accompagnent d'une affectation de nature préemptoire entre toutes, puisqu'il s'agit d'une peinture corporelle, la mélanine, sécrétée «naturellement» par les cellules de l'épiderme.

Dans un dernier chapitre, «La résurrection de la chair», Michel

Thévoz envisage la résurgence de la peinture corporelle au vingtième siècle comme un «retour du refoulé», dont il scrute les prodromes à Vienne chez Gustav Klimt et Egon Schiele. Cette peinture, il la trouve également chez Paul Klee, Yves Klein et, bien sûr, dans le Body Art. A ce propos, Michel Thévoz observe que, de la mentalité primitive au Body Art, le rapport avec le corps s'inverse: dans les sociétés sauvages, la marque était appliquée au corps du «siège du» pour l'arracher à la nature, à l'animalité, à l'insignifiance; dans le Body Art, au contraire, la marque s'applique au corps glorieux de l'humanisme occidental, comme un signe de profanation.

On ne s'étonnera pas que ce livre s'achève sur une superbe photo de punk prise à Leicester Square en 1983, ainsi que sur des réflexions concernant l'allégorie autodestructrice de notre temps. A la manière d'un vieux sage, prêt à se retirer d'un monde qui n'aurait plus de secrets pour lui, Michel Thévoz se demande si parler, écrire ou peindre a encore un sens. Sa conclusion, la voici: «Mieux vaut mettre la sonde au maximum pour décourager la communication, et prendre la pose, pour que s'inscrivent sur les murs de béton les ombres soufflées par la prochaine déflagration nucléaire, qui rejoindront celles silhouettées par nos ancêtres aux premiers siècles des cavernes, afin que se reforme au plus vite, tout pris de son point de départ, la grande hyperbole de l'aventure humaine».

ROLAND JACCARD.

★ LE CORPS PEINT. de Michel Thévoz. Skira, diffusion Flammarion, 140 p., 250 F.

Le corps féminin

COMMENT l'histoire marque-t-elle les corps? Cette question, posée entre autres par Horacio Echeverría, Jean-Paul Sartre et Alain Corbin, est reprise par l'historien genevois Philippe Perrot dans *Le Travail des apparences*, essai sur les métamorphoses du corps féminin.

Se restreignant aux Parisiennes des deux derniers siècles, l'auteur explique savamment comment s'opère l'action continue du corps idéal sur le corps réel à travers les méditations fluctuantes de l'hygiène, de l'alimentation, de la cosmétique, du parfum, de la tenue, du vêtement et, maintenant, de la chirurgie esthétique.

L'extension du nu aujourd'hui ne compte pas d'aise Philippe Perrot: elle marque, selon lui, une défaite du sexe, de l'imaginaire et du symbolique: «Plus le corps se dévoile sur le scène du regard public, plus il se banalise socialement et plus il se cultive socialement à coups de crimes innombrables, d'excès alimentaires, d'exercices physiques, voire d'opérations chirurgicales».

Frustré de finalités politiques ou métaphysiques, l'homme de la post-modernité contemple son corps qui a pris la place de son âme défunte, et cherche anéantissement à le sauver de la disgrâce. Philippe Perrot en est sincèrement navré.

R. J.

★ LE TRAVAIL DES APPARENCES, de Philippe Perrot. Le Seuil, 280 p., 79 F.

● Luce Irigaray esquisse une nouvelle éthique des passions

HOMMES et femmes croisent se connaissent. Formule à entendre doublement: chaque sexe a une image de soi, et une de l'autre. Il se pourrait que cela finisse, au moins, quatre illusions — et autant d'obstacles à l'amour et à sa puissance. La différence sexuelle, dans son étrangeté, sa richesse, sa fécondité vitale, resterait à découvrir, à penser et à vivre. Ce serait même la seule chance d'un monde pour l'heure sans issue. Reste à se demander — question d'éthique — comment chacun doit être, par rapport à lui-même et par rapport à l'autre, pour que leur rencontre puisse avoir lieu et leur union, sans violence, se célébrer.

Tel fut le thème de la réflexion de Luce Irigaray, au fil d'un semestre de cours dans une chaire internationale de philosophie, celle du prix Nobel Jan Tinbergen, à l'université de Rotterdam, en 1982. Conférences et lectures de textes philosophiques y alternaient. L'essentiel en est ici reproduit sous une forme assez proche de l'oral, autrement familière que l'écriture, très élaborée, des œuvres précédentes.

Les analyses elles-mêmes n'ont plus tout à fait la même orientation: il ne s'agit plus seulement, si je caricature à dessein, de démontrer les mécanismes de la pensée phallogocentrique qui, de Platon à Freud, subordonne le féminin à l'ordre des échanges entre hommes (1), ou de redécouvrir le droit des femmes à leur parole, leur désir et leur sociabilité (2). La tâche n'est plus de montrer comment la philosophie se construit en utilisant sans le savoir un substrat maternel réduit au silence (3). Il est cette fois question de fête, de noces et d'épousailles. D'un espace commun à homme et femme, de la construction d'un «territoire qui leur permette d'habiter et d'habiter leur corps, leur chair, de s'étendre, s'aimer, créer ensemble».

Pour commencer, que faut-il? D'abord, ne pas oublier que l'apprentissage d'une sagesse est requis. Car l'amour ne va pas de soi: notre science nous a déappris d'aimer. Être intelligent nous interdit encore l'amour, et l'amour l'intelligence. Tâche de les réparer entre hommes et femmes... Ainsi séparés et oubliés de tous les territoires qui pourraient se développer entre eux, et qui deviennent lieux de guerre et de mort, de déluge ou de glace, au mieux on man's land de «nouveau»...

Une affaire divine

Homère déjà nous racontait l'amour comme un interminable voyage en mer, un nostalgique retour d'exil — l'*Odyssée*. Si nous entrons dans notre arche philosophique, lors de ce dialogue au sujet de l'amour qu'est le *Banquet* de Platon, c'est une femme, Diotime, que Socrate convie à parler quand il ne peut le faire, une femme qui rappelle, à lui comme à nous, que «l'union de l'homme et de la femme est une affaire divine... la présence de l'immortel dans le vivant mortel». Avant toute procréation, l'amour serait fécond, enfantement dans la beauté et selon le corps et selon l'âme. Luce Irigaray montre comment l'amour constitue un troisième terme, un espace intermédiaire où l'un et l'autre peuvent se reconnaître, et cohabiter sans se détruire.

billet

Poissons et gentlemen

(Suite de la page 19.)

Tandis que le mâle, tout «frissonnant» encore, se pénètre de la lourde responsabilité que lui a confiée la nature, il est fréquent qu'un jeune saumon d'une dizaine de centimètres de long — un tacon — s'échappe et décharge ses deux sous de semence. Ainsi, il «écouffe un saumon mâle près de deux cents fois plus gros que lui».

Nos gentlemen sourient chaque soir en retrouvant Holloway, penaud et bredouille dans un cercle d'épouses indulgentes: ils ignorent que le «pauvre vieux» est un tacon. Voilà des récits à lire au bord de l'eau, quand le poisson se défile à cause du vent du nord.

BERNARD ALLIOT.

★ SUCRE DE PÂTEQUE et LA PÊCHE À LA TRUITE EN AMÉRIQUE, de Richard Brandes, traduit de l'anglais par Michel Dewey. 10/18, 285 p., 30 F.

★ LA COURSE AMOUREUSE, de William Humphrey, traduit de l'anglais par Jean Lambert. Gallimard, 270 p., 95 F.

Demain l'amour

Une certaine image de Dieu aurait longtemps pris la place de cet amour en le rendant inaccessible. La «mort de Dieu» dès lors ne serait pas disparition du divin, mais au contraire sa possible réalisation ici et maintenant dans les corps transfigurés: la fête, nouvelle parousie...

Encore faut-il, préalablement à toute union, que chacun ait son lieu, un corps réel et imaginaire où habiter, où être «enveloppé», et aussi que chacun s'aime lui-même, car pas d'amour de l'autre sans amour de soi, et du même que soi. Face à ces deux conditions, la position de la femme n'est pas semblable à celle de l'homme. Le corps féminin enveloppe et nourrit le fœtus, enveloppe et protège le sexe de l'homme, mais n'est pas lui-même charnellement enveloppé par le sexe opposé. Gardienne de l'amour, la femme dans notre culture aurait peu de place pour s'aimer elle-même, faute notamment d'une autonomie de la chair, et d'une pensée en continuité avec le corps féminin, une «pensée du féminin» selon les termes de Luce Irigaray.

Ces obstacles ne sauraient se franchir sans que soient trouvés la juste distance, le bon intervalle entre deux êtres. Car l'amour n'est réel que s'il est fondé sur ce qu'il y a d'irréductible chez l'un et l'autre avant l'admiration, «cette attitude surprise de l'âme» selon Descartes, en fournit l'image, dans la mesure où l'esprit y est attiré par l'inconnu, réjoui et mis en mouvement par son étrangeté.

Parler n'est pas neutre

Serons-nous jamais deux si nous n'avons pas chacun notre parole? Il nous reste à comprendre que le langage n'est pas universel, ni neutre. C'est ici que surgissent les plus fortes résistances (y compris celle de Freud à sa propre œuvre...). Le langage, dira-t-on, n'est-il pas indépendant du sexe de ceux qui l'emploient? Pour Luce Irigaray au contraire, il s'agit de ne plus méconnaître les «empreintes du corps et de sa morphologie sur les créations imaginaires et symboliques», et de voir que le prétendu universel est sexué. Des différences, statistiquement repérables, apparaissent dans la structure des phrases construites par des hommes ou par des femmes (Luce Irigaray développera dans un recueil à paraître, sous le titre *Parler n'est jamais neutre*, les résultats des travaux de linguistique).

que qu'elle a menés depuis une quinzaine d'années au CNRS).

Pourquoi donc cette idée est-elle si difficile à accepter? «Tout le corps parlant du sujet, dit Irigaray au cours d'une lecture de Merleau-Ponty, est en quelque sorte archéologiquement structuré par un langage déjà parlé. Lui signifier que ce langage doit ou peut être modifié revient à lui demander de modifier son corps, sa chair. Ce qui ne peut se faire en un jour. Ni en un an».

Aussi longue qu'elle puisse être, cette mutation de la parole serait seule capable de mettre un terme aux «identités schématisées et fossilisées» des deux sexes, à la sclérose généralisée du discours, à la guerre occulte que le corps entend travailler à l'achèvement d'une transfiguration concernant tout autant les hommes que les femmes...

De Platon à Lévinas, en passant par Aristote, Descartes, Spinoza et Merleau-Ponty, Luce Irigaray poursuit ce que j'appellerai une «lecture charnelle» des textes philosophiques, qui vise à replacer les questions théoriques dans leurs origines, leurs sites et leurs enjeux physiques et vitaux. Si elle étonne nécessairement, une telle lecture ne manque pas d'une cohérence propre et mérite une vive attention. D'autant que la méthode de ce travail est inédite en philosophie: Luce Irigaray n'explore aucun thème précisément délimité, mais s'attache à l'intervalle, l'intermédiaire — tout ce qui, de l'admiration à la carnes, constitue l'entre-deux de tous les sujets.

L'essentiel de ce livre d'appel et d'espoir, je le vois en ce passage: «Se souvenir que nous devons rester vivants et créateurs de mondes, telle est notre tâche. Mais elle ne peut s'accomplir que dans l'œuvre de deux motifs du monde: masculine et féminine».

ROGER-POL DROIT.

★ ÉTHIQUE DE LA DIFFÉRENCE SEXUELLE, de Luce Irigaray. Éditions de Minuit, collection «Critique», 192 p., 75 F.

(1) *Spéculum de l'autre femme*, Minuit, 1974.

(2) *Ce sexe qui n'est pas un*, Minuit, 1976.

(3) *Amante marine*, de Frédéric Nietzsche, et l'*Œdipe de l'air*, Minuit, 1981 et 1983.

COLETTE, SIDO



Lettres inédites



Lettres à sa fille

des femmes



Première Foire Internationale du Livre Ancien

Paris du 15 au 17 Juin 1984

La Conciergerie

Liquet de l'horloge: 75000 Paris 01 35 13 00 06

Organisée par le Syndicat National de la Librairie Ancienne et Moderne

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions finies par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Ferdinando CAMON



La maladie humaine

traduit de l'italien par Yves Hersant

écrit

«Ecrivain connu et secret, l'un des plus importants de sa génération»

Marianne Alphant/Libération

GALLIMARD nrf

étranger

l'Amérique

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

La ma

assass

lettres étrangères

L'Amérique en noir

● L'incroyable absurdité de l'esclavage

« ÊTRE né noir aux États-Unis est un défi mortel, immédiat », écrivait James Baldwin à la fin des années 60 dans *Chaises de la lumière* (1). Il est vrai que, à l'époque, la répression qui s'abatait sur les ghettos révoltés ou les organisations politiques n'incitait guère à la demi-mesure. De ce côté-ci de l'Atlantique, on lisait alors, outre Baldwin, Richard Wright, Malcolm X ou Le Roi Jones, les voix « autorisées » de la cause noire. Et puis, plus rien.

Les projecteurs de l'actualité s'étaient déplacés vers d'autres feux, les mouvements noirs ayant eux-mêmes évolué, on pouvait avoir le sentiment qu'une certaine littérature afro-américaine était condamnée à la poussière des bibliothèques folkloriques. Erreur. De jeunes écrivains ont surgi qui reprennent le flambeau sous les vivats d'une critique locale apparemment séduite.

Ainsi, lorsque David Bradley publie, en 1981, *l'Incident*, il se voit décerner le Pen-Faulkner Award. L'an dernier, Alice Walker décroche le prix Pulitzer du roman ainsi que l'America Book Award pour *Cher Bon Dieu*. Bien qu'ils soient très différents dans leur forme, ces deux récits témoignent de la recherche d'une identité à la fois individuelle et raciale. Mais les temps ont changé. Aujourd'hui, c'est l'histoire qui se retrouve sur la scène.

David Bradley enseigne actuellement la littérature anglaise à Philadelphie. Le personnage principal de *l'Incident* est un historien qui enquête sur la mort de son père. Meurtre ou suicide ? Toutes les pistes sont bonnes. Y compris celles qui remontent aux temps pas si lointains de l'esclavage. De fait, en reconstituant l'histoire de sa propre famille, John, le héros, est amené à reconnaître également celle du peuple noir.

Certes, constate-t-il, la situation qui a été imposée à ses ancêtres était abominable : rarement une organisation sociale aura mis un tel soin à justifier — par le biais de lois ou de jugements — une oppression. Mais l'histoire ne fonctionne pas toujours à sens unique. Des esclaves se sont révoltés, d'autres ont tenté de fuir. Ceux-là ne collent pas à l'image stéréotypée du Noir passif et résigné qui mendie sa liberté. Ceux-là se sont battus, qu'ils aient dû retourner contre eux-mêmes leurs armes. Et c'est précisément ce qu'on fait les parents de John. Le suicide, unique forme de salut ?

En lisant le roman de Bradley, porté par une violence et une rage aveugles, on comprend mieux l'incroyable absurdité de l'univers esclavagiste américain. Tant de brutalités ont été proférées à son encontre — toujours sur fond de manichéisme — que beaucoup pensaient sans doute l'avoir comprise. Le récit de Bradley effectue bien des mises au point. Surtout, il met en évidence

le problème noir dans ce qu'il a de plus insoutenable : à savoir que l'histoire ne se refait pas. Elle légitime à ses acteurs, ou plutôt à ses victimes, le joug d'un héritage dont elles ne maîtrisent pas forcément les composantes. Même dans une société libre, le fait d'être petit-fils d'esclave a encore un sens, une « valeur ». Voilà pourquoi, nous dit Bradley, la solution du problème noir n'est pas près d'être trouvée, si tant est qu'il en existe une. Un livre à ranger près de *Mandingo* de Kyle Ostott (2).

Des lettres sans espoir de réponse

Cher Bon Dieu est un roman épistolaire. On nous donne à lire les lettres de deux sœurs entre les années 10 et les années 40. Il y a d'abord les missives qu'adresse la jeune Celie au Bon Dieu. Si elle a choisi ce destinataire, c'est parce qu'elle n'a personne d'autre à qui se confier. Maladroitement, elle raconte sa vie de tous les jours : un véritable enfer ! Elle ne connaît que la misère, la violence et la haine. Son père l'a violée, son mari la bat et on ne lui laisse même pas élever ses propres enfants.

Impossible de ne pas songer ici au Caldwell le plus sombre. Pourtant, Alice Walker ne verse pas dans le mélodrame systématique. La correspondance prendra un autre tour lorsque Celie aura connaissance des lettres que lui a écrites sa sœur Nellie. Le jeu s'est compliqué, d'autant que le mari de Celie détournait ces missives : son épouse ne pourra les lire que bien des années après. En somme, c'est une correspondance sans espoir de réponse d'un côté comme de l'autre.

Pour échapper à l'emprise destructrice de son père, Nellie est partie vivre en Afrique où elle s'occupe d'une mission. L'Afrique, terre mythique du retour. Dans ses lettres, Nellie ne peut s'empêcher de laisser percer son dépit. Les Africains se méfient d'elle parce qu'elle vient d'Amérique. Quant aux Blancs, ils colonisent à tour de bras, détruisant en tout ou en partie la réalisation de leurs desseins. Alice Walker fait le portrait de deux femmes en train de s'ouvrir à la vie. Progressivement, on les voit sortir du trou noir de leur passé, ce lieu clos où elles n'étaient que des objets.

La romancière procède par petites touches, elle écrit en demi-teintes. Autant on est frappé par le misérabilisme exacerbé des premières pages, autant on est par la suite sous le charme d'une écriture débordante d'émotion et même... d'humour.

BERNARD GENÈS.

* L'INCIDENT, de David Bradley, traduit de l'anglais par Elizabeth Giff. Denoël, 516 p., 94 F.

* CHER BON DIEU, d'Alice Walker, traduit de l'anglais par Mimi Fauriol. Laffont, 246 p., 69 F.

(1) Traduction publiée chez Stock.
(2) Laffont, 1964.

Kafka dans le labyrinthe

A gloire posthume qui canonise certains hommes devenus inconnus de leur vivant à quelque chose d'étrange. La sienne aurait véritablement stupéfié Franz Kafka, devenu « classique » et symbole de son siècle, alors même qu'il avait demandé que tout ce qu'il laisserait en fait de carnets, de manuscrits, de lettres personnelles ou non, etc. (soit) brûlé sans restriction et sans être lu... A-t-on jamais pensé au remords terrible qui aurait accablé Max Brod, l'exécuteur testamentaire, s'il n'avait pas trahi la confiance de son ami, s'il n'avait pris sur lui d'aller contre l'instinct d'autodestruction de Kafka ? Il est des trahisons qui sont des actes méritoires et qu'on voudrait avoir commises soi-même.

L'exposition qui s'est ouverte — pour quatre mois — au Centre Pompidou ne permet pas à un large public de saisir, de servir, de s'approprier l'œuvre de cet homme « incontournable », intitulé « Le siècle de Kafka » (est-ce le vingtième ? le vingt et unième ?), attendu depuis un an pour le centenaire de la naissance (1), repoussé jusqu'au sobriquet amnésique de la mort, cet événement-hommage impose une image éclatée de « l'étrange Tchèque » et, loin de tout didactisme, contraint le visiteur à une sorte de reconstruction non directive de l'œuvre de cet homme nommé Kafka.

Un Tchèque, Yacine David, commissaire de l'exposition — en collaboration avec un psychanalyste, Félix Guattari, — a tenté de « matérialiser » Kafka en donnant à chacun les moyens de faire fonctionner l'œuvre, en examinant son cheminement progressif au cours de ce siècle. Un parcours initiatique en quelque sorte. D'abord, Yacine David a mis l'ensemble dans un lieu clos. Autour de cette fosse de Beau-bourg, il a érigé un superbe décor de Jan Parik, un ciel de Prague, hérisse de tours et de clochers en grisaille, qui se répète tout autour de l'espace, obsessionnel, une Prague revisitée.

Six questions sont posées au long de ce parcours labyrinthique, en noir et blanc. Six questions auxquelles on ne doit surtout pas donner de réponse, et qui découpent l'existence vécue et poétique :

1883-1901 : Allemand, Tchèque ou juif ?
1902-1912 : Assomoir ou écrivain ?

1912-1924 : K ?
1924-1942 : Faut-il brûler Kafka ?

1942-1962 : Les gardiens du lionceau.
1962-1984 : L'effort Kafka.

Documents, manuscrits, éditions originales apparaissent en fonction de leurs affinités avec l'œuvre de Kafka, dans ce voyage immobile, à l'intérieur de cette salle immense, glacée, transparente, éclairée avec des ampoules nues, ponctuée de barrières légères et de bancs qui parlent (sonorités dans toutes les langues, les répétant indéfiniment des bribes de Kafka...). On se croirait dans la salle des immigrants d'Ellis Island où vont comparaître devant des autorités invisibles les candidats à... l'Amérique.

A la sortie, une bonne librairie permettra de préciser, de compléter cette exposition avec un passage obligé dans l'album *Kafka* (2) où Klaus Wagenbach s'est livré à une véritable enquête de détective pour retrouver toutes les traces iconographiques et biographiques de l'écrivain.

« Si le mot kafkaïen n'existait pas, par quel le remplacerais-tu ? » C'était une des interrogations figurant dans un questionnaire. Existe-t-il un synonyme pour qualifier l'angoisse qui s'empare du visiteur entre la première et la dernière vitrine, entre le premier et le dernier objet présenté : un couteau de circoncision et une pile de livres — la bibliothèque retrouvée par miracle en 1933, qui contient des volumes en français (*Le Peau de chagrin*), en allemand (*Le Procès*), en tchèque (*Le Château*), en russe (*Le Procès*), en anglais (*Le Procès*), etc.). Mais rien en tchèque.

* LE SIÈCLE DE KAFKA, exposition, vidéo, cinéma, théâtre, conférences. Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 1^{er} octobre.

(1) Voir *Le Monde* du 3 juillet 1983 : « Kafka ou le malentendu ».

(2) Klaus Wagenbach : *Kafka* (Belfond). Du même auteur : *Années de jeunesse (1883-1912)*, Mercure de France.

Les « Sacrifices » de V.-S. Naipaul

● Les demi-confessions d'un écrivain partagé entre plusieurs cultures

V.-S. NAIPAUL n'est pas homme à se livrer facilement. Hormis ses tentatives, et volentiers provocantes, déclarations sur le tiers-monde, le romancier n'a jamais donné une véritable image de lui-même et de son histoire. Certes, des romans comme *Une maison pour M. Sweeney* ou *Mélie Straet* (1) portent en eux des éléments autobiographiques. Éléments qui demeurent extérieurs à Naipaul en ce qu'ils évoquent davantage des personnages particuliers ou des décors. Son œuvre apparaît ainsi façonnée sur le modèle d'un diptyque : d'une part, les tableaux romanesques mettent au jour les différents milieux (sociaux ou familiaux) côtoyés par l'auteur ; d'autre part, les essais, les récits de voyages (tels ceux sur l'Inde ou le monde musulman) sont pour lui l'occasion d'explorer sous un angle totalement subjectif une appréciation concernant ces mêmes milieux.

De l'Inde (la terre de ses ancêtres) à La Trinité (son île natale) en passant par l'Orient et l'Afrique, cet infatigable globe-trotter semble toujours à la recherche d'une identité. C'est en sondant les racines des autres cultures qu'il tente de retrouver la sienne. Ou plutôt : les siennes.

Dans *Sacrifices*, Naipaul nous apprend ainsi que ses nombreux voyages ne sont pas seulement l'occasion pour lui de voir et d'observer le monde. « Me connaît-il, écrit-il, est encore en partie commandée par mes souvenirs d'enfance à La Trinité, alors une colonie. Je vais en des endroits qui, bien qu'étrangers, sont d'une certaine façon liés à ce que je connaisais déjà. » Et Naipaul de préciser qu'il se sent moins à l'aise d'un ethnologue ou d'un journaliste que d'un romancier. C'est lui qui le dit ! En lisant les deux textes qui

composent *Sacrifices* (Prologue à une autobiographie et les *Crocodiles de Yamoussoukro*), on a plutôt le sentiment que leur auteur porte la casquette du reporter-écrivain. Comme par un fait exprès, il rappelle que son père, journaliste à La Trinité, eut des velléités d'écriture romanesque. Lui-même fit ses débuts comme pigiste au service caribéen de la BBC. Il en a visiblement gardé plus qu'un souvenir, comme en témoigne la façon dont il évoque ici les crocodiles de Houphouët-Boigny et le décorum hivernier des années 70.

Mais, une fois de plus, il faut lire Naipaul entre les lignes. Ce n'est pas seulement son « privilège » de romancier qu'il expose (privilège dont il est fort conscient quand il affirme qu'il se devait d'émigrer en Grande-Bretagne s'il voulait publier des ouvrages de fiction pour la bonne raison qu'à La Trinité il n'aurait eu aucun public), c'est aussi celui d'un homme à la croisée de plusieurs cultures. De là vient sans doute son désir de faire connaître des réalités trop souvent passées à la moulinette du manichéisme. A partir de ce moment-là, on comprend mieux pourquoi ses impressions d'Afrique ou d'Orient peuvent déplaire aux esprits dogmatiques.

Sacrifices révèle une autre facette de l'écrivain. Si Naipaul souhaite ne pas apparaître comme journaliste, c'est parce qu'il sait que, en tant que romancier, il a — théoriquement — le bénéfice de l'imagination. Une dimension renforcée vis-à-vis du lecteur par l'apogée de ses décors. En effet, Naipaul laisse entendre que c'est d'abord aux Occidentaux qu'il s'adresse. Que l'on approuve ou non sa manière de voir, il n'en reste pas moins un étonnant conteur d'histoires.

B. G.

* SACRIFICES, de V.-S. Naipaul, traduit de l'anglais par Annie Sammut. Albin Michel, 226 p., 65 F.

(1) Ces deux romans ont été publiés chez Gallimard.

MARIE DE PARIS
OUVERTURE LE 12 JUIN 1984
BIBLIOTHÈQUE MOUFFETARD-CONTRESCARPE
Adultes - Jeunesse - Fonds poétique
74-76, rue Mouffetard, 75005 Paris, M^o Monge, tél. : 337.96.54
prêt gratuit

On y entre en se demandant où l'on met les pieds ; on en sort avec les pieds moins bousés et l'impression qu'on ne moins paillard.

LE PHYNN

MISSION
SUR LA
PLANÈTE FOL

Jugements d'un autre monde...

-éditée-

EN LIBRAIRIE

KIDFREE, B.P. 106, 77903 Fontainebleau Cedex - Tél. (6) 422.55.21 +



HISTOIRE DES FRANÇAIS

XIXe-XXe siècles
sous la direction d'Yves Lequin

• Un peuple et son pays
• La société
• Les citoyens et la démocratie

LES 3 VOLUMES SONT PARUS

Chaque volume 580 p., env. Nombreuses ill., reliure toile, 300 F

Prix spécial jusqu'au 30 juin 84 les 3 volumes 765 F

« La France revisitée... »

LE MATIN

« La synthèse la plus complète et la plus maniable dont on puisse rêver sur l'évolution de notre société depuis un siècle... »

LIBRE

« Autant le dire d'emblée, c'est une surprise et une bonne surprise... »

LIBÉRATION

« Pour les passionnés d'histoire, une manière agréable de découvrir l'entrée de la France dans la société industrielle... »

TEMOIGNAGE CHRETIEN

« Une somme étonnamment documentée, qui s'annonce comme irremplaçable. »

LE POINT

« Une vaste fresque de la France contemporaine... »

LE MONDE

Chez votre libraire

Documentation sur demande à

ARMAND COLIN

103, bd St Michel 75005 Paris

PRIX KLEBER HÆDENS 1984

JACQUES
LACARRIÈRE

roman

MARIE
D'EGYPTE

JCLATES

histoire littéraire

UNE VISITE CHEZ JULES RENARD

Cruel et tendre

Je ne me lasse jamais de lire Jules Renard. Je peux toujours ouvrir son *Journal* à n'importe quelle page, certain d'y découvrir une perle rare, une de ces petites phrases sèches, tranchantes, éblouissantes qui m'avaient échappé lors d'une lecture précédente. Cela fait déjà longtemps qu'il m'accompagne, Jules Renard, avec son pessimisme tendre, son refus des grands mots, son œil aigu, sa précision, sa cruauté d'entomologiste.

J'ai dû le rencontrer lorsque j'étais malade dans les années 50. Je découvrais tout, le dévorais livre après livre, j'avais un énorme retard à combler. Jules Renard m'a surpris d'abord avant de me séduire. Il n'utilise pas les armes habituelles des enchanteurs de plume.

Au temps où parut le *Journal*, son maître ouvrage, il y eut une sorte de conspiration du silence. Jules Renard, une bonne fois pour toutes classé comme l'auteur d'un seul livre *Poil de carotte* (mais celui-ci est un chef-d'œuvre et suffisait déjà à la gloire d'un écrivain), le *Journal* ne pouvait donc intéresser qu'un petit nombre de lettrés un peu maniaques. On reprochait à Renard de voir tout par le gros bout de la langue, de ramener le monde à de minuscules histoires. Et pourtant, il avait pris la précaution d'écrire qu'il se voulait « la résultante de son village ».

Réussite parfaite. Jules Renard est son village partout. Jusque dans la vie parisienne, il est « l'Étalon », celui qui observe, ou plutôt qui regarde derrière ses persiennes et à qui rien n'échappe. Oh ! il ne va pas dire que la vérité qu'il appréhende. Du moins, il s'y efforce avec un soin d'orfèvre. Il nous rapporte les trésors de son observation avec juste ce qu'il faut d'ironie pour ne jamais tomber à plat.

Il est méfiant à l'égard des grands mots, des envolées lyriques, des métaphores approximatrices. Il trouve le mot juste et alors qu'on lui a parfois reproché d'être fermé à la poésie, il parvient avec des mots simples, une grande rigueur de construction, une justesse constante d'expression, à une poésie transiçante, ferme, vive. A un style inimitable.

Le *Journal*, pour toutes ces raisons, est un moment unique dans la littérature française.

Mais j'oubliais peut-être l'essentiel. De dire que Jules Renard est avant tout un humoriste. Il a écrit que l'humour est la propriété morale de l'esprit. Personne avant lui n'avait pensé à ça. Dans son cas, c'est tout à fait éblouissant. Par le biais de l'humour, il fait passer son pessimisme, qui ne l'empêche pas d'être le maire socialiste de sa commune. Je crois surtout l'humoriste qui m'a séduit chez Jules Renard. Il est éblouissant dans *l'Ecornifleur*.

L'air de rien

Par petites touches, l'air de rien, Jules Renard nous raconte cette histoire qui pourrait être sous une autre plume d'une grande banalité. Il en est sans doute le personnage principal, ce parasite de petits bourgeois fin dix-neuvième qui prennent leurs vacances sur la côte normande. Il ne les mène pas mais en même temps il est impitoyable pour lui-même. Rien n'est appuyé, pas un mot de trop. C'est cruel et ça reste tendre entre les lignes. Merveilleux.

Vraiment du très grand art ! La collection « 10/18 » me donne l'occasion de me replonger dans le *Journal* et comme toujours je reste le souffle coupé d'admiration lorsque je tombe sur un passage comme celui-ci, en date du 2 janvier 1899.

« Clair de lune. L'eau devient silencieuse, pinçée et serrée les lèvres. Elle gèle, fut nette comme un miroir. Le ruisseau voulait prendre la lune entre ses bords. »

« Les poules d'eau criaient, cachées dans les racines, le bec prêt. »
« Et la lune semblait y aller, et tout le froid tombait d'elle sur l'eau. »
« On la tenait ! Les rats allaient la prendre avec leurs dents. »

« On ne la tenait pas du tout. Elle s'échappe, comme toujours, sans effort, et laisse l'eau toute noire. »

Croquis pris au hasard. A toutes les pages, on rencontre des morceaux de cette qualité.

Et je m'aperçois qu'il me faudrait aussi parler de l'animalier, de l'auteur dramatique et de *Poil de carotte*.

ALPHONSE BOUDARD.

Les parapluies de Caillebotte



UN couple marche sous un parapluie. Des passants s'abritent de l'inverse. En couverture des deux tomes du *Journal*, Christian Bourgois a mis deux détails du tableau de Gustave Caillebotte (1848-1894) : Rue de Paris, temps de pluie. Cette toile, acquise en 1964 par l'Art Institute de Chicago, fut comparée à la Grande Jatte, de Seurat.

Choisi pour illustrer *l'Ecornifleur*, l'Homme au balcon, boulevard Haussmann, nous donne aussi l'occasion d'évoquer un grand peintre, encore méconnu en France (1).

Bien qu'admiré par Zola et Huysmans, Caillebotte fut longtemps considéré comme un amateur fortuné, prêtant le jardinage et le canotage sur la Seine à la peinture.

Renard eut pour illustrateurs Toulouse-Lautrec, Bonnard et Vallotton. En retenant plutôt Caillebotte, le responsable de 10/18 a réuni deux artistes d'une extrême minutie. — R. S.

(1) Voir la monographie de Marie Berthaut sur Caillebotte. La Bibliothèque des Arts, 1978.

Un humour zen

EN 1945, dans les *Temps modernes*, Sartre a publié *l'Homme idiot* - Notes sur le *Journal* de Jules Renard (1). Cette étude, même si Gilbert Sigaux en a signalé « l'aveugle allégresse » (2), est un bel hommage rendu à Renard. Avec son « réalisme du silence » et sa quête d'une « concision absolue », il serait l'ancêtre des écrivains hantés par le vide, Blanchot en tête.

Le *Journal* fourmille de remarques qui ont l'air d'annoncer « l'ère du soupçon » : « La nouvelle formule du roman, c'est de ne pas faire de roman. » On a compris, bien sûr, l'*Ecornifleur* à Peludes de Gide et au *Seigneur de la Forêt*, deux livres sur un livre en train de se défaire, en se faisant.

Renard est sans doute un héritier de Flaubert, le vrai initiateur de la « crise », avec Mallarmé, Jean-Michel Gaudier, dans une brillante préface à *l'Ecornifleur* (3), s'est amusé à indiquer comment, pour des scènes de ce roman, Renard emprunta plusieurs poncifs au Dictionnaire des idées reçues. Gaudier, qui cite une formule leconique du *Journal*

(« Un style blanc », indiquait aussi avec ironie la fiction possible entre le « degré zéro de l'écriture » et le minimalisme de Renard, voulant écrire, et écrire, au « niveau de la mer »).

Renard, si l'on compare sa férocité contenue aux inventions de Fénéon et de Duchamp, deux esprits sardoniques qui savent faire mouche, a pourtant une autre portée. Sartre n'a pas su voir le côté zen de son humour ni que Renard était plus proche de Lichtenberg que de Duranty. « Poésie : beau titre pour un livre de prose » ; « Il me semble que, bien lancé, j'écrirais la psychologie d'un chien, celle d'un pied de chaise » ; « J'ai écrit l'arnum ». Avec de tels traits, Renard s'est libéré de ses liens. Il nous fait rire encore, comme personne, doucement.

RAPHAËL SORIN.

(1) Rappré dans *Situations*, L. Gallimard.
(2) Dans la préface au *Journal*, « Pléiade ».
(3) « Folie », Gallimard, n° 1167.

Cet homme qui avait de si méchants regards...

(Suite de la page 19.)

En 1897, François Renard se suicide. « Mon père et moi nous ne nous aimons plus par le dehors, nous ne tenons pas l'un à l'autre par nos branches : nous nous aimons par nos racines souterraines. »

L'année d'après, Jules Renard écrit : « Oh, oh, je suis déjà presque aussi vieux que mon père qui est mort. » Il n'a que trente-quatre ans. Il en vivra douze de plus. Il pense à la mort tout le temps, comme on torture une meche de cheveux, en n'y pensant pas vraiment. Autrement dit : « Que de gens ont voulu se suicider et se sont contentés de déchirer leur photographie. »

Il se disait : « Tu pourrais te voir à travers ta coquille. » En 1898, il le crève un peu plus, en s'engageant, dreyfusard convaincu, pour Zola, que l'on condamne : « Je déclare que je n'ai pas de respect pour nos chefs d'armée qu'une longue paix a rendus fiers d'être soldats ; que j'ai assisté trois fois à de grandes manœuvres et que tout n'y a paru désordre, pugilisme, indisciplines et enfantine. Des trois officiers qui ont fait de moi un caporal adroit, le capitaine était un médiocre ambassadeur, le lieutenant un petit bout d'homme à femmes, le sous-lieutenant un jeune homme convenable qui a dû démissionner (...). Je déclare que le moi justice est le plus beau de la langue des hommes, et qu'il faut pleurer si les hommes ne la comprennent plus. »

Quand il mourut en 1910, Renard avait échoué dans toutes ses tentatives pour se sécher le cœur et l'âme, pour se faire une armure de mots en l'âme de content. Le *Journal*, un des plus beaux livres pour dire l'humain trop humain, témoigne de cet échec, de cette réussite.

GENEVÈVE BRISAC.

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

AU « MONDE » DU VENDREDI 15 DATÉ SAMEDI 16 JUIN 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

LA PLANCHE A VOILE DANS LE VENT DE L'ACROBATIE SPORTIVE



VOYAGE :

L'adieu à Mykonos.

PASSE-TEMPS :

Cheminots du dimanche.

MOTO :

Sur l'anneau de Carole.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

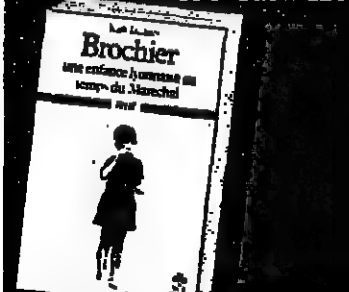
LEURS TERRES D'ENFANCE...

LES PAVÉS DE LEPIDIS



« Pensez-vous ? J'en reviens à la terre. Le souvenir est amer, donc source de vie. »
Clément LEPIDIS.
DES DIMANCHES À BELLEVILLE

LE RHÔNE DE BROCHIER



« Tous les livres qui m'ont ouvert les yeux ont été écrits par Jean-Jacques BROCHIER. UNE ENFANCE LYONNAISE AU TEMPS DU MARÉCHAL »

LA PROVENCE DE JULLIAN



« Souvent, je reviens à Châteaurenard. Rien n'a changé. À la terrasse du café de Paris, Maman et moi, on s'amusait... »
Marcel JULLIAN.
CHATEAURENARD MON SOLEIL

Collection « TERRES D'ENFANCE »
ACE éditeur

le feuilleton

La phrase, cette arme à feu

(Suite de la page 19.)

Côté vie extérieure, c'est d'abord la campagne qui domine, l'intrigue rurale. La Paris qui vient ensuite est regardée du même oeil. L'homme politique qui grimpe renvoie à l'école, moins l'adorable roussour. Reclus aujourd'hui, les pages de ce bourgeois de gauche sur Baudelaire, Blum et Jaurès gagnent en piquet.

Les mots d'auteur qui fusent, il faut savoir qu'ils sont d'une époque et d'un milieu. Quelqu'un fait jouer des pièces de théâtre à la Belle Époque se doit de boulevardier à jet continu. Les traits de Renard vont plus loin que ceux de ses contemporains ou amis, Rostand, Capus, Tristan Bernard, Alfreid, de Flers.

Pas tous. Il y a les mots triviaux : le femme qui dit à un amant de petite taille : « Dépêche-toi de finir et tu m'embrasseras. » Il y a les faciles : « La vieillesse, c'est quand on commence à dire qu'on ne s'est jamais senti si jeune. » Mais le plus part des notations dépassant l'effet de conversation et traduisent d'un coup l'expérience de toute une vie : « Cette espèce de joie ou champagne que donne le « ça va mieux » du moribond ; » « On ne peut pas pleurer et penser, car chaque pensée absorbe une larme » ; « La honte de pleurer qui donne l'affronter de rire ».

CES citations risquent de donner raison à ceux pour qui la pénétration de Renard naît de la peine, est gâchée par elle. C'est vrai. Poil de Carotte tremble devant toutes choses, parce qu'il a tremblé de la pire des peurs, celle de n'être pas aimé. Mais il se définit aussi par l'impossibilité d'en tenir rigueur. Renard ou le rancuneux impossible. Les brèves notes sur le suicide de son père bouleversent plus que tous les lamentos de fils modèles. La tendresse échangée entre eux ne se voyait pas. Elle passait par des racines souterraines. Du jour où Jules a aperçu, à hauteur du gilet paternel, une « plaque noire, quelque chose comme un petit feu éteint », il n'aura de cesse de rejoindre le disparu. Il n'exclut pas de faire comme lui, un jour de dépression — de « morne incuriosité », disait Baudelaire.

La tension de chaque phrase ressemble à celle qui unit les deux âmes. Elle ne se relâche que pour se raidir davantage. On la surprend dans le mouvement d'autocorrection immédiate qui caractérise les aphorismes. « Regarder l'horizon, c'est regarder loin... mais c'est regarder quelque chose de faux. » « Je voudrais être un saint... moins la prière. » A la maxime péremptoire, Renard substitue le doute généralisé, le pressentiment évasif.

Je parlais de lien secret avec le père, avec le contraire de ce qu'on affirme : ce lien se retrouve avec l'écriture même. Longtemps après que Renard l'a tracé, le mot écrit tient encore à lui « par des tas de fils ». De là l'arc tendu de sa phrase, comme il dit, ce travail « en pleine pâte », sans délayage. Jules Renard n'a pas le culte de la facilité. « Zut pour le charme un peu triste des choses fanées », dit-il. Ou encore : « En littérature, il n'y a que des bouffes ». « Le talent, ce n'est pas d'écrire une page, c'est d'en écrire trois cents ». Et cet aveu, qu'éclaircisse le lien mystérieux entre son père et son art : « Cette sensation poignante qui fait qu'on touche à une phrase comme à une arme à feu. »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* JOURNAL DE JULES RENARD, I et II - 18-18 -, 694 p.
* L'ECORNIFLEUR et LES CLOPORTES - 10-18 -, 946 p.
* HISTOIRES NATURELLES, NOS FRÈRES FAROUCHES.
« Folio », 342 p.

théâtre

AGATHA, Théâtre du Rond-Point
(256-70-80), à 15 h.

LIECHU OU L'ESPRIT DES BOIS,
comédie d'Henri de La Motte d'Ammon,
21 h 30 (887-74-31).

CHANCES-ÉLYSÉES, Théâtre de
Danemark, à 19 h.

GROS RENÉ ÉCOULÉ, Mairie de
l'Atelier du Luxembourg, 17 h.

JOURNAL INTIME DE SALLY
MARA, Lucernaire (544-57-34),
22 h 15.

L'ENFANT DE LA HAUTE MER,
20 h 30, LA RÉPÉTITION DANS
LA FORÊT, à 22 h, Cave de l'hôtel
de Beauséjour, (887-74-31).

HOES PARES

VERSAILLES, 21^e Festival (950-
71-18), périmètre du Grand Trésor,
21 h 30; Le Ch. d'Antenne 2.

OPERA (742-57-50) 18 h 30 : *Les Huguenots*
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20)
20 h 30 : Rue de la Foie-Courante.
CHAILLOT (727-81-15), Théâtre G. de
Maire : 20 h 30 : *Mariage*.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : *Frédéric*
et *Le Capitaine Corcoran*.
SALLE ROGER-BLIN (325-70-37)
18 h 30 : Homme avec femmes, arbre
enfant.
TEP (364-80-80), Autostation (opéra-
ballet sans parking du CNR) : 18 h 30 :
21 h 30 : *Le Capitaine Corcoran* (Roch-
Jochan Kimm) - Hall (364-80-80)
21 h : La Botte à frissons.
REAUBOURG (777-12-33), Débats
conférences-musée : 18 h 30 : *Le Capitaine*
Corcoran, 21 h : L'écriture de la sculp-
ture d'Isaac Ajmond-Ni - Cimetière / Vi-
sages : Nouveaux films Bpt, 18 h : *Maso*
et *Méso* vont en bateau, de les Inconnus
et *Le Capitaine Corcoran* de Roch-
Jochan Kimm, 21 h : *Le Capitaine*
18 h : *Hommage à la sculpture* (Picasso,
Calder, Coltanariu, Dubuffet) ; 18 h :
Emission vidéographique de la K1A.
THEATRE MUNICIPAL DE BOURG (261-
10-10) 20 h 30 : *Le Capitaine Corcoran*.
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77)
18 h 30 : *Margaret Price* 20 h 30 :
Morris Cunningham.
CARRÉ SILVIA MONFORT (538-
20-20) 20 h 30 : *Le Capitaine Corcoran*
(spectacle de rue) - 21 h 30 : *Le Capitaine*
(spectacle de rue).

A DREAZET (887-97-34) 20 h 30 : Natche Hirondelle.

ARCADES DOMINIQUE BERRIAU (206-77-71) 20 h 45 : Nos premiers élans.

ARC. grand auditorium (775-91-64)
20 h 30 : La Colonne pénitentiaire.

ARCAÏNE (273-81-00), 21 h 30 : Sadeo
France, encore un effort.

ATELIER (273-81-00), 21 h : Le Navire de
l'été.
20 h 30 : Dialogues sans audience
entre Machiavel et Monquignon.

BASTILLE (357-43-41), 21 h : Démon.

BOUFFES DU NORD (239-34-50)
20 h 30 : Dom Juan.

CALYPSO (273-25-95), 20 h 30 : Le Monde
à l'envers.

CARPEOU DE L'ESPÉRIT (63-
48-65), 20 h 30 : Zodi, soud...inque.

CARTOUCHE, Tu de la Tempête
(328-36-36), 21 h : Mécrot ou le Pionnier
de la réalité.

CC JEAN LA ROSE-CROIX (271-99-17)
20 h 45 : Hymnes à la nuit, de Novalis.

CENTRE MANDAPA (589-01-60)
20 h 30 : Gliogenesi.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69)
Grand Théâtre 20 h 30 : Arsenius Al-
bertus.
20 h 30 : Les deux faces de la ré-
gularité.
Le Renouveau 22 h 30 : L'École de
Mavra.

COMÉDIE-CAMURANT (742-43-41)
21 h : Revisions données à l'Elysée.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
(273-81-00), 21 h : Manger les gens.

COMÉDIE ITALIENNE (323-77-22)
20 h 30 : Les Aventures de la villageoise.

CONFLUENCES (555-10-04), 21 h 15
le Esau.

DAUNOU (261-69-14) 21 h : S.O.S.

DÉCHARGEMENTS (236-00-02) 20 h
Pl. Genty ; 22 h : le Prince.

DH THÉÂTRE (226-67-47) 20 h 30 : le
Siècle - le Legs.

ÉDOUARD VII (742-57-49) 20 h : Trois
à l'école.

ESPACE DOR (523-15-10), 21 h
Monna daz abyme.

ESPACE-GAITE (327-95-94) 20 h 30 :
Monche et le Pouille.

ESPACE MARAIS (584-03-91), 20 h 15
Les deux faces de la régularité.

ESSAIANO (278-46-42), 12 h 30 : Jour-
née de conte : 18 h 30 : Nuik et tran-
che 20 h 30 : Surnom ; 22 h : Taboue -
Né 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolin

FONTAINE (874-74-00), 20 h 30 : le
Aventures de Dieu.

mercredi 27 juin, 20 h 30
Beethoven, Brahms,
Schubert. Liszt

MARAS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi ne meurt.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Marie Stuart Beaulieu ; 22 h : La reine est morte.

MARGNY, grande nalle (256-04-41) 21 h : J'y suis, j'y reste ; nalle Gohelint (225-20-74) 21 h : Le Don d'Addie.

MAUBRE (245-45-55), 20 h 30 : Pour toi je meurs.

MICHEL (265-35-33) 21 h 15 : On dinera au lit.

MICHOUDRE (742-85-22), 21 h : J'ai vu mon meuf à trois doigts.

MONTAGNE (225-03-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Exercices de style - Petite nalle 21 h : la Salle à manger.

OUVRE (874-42-52), 21 h : Camusnet de l'été ; 22 h : Les deux l'été.

PALEIS-ROYAL (297-59-41) 20 h 45 : Fille sur la banquette arrête.

PENICHE (245-18-20), 21 h : Travaux d'orthographe.

PLACE SAINT-SULPICE (329-12-78), 17 h : René Scollier ; 18 h : C'est l'Édiporippe.

PLAUSANCE (320-00-06), 20 h 45 : La Poëlle du spleen.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude et le prince-éclat. Et 21 h : le Plaisir de l'émouir.

FORTE SAINT-MARTIN (607-57-33) 20 h 45 : Le Pain dur.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 21 h :

VISON voyageur,
STUDIO BERTRAND (763-99-16),
20 h : *Le monde des vents : l'Arbre de
monnaie* de l'Escurade (suite de 13).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10), 21 h : *Bataille navale.*

TAI THÉÂTRE D'ASSIÉ (278-10-79),
L 20 h 30 : *L'Esquisse des Jours* ; 22 h 30 :
"Père".

TEMPLE DE BELLEVUE (365-
15-73) 20 h 30 : *Gedips et Crivon* rôt.

TEMPLEPIERS (303-76-49) 19 h : *Balaie de*
Monsieur Toulon ; 20 h 30 : *Offertes*
à tous en tout inconnus.

THÉÂTRE A-SOULVIE (373-47-84),
21 h : *Y'en a mar... en vent.*

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02),
20 h 15 : *les Bous-caudres* ; 22 h : *Nous*
on fait on ne nous dit de faire.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93), L
20 h 30 : *Le monde des Jours* ; 22 h
30 : *Concerto en re mineur pour une*
reine.

THÉÂTRE DE PARIS, petite salle
20 h 30 : *Drôle de programme.*

THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88),
20 h 30 : *Le monde des Jours* ; 22 h
30 : *Concerto en re mineur pour une*
reine.

THÉÂTRE 13 (588-16-30), 21 h : *Pando*
et li.

TOURTOUR (867-82-48) 22 h : *Ariette*
pour l'amour.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16),
20 h 30 : *Puy nous toujours* ; 22 h 30 :
"Père".

LES CHIFFRES-CLÉS

AU DEUX FIEN (296-29-35), 20 h 45 : la Troisième Jambe du carrosse; 22 h 15 : le Président.

BLANCHES-MANTEAUX (887-15-84), 12 h 15 : Arenal-MACZ; 22 h 30 : les secrets Moustiers; 18 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un; 22 h 30 : L'insolite.

CAVALIER (887-29-51), 20 h 15 : Mains basses sur la ville; 22 h 15 : l'Onclezette au pinguin.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 12 h 15 : Tiens vu-doux bonjour; 21 h 30 : Manteaux; 18 h 15 : On avait les fesses dans l'ouest; 21 h 30 : le Chromosome chaussonnier; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : la Vie du gars qui suit; 21 h 30 : la Gauchère contraindre; 22 h 30 : Théâtre de poche.

L'ÉCUME (545-71-16), 20 h 30 : L'Mal-

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h :
Britannicus ; 21 h 30 : Moi je craque,
sans paroles raqu coast.

PROLOGUE (575-33-15), 21 h : Télépho-
nocolo.

RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 :
Les orties ne poussent que dans le fossé.

**SENTIER DES HALLES (236-37-27),
20 h-15 :** Les larmes de ceux qui pleurent.

Jendredi 14 janvier

L'ADDICTION (Fr.) (s.p.) : UGC Opéra, 2 (721-50-32) ; UGC Mairie, 3 (723-60-23).

ALDO ET JUNIOR (Fl.) : Berlitz (C) (sp.), 2 (742-60-33) ; Façs Loctais Bowring, 19 (646-64-90).

ALFRED LE CONDOR (Micromégas) (s.p.) : Deutscher, 14 (321-01-01).

LES ARAIGNÉES (A.I.) : Studio Inter-Séverin, 5 (354-50-91).

LE BAL (Fr.-U.) : Studio de la Harpe, 3 (634-52-52).

BÉAT STREET (A., v.a.) : Forum, 10 (726-50-33) ; Paramount Marbrure, 25 (296-40-40) ; Paramount Océan, 6 (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8 (562-70-50) ; Paramount Opéra, 9 (742-60-33) ; Paramount Pathé, 10 (726-50-33) ; Paramount Studio, 11 (726-50-33) ; Paramount Tobac, 12 (12-28) ; Paramount Monparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Orléans, 16 (329-90-10) ; Paramount Sèvres, 17 (578-33-34) ; Paramount Maitre, 17 (578-33-34) ; Paramount Maillois, 17 (578-34-24) ; Paramount Maillois, 17 (634-50-32).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Deutscher (C) (s.p.), 13 (321-41-41).

CARAMEL (E.-U.) : Studio de l'Étoile (s.p.), 17 (380-42-05) ; Cité internationale (C) (s.p.), 14 (589-38-69).

CARMEN (Franc.-It.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Gémoux Champs-Élysées (C) (s.p.), 17 (396-50-71) ; Kinoparcas, 19 (396-50-71).

BIKEE STREET, film américain de Joel Silberg, V.F. : UGC Danton, 9 (329-42-62) ; UGC Esmirnae, 9 (329-15-71) ; V.F. : Rex, 9 (226-13-93) ; UGC Opéra, 9 (329-42-62) ; UGC Montparnasse, 9 (50-44-27) ; Normandie, 9 (359-41-18) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Convention, 19 (828-20-64) ; Pathe-Wepler, 19 (256-36-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

LE DERNIER TESTAMENT (I), film américain de Lyane Lizman, V.F. : Gammont-Hallès, 19 (257-49-70) ; Hainautville, 9 (633-79-30) ; Ambassadeurs, 9 (359-41-01) ; Berlitz, 2 (742-60-31) ; Brotagne, 9 (223-57-07) ; Favette, 19 (331-60-74) ; Gammont-Convention, 19 (628-23-44) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

EN FLEUR CAUCHEMARE (*), film américain de Joseph Sargent, V.F. : Cité Beaumont, 9 (271-53-56) ; Océanides, 9 (359-41-01) ; Esmirnae, 9 (359-15-71) ; V.F. : Rex, 9 (236-13-93) ; UGC Opéra, 9 (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-36-31) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

L'ÉTÉ DU BAC, film américain de Robert Swerdlow, V.F. : Ambassadeurs, 9 (322-77-80) ; Paramount City, 9 (362-45-26) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-36-31) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

RECKLESS, film américain de James Foley, V.F. : Forum Origin Express, 9 (359-41-01) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

UNDER FIRE, film américain de Roger Spottiswoode, V.F. : Cité Beaumont, 9 (271-53-56) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

MAIS QU'À TUE HARRY ? (A, V, F), film américain de Robert Swerdlow, V.F. : Ambassadeurs, 9 (322-77-80) ; Paramount City, 9 (362-45-26) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-36-31) ; UGC Convention, 19 (336-23-44) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC de Lyon, 9 (359-41-01-59) ; UGC Opéra, 9 (336-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (329-40-10) ; UGC Convention, 19 (828-20-64).

cinéma

CHAILLOT (704-24-24)
15 h, Aspects inconnus du cinéma américain : East is east, de H. Edward ; Cannes 84 - Quinzaine des réalisateurs : 19 h, Raïff, de C. Berger ; 21 h, Atomic station, de T. Jonsson.

REAUROURG (278-35-97)
Cannes 84 - Un certain regard : 15 h, le Chemin vers Bressan, de J. Root et L. de Boer ; 17 h Le Nord, de G. Navi ; 19 h 30, Cinéma japonais : la Pluie de la balle, de S. Moriyasu.

Paris-Washington 4.000 F*

Sans escale de Paris CDG1. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis aux prix les plus bas.

Vous plaire nous plaît.

*Tarif loisir aller/retour.

(721-69-28). -- V.F.: Section, 19
-- (44-07-93).

LES MORFALOUS (Fr.): Buzile, ?
(74-00-33); UGC Macdonald, ? (225-
18-45).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., va.):
Garnott Halifax, 1? (287-49-40); Saint-Germain Rhénodette, ? (633-63-30);
Saint-Germain Silwood, ? (633-63-30);
Pamont Opéra, ? (359-36-14); P.
? (359-29-46); Paramount, 14 (328-
83-11); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-
79-79); -- V.F.: Garnott Berlin, ?
(359-36-14); Garnott, 13? (242-36-
50-70); Saint-Laurent Pasquier, ? (367-
35-35); La Bastille, 12; Côté-Sala, 14;
Adonis, 12 (343-00-03); Gutman, 12?
(34-34-34); F.B. Bessy, 13 (359-36-
58-35); Miramar, 14 (329-39-52);
Garnott Sad, 14 (327-84-20); Mayfair
Park, 14? (525-27-06); Imago, 18?

NEW YORK NIGHTS (A., va.) (*)
UGC Macdonald, ? (225-18-45).

NOTRE HISTOIRE (Fr.): Armand, ?
(233-34-32); Berlitz, ? (742-06-34);
Paris, 14 (359-36-14); Miramar, 9?
(359-36-42); Montparnasse Paris, 14,
(320-12-08); Gaumont Convention, 15
(82-82-27).

NORTHERN WINTER-END (A., va.)
Pamont Opéra, ? (359-36-14);
Exposé Galia, 14 (327-84-20); Drouot
(H.s.), 14 (321-41-01).

PERMANENT VACATION (A., va.):
Morris, 14 (288-43-99).

PINOT SUZIE RICHARD (Fr.): Frasen, 1?
(359-36-14); UGC Macdonald, ? (225-
18-45); Paramount Odéon, ? (325-59-83);
George-V, 9 (363-41-48); Marignan, 9?
(359-36-42); Paramount Opéra, ? (359-
36-14); Paris, 14 (359-36-14); P.
(359-36-14); Nardon, 12 (343-04-67); Montpa-
rassie Faublv, 14 (320-12-06);
Faublv, 15 (331-46-74); Paramount
Opéra, ? (359-36-14); P., 14 (359-36-
14); Miramar, 14 (329-39-50); Mistral,
14 (359-36-43); Gaumont Convention,
15 (328-83-27); Paramount Majestic, 17
(359-36-14); Paillet, 14 (327-84-20);
Lafayette, 10? (Garabou, 20 (636-10-96)).

LA PIÉTÉ (Fr.): Garnott Halifax, 1?
(287-49-40); UGC Opéra, ? (261-
90-32) (Quintus, 13 (635-79-39); Pa-
ramount Opéra, ? (359-36-14); Paris,
14 (359-36-14); Marignan, 9?
(359-36-42); Olympia Babine, 8 (581-
10-60); Francis, 9 (770-33-88); La
Bastille, 14 (359-36-14); P.M.S. 14
Saint-Jacques, 14 (329-39-52); P.M.S.
Saint-Jacques, 14 (583-42-42); 14-
Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79)
Pinet Chicry, 19 (522-48-01).

POLARISER L'ENFER (Fr.) (*): Mo-
nparnasse, 14 (320-12-08).

PHÉNOM CARMIEN (Fr.): Grand Pa-
ris (H.s.), 9 (554-46-85).

RÉGOUR VERS L'ENFER (A., v.f.)
Paramount Opéra, ? (742-06-34); Gédé
Rothschild, 2 (878-81-77).

RUE DE LA PAIX (Fr.): Epis de
Paris, ? (337-47-27).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.):
Studio 13, ? (73-67-40).

STAR WAIRS LA SAGA (A., va.): la
Guerre des étoiles, l'empire construc-
tion, le monde du papier d'étoiles, 14?
(77-28-04).

STREAMERS (Fr.): H.s.), 9 - Olympia
Luxembourg, ? (633-97-77).

STRYKER (A., v.f.): Rue, 2 (236-
33-86); Paris Cité, 14 (770-31-71)?

TU M'AS ENLEVÉE (Fr.): Epi de Pa-

IL SUCCÈDE A TOUT PEUP (Franco-
Belgicaine, va.): Saint-Germis Sin-
drome, 14 (359-36-14); Antibes, 14
(359-19-08) ; Olympia Rotonde, 14 (359-
36-14).

TCHAO PATHE (Fr.): UGC Opéra, ?
(261-90-32); Marcelin, ? (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.f.): Pa-
ramount Opéra, ? (742-06-34).

TOOTSIE (A., v.f.): Opéra Night, 2?
(260-36-46).

LA TRACE (Fr.): Lucienne, ? (544-
36-14).

TRAFICONS CONJUGALES (Amér.-
va.): Lucienne, ? (544-37-54).

L'AULTIMA CRINA (Cuh., va.) :
(H.s.) Desfort, 14 (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Studio
de l'Etoile, 17 (320-42-05).

UN MON PETIT DAÏLE (Fr.): Grand
Paris (H.s.), 14 (359-36-14); Calypso
(H.s.), 17? (380-30-11).

UN DÉMARCHE À LA CAMPAGNE.
(Fr.): Garnott, 12 (742-06-34); 1?
(287-49-40); Impéria, 2 (747-75-52);
Le Capitole, 14 (359-36-14); Paris,
15 (775-12-19); Colisée, 1? (359-36-46);
Elysees Lincoln, 8? (359-36-14);
Saint-Laurent Pasquier, ? (367-35-35);
Miramar, 14 (329-39-52); Gaumont
Convention, 15 (328-83-27); Paris, 14
(327-84-20); Exposé Galia, 14 (327-
84-21); Montparnasse, 14 (322-52-37);
14-Juliet Beaugrenelle, 15 (575-
79-79); Emmy, 16 (268-34-34); Paul
Desfontaines, 14 (327-84-20).

UN BONHOMME PARMI LES LOUPS (A.,
v.f.): George-V, 9 (562-41-46).

VANT DE SAIBLE (Alg., va.): Bouma-
re, 12 (328-12-21).

VIEDODROME (A., v.f.) (*) Forme
du film "Viedodrome". Paramount
Chry, 9 (562-45-76); P.M.S. 14
Saint-Jacques, 14 (329-39-50).

VIVA LA VIE (Fr.): UGC Montparnasse,
? (544-37-42); UGC Destro, ? (328-
83-11); Normandie, 8? (359-
41-18); UGC Boulevard, 9 (246-
64-64).

VIVE LES FEMMES (Fr.): UGC
Opéra, 2? (261-90-32); UGC Rotunde,
? (359-36-14); Biarritz, 9 (723-69-23).

VIVTE LES SCIENTISTES (A., v.f.):
Grand Paris (H.s.), 14 (554-46-85);
Ambrosio, 11 (700-49-16); Grand Fa-
voin, 13 (544-46-85).

LA VOIX HUMAINE (Fr.): Marsat, ?
Armand, 14 (327-84-20).

ZWENT! (A., v.f.): UGC Destro, ? (328-
83-11); UGC Rotunde, ? (359-36-14);
UGC Champ-Elysées, ? (359-36-14);

and Braun

SSSF

•

CEP
 SCIENCE



2000

SECRET

PEUGEOT-V

LEURA

1. THE STATE OF TEXAS

100

... ..

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1025-1030.

100

Journal of Management Education 30(6)

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Ch. P. 11.50

INSTITUT

Fernand Braudel à l'Académie française

(Suite de la première page.)

Il a été aussi — en tant que directeur des *Annales*, président de la V^e section de l'École pratique des hautes études, puis de la Maison des sciences de l'homme — un infatigable animateur, découvreur, qui a su donner à toute une génération d'historiens la fois l'élan intellectuel et le soutien logistique sans lesquels il n'est pas de véritable création collective. « Pour nous, il est un prince », disait de lui Georges Duby dans le *Monde* du 14 décembre 1979, faisant allusion à cette double qualité de générosité et de prestance humaines d'une part, de stimulateur d'énergie d'autre part.

L'apport principal de Fernand Braudel à la cause de sa discipline est d'avoir été un champion inégalable de l'ouverture, consacrant tous ses efforts à l'affranchir du cloisonnement et du provincialisme. Ouverture sur l'ensemble des sciences humaines : géographie, économie, démographie, sociologie, anthropologie, psychologie sociale... Ouverture aussi sur les recherches étrangères, en favorisant les échanges de chercheurs et les rencontres internationales, en incitant les historiens français à aller faire leurs classes dans les universités américaines et, du même coup, à mieux y faire connaître la recherche française. (Dans une récente interview au *Monde*, il s'indignait que le Collège de France, où il fut professeur de 1949 à 1972, n'accueillît pas de professeurs étrangers.)

Né en 1902 à Lunelville, il enseigna de 1923 à 1932 en Algérie — où il découvre à la fois la Méditerranée (« Une Méditerranée de l'autre rive, comme à l'envers... ») et sa vocation d'historien, grâce à la rencontre de Lucien Febvre, qui devient son maître.

tre et son ami — puis à Paris et au Brésil. Poursuivant pendant la guerre au camp de Lunel, il commença à rédiger (de mémoire, car il ne dispose pas de ses fiches) sa thèse sur la Méditerranée à l'époque de Philippe II.

Cet ouvrage, qui aura un très grand retentissement, est caractéristique de l'esprit de l'école des *Annales* : il n'est pas centré sur un homme d'Etat ou sur une période classiquement délimitée, mais sur un espace, sur une entité géographique. Fernand Braudel y développe la méthode de « plans étagés », qui guidera tout son travail et qui consiste à étudier les évolutions historiques selon une triple durée : le « temps géographique », qui est celui, quasiment immobile, des climats, des végétations, des grands axes de communication... le « temps social », scandé par les cycles économiques, les évolutions institutionnelles et culturelles, les civilisations... et le « temps individuel », marqué d'événements ponctuels à l'échelle d'une vie d'homme.

« L'écume » des événements

La grande révolution de l'école des *Annales*, sous l'inspiration de Fernand Braudel, aura été, sinon de refuser l'histoire événementielle, comme on l'a souvent accusé, du moins de la relativiser, de la resituer dans le contexte plus général de la longue durée, de ne pas confondre « l'écume » des événements avec les longues marées des évolutions en profondeur (2).

Cette distinction en trois étapes, on la retrouve, organisée différemment, dans *Civilisations matérielles, Economie et Capitalisme XIV-XVIII siècles*, ouvrage entrepris en 1952 à la demande de Lucien Febvre et publié vingt-sept ans plus tard. Le premier volume — les *Structures du quotidien* — étudie « la vie au ras du sol » (la population, l'alimentation, l'habitat, les techniques...); le second — les *Formes de l'échange* — les formes « transparentes » de l'économie et de la société (les marchés, les bourses, les banques, les entreprises, les hiérarchies sociales...); le troisième — le *Temps du monde* — les ensembles transnationaux de l'économie capitaliste, ce que Fernand Braudel appelle les « économies-monde », c'est-à-dire les puissances politiques, commerciales et financières, qui, à

certaines moments de l'histoire, se sont partagés les grands marchés internationaux (Venise au quinzième siècle, Gènes et Anvers au seizième siècle, Amsterdam au dix-septième siècle, Londres au dix-huitième siècle, mais aussi la Russie, la Turquie ou la Chine...).

Cette appréhension, à la fois globale et mondialisée de l'histoire, qui met en relation les courbes de l'économie et celles de la démographie, les grandes religions et les manières de table, les façons de boire ou de mourir, le mouvement des idées et celui des techniques, le séculaire et le quotidien, la vie des paysans normands et celle des agriculteurs d'Afrique, d'Inde ou de Mongolie... ce rêve, peut-être impossible, d'une compréhension totale, encyclopédique de l'aventure humaine, Fernand Braudel, de l'avis même de ses pairs, est celui des historiens contemporains qui s'en approche de plus près.

Considéré à ses débuts comme un hérétique par les tenants de l'orthodoxie, il est maintenant reconnu comme un maître, y compris par ceux qui n'irritent parfois la puissance de l'institution qu'il a contribué à remettre sur pied.

FREDERIC GAUSSEN.

(2) Voir les articles de Fernand Braudel dans *Essais sur l'histoire*, Flammarion, Collection « Champs », 1969.

A l'Académie des beaux-arts

ELECTION DE M. ARNAUD D'HAUTERIVES

L'Académie des beaux-arts a élu, mercredi, M. Arnaud d'Hauterives dans la section de peinture, en remplacement de Jean Severin, décédé. M. Jacques Lagrange et Valentin étaient également candidats.

Né en 1933, M. Arnaud d'Hauterives a fait ses études à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, dans les ateliers de Leger et de Goussier. En 1957, il obtient le Grand Prix de Rome de peinture. Après avoir passé quatre ans à la Villa Médicis, il est pensionnaire à la Casa de Velázquez à Madrid. Il obtient notamment le Prix de la critique 1965, le Grand Prix du Salon de Montrouge. M. Arnaud d'Hauterives est président de la Société des artistes français, vice-président de la Société internationale des beaux-arts, membre du Comité de la Fondation Taylor.

GASTRONOMIE

UN DES INVENTEURS DE LA CUISINE MODERNE

Le restaurateur André Pic est mort

Le célèbre restaurateur André Pic, de Valence, dans la Drôme, est mort le 13 juin dans cette ville, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

André Pic était avec Auguste Escoffier, de Villeneuve-Loubet et Fernand Point, de Vienne, l'un des trois inventeurs de la cuisine moderne.

Né à Saint-Péray, dans l'Ardèche, en 1893, André Pic fait son apprentissage successivement auprès de M^{me} Viossat, chez Richard, à Valence, au Terminus,

à Lyon, au Palais d'Orsay, à Paris et chez Chomet, à Valence.

Installé tout d'abord à l'auberge familiale au-dessus de Saint-Péray, puis en 1936, à Valence, avenue Victor-Hugo, André Pic est à sa table les plus fins gastronomes de son époque, Edouard Herriot par exemple ou Charlie Chaplin, l'Agâ Khan, le Négus, Léon Blum et beaucoup d'autres.

André Pic était fils de restaurateurs : son fils Jacques et son petit fils Alain lui ont déjà ou vont lui succéder.

Lisez

Le Monde
dossiers et documents

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.500 F TTC
Pose et démol. comp.
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.59.08
554.41.95
CREDIT GRATUIT
3 MOIS

CEPES
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...
CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.03.19

Plus vite, moins cher!
Vous cherchez
• une 305!
• une 505!
Nous vous la proposons à des conditions spéciales!
Nombreux autres modèles disponibles (tous types):
205 GR, SR, GT • SAMBA • TALBOT HORIZON • SOLARA
PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, Bd Anatole France, ST DENIS Métro: Mairie de St-Ouen

... LE MONDE - Vendredi 15 juin 1984 - Page 27

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 14 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 25 Eurovision : Football.
Championnat d'Europe des nations : Roumanie-Espagne, en direct de Saint-Etienne.
h 15 Brèves.
22 h Émission sur l'actualité culturelle par J. Artur et C. Garbini. Avec la participation de François Poirier.
Caroline Carlson danse Solo au Théâtre de la Ville : le problème des jeunes comédiens ; actualité théâtrale : les « Eaux de l'auréole » de A. Roussin. Exercices de style de R. Queneau, le Songe d'une nuit d'été de Shakespeare, le Pain dur de P. Claudel...
h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Le fond du problème.
D'après Graham Greene, réal. M. Lelo.
h 40 Alain Decaux : l'histoire en question.
Le rôle essentiel des taxis de la Mairie à la fin de la guerre de 14-18. Le général Gallieni contre le général Von Kluck à Compiègne : avec le dernier survivant retrouvé par Alain Decaux.
h 55 Histoires courtes :
h 20 Journal.
h 40 Bonoire les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma sans visa : La Parenté.
Émission de Jean Lacouture.
Film soviétique de N. Mikhalov (1981), avec N. Mordukhova, S. Krioutchkova, A. Feïrov, L. Bortnik, Y. Bogatyrev. (v.o. sous-titrée).
Une vieille paysanne, qui n'est jamais sortie de sa campagne, se rend à la ville pour mettre en ordre la vie de sa fille, séparée de son époux. Elle retrouve son ancien mari, alcoolique, et veut, également, le régenter. Cette comédie de mœurs contemporaines confronte deux générations et laisse émerger des influences occidentales dans le mode de vie soviétique urbain. Elle est inédite en France, mais on peut se fier au talent du réalisateur.
h 18 15 Minutes.
Avec M. Kélayan, écrivain dissident, Michel Tatu et Nicole Zand, journalistes au Monde.

22 h 45 Campagne pour les élections européennes.

h 5 Journal.
h 25 Paroles de régions.
h 35 Football.
Championnat d'Europe des nations (résumé).
h 50 Prélude à la nuit.
Et la lumière fut dans les ténèbres, de Dominique Probst, par Marie-Reine Wallet, soprano ; Pierre Deville, flûte, Ramon de Herrera, guitare ; Laurence Cabell, harpe ; Françoise Lachena, orgue et Claude Soen, percussions.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
h 10 A l'enseignement de la Gascogne.
h 25 Contes fantastiques au pays de la Brume.
h 35 Escalade à Paris.
h 10 Feuilleton : Dynastie.
h 55 Atout PIC : Edouard Sablier.
h Informations.
h 35 Feuilleton : Une fille du Régent.
h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

20 h Les enjeux internationaux.
h 30 La jambe de bois de Richard, de B. Behan. Avec A. Bedouet, C. Naudin, B. Montini...
h 30 Nuits magiques : l'ombre du vautour.

FRANCE-MUSIQUE

h 30 Concert (donné le 5 juin 1984 au Théâtre musical de Paris) : Ma mère l'Oye, de Ravel, Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique, dir. V. Ashkenazy. Extraits : autrichiens avec V. Ashkenazy, C. Warren-Green ; Symphonie n° 5 en mi bémol majeur, de Sibelius.
h Les soirées de France-Musique : A la rencontre d'Hermann Goetz.

Vendredi 15 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
h 45 Le rendez-vous d'Annick.
h 15 Atout cœur.
h 40 Télé-foot 1.
h Journal.
h 15 Série : Los Angeles années 30.
h 50 Temps libre.
h 15 Destination... France.
D'un département à l'autre : Val-de-Marne.
h 25 Le village dans les musées.
Émission pour les enfants de Christophe Izard.
h 45 Série : Quand le libéré venait du ciel.
h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
h 25 Micro-indice. Émission animée par Jean-Claude Lavis.
h 30 Jour J.
h 15 Dessin animé : Spiderman.
h 25 Campagne pour les élections européennes.
h Journal.
h 35 L'Ami des poètes : les amis de Georges.
Émission de J.-M. Coldefy et M. Lecoq. Avec Raymond Deshayes, Marcel Aymon, Jean Berthod et Pierre Nicolas.
h 40 Série documentaire : les Américains et nous.
De Claude Flautre et Robert Mantoux. L'aventure optimiste.
Après la légende, le cinéma, Claude Flautre accueille à cœur d'interviewées luxembourgeoises la réalité d'une idéologie battue au jour le jour au nom d'un optimisme... constitutionnel : la mentalité américaine.
h 35 22 v la rock.
h 20 Journal et Cinq Jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

h 30 ANTOPE.
h Journal (et à 12 h 45).
h 10 Jeu : L'académie des neufs.
h 35 Feuilleton : l'appartement.
h 50 Aujourd'hui la vie.
Il pourrait être son fils.
h 55 Série : La taupe.
h 45 Reprise : Magazine médical.
La rééducation neurologique des handicapés (diffusé le 13 juin).
h 40 Itinéraires.
Émission de Sophie Richard.
La course autour du monde : une sélection des meilleurs documents de l'émission.
h 45 Récré A2.
Histoires comme ça : le petit écho de la forêt ; Latulu et Liréli : les maîtres de l'univers.
h 30 C'est la vie.
h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
h 10 Le théâtre de Boulevard.
h 25 Campagne pour les élections européennes.
h Journal.
h 35 Série : Un seul être vous manque.
De J. Damiol-Valcroze. Avec C. Spak, D. Flamand, S. Robbo...
h 40 Apostrophes.
Sur le thème : Rencontres, sont invités : Hervé Basin (Abécédairiste) ; Frédéric Prokash (Voix dans la nuit) ; Daniel Rondeau (Trans-Europ Express) ; et Jean-François Josselin (pour les interviews de littérature et d'art, par Jules Huret).
h 50 Journal.
h Ciné-club (cycle Italie) : Senso.
Film italien de L. Visconti (1954), avec A. Valli, F. Granger, M. Giruti, R. Moog, R. Morelli, M. Mariani (v.o. sous-titrée).
En 1866, une comtesse vénitienne s'prend d'un officier

autrichien, trahi pour lui sous ses dehors et ses amis. Luttant pour l'indépendance italienne, et sombre dans la déchéance. Minutieuse et superbe reconstitution historique, style d'opéra pour les égarés, la faiblesse d'une passion destructrice. Un chef-d'œuvre, avec Alida Valli et Farley Granger en amants maudits.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

h Télévision régionale.
Programmes autonomes des deux régions.
h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
h 5 Les jeux.
h 30 D'accord, pas d'accord, émission de l'INC.
h 35 Vendredi : A l'Est, rien de nouveau ? Magazine d'André Campana.
Au moment où la guerre entre l'Irak et l'Iran enfante le golf Persique, une équipe du magazine belge « A l'Est, rien de nouveau » s'est attachée à regarder au plus près l'un des belligérants, l'Irak.
h 30 Mésadame : spécial « Shadows », Radio Fierment rose.
Émission de Pascal Danel.
h 30 Journal.
h 50 Campagne pour les élections européennes.
h 10 Parole de régions.
Lorraine-Champagne-Ardenne : magazine d'usines.
h 20 Prélude à la nuit.
Sonate en si mineur BWV 1030, de J.S. Bach interprétée par Elisabeth Chojnacka, clavessin, Pierre-Yves Arnaud, flûte.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
h 10 Ozone jazz, festival de Neuchâtel.
h 20 Voies au travail (le saumuron).
h 30 Thalassa, magazine de la mer.
h Rocking chair, magazine du rock.
h 30 Ecoutez votre siècle.
h 55 Atout PIC.
h Informations.
h 35 Feuilleton : Une fille du Régent.
h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

h 3 Radio Canada : « X^e Biennale de la langue française », par H. Bergson.
h 33 Les rencontres de Robinson, avec R. Braunman, président de Médiasud aux frontières.
h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : L'Ange de Reims, de Christian Baroche, la par Roger Cogno.
h 30 Les grandes avenues de la science moderne : le soleil, avec le professeur J.-C. Pétter.
h Histoire-actualité : le réveil américain, avec André Kaspé.
h 30 La médecine traditionnelle populaire (congrès de Pétersbourg).
h 30 Nuits magiques : A regard, regard et dent.

FRANCE-MUSIQUE

h Musiciens à l'œuvre : « Claire Croiza » ; œuvres de Duparc, Fauré, Debussy, Koechlin, Milhaud, Gounod, Schubert.
h 5 L'opéra.
h 30 Actualité lyrique.
Le temps du jazz : le clavier bien tempéré ; Intermède ; feuilleton « Tout Duke ».
h 30 Avant-concert : « Les Adieux » de Beethoven par R. Serkin, piano.
h 20 Concert : Concerto pour quatuor à cordes et orchestre de Spohr, trois extraits de « Wozzeck » de Berg. Concerto pour quatuor à cordes et orchestre d'après le « Concerto grosso » de Händel de Schoenberg par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. K. Kord, et les solistes du Quatuor Cherubini.
h 20 Les soirées de France-Musique : L'opéra au concert ; œuvres de Bellini, Verdi, Puccini, Beethoven, Donizetti, Chopin.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 14 JUIN

— M^{me} Simone Veil, tête de liste de l'Union de l'opposition, est invitée à l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 30.

VENREDI 15 JUIN

— M^{me} Simone Veil est reçue au journal de 8 heures sur Europe 1.

Lisez

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

85 F. TTC.

SOLAR

COMMUNICATION

Reuter et les pétrodollars

L'indépendance de l'agence britannique n'est pas menacée

Londres. — On savait, dans la City, que la cotation en bourse de la très prospère agence de presse Reuter rencontrerait un franc succès. Mais à ce point, pas tout à fait : l'Emirat d'Abu-Dhabi vient d'acheter d'un seul coup, dans une opération menée discrètement par plusieurs de ses représentants sur la place de Londres, près d'un tiers des actions qui ont été mises en vente à partir du 4 juin (le Monde du 13 juin).

L'affaire fait grand bruit, d'autant que l'Abu Dhabi Investment Authority, l'organisme financier de l'Emirat, s'était jusqu'alors fixé pour règle de ne jamais se porter acquéreur de plus de 10 % des parts d'une société. C'est la confirmation des craintes de tous ceux qui avaient protesté contre la décision prise en février par le conseil d'administration de l'agence de mettre une partie de ses actions sur le marché (le Monde du 1^{er} février).

Mais le conseil fait valoir que les précautions qu'il avait prévues

De notre correspondant

continuent de s'avérer suffisantes. Abu-Dhabi ne possède maintenant que 9,5 % du total des parts de Reuter, qui reste largement contrôlée par la profession, c'est-à-dire par les propriétaires de journaux britanniques, australiens ou néo-zélandais et l'agence nationale Press Association. Reuter n'a vendu à des acheteurs étrangers à la presse que 38 % des nouvelles actions, dites de type « B », le reste de celles-ci restant aux mains de la profession, de même que les parts « A ». Ces dernières donnent un pouvoir de décision quatre fois plus important que celui des parts « B ».

Cette mesure a été conçue pour préserver l'indépendance de l'entreprise et la liberté de la presse. Elle est toujours très critiquée, les journalistes et l'opposition travailliste estiment qu'elle ne donne pas assez de garanties, tandis que les hommes d'affaires de la City considèrent

qu'elle représente une infraction inadmissible à la loi du marché fondée sur le principe d'une part, une voix. Enfin le conseil d'administration a tenu à rappeler que l'acquisition faite par Abu-Dhabi ne constitue que 12,5 % des parts « B » et qu'une limite a été fixée de toute façon à 15 %. Il n'en demeure pas moins que l'Emirat est devenu le troisième détenteur d'actions Reuter, après Press Association (10 %) et trois groupes de journaux australiens — dont un appartient à M. Rupert Murdoch, magnat de la presse internationale — qui détiennent collectivement 26 % du capital.

Le « coup de Bourse » réalisé par Abu-Dhabi aura pour effet, dit-on dans la City, de faire « grimper » les actions Reuter. Les directeurs de journaux, qui depuis longtemps comptent sur ce profit pour augmenter les bénéfices ou compenser les pertes de leurs entreprises, se frottent les mains.

FRANCIS CORNU.

L'opinion des lecteurs du « Monde » sur nos deux suppléments de fin de semaine

Plus de trente mille lecteurs du Monde ont répondu au questionnaire publié dans nos numéros du 24 et des 25-26 mars dernier. Ils nous ont ainsi, de façon précise et détaillée, donné leur avis sur les deux suppléments illustrés de fin de semaine, le Monde Loisirs et le Monde Aujourd'hui, que nous avions lancés deux mois plus tôt. L'institut de sondage IPSOS, auquel nous avions demandé cette enquête, vient d'analyser leurs réponses (1). Voici l'essentiel de ses conclusions.

La première porte, justement, sur le nombre de ces réponses, très élevé, tout à fait inhabituel. Que trente mille personnes aient eu à cœur de remplir un document aussi long et détaillé et, dans bien des cas, de l'accompagner d'une lettre d'explication, cela représente en soi, estiment les enquêteurs, « un succès auquel aucun quotidien, en France, aucun journal, vraisemblablement, ne pourrait aspirer aujourd'hui ».

Deuxième constatation : 76 % de nos lecteurs se déclarent favorables à la nouvelle présentation et au nouveau contenu que nous avons donné à la première partie du quotidien du samedi (daté dimanche-lundi) ; ils trouvent le journal de ce dernier jour de la semaine plus attrayant, plus « original ».

C'est le même encouragement à l'innovation que l'on retrouve dans l'analyse des réponses aux questions portant sur les suppléments proprement dits. 59 % de ceux qui nous ont répondu estiment qu'ils représentent une « bonne évolution » par rapport à la formule antérieure du Monde

Dimanche ; 34 % étant d'un avis contraire. Cela dit, nos lecteurs, ce n'est pas anormal, portent un regard différent sur chacun de ces deux suppléments. 66 % d'entre eux ont une « bonne impression », dont 14 % une « très bonne impression », 31 % une « mauvaise impression » du Monde Loisirs. Le Monde Aujourd'hui est plus favorablement accueilli avec 75 % de « bonnes impressions », dont 30 % de « très bonnes impressions », 24 % de « mauvaises impressions ».

Ces impressions sont motivées à la fois par le contenu et l'aspect des suppléments.

L'apparition de la photo

Dans le Monde Loisirs, ce sont les articles sur les voyages, les vacances, la gastronomie ou les critiques de disques qui sont le plus prisés. Les lecteurs du Monde Aujourd'hui paraissent, eux, plus particulièrement intéressés par la médecine, les sciences, les nouvelles technologies, mais aussi l'histoire et le cinéma. Sur la nature des sujets traités, la façon de les aborder (on souhaite des articles complets, des études de fond, des reportages, notamment à l'étranger), de larges plages d'accord se dégagent.

L'apparition de la photo dans l'un et l'autre suppléments, qu'il s'agisse de la photo de couverture ou des photos illustrant les pages intérieures, est plus discutée. Les lecteurs du Monde n'acceptent pas toujours cette innovation ou ne l'acceptent que s'ils ont le sentiment que l'illustration qu'on leur

propose leur apporte une « information » supplémentaire. Réaction moyenne que ne partagent pas les plus jeunes qui, eux, sont dans leur majorité favorables à l'utilisation de l'image.

Cette remarque rejoint, pour les experts d'IPSOS, le dernier enseignement qu'ils ont tiré du dépouillement des questionnaires. Les jeunes lecteurs, constatent-ils, qui ont entre quinze et vingt-quatre ans et vivent, pour la plupart, le Monde depuis moins de cinq ans, sont ceux dont les réponses sont, et de loin, les plus favorables aux innovations, qu'il s'agisse du nouveau quotidien du samedi ou des nouveaux suppléments illustrés. Les femmes et les provinciaux paraissent, de même, plus portés à accepter les changements de leur quotidien que ne le sont les hommes ou les Parisiens.

Une telle enquête nous permet de mieux connaître notre public et de répondre plus exactement à son attente. Le Monde a, sur plusieurs points, déjà apporté à ses lecteurs de fin de semaine les améliorations qu'il estimait souhaitables ou qui lui étaient proposées. Par le nombre et la qualité de leurs réponses au questionnaire d'IPSOS, nos lecteurs viennent de lui donner des indications utiles et, de toute façon, un gage certain de leur fidélité.

(1) IPSOS a sélectionné trois mille réponses par tirage aléatoire. Afin de mieux représenter les opinions de l'ensemble des lecteurs, les résultats de ce sondage ont été retravaillés à partir de la composition par sexe et âge des lecteurs du Monde, telle qu'elle résulte de l'enquête du Centre d'étude des supports de publicité (CESP).

Quelle impression vous fait « le Monde Aujourd'hui » ?

	Ensemble	-25 ans	-30 ans	+30 ans	Hommes	Femmes	Centres urbains	Paris	Provinces
— Une très bonne impression	30	35	29	35	25	38	27	25	37
— Une assez bonne impression	45	46	46	45	48	41	49	47	45
— Une assez mauvaise impression	19	15	19	19	20	16	19	21	15
— Une très mauvaise impression	5	4	5	6	6	3	6	3	3
— Ne se prononcent pas	1	—	—	1	1	2	1	2	—

La question posée par IPSOS était exactement celle-ci : « Quelle impression le Monde Aujourd'hui (supplément du samedi daté dimanche-lundi, avec les sciences, la médecine, la culture, etc.) vous a-t-il fait dans l'ensemble ? »

Quelle impression vous fait « le Monde Loisirs » ?

	Ensemble	-25 ans	-30 ans	+30 ans	Hommes	Femmes	Centres urbains	Paris	Provinces
— Une très bonne impression	14	14	16	13	12	17	13	13	15
— Une assez bonne impression	52	55	52	52	53	50	51	49	55
— Une assez mauvaise impression	26	25	24	26	26	26	28	29	21
— Une très mauvaise impression	5	3	4	3	3	3	4	3	5
— Ne se prononcent pas	3	3	4	3	3	3	4	3	5

La question posée par IPSOS était exactement celle-ci : « Dans l'ensemble quelle impression le Monde Loisirs (supplément du vendredi daté samedi, consacré au tourisme, aux voyages, à la mode, à la gastronomie, aux jeux, aux programmes de télévision et de radio de la semaine) vous a-t-il fait ? »

L'utilisation de la photo

	Ensemble	-25 ans	-30 ans	+30 ans	-50 ans (1)	+50 ans (1)	Hommes	Femmes	Centres urbains	Paris	Provinces
— Oui	49	60	52	39	60	45	46	53	45	46	53
— Non	40	34	38	44	31	42	43	34	43	42	36
— Ne se prononcent pas	11	6	10	17	9	13	11	13	12	12	11

La question posée par IPSOS était : « En général, pour ce qui concerne l'utilisation de la photo dans les deux suppléments, en êtes-vous satisfait ou pas ? »

(1) Acheteurs depuis moins de cinq ans.

FREQUENCE PASSION!

Le nouveau livre de Marcel Bleustein-Blanchet.

LES ONDES DE LA LIBERTE
1934-1984



AUX ÉDITIONS J.-C. LATTÈS

MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET

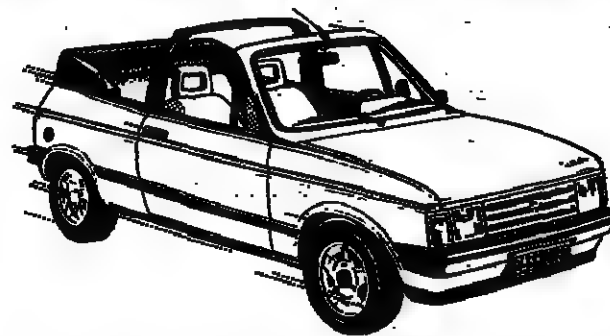
SAMBA CABRIOLET TOUT L'ETE SANS RIEN PAYER.

OFFRE EXCEPTIONNELLE DE LOCATION*
AVEC PROMESSE DE VENTE LONGUE DURÉE,
SUR LA SAMBA CABRIOLET :

- Aucun versement comptant.
- 1^{re} échéance au bout de 3 mois.
- Assurance tous risques obligatoire.

*Offre valable jusqu'au 30 juin 1984, sous réserve d'acceptation du dossier par LOCADIN, sur les TALBOT SAMBA RALLYE et CABRIOLET. Renseignez-vous chez votre concessionnaire ou votre agent. Année modèle 84. Garantie anticorrosion 6 ans.

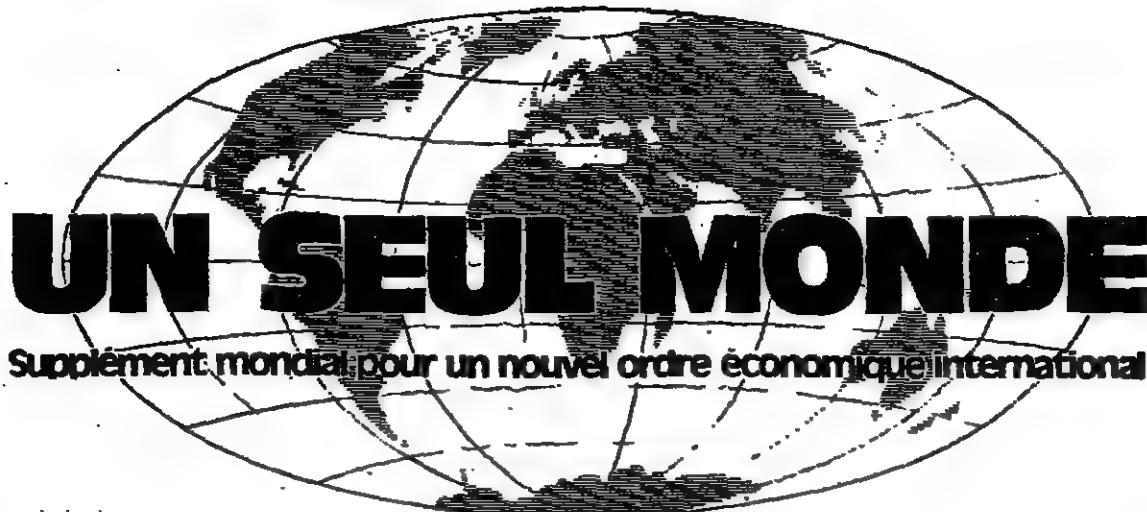
TALBOT SAMBA CABRIOLET



RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

الرياض 15 يونيو 1984

Jeune Afrique



Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

L'explosion démographique dans le monde

Il y a mille ans, la population de la planète atteignait, au début du dix-neuvième siècle, 1 milliard d'habitants. Or elle vient de tripler en moins d'un siècle, passant de 1,5 milliard d'habitants en 1960 à 4,7 milliards en 1983. Selon les évaluations prospectives de l'ONU, elle devrait atteindre 6 milliards en l'an 2000 (dans le scénario le plus pessimiste) et se stabiliser à 12 milliards à la fin du siècle prochain, 85 % de cette population appartenant alors au tiers-monde.

Une telle explosion démographique pose des problèmes qu'il n'est plus possible d'ignorer, ne serait-ce qu'en raison des formidables ruptures d'équilibre qu'elle va entraîner dans les prochaines décennies.

Déjà, sur le plan économique, la pression démographique est devenue insupportable dans la plupart des pays en développement.

Une première conférence internationale s'est réunie en 1974 à Bucarest et a mis au point un plan d'action mondial sur la population. Les pays riches ont alors préconisé pour le tiers-monde une politique néo-malthusienne de planification familiale, reposant essentiellement sur des incitations légales et des procédés techniques tels que la contraception et la stérilisation.

En dépit de leurs réserves à l'égard de solutions aussi simplistes pour des problèmes qui interpellent les hommes au plus profond d'eux-mêmes, les pays en développement ont dû s'y rallier. Ces politiques de planification familiale, visant à réduire l'abaissement d'un développement d'autant plus aléatoire que la crise mondiale s'est aggravée et que leur taux de croissance économique s'est abaissé au point qu'aujourd'hui il compense à peine leur taux de croissance démographique (1,7 %).

Sauf en Chine, où le gouvernement a fait respecter la règle d'un seul enfant par famille, les difficultés qu'ils rencontrent et les malgrés résultats obtenus renforcent leur conviction que, pour atteindre ses objectifs, une politique de planification familiale exige le respect de la liberté des couples et de grands moyens - qu'ils n'ont pas - dans les domaines de l'alphabétisation, de l'information et de la santé.

A cet égard, les articles publiés dans ce numéro par des journalistes du Kenya, du Pakistan, de l'Inde, du Sénégal et du Mexique sont éloquentes et révélateurs.

Dans les pays du Nord, le problème démographique se pose au contraire en termes de déclin. La plupart d'entre eux n'auraient déjà plus le remplacement de leurs générations, à l'Est comme à l'Ouest, au Japon et aux Etats-Unis

comme en Europe. Si le nombre des bureaux dépense encore celui des cercueils dans des pays comme la France et l'URSS, ils le doivent largement l'un à ses immigrants, l'autre à ses républiques soviétiques.

Obsédés par leur double souci de maintenir leur niveau de vie et de réduire leur chômage, ce déclin démographique ne les préoccupe guère pour l'instant. Leurs gouvernements s'en inquiètent pourtant. Pour des raisons non seulement économiques et sociales, mais aussi politiques en raison de la diminution certaine du poids de leurs pays dans un monde où ils ne représenteront plus guère que 15 % de la population globale au milieu du siècle prochain, alors qu'ils en constituaient en 1900 et qu'ils en forment plus aujourd'hui qu'en 1900.

Cette crainte est appelée à être partagée de plus en plus par tous ceux qui sont persuadés, au Nord, que la sécurité de leur pays repose avant tout sur leur prépondérance économique et militaire.

Pour éviter qu'un climat dangereux de peur et de ressentiment ne s'installe définitivement entre les pays du Nord et ceux du Sud, il est donc grand temps que les uns et les autres s'attellent ensemble à l'immense tâche d'améliorer la vie de milliards d'hommes sur une planète rétrécie par l'érosion, la déforestation et la pollution. En commençant par répondre aux besoins de nourriture, de santé, d'éducation et d'emploi de tous les humains.

N'est-ce point d'ailleurs ce que recommande le plan d'action qui doit être de nouveau discuté en août prochain à Mexico par la deuxième conférence mondiale sur la population.

« La base pour une solution efficace des problèmes de population, affirme-t-il, est avant tout une transformation économique et sociale... Il semble que la croissance économique soit moins importante, pour l'abaissement des taux de la fécondité et de la mortalité, que les aspects qualitatifs du développement. » Parmi ces aspects, le plan d'action cite notamment la participation des populations au développement et « une distribution plus équitable des revenus, de la terre, des services... ».

Les hommes sont-ils prêts aujourd'hui à une telle redistribution ? On peut sérieusement en douter. Il faut une certaine dose d'encouragements, d'incitations massives et de terribles famines pour que naisse enfin une nouvelle mentalité qui fasse prévaloir la règle de la solidarité sur la loi de la jungle.

JEAN SCHWOBEL, Coordinateur.



(Dessin de Cognat.)

LE SOLEIL (Dakar)

Maîtriser le potentiel humain

SIX MILLIONS en 1984, dix millions en l'an 2000, selon les projections démographiques les plus récentes. Un rien dans la « fourmilière africaine » avec ses sept quarante millions d'habitants. Dakar, qui pourtant déverse son trop-plein sur une banlieue tentaculaire, ne figurera pas, à la fin du siècle, sur la liste des cinquante-cinq villes de plus de cinq millions d'habitants. Avec une densité moyenne de vingt-six habitants au km², le Sénégal est encore sous-peuplé et a donc besoin de bras pour sortir de son état de sous-développement.

Cette réalité ne doit pas occulter une autre certitude : la pression démographique est forte. Le taux d'accroissement de la population est voisin de 3 %. La taille des familles reste élevée avec une moyenne de sept enfants par femme.

A ces facteurs liés à la fécondité, s'ajoute le déséquilibre dans la répartition spatiale de la population. Le Cap-Vert, la plus petite région du pays, a une densité de deux mille habitants au km², alors que le Sénégal oriental, dont la superficie correspond au tiers du territoire national, ne compte que six habitants au km².

Ce tableau montre que, dans notre pays, l'heure n'est pas à l'adoption de pratiques malthusiennes, mais à une maîtrise de notre potentiel humain. Nous vivons, selon le mot de Valéry, « l'ère du monde fini », et 1984, année orwellienne s'il en est, sonne l'alarme contre la désurbanisation possible des sociétés modernes.

Malgré la prise de conscience, nette en 1974, à Bucarest, lors de la conférence mondiale sur la population, avec l'adoption d'un plan d'action visant la stabilisation de la population mondiale sans aliéner la liberté d'action des Etats-membres, les pays du tiers-monde ne peuvent plus attendre des programmes d'aides extérieures l'apaisement de leurs inquiétudes. Le rapport de la commission Brandt est ou ne peut plus éloquent, qui souligne que le soutien international des politiques démographiques s'ajoute précisément au moment où, dans le tiers-monde, le contrôle des naissances est l'objet d'une acceptation politique et d'engagements constants.

La spécificité des problèmes démographiques sénégalais appelle des solutions hardies allant, non dans le sens d'une réduction de la population, mais de sa maîtrise pour faire accorder cette variable à celle du taux d'accroissement économique. Mais, pour urgente que soit cette mesure, elle ne doit pas conduire à négliger la correction du déséquilibre dans la répartition spatiale de la population.

Il s'agit donc de mettre en œuvre un programme national de planification familiale qui prenne racine dans nos réalités avec, comme objectif fondamental, l'espacement et non la limitation des naissances.

Cette option, qui vise dans le long terme à redimensionner les familles qui, du fait de la tendance marquée pour l'urbanisation, ne peuvent plus, sous leurs formes actuelles, attendre l'équilibre socio-biologique, ne reçoit pas encore l'adhésion de tous. Elle se heurte à des pesanteurs socio-culturelles importantes et surtout à l'ère de certains milieux adoptant des comportements socio-religieux plutôt que religieux.

Les religions révélées (judaïsme, christianisme, islam) ne constituent pas des remparts contre lesquels viendrait buter toute politique de planification familiale. L'islam, pour prendre l'exemple de cette religion adoptée par plus de 90 % de la population sénégalaise, ne s'oppose pas à la planification des naissances, si celle-ci est librement décidée par le couple marié, mais à sa généralisation par la contrainte à l'ensemble de la société. De plus, si l'avortement est interdit au-delà du quatrième mois, l'usage de contraceptifs pour les femmes mariées est permis. La société traditionnelle africaine avait, de son côté, adopté des pratiques qui allaient dans le sens d'un espacement des naissances qui préservait la santé de la mère et de l'enfant.

Ainsi, pour favoriser un meilleur partage des ressources limitées dont nous disposons, une information dépourvue de toute connotation délibérément antinataliste, empruntant aux sociétés occidentales ses modes de pensée et de présentation, doit être fournie au public.

C'est dans cette mesure qu'on pourra vaincre les résistances vis-à-vis de la contraception. Le relèvement de l'âge du mariage, une scolarisation massive des filles, l'encouragement de l'allaitement au sein, puisant contraceptif naturel, participent également de cette politique volontariste de maîtrise de la natalité.

Le deuxième niveau d'action vise une répartition plus équilibrée de la population sur le territoire national. A ce titre, une étude doit être menée sur l'impact démographique des barrages du fleuve Sénégal (barrages de Diama et de Manantali).

Si, par ailleurs, une action vigoureuse n'est pas entreprise pour ralentir le rythme des migrations en fixant les candidats à l'exode rural dans leur terroir, le déséquilibre villes-campagnes risque de s'accroître.

Une décentralisation des infrastructures industrielles, une « colonisation » du Sénégal oriental qui tienne compte des errements constatés avec l'expérience de la société des terres neuves pour décongestionner le bassin arachidier surexploité, bref, une mise en œuvre d'un plan d'aménagement du territoire permettront de corriger les déséquilibres. On ne tient pas assez compte du fait que toute approche des problèmes de développement doit moduler la croissance économique à celle de la population.

Notre monde est et sera de plus en plus difficile à vivre. Les egoïsmes des pays riches, l'incapacité des hommes à utiliser de façon judicieuse les progrès enregistrés dans le domaine des sciences et des techniques pour permettre à l'homme de vivre, partout plus et mieux, nous condamnent à compter d'abord sur nos propres forces.

Certes, le fardeau de notre dette extérieure, le déséquilibre de nos balances commerciale et de paiement, la dépendance alimentaire qui obère nos ressources limitées, constituent de sérieux handicaps mais, nous devons mener de front cette bataille pour maîtriser les grands équilibres. Nous sommes condamnés à réussir si nous voulons éviter de recourir, comme c'est le cas dans certains pays, à des méthodes non conformes à nos choix sociaux, culturels et religieux.

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA

La population, la mémoire et l'avenir

Au dix-neuvième étage du bâtiment des Nations unies à New-York, un coordinateur débite page après page de papier vert et blanc couvert de chiffres. Ce sont les informations concernant cent quatre-vingt-onze pays et territoires et donnant leur nombre d'habitants, passé, présent et futur, globalement ainsi que par âge et par sexe. On y trouve aussi les taux de croissance démographique, les taux migratoires et les taux de mortalité. C'est la banque de données démographiques la plus complète de la terre entière.

C'EST ici que l'on a la vision de l'avenir. A la fin du siècle, d'après les projections des Nations unies, le total sera de 6,1 milliards d'habitants, dont les quatre cinquièmes dans les pays en développement. L'espérance de vie atteint en moyenne soixante-trois ans dans les pays développés, et cinquante-huit ans dans les pays en développement. La mortalité infantile est de 17 pour 1 000 naissances dans les pays développés. Dans les pays en développement, elle est de 83 pour 1 000.

Si l'on prend le monde en développement région par région, on voit apparaître de grandes variations. L'Asie orientale (y

compris la Chine, où se trouve le cinquième de la population mondiale) a réussi, au cours des vingt dernières années, à ramener sa croissance démographique à un taux à peine supérieur à 1 pour 1 000, mais cela signifie encore que quatorze millions d'êtres humains continuent à venir s'ajouter chaque année à la population. Cependant, en Asie méridionale, la croissance se poursuit à un taux supérieur à 2 %, et le nombre d'habitants supplémentaires, qui dépasse maintenant vingt millions par an, va continuer jusqu'à la fin du siècle.

C'est en Afrique que les taux de croissance sont les plus élevés : ils dépassent 3 % par an pour l'ensemble du continent, et, dans certains pays, ils atteignent même le niveau constant de 4 %, faisant ainsi doubler la population en dix-huit ans. En même temps, la mortalité infantile reste à un niveau qui est tragique.

L'Amérique latine offre plusieurs scénarios différents. De façon générale, la fécondité et la mortalité infantile déclinent, mais, à partir de niveaux qui étaient très élevés dans de nombreux pays, et on ressent de plus en plus durement les effets de la croissance antérieure.

Le tableau de la population est donc très varié, mais les réactions qu'il provoque ne le sont pas encore davantage. Des pays de

plus en plus nombreux commencent à penser que la croissance démographique accélérée freine leurs efforts de développement. D'autres, plus nombreux encore, sont mécontents de la répartition de leur population. Quelles que soient leurs opinions, tous s'accordent à vouloir faire de la population l'un des ingrédients de la planification du développement.

Chaque pays doit donc se donner un plan en matière de population. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Pour de nombreux pays, les aspects sanitaires de la planification de la famille l'emportent sur le désir de ralentir la croissance démographique. La planification de la famille permet de différer la grossesse jusqu'au moment propice, d'espacer les grossesses, voire de les empêcher. C'est pourquoi les pays qui souhaitent s'attaquer au problème de la mortalité infantile encouragent souvent la planification de la famille en même temps qu'ils prennent des mesures plus évidentes en matière, notamment, d'immunisation et de nutrition.

En réalité, les aspects démographiques et les autres aspects de la vie se mêlent au point qu'il est impossible de les isoler. Il suffit souvent que le programme de développement d'un pays ait une certaine orientation vers la population. En Indonésie, par exemple, le gouvernement vient d'établir un dispositif qui encourage les femmes à créer leur propre petit com-

merce, leur offrant une certaine formation, des prêts modestes et d'énergiques encouragements par l'intermédiaire d'un réseau de groupes villageois. Les membres de ce groupe se soutiennent et s'entraident, surveillent les progrès et s'assurent que les prêts sont remboursés en temps voulu. Ces groupes sont aussi très utiles pour offrir les services de planification de la famille et pour encourager les femmes à y avoir recours.

Mais le programme a aussi une dimension démographique plus fine. Les femmes qui ont suivi les conseils du gouvernement et qui n'ont que deux enfants ont davantage de temps à elles et peuvent ainsi se permettre de s'installer comme commerçantes. Leur succès encourage les femmes les plus jeunes, qui sont ainsi mieux disposées à continuer à planifier leur propre famille. Même les maris peuvent voir quel est l'avantage économique de la planification de la famille. La politique économique et la politique sociale vont ainsi dans la même direction.

TONY HEWETT et ALEX MARSHALL

Directeurs des publications du FISE (UNICEF) et du FNUAP (Fonds des Nations unies pour les activités de population).

(Lire la suite page 31.)

PROBLÈMES DE POPULATION

POLITIKA (Belgrade)

Graves incertitudes en Yougoslavie

À la fin du recensement de 1981, la Yougoslavie comptait 22 428 000 habitants. Les peuples et les ethnies qui habitent son territoire n'ont jamais été aussi nombreux dans toute son histoire.

Malgré cela, quelques spécialistes ont constaté non sans appréhension une baisse inquiétante du taux de natalité et un déséquilibre général de la croissance démographique dans certaines régions, notamment dans la République fédérative de Croatie et la province autonome de Vojvodine. En revanche, la province autonome du Kosovo détient le record de la natalité en Europe. Quelle sera donc à l'avenir la croissance démographique de la Yougoslavie ?

Les deux dernières décennies ont été marquées par une diminution de la fécondité et de la croissance démographique. Après la seconde guerre mondiale, le taux de natalité en Yougoslavie était en moyenne d'environ 19 enfants pour 1 000 habitants. La Serbie a un taux d'accroissement constant presque optimal, égal à 1 pour 1 000 ; en d'autres termes, le remplacement des générations est pratiquement assuré.

Toutefois, la situation varie beaucoup d'une région de la Serbie à l'autre, par exemple entre la Vojvodine et le Kosovo, qui en fait partie. En Vojvodine (au nord du pays), le renouvellement de la population n'a jamais pu être assuré depuis plus d'un quart de siècle, alors qu'au Kosovo (au sud) la population a doublé. De fait, le Kosovo fait figure d'exception avec un taux de natalité extrêmement élevé, qui dépasse la moyenne nationale, bien qu'il accuse aujourd'hui un léger fléchissement. En 1951, le taux de natalité annuel y était de 45 enfants, en 1982, il n'était plus que de 31 enfants. Le taux d'accroissement de la population est donc tombé de 27,3 à 25,4 pour 1 000.

Comment expliquer ces inégalités dans l'accroissement de la population en Serbie, et surtout les taux élevés enregistrés au Kosovo et à Belgrade au cours des dernières décennies ? A Belgrade, la migration est un facteur essentiel de l'accroissement de la population, alors que dans la province du Kosovo, l'accroissement naturel est très important. Dans la période comprise entre 1971 et 1981, le taux d'accroissement de la population a été de 20,3 pour 1 000 à Belgrade et légèrement supérieur à 27 pour 1 000 au Kosovo. Cela signifie que Belgrade s'est enrichie de 24 600 habitants par an et la région du Kosovo de 34 100, contre 17 000 et 7 500 respectivement pour la Serbie centrale et la Vojvodine.

Si nous considérons la période qui a été marquée par un taux de natalité élevé, dite « phase de compensation », nous nous apercevons qu'en ce qui concerne la Serbie, elle n'a duré que fort peu de temps, ce qui s'explique par l'insécurité de nombreuses familles durant la guerre et le caractère tardif de la nuptialité. Le taux d'accroissement de la population n'est remonté qu'en 1950, pour se tasser pendant quelque temps ; puis, en 1956, le taux de natalité s'est effondré et s'est maintenu à un niveau trop faible pour assurer normalement le renouvellement de la population. Le même phénomène s'est produit dans la République de Croatie et, quelques années plus tard, dans la province autonome de Vojvodine. D'après M^{me} Tina Stojanovich, expert consultant auprès du gouvernement de la République fédérative de Serbie pour les questions démographiques, depuis quelques années plus de deux tiers des Yougoslaves ne mettent plus au monde assez d'enfants pour assurer le remplacement des générations.

Depuis plus de vingt ans, l'apport des naissances n'est pas suffisant pour assurer le renouvellement de la population en Croatie, en Serbie, en Vojvodine et même, ces dernières années, en Bosnie-Herzégovine. Quant à la Slovénie et au Monténégro, ils n'ont jamais dépassé le stade du simple remplacement des générations. En Macédoine, la situation est légèrement meilleure. On a déployé de grands efforts pour résoudre ces problèmes, par exemple en accordant un soutien financier aux régions sous-développées du pays, en dispensant aux jeunes mères et aux familles des soins médicaux et une aide sociale, et en éduquant les jeunes.

Il ne faut pas négliger, d'autre part, cet élément important que sont les fortes migrations externes et internes que connaît la Yougoslavie. Avant le début des années 60, déjà plus de quatre millions de personnes avaient changé de résidence, et trois millions cinq cent mille

personnes se sont déplacées dans les dix années suivantes. Les populations les plus mobiles étaient les populations rurales, contraintes sous la pression des circonstances d'adapter leur mode de vie et de changer d'orientation. Plus de cinq millions de ruraux se sont installés dans les villes, les centres industriels et le long des grands axes routiers. Ce fut le plus grand exode rural d'Europe.

Tous ces événements ont exercé un effet notable sur le processus du développement, ainsi que sur la natalité. Le départ d'un grand nombre de Yougoslaves qui ont émigré à l'étranger comme travailleurs, a eu des répercussions sérieuses sur le taux de natalité en Yougoslavie. En quinze ans, deux millions de Yougoslaves ont émigré en Europe occidentale. Aujourd'hui, six cent mille d'entre eux vivent à l'étranger avec leur famille, ce qui porte le nombre des émigrés en Europe occidentale à plus d'un million. Ces migrations, surtout lorsqu'elles concernaient les jeunes, ont entraîné une baisse de la natalité dans les régions agricoles, y provoquant par la même occasion un très sensible vieillissement de la population. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, on ne comptait que quarante mille ménages âgés dans l'ensemble du pays, alors que leur nombre dépasse aujourd'hui six cent mille.

Dans de nombreuses régions du pays, la reproduction biologique en est venue à constituer un problème grave. Beaucoup de ménages yougoslaves qui vivent à l'étranger reculent le moment d'agrandir leur famille, surtout si les deux conjoints travaillent. Ils s'expriment essentiellement pour gagner plus d'argent tout en ayant l'intention de revenir plus tard dans leur pays. Néanmoins, les familles yougoslaves installées à l'étranger ont en moyenne trois mille six cents enfants par an. De 1972 à 1979, vingt-huit mille neuf cent vingt-quatre naissances ont été enregistrées, mais il est probable qu'une bonne partie de ces jeunes Yougoslaves nés à l'étranger, souvent d'unions mixtes, ne retourneront pas dans leur pays et ne contribueront donc pas à y redresser la natalité.

ZIVKO TODOROVIC.



(Dessin de Plantu.)

MAGYAR NEMZET (Budapest)

Deux enfants et pas davantage

DANS ses grandes lignes, l'évolution démographique en Hongrie est identique ou du moins comparable à celle que l'on peut observer dans plusieurs autres pays d'Europe : l'accroissement de la population se ralentit, la population elle-même vieillit. Jusqu'aux années 70, nos démographes s'intéressaient surtout au taux de natalité, car ils escomptaient qu'en dépit d'une mortalité plus élevée liée au vieillissement de la population, l'augmentation du nombre des naissances provoquerait un léger accroissement naturel.

La décade du nombre des naissances a commencé à partir de 1980, donc plus tard que dans les pays du nord et de l'ouest de l'Europe, mais elle a été très rapide.

La deuxième guerre mondiale n'a pas, en Hongrie, été suivie d'une période d'explosion démographique : aussi est-ce par l'interdiction des avortements prononcée au début des années 50, dans le cadre de sa politique démographique, que le pays a réussi à porter le taux de natalité à son deuxième sommet, c'est-à-dire à assurer la naissance de plus d'enfants que les couples mariés ne le souhaitaient. Moyennant quoi, la courbe a continué sa progression en dents de scie et la population n'a pas pu se stabiliser.

Pour que le taux de natalité soit supérieur à celui des décès, il aurait fallu que la plupart des couples ayant deux enfants (la famille de quatre personnes s'étant dans l'intervalle généralisée) décident d'en avoir un troisième. Or la formule « deux enfants et pas davantage » était

EL DIA (Mexico)

Un syndrome démographique du sous-développement ?

DANS l'ensemble de la zone, immense, du sous-développement, la population présente des caractéristiques analogues que nous avons définies comme un syndrome pour bien marquer qu'il s'agit non pas seulement d'un taux d'accroissement, mais d'un ensemble de caractéristiques qui apparaissent simultanément au cours du processus de l'industrialisation.

Afin de mieux cerner le syndrome, et dans un souci de brièveté, je me bornerai à citer les chiffres concernant un seul pays - le Mexique - bien qu'il existe, à l'évidence, entre les nations de légères différences, de même que des personnes atteintes du même mal peuvent présenter des symptômes plus ou moins prononcés, sans que cela infirme la présence d'un même phénomène.

Le premier élément caractéristique de ce syndrome est un taux élevé d'accroissement de la population et sa tendance à l'augmentation. Ainsi, au Mexique, le taux annuel moyen d'accroissement était en 1930 de 1,10 %, en 1940 de 1,72 %, en 1950, de 2,72 %, en 1960, de 3,13 % et en 1970 de 3,43 %. Cependant, à partir de 1974, à la suite des programmes - de planification familiale notamment - mis en œuvre sur la base du plan mondial d'action approuvé à Bucarest la même année, la progression de cet accroissement a fléchi, si bien que, en 1983, le taux était retombé à 2,3 %.

La structure de la population comporte une large base d'enfants et de jeunes. Au Mexique, les moins de quinze ans constituent, en 1980, 42,8 % de la population. Il importe de signaler que l'augmentation de taux de croissance démographique a été due à la baisse de la mortalité (conséquence du développement des services sociaux, qui a coïncidé avec le processus d'industrialisation) ; en effet, le taux de natalité, pour sa part, n'a quasiment pas varié depuis plusieurs décennies. Ce phénomène se reflète également dans l'augmentation de la proportion de la population âgée de plus de cinquante ans (13 % de l'ensemble de la population en 1940, 3,7 % en 1970 et 4,3 % en 1980).

Les modalités de l'accroissement démographique et la structure de la population aboutissent, en un premier stade qui correspond à la phase d'industrialisation du pays, à une augmentation du nombre des non-actifs par rapport à la population en âge de travailler. Alors que, en 1940, il était de 79,1 %, ce « ratio de dépendance » est passé à 99,7 % en 1970. Toutefois, dans une deuxième phase, avec la mise en œuvre des politiques de régulation des naissances, ce ratio a baissé : il n'était plus que de 89,1 % en 1980. En d'autres termes, dans un premier temps, la proportion des non-actifs dans l'ensemble de la population s'est accrue, et, dans un deuxième temps, elle a diminué.

Chômage structurel élevé

Celle des caractéristiques du syndrome démographique du sous-développement qui est peut-être la plus importante est un pourcentage élevé de chômage structurel, qui fait que la population économiquement active ne représente qu'une faible proportion de la population totale. En outre, au Mexique, la population active tend à diminuer : elle représentait 32,4 % en 1950, 29,2 % en 1960, 26,9 % en 1970 ; en 1978, date pour laquelle les données disponibles sont plus fiables que celles du recensement de 1980, elle avait légèrement augmenté, pour passer à 27,5 %. Toutefois, ces chiffres sont loin de refléter les proportions réelles, car les critères statistiques tendent à surestimer l'emploi.

Le problème du chômage a attiré l'attention de nombreux spécialistes, la simple observation directe de la situation des villes et des campagnes dans les pays sous-développés révélant la présence d'une énorme réserve de main-d'œuvre industrielle qui ne trouve pas de travail rémunéré régulier. Les recherches entreprises ont abouti à de nombreuses estimations qui coïncident presque toutes sur un point : l'existence d'un important sous-emploi, mesuré à l'aide d'indicateurs tels que la rémunération, les heures courtes dans la semaine, etc. Au Mexique, il atteindrait de 37 % à 45 % de la main-d'œuvre totale.

Le chômage et le sous-emploi considérables qui existent dans les pays sous-développés ont pour conséquences naturelles d'autres caractéristiques typiques de la population de ces pays - forte incidence de la malnutrition et de la pauvreté, faible taux de scolarisation, degré élevé d'analphabétisme, logements précaires, sans confort et fortement surpeuplés (au Mexique, on comptait 5,8 personnes par unité d'habitation en 1970).

Autre élément de ce syndrome, la présence de forts courants migratoires des campagnes vers les villes et l'existence de vastes bidonvilles autour des agglomérations surpeuplées. Nombreux aussi sont ceux qui émigrent à la recherche d'un emploi et d'un meilleur salaire.

L'hypothèse centrale de cette analyse est que le syndrome démographique du sous-développement constitue un phénomène qui est l'inévitable corollaire d'une industrialisation tardive et subordonnée. Autrement dit, de même que Karl Marx a défini une loi démographique du mode de production capitaliste, de même on peut postuler l'existence d'une loi démographique qui, dans les mêmes conditions fondamentales que celles décrites par Marx, présente des particularités découlant de la situation propre du sous-développement.

MAGDALENA GALINDO.

INDE

Convaincre les couples d'avoir moins d'enfants

A SOIXANTE-QUATRE ANS, Vitthoba Gurav fait plus que son âge : toutes ses dents sont caries et des rides profondes et indélébiles creusent son front. C'est qu'il a huit bouches à nourrir sur moins d'un demi-hectare de terre. Ses fils sont partis pour Bombay, où ils sont manœuvres sur des chantiers de construction. Et, bien que ses filles et ses belles-filles gagnent quelque argent à cueillir des mangues ou à décorquer des crevettes, à la saison, il n'y a jamais tout à fait assez à manger à la maison. La famille de Vitthoba relève de ce qu'il est désormais convenu d'appeler, dans l'Inde rurale, l'économie des mandats : elle fait partie de ces familles rurales pauvres qui ne subsistent que grâce à l'argent que leur envoient vers les grandes villes.

Pourtant, si étrange que cela paraisse, Vitthoba est opposé à tout changement de cet ordre de choses. « Mon père a eu seize enfants ; j'en ai eu neuf », dit-il avec une fierté non dissimulée. « Malheureusement, deux seulement sont des garçons. Nous aurions pu en avoir davantage si Dieu l'avait voulu ». Il ne faut pas lui parler de planification familiale : il l'exporte, poste contre le gouvernement, contre les équipes de planification familiale qui viennent dans son petit village de Savantwadi, situé dans l'un des districts les plus pauvres de l'Etat du Maharashtra.

Vitthoba n'est pas seul de son espèce. Les Vitthoba sont plusieurs millions, répartis dans toute l'Inde. La tradition, l'ignorance, le retard sur le plan social, la pauvreté, le manque d'éducation et mille autres facteurs ont empêché l'ambitieux programme de planification familiale dont l'Inde s'était dotée. Le taux de natalité s'est maintenu à 36 pour mille, alors qu'on avait espéré le ramener à 25 pour mille. Depuis son accession à l'indépendance, l'Inde a vu sa population doubler ; elle compte aujourd'hui quelque sept cent millions d'habitants, soit 16 % de la population du monde et 30 % de celle de l'Asie.

Malgré des récoltes exceptionnelles et une augmentation spectaculaire de la production industrielle, la proportion des Indiens vivant au-dessous du seuil de pauvreté reste inextinguiblement fixée à 50 % de la population. Le nombre des chômeurs, estimé à 45 millions de personnes environ, est en augmentation. L'exode rural prend de l'ampleur, et avec lui les fléaux dont souffrent les villes : violence et délinquance, taudis, manque d'espace, propagation des maladies, en raison, notamment, des problèmes d'assainissement et de la pollution.

La population des villes tansariques de l'Inde donne une idée de l'étendue du problème : Calcutta compte aujourd'hui 9,2 millions d'habitants, et Bombay, deuxième ville du pays, 8,3 millions. En 1914, pour 90 %, la population indienne vivait dans des villages. Le chiffre correspondant n'est plus aujourd'hui que de 76 %.

Dès 1952...

Le programme de planification familiale appliqué par l'Inde paraît vieux comme le monde. Lancé en 1952, dans le cadre du premier plan quinquennal indien, il abordait la question de la limitation de la population de façon exagérément timide, presque détachée. Les objectifs fixés dans chacun des plans qui ont suivi ont été toujours plus ambitieux.

Selon les objectifs du plan en cours, le taux de natalité devrait être ramené à 21 pour mille, le taux de mortalité à 9 et le taux de mortalité infantile à 60 d'ici l'an 2000. A l'heure actuelle, toutefois, 127 enfants sur 1 000 meurent avant d'avoir atteint l'âge de deux ans. Le taux de natalité s'élève à 36 pour mille et le taux de mortalité, malgré une légère amélioration, atteint encore le niveau élevé de 13,6 pour mille.

Dans le passé, on s'est surtout attaché à la stérilisation - par résection des trompes ou par vasectomie. Le recours aux contraceptifs oraux s'est révélé catastrophique : les femmes indiennes, dans l'ensemble peu instruites, calculent mal la période des prises, ou prennent la pilule de façon irrégulière, ou encore oublient complètement de la prendre. Les dispositifs contraceptifs intra-utérins ont été essayés et abandonnés. En effet, ils sont mal supportés par la plupart des utilisatrices, quand ils ne provoquent pas une infection secondaire qui, à moins d'être rapidement traitée, entraîne des complications.

La campagne de stérilisation, qui a touché le chiffre record de 8,2 millions de personnes pendant l'année 1975-1976 (première année de l'état d'urgence), a été beaucoup moins fructueuse par la suite.

Le ministre indien de la santé, B. Santharam, a fait savoir récemment qu'un nouveau programme, dont le coût estimé est de 4 000 crores, soit 40 milliards de roupies (environ 4 milliards de dollars), allait être lancé. De toute évidence, les planificateurs indiens ont compris que la planification familiale devait aller de pair avec l'éducation, notamment avec l'alphabétisation des femmes. Il est évident aussi que les dirigeants politiques indiens ont changé d'attitude. Il y a, pour ainsi dire, un sentiment d'urgence dans l'air.

VALU MAHENDROO.

RÉPART

Paris

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

Le dynamisme

CP 11/15/50

PULAT

20/10/84

Un seul monde

ET RÉPARTITION DES RICHESSES

LE MONDE (Paris)

Le dynamisme de l'Europe en question

Plus que celle des pays en développement, la situation démographique des pays industrialisés n'est homogène. Les statistiques publiées dernièrement, qu'il s'agisse du rapport des Nations unies sur la population, ou des premiers résultats du recensement français, le montrent.

D'un côté, une hausse de la population moins rapide que par le passé, inquiétante en raison de la crise économique mais très variable selon les pays. De l'autre, un déclin démographique qui ne met pas en cause la prospérité, mais tout au moins l'intégrité des pays.

A l'inverse des PVD, les pays industrialisés d'Occident risquent de manquer bientôt d'hommes. La baisse de la fécondité a continué. Le taux de fécondité est devenu dans presque tous les pays inférieur au chiffre de 2,1 nécessaire au renouvellement des générations (dans la plupart des pays d'Europe occidentale il se situe plutôt vers 1,1). La population ne s'accroît plus guère, en général, que par l'effet de la baisse de la mortalité : baisse de la mortalité infantile (passée en trente ans de 56 à 19 pour 1 000 naissances vivantes), allongement de la durée de vie, l'espérance de vie dépassant 70 ans en Europe contre 65 ans en Amérique latine et 50 ans en Afrique.

Aussi, démographes et économistes s'inquiètent-ils des effets de la dénatalité sur le dynamisme économique et sur la charge sociale (retraites, soins médicaux) pour la population active par la présence d'un nombre important de personnes âgées : d'ici à l'an 2000, la proportion des plus de 60 ans passera de 15 à 18 % de la population.

Les raisons de cette chute de la natalité sont diverses et connues, sans qu'on puisse toutefois attribuer une part plus importante à l'un ou à l'autre : il s'agit d'une sorte de changement culturel global où l'on trouve à la fois le désir général de confort, une séparation des femmes à l'existence, la dévalorisation du travail féminin (les nouvelles techniques contraceptives n'intervenant qu'après coup)

allé à une valorisation paradoxale de l'enfant et à la volonté d'assurer la promotion sociale de ses héritiers.

La France n'est pas le pays le plus touché par la baisse de la fécondité. Si son taux de fécondité est tombé en 1983 à 1,8 (contre 1,94 l'année précédente), il était déjà en 1982 de 1,77 en Grande-Bretagne, 1,62 en Suède, 1,57 en Italie et 1,40 en Allemagne fédérale. Quant au taux de natalité, il avoisine encore les 15 pour 1 000 en France contre 11 à 13 dans presque tous les autres pays d'Europe occidentale, et même 10 pour 1 000 en Allemagne fédérale ou au Danemark.

Conséquence : la population française va continuer à croître encore un certain nombre d'années, quoique à un rythme plus lent. En 2020, prévoit-on, elle atteindra 57 millions d'habitants (contre 54,3 en 1982) ; elle dépassera alors celle de la Grande-Bretagne stabilisée à 56 millions d'habitants, celle de l'Italie revenue de 58 à 53 millions, et celle de l'Allemagne tombée de 61 millions à moins de 45... En RFA notamment, le nombre des décès a dépassé en 1983 celui des naissances de près de 95 000 et certains parlent déjà des Allemands comme d'une espèce en voie de disparition.

La France pour une réflexion européenne

Pourtant, c'est peut-être en France que les interrogations, les inquiétudes sont les plus vives. Le gouvernement a décidé de faire de la natalité « la priorité autour de laquelle s'organiserait l'action des pouvoirs publics en matière de politique familiale », a déclaré en novembre dernier le ministre des affaires sociales, et le président de la République proclamait quelques jours plus tard : « Il est de grand poids que celui qui vit à la vie et se renouvelle sans faiblesse démographique ».

Cette tradition familialiste de la France s'est traduite par l'aide importante accordée aux familles, évanée en 1978 à

2,94 % du produit intérieur brut contre 2,17 % en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne ou au Danemark, 1,87 % en Italie. En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de M^r Thatcher a encore réduit les allocations familiales ; en Suède et même en RFA les gouvernements ne parviennent pas à faire adopter de politique familiale.

Toujours est-il que la France, ayant actuellement la présidence du conseil des ministres de la Communauté économique européenne, veut convaincre ses partenaires de la nécessité d'une réflexion démographique commune.

Un autre phénomène a été mis en lumière par les résultats du dernier recensement français : le nombre des immigrés, thème politique aujourd'hui. Il y avait en 1982 moins de 3 700 000 étrangers en France, soit 6,8 % de la population totale, une proportion pratiquement comparable à celle de 1931 et à peine supérieure à celle de 1975, date du recensement précédent. Mais, au cours de ces sept années, la répartition des immigrés par pays d'origine a beaucoup changé : parmi eux, le nombre d'Européens a diminué d'un tiers, il est vrai que certains ont acquis la nationalité française. Ils représentent à peine aujourd'hui la moitié des étrangers, les plus nombreux étant les Portugais (764 000), les Italiens et les Espagnols. Pendant ce temps, le nombre des Africains en France s'est accru : les Algériens (795 000) restent la première communauté, et le nombre des Marocains a augmenté de 65 %, pour atteindre 431 000, celui des Tunisiens de 36 % et celui des nationaux des pays d'Afrique noire a doublé. L'importance des immigrés asiatiques, moins nombreux (293 000 personnes), a cependant triplé. L'impact de l'évolution de la population, c'est donc la constitution d'une véritable communauté « pluri-culturelle ». Une évolution qui est loin d'être acceptée, car la crise avive la concurrence pour l'emploi et les nouveaux immigrés paraissent plus éloignés des Français par leur culture.

GUY HERZLICH.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

Raz de marée sur les villes du tiers-monde

On estime qu'à l'aube du vingt et unième siècle un tiers des habitants du tiers-monde seront urbains ; la population des villes du monde en développement, déjà surpeuplée et presque invivable, aura donc doublé. Au cours des deux prochaines décennies, les villes du tiers-monde devront recevoir près d'un milliard de nouveaux habitants, du fait soit des naissances, soit de l'arrivée de migrants venus des campagnes.

Nous sommes déjà les témoins d'un véritable raz de marée migratoire : dans le monde entier, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants en vaillent des villes surpeuplées ; ce mouvement déborde même les frontières nationales et continentales, attiré vers les pays riches et les grands espaces. Ce dépeuplement massif des populations et leur installation dans un milieu nouveau sont à l'origine, dans le monde entier, d'une profonde inter-pénétration des cultures et des valeurs qui exige des ajustements sociaux parfois difficiles, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Certes, la migration peut être porteuse d'enrichissement culturel, mais son rythme actuel excède franchement la capacité des mécanismes d'ajustement.

Je crois que longtemps avant que ne soient atteints les chiffres énormes que l'on projette actuellement - 31 millions d'habitants à Mexico, 25,8 millions à Sao-Paulo, 16,8 millions dans la banlieue de Bombay - les systèmes sociaux de ces régions se seront effectivement désintégrés. Les villes ont déjà atteint partout un tel degré de saturation qu'elles sont devenues des foyers de colères et de violence. Les enfants en sont les premières victimes : dans une étude, l'Organisation mondiale de la santé estime qu'un enfant sur trois souffre de troubles mentaux dans les taudis urbains du tiers-monde. Les événements des ghettos d'Occident ne sont que la préfiguration des troubles beaucoup plus graves qui s'étendront à l'ensemble des agglomérations du tiers-monde. La violence, la criminalité, la rébellion armée et la révolution sont considérées comme les seuls moyens de survie, la seule réponse à une injustice intolérable, à l'oubli, à l'oppression et à un sentiment d'impuissance.

Une chose semble certaine : les proportions énormes prises par la crise urbaine et les souffrances qu'elle entraîne sortent dans une certaine mesure le résultat de notre impuissance à régler le problème du développement rural et régional dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles. Cet échec est à l'origine des migrations massives vers les grandes villes. Ainsi, dans les ré-

gions pauvres et surpeuplées, comme l'Asie par exemple, la crise urbaine ne saurait être résolue par une action axée exclusivement sur les villes. Au contraire, chaque fois que l'on parvient à résoudre les problèmes spécifiques ment urbains, l'attrait de la ville devient encore plus insupportable pour les populations rurales pauvres du tiers-monde, ce qui aggrave encore la crise.

Nous devons donc envisager cette crise dans l'optique de la dynamique démographique et des mouvements massifs de population qui se déroulent actuellement. Rien qu'en Asie, 690 millions de personnes vivent aujourd'hui dans des zones urbaines, soit trois fois plus qu'en 1950. Les estimations du rôle relatif des migrations et de l'expansion démographique naturelle ne concordent pas - selon les études, la part des migrations se situe entre un et deux tiers. Quels que soient les chiffres, les migrants - qui proviennent souvent de groupes culturels, sociaux et linguistiques différents - sont beaucoup plus « visibles » à leur arrivée et sont de plus en plus gros consommateurs de services publics que les nouveaux-nés. Tout le monde se félicite d'une naissance dans le quartier, mais rares sont ceux qui accueillent les migrants à bras ouverts.

La crise urbaine est excessivement complexe, car elle résulte de l'interaction d'une multitude de problèmes dont le premier est sans doute l'échec du développement au niveau des villages. Mais quelles que soient les solutions, l'individu doit trouver de nouveaux moyens pour s'adapter au milieu urbain.

Par exemple, dans des villes toujours plus encombrées, comment l'individu va-t-il pouvoir tolérer le rétrécissement constant de son espace personnel ? Peut-être uniquement en apprenant à développer son « espace intérieur », ce qui suppose qu'il fasse appel aux ressources de l'esprit pour mieux pouvoir trouver la beauté et la vérité et les apprécier dans la tranquillité de son âme. Cet aspect de la crise urbaine n'a guère été exploré jusqu'ici. Mais je crois qu'à moins de chercher ce genre de réponses dans un monde toujours plus surpeuplé et urbanisé, nous risquons, à l'instar des rats de Skinner, de laisser la peur et la colère nous dresser les uns contre les autres lorsque la pression démographique urbaine deviendra intolérable.

SOEDJATMOKO,
Spécialiste indonésien
en développement international
et en sciences politiques,
actuellement recteur
de l'Université des Nations unies.

KENYA TIMES (Nairobi)

Méfiance à l'égard des fournisseurs étrangers

Pour certains Kényans, le problème démographique est la préface d'un débat aussi houleux qu'intéressant, alors que pour d'autres il s'agit d'un tabou, d'un véritable drame qui touche au caractère sacré de la vie privée. Dans les capitales des pays développés, ce problème occupe une toute première priorité dans l'examen de l'aide au développement du Kenya, mais la plupart des responsables locaux chargés de le résoudre sont confrontés à une situation tellement complexe et diversifiée que la solution n'est toujours pas en vue.

Le taux d'accroissement démographique élevé du Kenya, considéré en termes sociaux et économiques comme l'un des plus préoccupants des pays du tiers monde, a subi certaines modifications qui ne sont pas seulement d'ordre quantitatif.

La population kényane est passée de 8,5 millions d'habitants au moment de l'accession à l'indépendance à 10,9 millions en 1969 et elle continue de s'accroître à un rythme annuel de 3,3 %. Le recensement de 1979 évalue la population à 17 millions d'habitants et le taux de croissance annuelle à 3,9 %, mais certains spécialistes estiment que ce taux oscille entre 3,6 et 4,1 % ; de toute façon, certains démographes locaux soupçonnent leurs collègues kényans ou étrangers d'avoir tendance à gonfler ces chiffres pour justifier un accroissement de l'aide au développement. A la veille de l'indépendance, les autorités coloniales, pour des raisons « qui n'étaient pas très avouables » puisqu'il s'agissait pour elles de conserver une masse de main-d'œuvre abondante et bon marché, défaisaient ainsi leur politique en la matière : « Nous n'estimons pas quand à nous que le taux d'accroissement naturel de la population de l'Afrique orientale soit tel qu'il justifie une application généralisée de méthodes ayant pour objet de réduire le taux de natalité au nom de considérations économiques d'ordre général ».

Depuis l'indépendance, le gouvernement du Kenya a décidé d'aborder le problème de face en prenant le taureau par les cornes. Voici deux ans a été créé un conseil de la population chargé de coordonner au niveau national l'ensemble des activités de régulation des naissances. Cette démarche avait été inspirée au gouvernement par la prolifération des organismes qui prétendaient contribuer à l'effort de planification des naissances.

Les responsables chargés d'appliquer la politique démographique du gouvernement ont remarqué qu'au rythme actuel il n'est plus temps de chercher à s'enrouler d'un linceul de précautions pour aborder ce problème. L'heure est venue de bien faire comprendre à tous les Kényans qu'il ne suffit pas de procréer, encore faut-il avoir les moyens d'élever tous les enfants qui naissent.

Certes, il importe de définir une politique de limitation des naissances et de disposer du personnel et des moyens néces-

saires à son application, mais il est indispensable de créer chez les intéressés eux-mêmes une juste appréciation du problème, ce qui, à l'heure actuelle, n'est l'apanage que d'une minorité. La majorité de la population kényane considère encore la planification des naissances comme une notion sacrilège et elle est toute disposée à avoir autant d'enfants que Dieu lui en envoie.

C'est peut-être la complexité de ce problème et l'interdit qui le frappe qui expliquent que le vocabulaire à ce sujet ait tellement évolué au Kenya. Au début, on parlait de limitation des naissances, mais l'opinion publique a rejeté cette expression car elle considérait que personne n'a le droit de limiter au droit qui vient de Dieu. On a donc remplacé ce terme par celui de « planification familiale » avec des variantes du genre espacement des naissances ou aménagement de la population, sans que ces subtilités linguistiques aient fait avancer la solution du problème.

A l'avenir, les responsables de la planification familiale seraient donc bien inspirés de prêter davantage attention aux différents groupes de cibles des dépenses qui sont engagés dans ce domaine. Certains spécialistes kényans déclarent que dépenser de l'argent pour distribuer aux groupes concernés tout l'arsenal des moyens anticonceptionnels, et leur associer des slogans sur l'espacement des naissances revient à vouloir attraper le vent. Pour avoir quelque chance de se faire entendre de ces groupes, il faudrait investir davantage dans des programmes destinés à améliorer leurs conditions d'existence : systèmes d'irrigation, création de centres sanitaires et de dispensaires, construction de routes, création d'emplois et développement des activités coopératives, etc.

L'initiative des femmes

Messages et moyens anticonceptionnels ont davantage de chances d'être acceptés par les mères qui travaillent, car elles ont déjà eu l'occasion de ressentir les effets pénibles de l'augmentation du coût de la vie et de voir leur pouvoir d'achat diminuer d'une année sur l'autre. Par contre, les techniques de la contraception suscitent un préjugé défavorable chez les femmes inexpérimentées. Telles d'entre elles ont vu des amies devenir « obèses » à cause de la pilule ou tomber enceintes malgré la pose d'un stérilet. Une autre aurait entendu des avis contradictoires sur l'emploi du diaphragme, sans parler d'autres méthodes contraceptives dénoncées par la presse. Enfin, la grande question qui se pose est la suivante : « Pourquoi le Kenya devrait-il servir de dépot à des produits interdits en Europe et aux Etats-Unis ? »

Les hommes en tant que groupe sont traditionnellement opposés à toute méthode anticonceptionnelle, ce qui signifie que la pla-

nification des naissances continue à dépendre largement de l'initiative des femmes.

Le groupe qui a le plus de chances d'accepter la nécessité de planifier les naissances est la jeunesse des écoles. Mais dans une société où la plupart des établissements d'enseignement sont confessionnels, la notion de moralité publique constitue un lourd handicap. On a bien suggéré de lancer un programme d'initiation à la contraception dans le cadre de la formation scolaire afin d'éviter les grossesses non désirées, et une partie de l'opinion a reconnu le bien-fondé de cette mesure. Mais personne ne semble vouloir prendre l'initiative d'établir les grandes lignes de ce programme et d'indiquer les facilités qui devront être offertes aux écoliers et aux écolières.

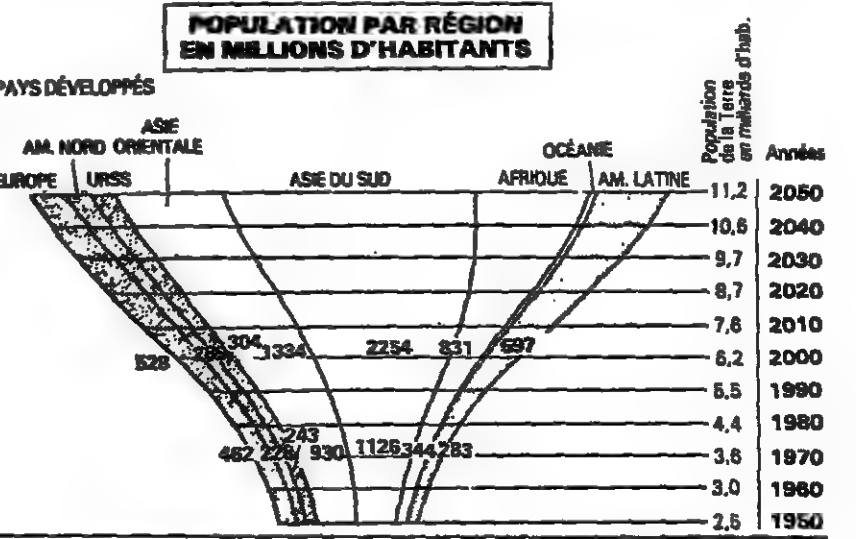
Les observateurs locaux savent bien que certains spécialistes de la démographie, en visite au Kenya, sont parfois de simples démarcheurs venus vendre les produits anticonceptionnels fabriqués dans leur pays. Des gynécologues kényans se plaignent de l'alignement des listes de femmes qui souhaitent bénéficier de la contraception alors qu'on dépense de l'argent dans des « séminaires inutiles » ou pour distribuer des produits anticonceptionnels aux femmes des campagnes, qui sont, de toute façon, hostiles à l'idée même de contraception. Ces praticiens et leurs collègues démographes n'éprouvent guère de respect pour les coopérants venus s'installer dans le cadre de l'aide au développement à Nairobi, où ils ont ouvert des bureaux ultra-modernes, menant la grande vie et conduisant de somptueuses automobiles, alors que les vrais problèmes ne sont pas abordés.

A mesure que l'on s'interroge sur ce problème, on a de plus en plus le sentiment que les diverses solutions proposées ont été imposées par les spécialistes des pays fournisseurs d'aide aux dépens des Kényans. Les spécialistes locaux insistent sur la nécessité d'examiner soigneusement toutes les tentatives, en particulier celles émanant de l'étranger, visant à imposer aux Kényans des modèles de planification démographique. Ils soulignent également les dangers de la stérilisation obligatoire, telle qu'elle a été pratiquée en Inde pendant quelque temps, ou du recours à la méthode de la carotte et du bâton pour tenter de réduire la dimension des familles.

Ces spécialistes insistent aussi sur le fait que l'objectif à atteindre n'est pas nécessairement la diminution du nombre d'enfants par famille en soi, étant donné que cette diminution s'imposera d'elle-même avec le développement de l'industrialisation et de l'éducation, et l'amélioration des conditions de vie.

Cela, de nombreux Kényans l'ont déjà compris : toute la question est de savoir comment parvenir à ce résultat, et le plus rapidement possible.

ABEL NDUMBU.



La population, la mémoire et l'avenir

(Suite de la page 29.)
L'aide apportée aux pays pour dégrader leur bétail et établir leurs propres est l'une des raisons de l'existence du FNUAP. La tâche en œuvre de ces priorités est en est une autre.

De même que la politique sociale et la politique économique se recouvrent, le FNUAP et certains autres organismes de développement, qui ont pourtant des missions très différentes, travaillent aux mêmes types de programmes.

Le FISE (Fonds des Nations unies pour l'enfance) s'attache en priorité à la survie des nourrissons et des jeunes enfants. De nombreuses personnes se demandent alors immédiatement quelles ont les conséquences de l'élevation du taux de survie sur la croissance démographique, après tout, n'est-ce pas l'élevation du taux de survie dans le monde en développement qui a provoqué « l'explosion démographique » du troisième quart de ce siècle ? Un meilleur taux de survie va-t-il entraîner une autre explosion ?

La réponse est à la fois oui et non. Jusqu'à présent, elle est affirmative : les enfants étant plus nombreux à survivre, la population augmente. Mais avec une différence : au fur et à mesure que les parents se sentent davantage responsables de la survie de l'enfant, ils se soucient davantage de son avenir. Ce souci de la qualité de la vie les amène inévitablement à avoir moins d'enfants. C'est ainsi que l'ac-

cent mis sur la survie et la protection de l'enfant entraîne à long terme un espacement des grossesses et finalement une réduction du nombre d'enfants. Des politiques en apparence contradictoires vont en fin de compte dans le même sens : l'amélioration du taux de survie contribue à ralentir la croissance démographique.

Aucune aide financière ne suffirait à traiter les problèmes démographiques sur cette seule base ; en outre, pour les raisons déjà mentionnées, on aura besoin de bien plus que d'une aide financière. Les organismes internationaux, notamment le FNUAP et le FISE, et leurs associés dans les pays en développement doivent mettre en commun leurs données d'expérience et faire en sorte que les individus eux-mêmes s'attaquent au problème et deviennent ainsi « propriétaires » du changement. Ce sont des solutions qui exigent un engagement plus profond que tout ce qu'on a pu inventer ailleurs.

Voilà donc l'une des raisons de rassembler la Conférence internationale sur la population au mois d'août prochain, à Mexico. La communauté internationale est plus unanime que jamais à reconnaître qu'un programme démographique efficace et bien conçu est l'une des clés du développement, et est tout aussi important en son genre que les investissements industriels et agricoles.

TONY HEWETT
et ALEX MARSHALL

LA PAGE DU CRID

Centre de recherche et d'information
pour le développement

Galopante : on qualifie généralement ainsi la démographie quand il ne s'agit pas de celle de nos pays. On sait pourtant que le meilleur moyen pour limiter la croissance de la population (parfois jusqu'à la stérilisation des sociétés) c'est le développement, en tout cas l'accroissement, du niveau de vie.

La démographie s'illustre par le taux d'enfants dans une population globale. Mais les enfants, pour les pauvres, sont une valeur morale (confiance en la vie), une valeur économique (production) et une valeur refuge (sécurité pour l'avenir).

Depuis longtemps les Organisations non gouvernementales de développement (ONG) observent les effets de la croissance de la population dans le tiers-monde et l'inadéquation entre la répartition des richesses mondiales et celle de la population. Les migrations et les exodes trouvent aussi leur cause dans cette inadéquation : pour des raisons économiques, culturelles ou politiques, des dizaines de millions de familles sont poussées loin de leurs terres. Par les réfugiés et les migrants, nous touchons à ce phénomène planétaire de tous les temps. Mais les migrations, les métissages, sont aussi la garantie du renouvellement des sociétés.

Immigration : une décennie décisive

Les politiques européennes en matière d'immigration ont changé en quelques années. Elles traduisent les modifications intervenues sur le marché du travail comme au sein de la population immigrée elle-même : contrôle aux frontières, répression des mouvements clandestins, encouragement au retour, intégration, sont les quatre objectifs des politiques actuelles.

Depuis longtemps les ONG (organisations non gouvernementales) sont engagées aux côtés des migrants pour les aider à défendre leurs droits ou rechercher les modes d'intégration à la société française : réalité gravement posée par les deuxième et troisième générations. Les ONG ont également encouragé les initiatives pour l'établissement de la carte des dix ans.

Antonio Perotti, du CIEM (Centre d'information et d'études des migrations en Europe).

Le rôle joué jusqu'à présent par les immigrés installés en Europe entre 1950 et 1980 connaît un profond changement, selon un processus qui arrive à terme dans les années 90.

L'Europe occidentale sera alors composée d'une population qui, de gré ou de force, imposera dans les années urbaines les plus importantes la cohabitation et l'interaction entre populations d'ethnies et de cultures différentes.

Cette prévision ne peut être mise en doute : une inversion du processus n'est pas concevable face aux données démographiques, socio-économiques et politiques de la situation interne et internationale.

La mutation la plus profonde qu'ait connue l'immigration est la remise en question du rôle classique attribué jusqu'ici aux mouvements internationaux de main-d'œuvre par la théorie et les pratiques du libéralisme économique. En effet, à cause du changement radical du profil juridique, psychologique et socio-professionnel d'un grand nombre d'étrangers résidents en Europe, il y a un « divorce » de plus en plus marqué entre la population étrangère et la situation du marché du travail, ses besoins de reconversion technologique, ses exigences de flexibilité et de mobilité.

Nous assistons à un affaiblissement des rapports de complémentarité entre main-d'œuvre étrangère et main-d'œuvre nationale dû, en particulier, aux variations démographiques et aux changements socioculturels importants enregistrés dans la population immigrée ces quinze dernières années du fait du prolongement du séjour, de la réunification familiale, des nouvelles générations et de l'arrivée d'importants contingents de réfugiés politiques.

Plusieurs phénomènes parallèles

La stabilisation des immigrés en Europe a, en effet, entraîné plusieurs phénomènes parallèles qui ont contribué à modifier le « profil » classique des travailleurs immigrés :

- La tendance graduelle vers un équilibre des pyramides par âge et par sexe de la population étrangère.

- La tendance (liée à la réunification des familles) à la diminution de la mobilité et au changement qualitatif dans la demande de logement social.

- La demande croissante de structures pré-scolaires, scolaires et éducatives, par les nouvelles générations.

- Par rapport aux primo-arrivants, la proportion croissante et dominante dans l'admission au premier emploi des enfants et des conjoints des immigrés résidents en Europe.

- La tendance à la naturalisation et, avec elle, à l'ouverture de l'accès à l'emploi public et aux mariages mixtes.

Tous ces phénomènes ont fait que, lorsque la crise économique et le chômage ont touché les divers pays de l'Europe au début des années 1970, la population active étrangère était devenue trop rigide pour s'adapter aux nouveaux besoins du marché de l'emploi régulier et même à la nouvelle offre développée par l'économie souterraine (les secteurs de l'emploi précaire). D'où le développement de deux phénomènes : le chômage à l'intérieur même de la population immigrée et le développement de l'immigration clandestine.

Si le premier phénomène confirme largement le rôle de complémentarité de la main-d'œuvre dans plusieurs secteurs économiques par rapport à la main-d'œuvre nationale, le second se pose, par contre, en tant que révélateur de la non-adéquation du profil de la population étrangère en situation régulière et des besoins du marché de l'emploi clandestin : celui-ci exige de « nouveaux travailleurs », qui offrent une flexibilité, une mobilité et une malléabilité aux conditions de vie et de travail que la population étrangère installée régulière-

ment en Europe avait assurées dans les années 60, mais qu'elle ne peut et ne veut plus assurer aujourd'hui.

Le chômage a frappé surtout les immigrés ressortissants des pays tiers (Turcs en Allemagne, Maghrébins en France et aux Pays-Bas). Parmi les étrangers, ce sont surtout les jeunes à la recherche d'un premier emploi qui semblent les plus vulnérables par rapport à leurs parents et aux jeunes nationaux du même âge (sauf en certains pays, comme les Pays-Bas). Le phénomène va sans doute s'aggraver les prochaines années, surtout dans certains pays comme la France, qui sont aux prises avec de graves problèmes de reconversion industrielle.

La concurrence internationale impose, en effet, à l'Europe la restructuration de plusieurs secteurs industriels dans lesquels la main-d'œuvre étrangère est traditionnellement concentrée (automobile, sidérurgie, charbonnages, textile) : ce qui laisse prévoir des licenciements massifs. Le problème est d'autant plus grave que l'on voit mal comment les travailleurs immigrés licenciés pourront être reconvertis à d'autres emplois à travers une formation professionnelle, dont l'accès leur semble largement problématique en raison de l'analphabétisation et du manque de qualification professionnelle. La fermeture des frontières en Europe en 1973 et 1974 a donc servi à masquer trois réalités :

- Les modifications qualitatives qui caractérisent la reproduction sociale de la population immigrée installée régulièrement en Europe.

- La permanence de l'appel à un « certain type de force de travail précaire » en dépit de la stagnation de la demande globale de main-d'œuvre.

- La pression à l'émigration, qui a continué à s'exercer et qui s'est même amplifiée dans certains pays d'émigration avec l'augmentation des inégalités des termes d'échange entre Nord et Sud et la récente saturation des marchés du travail des pays arabes (Arabie Saoudite, Irak, Yémen et Libye), vers lesquels étaient dirigés les flux migratoires habituellement orientés vers l'Europe (Turcs et Maghrébins en particulier). Les débouchés alternatifs que les pays d'émigration avaient recherchés en dehors de l'Europe semblaient rencontrer des difficultés de plus en plus grandes, en raison surtout de l'évolution médiocre de l'économie mondiale.

ANTONIO PEROTTI.

UN OUTIL DE LA CONCERTATION ONG-POUVOIRS PUBLICS

La commission coopération-développement

On a souvent reproché aux organisations de développement leur émiettement et leur manque de coordination. Beaucoup regrettaient aussi l'absence de concertation entre elles et les pouvoirs publics. Le chantier est si vaste et les moyens si insuffisants que cette coordination s'imposait. C'est chose faite depuis le mois d'octobre 1983, où a été créée la « commission coopération-développement ». Souhaitée par les ONG (organisations non gouvernementales) et par les pouvoirs publics, la création de cette commission concrétise cette volonté d'échanges, et si possible de concertation, qui manquait jusqu'alors.

Il s'agit d'une structure originale. Présidée par le ministre délégué à la coopération et au développement, elle est paritaire. D'un côté, douze membres élus par les collectifs des ONG et trois nommés par le ministre ; de l'autre, quinze fonctionnaires désignés par les neuf ministères ou secrétariats d'Etat concernés par la coopération. La commission est un lieu de propositions et d'informations.

Huit groupes de travail, mixtes eux aussi, associent aux travaux de la commission plus de deux cents personnes. Le projet original prévoyait la création de deux autres collèges, celui des parlementaires et celui des socio-professionnels. L'idée n'est pas abandonnée, mais il a paru plus sage et plus réaliste de commencer cette expérience avec les deux seuls partenaires directement concernés, d'autant que sa mise en place a suscité quelques réserves.

La crainte d'une récupération

Du côté des ONG, tout d'abord. La crainte d'une récupération politique, d'une absorption par la machine administrative, voisine avec le doute sur le sérieux et l'efficacité de cette structure.

Du côté des administrations, on redoutait sans doute une suite de paroles stériles ou une remise en cause systématique. Deux écueils à éviter : deve-

nir un simple lieu de règlement technique de petits problèmes, et être un lieu de démagogie ou d'irréalisme.

L'expérience, après huit mois de fonctionnement, apparaît positive, au moins aux ONG du CRID. Tout d'abord, un travail sérieux s'est accompli après le nécessaire ajustement entre structures peu habituées à travailler ensemble. Des propositions concernant le rôle et la réglementation des associations de développement, la fonction et le statut des volontaires envoyés dans le tiers-monde, l'aide d'urgence, la concertation et l'information, la concertation des actions sur le terrain, les stratégies alimentaires, l'éducation au développement, les problèmes de l'immigration, ont été étudiés et formulés. Certaines sont très avancées et détaillées. Des solutions ont été trouvées à des questions pendantes depuis longtemps. Des initiatives ont été prises : réunions d'un groupe de travail sur l'immigration auxquelles ont été invitées les associations d'immigrés. Des informations ont été échangées : pour la première fois, toutes les administrations qui ont en charge un élément de la coopération ont exposé leur politique, leurs projets, avec franchise et ouverture. Une journée semblable avec le

ministère de l'éducation nationale est programmée.

Des concertations existent sur les projets d'un même pays. Ce travail positif a demandé un très fort investissement en temps. Il faut bien souligner ici l'effort très important consenti aussi bien par les militants des ONG que par les fonctionnaires pour mener à bien ce travail. Cela n'a pu se faire que par l'existence et le travail des collectifs tels que le CRID et de l'intercollectif. Ce dernier regroupe les six collectifs d'ONG : il est l'outil de concertation permanent dont les ONG se sont dotées. Dans l'expérience, personne n'a perdu sa personnalité. Les ONG gardent leur autonomie de jugement et d'action. La franchise a été payante.

Sans optimisme exagéré, on peut se réjouir de voir réussie jusqu'à ce jour une tentative difficile de concertation entre partenaires si différents et si jaloux de leur indépendance. Reste cependant à voir comment ces propositions concrètes, qui sous-tendent une décision politique dans plusieurs domaines, seront reçues par les pouvoirs publics, et si les décisions qui s'ensuivront répondent à l'attente des divers partenaires.

J.-P. VIGIER.

Les six collectifs

CCFC : Comité français pour la campagne mondiale contre la faim, 42, rue Camborne, 75740 Paris cedex 15. Tél. : 588-55-80.

CRID : Centre de recherche et d'information pour le développement, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 331-98-90.

CNUJ : Commission nationale de la jeunesse pour le développement, 3, rue Auguste-Comte, 75006 Paris. Tél. : 524-95-78.

CLONG-Volontariat : Comité de liaison des organisations non gouvernementales françaises de vo-

lontariat s/c Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles. Tél. : 950-89-75.

GNC-CIFAD : Groupement national de la coopération, Centre inter-coopératif français d'aide au développement, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. Tél. : 705-30-80.

CNAJEP : Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 338-04-41.

Centres de documentation tiers-monde

- 01170 GEX : Collectif Tiers-Monde du Pays de Gex, 276, rue du Commerce. Tél. : (50) 41-55-98.

- 12100 MILLAU : Centre de documentation Tiers-Monde, Le Cua de Larzac. Tél. : (65) 60-62-33.

- 13100 MARSEILLE : Centre de documentation et d'information Tiers-Monde, 12, rue Chateaubriand. Tél. : (91) 54-75-73.

- 14000 CAEN : CITIM (Coordination Information Tiers-Monde) 58, rue Capotaire. Tél. : (31) 65-20-78.

- 16000 ANGOULEME : GERME, Groupe scolaire H. Boucher, rue des Eszars.

- 17000 LA ROCHELLE : Association Tiers-Monde La Rochelle Aunis, 9 rue Savary.

- 17500 JONZAC : Centre de documentation Tiers-Monde, 41, rue Saint-Gervais.

- 21000 DIJON : TESSITO Centre Tiers-Monde, 97, rue J.-J. Rousseau. Tél. : (80) 67-26-31.

- 29000 QUIMPER : Centre d'information Corsonnais pour un développement solidaire, 41, rue de Kerfeunteun. Tél. : (98) 95-57-40.

- 29200 BREST : Centre de documentation Tiers-Monde, 59, rue de Sébastopol. Tél. : (98) 41-90-12.

Centre de documentation coopérative Tiers-Monde, 39, rue du Général-Borgnis-Desbordes. Tél. : (98) 03-03-29.

- 31000 TOULOUSE : CIDES (Centre d'information pour un développement solidaire), 1, rue Joux-Aigues. Tél. : (61) 25-02-32.

- 33000 BORDEAUX : Information action Tiers-Monde Aquitaine, 10, rue de la Fontaine. Tél. (36) 04-31-37.

- 34000 MONTPELLIER : Centre de documentation Tiers-Monde, 3, avenue de Lodève. Tél. : (67) 92-38-69.

- 35100 RENNES : Centre Rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, 41, avenue Janvier. Tél. : (99) 30-27-20.

- 35190 TINTENIAC : Centre de documentation Tinténiaque Tiers-Monde, Mairie, rue Nationale.

- 37100 TOURS : Centre Rennais d'information Tiers-Monde, 2 bis, place Choiseul. Tél. : (47) 54-13-01.

- 38000 GRENOBLE : Centre d'information Inter-Peuples, Maison des associations, 2 bis, rue Bertho-de-Boisieux.

- 44000 NANTES : Centre de recherches et d'information Tiers-Monde, 7, rue de la Clavellerie. Tél. : (40) 89-33-47.

- 45200 MONTARGIS : Centre de documentation « l'Apostrophe », 20, rue du Dévidé. Tél. : (38) 93-13-73.

- 49000 ANGERS : Association jeunesse d'action pour la coopération et la solidarité, 77, rue Bressigny.

- 49300 CHOLET : Cholet Tiers-Monde - Artisans du monde, 10, rue du Sacré-Cœur. Tél. : (41) 65-98-21.

- 51100 REIMS : Une seule terre information, 110, rue des Capucins. Tél. : (26) 08-10-68.

- 54000 NANCY : Centre lorrain d'information pour le développement, 1, rue de la Ravinelle. Tél. : (8) 337-44-46.

- 56100 LORIENT : CRISLA, 38, rue Bayard. Tél. : (97) 64-51-39.

- 59000 CLERMONT-FERRAND : Centre Auvergne pour une solidarité internationale, 11, rue des Deux-Marchés. Tél. : (73) 93-36-26.

- 67000 STRASBOURG : Centre de documentation Tiers-Monde, 7, bd de la Victoire. Tél. : (88) 36-27-21.

- 69001 LYON : Bibliothèque Tiers-Monde, 10, rue Lanterne.

- 72000 LA FLÈCHE : Centre de documentation Tiers-Monde UCODEP La Flèche c/o J. C. Hayet, 39, bd Latouche. Tél. : (43) 94-33-98.

- 73000 CHAMBERY : Centre d'information Tiers-Monde, 1, rue Saint-François.

- 75009 PARIS : Centre de documentation Tiers-Monde, 20, rue de Rochechouart. Tél. : (1) 282-07-51.

- 75015 PARIS : CEDIPF (Centre de documentation internationale pour le développement et la libération des peuples), 14, rue de Nanteuil. Tél. : (1) 531-43-38.

- 77008 MELUN : SILO développement solidaire, 1 place de l'Eglise. Tél. : (6) 437-49-30.

- 79190 SAUZE VAUSSAIS : Association de solidarité Tiers-Monde, 16, rue du Baran.

- 83400 ZACHARIE : Centre d'information Tiers-Monde de la Sainte-Beaume, Le Plan d'Aups. Tél. : (42) 04-30-19.

- 86000 POITIERS : Collectif Tiers-Monde, 23, rue des Trois-Rois. Tél. : (49) 41-49-11.

Manque dramatique d'emplois en Amérique latine

PLUS qu'une explosion démographique - 165 millions d'habitants en 1950, 363 millions en 1980 et probablement plus de 550 millions en l'an 2000, - l'Amérique latine vit une explosion de l'emploi (demandes). Emplois en ville, emplois des jeunes, conditions de l'augmentation des flux migratoires campagne - ville et la chute brutale de la production nationale (le PIB par habitant a baissé de 5,6 % en 1983), ce qui amène la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) à dire que, sans aucun doute, « l'année 1983 a été, pour la région dans son ensemble, la pire année de toute la dernière moitié du siècle ».

En 1979, la Banque mondiale estimait que la croissance de la main-d'œuvre en Amérique latine, durant les années 80, sera de 3 % par an, en moyenne, le plus haut chiffre du monde pour n'importe quelle période comprise entre 1960 et l'an 2000. Aux deux caractéristiques déjà mentionnées (villes, jeunes), il faudra en ajouter une troisième : l'emploi des femmes. Déjà, dans son information annuelle sur 1977, la Banque interaméricaine du développement mentionnait que « entre 1970 et 1975, la croissance de la population active dans la région a été spectaculaire. L'augmentation projetée d'ici à l'an 2000 est tout aussi effrayante ». En chiffres bruts, cela veut dire que la population économiquement active va tripler entre 1960 et l'an 2000. Cent trente millions de personnes intégreront le marché du travail durant cette période. Parmi elles, trente-six millions le feront durant les années 80, et les quarante-cinq autres millions dans les dix années suivantes. Quel emploi trouveront ces millions de personnes, lorsque l'on sait, par exemple, que le chômage urbain en 1983 était de 19,7 % au Chili, 15,7 % en Uruguay, 12,6 % en Bolivie, 12,5 % au Mexique, 11 % en Colombie et 6,8 % au Brésil ? Comment ignorer la priorité absolue que constitue la confrontation de cette explosion de l'emploi, lorsque l'on sait que selon le PREALC (Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes), la sous-utilisation totale de la main-d'œuvre dans la région - qui inclut la vente à la sauvette et le travail au noir - est équivalente à plus d'un quart du total et que dans le milieu urbain, 40 % des travailleurs reçoivent un salaire inférieur au minimum nécessaire pour la satisfaction des besoins essentiels de leur famille ?

Pour absorber cette gigantesque demande d'emplois, il faudrait des taux de croissance du produit intérieur de l'Amérique latine supérieurs de 7 % à la

moindre annuelle, de ce jour à la fin du siècle. Cependant, la tendance est, dramatiquement, à l'opposé : le PIB est tombé en 1983 de 5,6 %, tandis que le produit par habitant a été presque de 10 % plus bas en 1983 qu'en 1980, soit au niveau de 1977.

L'Amérique latine chute, tandis que sa population croît. On imagine l'impact sur la vie et la mort, sur l'alimentation et la santé, sur le logement et l'éducation, de millions de Latino-Américains. Ce que l'on appelle pudiquement « le style de développement prévalant dans la région » est en cause. La situation se serait-elle à tel point dégradée qu'elle fasse accepter l'idée que l'Amérique latine manque d'espace et de ressources, des potentialités et de la dignité qui rendent possible la vie de tous ses habitants ?

SERGIO SPOERER,
Institut latino-américain
d'études transnationales.

Les ONG et les personnes déplacées à travers le monde

ENGAGÉES auprès des immigrés en France et en Europe pour les aider à trouver un statut, les ONG le sont aussi auprès des réfugiés pour les accueillir, les aider à s'organiser, à reprendre souffle et espoir.

Des camps de réfugiés afghans, cambodgiens, laotiens, vietnamiens, à ceux du Salvador ou du Guatemala, en passant par Timor Oriental, la Namibie ou l'Ouganda, la ronde des projets entoure le monde.

Aide d'urgence, mais aussi formation, structures de santé, activités économiques sont au registre de l'action des ONG. Mais il est nécessaire de lutter en même temps contre les causes qui jettent sur les routes ou les mers treize millions de personnes (selon le Haut Commissariat pour les réfugiés) dans une infatigable érosion : causes économiques, politiques, ethnico-culturelles... C'est l'enjeu de l'aide au développement qui comporte aussi l'urgence de créer des corps intermédiaires, des organisations capables de compenser les pouvoirs dictatoriaux qui n'ont jamais fini de naître.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

JP 11/15/84

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

Representations offres

Important éditeur de
littérature générale
cherche

**REPRESENTANT (E)
CONFIRMÉ (E)**

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Adresser C.V., photo et prétentions sous
N° 7045.989 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montmoyen, Paris-7.

Fabricant de matériel de
protection pour l'industrie
cherche

ATTACHE COMMERC.

DYNAMIQUE

30 ans, pour développement
clientèle région parisienne +
quelques déplacements pro-
vince. Quelques connaissances
techniques nécessaires. Ré-
munération par fixe + intéres-
sement. (Envoyer 10.000 F +
tél.)

Entre-à-vis photo :
LA PROTECTION NATION-
NELLE, 40, RUE LOUIS-
BLANC, 75014 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

1^{er} GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCE

Vous avez un réel sens

BAC

« Je suis technicien (C. E. ...) »
prolonger par une ou deux an-
nées d'études universitaires,
qui vous libèrent de l'O.M. et qui
vous permettent de vous en-
gager dans une carrière.

INFORMATIQUE

par les

RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

les plus puissants :

L'U.A.P.

VOUS OFFRE LES

MOYENS DE VOTRE

FORMATION ET UN

EMPLOI

Pour obtenir les modalités de
votre inscription, env. C.V. à
L'U.A.P., 20 rue de Bercy,
93411 COURBOIS Cedex.

Recher. PROFESSEURS DE
PIANO et de VIOLON
Env. C.V. + photo
sous n° 7045.987 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montmoyen, Paris-7.

Société de Formation
technique

TITULAIRE

DUT ÉLECTRONIQUE

ou ÉQUIVALENT

pour assurer T.P. d'atelier et
cours de formation.

Env. C.V. + photo
sous n° 7045.988 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montmoyen, Paris-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

D.E.S.S. psychologie du tra-
vail + sup. conseil orien-
tation et formation.

Homme 38 ans, ch. poste :
serv. recrutement, format.,
digne cabinets consultants. Tél.
la part. de 14 h : 839-13-45

ou (leu n° 322)

S.I.P. PUBLICITÉ 11, rue
d'Uzès, 75002 PARIS.

Jeune d'entreprise homme,
exp. prof., 20 ans prat. écon-
omique, anglais, esp. nat.,
rech. collaboration temps par-
tel, disp. imméd. 245-45-45.

J. H. 18 ans,
étudiant sérieux,
cherche job d'été
mi-juillet et août 1984.

Env. C.V. à M. le Monde pub-
licitaire, 11, rue d'Uzès, 75002 Paris.

J. P. traducteur, 10 ans exp.
technique, dipl. or. j. nat., alle-
mand, anglais, esp. nat.,
20 juin-10 sept. 707-74-77.

BIOTECHNOLOGIE

POSSÈDE BREVET

Recher. 1978-1979.

J. H. 22 ans, math. A.E.S.,
cherche emploi dans la
rech. en gén. chim. et biotech.
Tél. : 144.51.15-16-17.

automobiles

ventes

moins de 5 CV.

Vends 1978 GTL 81, 4 CV

entièrement en état, neuve.

55.000 F. Pts : 25.000 F.

Tél. : 341-53-78.

de 5 à 11 CV.

A vendre BMW 2002 Touring

année 1973, moteur, boîte,

42.000 km, pneus, jantes alu.,

spoiler, glaces vitrées, pul-
vérisateur. Pts : 22.000 F.

Téléphone : 598-47-32.

Particulier vend 800 STI gris

année 1974, 21.000 km,

me 83, T.O., automatique,

bonne tenue de route, 70.000 F.

235-06-18 p. 52.

de 12 à 16 CV.

SAAB 900 TURBO APC

modèle 1984, 5.800 km, ver-
micul., int. beige, radio, stérile

avec télécommande, disp. im-
médi. Téléphone : 459-45-32.

Pts : 102.500 F.

plus de 16 CV.

V. PORSCHE 911 Carrera

1984, pour route.

Téléphone : (33) 51-50-28.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

QUAI HENRI-IV

FACE ÎLE SAINT-LOUIS

2.200.000 F. DORESSAY.

624-83-33.

5^e arrdt

Pr. M. AUSTERLITZ, studio,

cul., bain, chaut. cent., asc.

URGENT. 634-13-18.

NEUF

IMMEUBLE TRÈS

GRAND LUXE

RESTE 9 APPARTS

3, 4 et 5 PCHES et un

DUPLEX-TERRASSES

Livraison immédiate

JARDIN PLANTES

1 et 3 RUE POLIVEAU

A partir de 18.000 F le m²

Ferme et défriche

APPARTEMENT TENDON

Tous les jours 14 h à 18 h

Sauf mercredi et dimanche

A.W.I. Tél. : 267-37-37.

MONGE

BEAU STUDIO

Tous les jours 14 h à 18 h

Sauf mercredi et dimanche

310.000 F. 325-87-18.

6^e arrdt

Saint-Germain-Maubert

140 m², SOLEIL.

7^e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE, rue de

la Harpe, 100 m², 500.000 F.

577-95-85.

EXCEPTIONNEL

POUR ESTHÈTE, rue de

la Harpe, 100 m², 500.000 F.

577-95-85.

A 13.

296-59-58.

ou 380-46-30.

MP VANEAU, 2 P., 40 m²,

ent. et j. nat., 800.000 F. Cane.

800-78-98.

11^e arrdt

MP PARMENTIER, résident

DUPLEX 2 P., 60 m², 800.000 F.

TERRASSE PLIN SUD.

Pts 800.000 F. 624-83-33.

12^e arrdt

DAUMESNIL PICPUS, imm.

pièce de 1, stand, asc. disp.

sup. 2 p. et nat. 425.000 F.

Credit possible. 347-57-07.

13^e arrdt

PORT-ROYAL

studio, 30 m², 33 m², imm.

récent, 300 m², 328-17-38.

GOBELINS

dans imm. en rénovation

chauff. sol, cul., 3 pièces

libre 520.000 F

3 pièces libre 345.000 F

3 pièces occupé 380.000 F

2 p. occupé, 100.000 F. P. à 7

14, rue du Jura, 4 pièces, 14

de 14 h à 17 h. 788-45-86.

15^e arrdt

Dans IMM. GRAND STAND,

construit par CECOGI au

329, RUE LECOURBE

IL RESTE :

UN 3 PCHES 72 m²

lun. plac. + terr. Pts 845.500 F

LIVRAISON IMMÉDIATE

Bureau de vente ouvert :

- Mercredi au vendredi de

14 heures à 19 heures.

- Samedi 10 h 30 à 13 h 30.

Tél. : 875-62-78.

16^e arrdt

RANELAGH

Bel imm. récent s/verdures.

12 p. + 2 ch., 2 b., 2 s., 2

terr. 1.250.000 F. 582-17-17.

18^e arrdt

ATELIER LOFT

2 étages, accès utilitaire, 10 h

à 14 h, 8, rue COUSTOU.

CECOGI construit

Résidence à Montreuil 18^e

53, R. DU SIMPLON

STUDIO 2, 3 P., PARK.

Studio à partir 322.500 F

2 P. à partir 472.500 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE

4 APPARTEMENTS EN

PRÊT CONVENTIONNEL

STUDIO 2 P., 3 P.

Bureau de vente ouvert

mercredi, jeudi et samedi

de 14 heures à 19 heures.

Tél. : 575-82-78.

M^e ABESSES

Appartement 2 P., cul., bain, w.c.

285.000 F. VERMOREL.

19^e arrdt

MP LAMARCK, 3 P., 73 m²

+ bath, 10 m² sur rue, asc.

chiff. cent., très belle cul., équi-

pée, bain, w.c., penderie.

800.000 F. 100 m² de

terrasse. 258-85-18.

20^e arrdt

P. NATION, 3 P., entrée, cul.,

bain, chaut. cent. A restaurer.

A SAISIR. 634-13-18.

78-Yvelines

VERMOREL, dans bel imm.

ancien, 5 ch., 5 b., 5 s., 5

terr. 1.250.000 F. 582-17-17.

VERMOREL, 100 m², 500.000 F.

NAT. 100.000 F. 624-83-33.

91-Essonne

PARTICULIER A PARTICULIER

VIRY-CHATILLON

A VENDRE 3 1/2 (170 m²)

VUE EXCEPTIONNELLE

SUR LAC

Dans résidence boisée,

imm. 4 étages

grand balcon sur appartement.

Cuisine équipée, park. sout.

300.000 F + 80.000 F. P. à 7

14, rue du Jura, 4 pièces, 14

de 14 h à 17 h. 788-45-86.

GRIGNY (Essonne), dans petit

immeuble de 5 étages, beau

4 pièces, 88 m², sur jardin,

réjour double, 2 chambres,

alcôve, rangements, cuisine

chêne, cave, parking, 10 m

gare. Pts 250.000 F dont

C.F. 16.000.

Téléphone : 808-48-08.

92-Hauts-de-Seine

Boulogne, 4^e et 5^e possib. réunir

78 m² à 2 p. 230.000 F, 2 p.

250.000 F, tous les jours.

12 h 30-13 h 30, 91 bis, rue

d'Aguesseau, Tél. 735-70-87.

94-Val-de-Marne

GENTILLY

MP OFFRE D'ÉTALÉ

2, 3, 4, 5 P.

SUR JARDIN

PRÊTS

CONVENTIONNÉS

Taux préférentiels

500.000 F à 1.000.000 F

LIVRAISON IMMÉDIATE

Bureau de vente sur place

du 14 h à 19 h, week-end de

11 h à 14 h et de 14 h à 19 h.

1945-07-78 - 385-83-23.

Part. à part. ANTONY, Cote-
de-Berny, limite Bourg-
la-Reine, type 3, 4 étages, en-
semble, vue sur jardin et Parc

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

de Stouffville, proche RER, bus

Les discussions continuent

(Suite de la première page.)

Pourtant on a le sentiment que l'affaire Creusot-Loire ne fait que commencer. Non seulement parce que l'élaboration d'un plan de sauvetage est encore recherchée et que « des surprises sont possibles » selon les propos d'un des négociateurs, mais aussi du fait des multiples prises de position déclinées par les propos de M. Pineau-Valencienne (le Monde du 14 juin).

La Compagnie financière de Suez, dans un long communiqué de son président, M. Jean Peyrelevade, et de son délégué général pour les affaires industrielles, M. Gérard Worms, a justifié sa tentative d'intervention destinée à « explorer les voies d'une possible solution au drame que connaît Creusot-Loire ».

Rappelant que l'actionnariat du groupe Schneider, principal actionnaire de Creusot-Loire, paraît depuis longtemps « tout à fait mystérieux, fluctuant et hors d'état de consacrer à l'un des plus importants groupes industriels français les moyens en fonds propres indispensables à son expansion », Suez explique sa volonté de prendre une participation majoritaire dans Jeumont-Industries : « Notre expérience de la vie des affaires elle-même confortée par quelques événements antérieurs de la vie du groupe démontrent que les investisseurs concernés ne pourraient accepter de s'engager dans une tâche aussi difficile si à tout moment ils risquaient d'être mis en minorité ».

Peu après, M. Fabius, répondant à l'Assemblée nationale à des questions d'actualité, résumait l'argument avancé par le président de Creusot-Loire, qui avait fait état d'une vo-

lonté gouvernementale de nationalisation : « Tel n'est vraiment pas le cas puisque, au contraire, ce sont les dirigeants qui pensent que l'Etat doit payer, payer, payer et ne rien faire d'autre (...). L'Etat n'est pas une machine à éponger les erreurs de gestion (...). Favorables à la liberté d'entreprise, nous estimons que celle-ci ne va pas sans responsabilité et qu'il n'incombe pas à la masse des contribuables de remédier aux carences de quelques-uns ».

Enfin, dans la soirée, la banque Paribas annonçait que ses deux administrateurs au conseil de Schneider, MM. François Morin et Pierre Hies avaient démissionné. C'était là la conséquence du communiqué de la société affirmant que le conseil avait rejeté « à l'unanimité » la proposition du gouvernement et mandaté M. Pineau-Valencienne pour demander la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire. Paribas faisait valoir que ses représentants avaient exprimé leurs réserves « contiguës aux procès-verbaux » et qu'aucun vote n'était intervenu tandis que Schneider maintenait sa venue.

Un dossier hautement politique

Quelle que soit finalement la décision prise par le tribunal de commerce de Paris et la possibilité d'élaborer très rapidement un plan de développement, ce dossier devenu hautement politique soulève une série de questions propres à l'industrie française et aux rapports entre l'Etat et le secteur privé. Car pour la

première fois la sacro-sainte alliance Etat-patron-salariés des périodes de tempête industrielle n'a pas joué. Et les défenseurs de l'entreprise privée demandent l'intervention d'un gouvernement de gauche qui les renvoie aux règles du capitalisme.

On peut s'interroger tout d'abord sur l'extrême fragilité des structures financières de Schneider. Voilà une des deux cents premières entreprises du monde, la huitième française (et le second groupe privé après Peugeot) que l'on peut contrôler en détenant la majorité de la société parisienne d'études et de participations dont la capitalisation boursière ne dépasse pas 55 millions de francs. Cela ne signifie pas que le groupe Schneider ne dispose pas d'actifs importants, mais apparemment certains capitalistes n'ont pas de capitaux.

Les relations entre l'Etat et la sidérurgie ne sont pas moins surprenantes. Faut-il rappeler que les malheurs de Creusot-Loire — si on les attribue bien, comme M. Pineau-Valencienne, à la sidérurgie — remontent non au gouvernement socialiste mais à son prédécesseur. Car c'est M. André Giraud, alors ministre de l'Industrie, qui refusa de l'argent à ce groupe au titre des aides à la sidérurgie parce que Creusot-Loire était bénéficiaire dans ses autres activités. Ce qui reste de sidérurgie dans cette société ne perd plus guère que 50 millions de francs par an. Il faut bien admettre qu'il y a quelque audace de la part des dirigeants du groupe — et du plan de M. Schultz qui sert de fondement industriel à leur action — à demander la reprise, par la sidérurgie nationale, de Phoenix Steel, un investissement catastrophique.

entre-Atlantique qui est désormais au bord du dépôt de bilan.

Le rôle des banques, dès lors que l'essentiel du crédit est nationalisé, peut aussi faire problème. C'est du moins l'un des arguments avancés par M. Pineau-Valencienne pour multiplier ses demandes d'intervention, et prend le contrôle de presque la totalité des acteurs de l'économie, notamment les banques, à qui peut-on s'adresser, sinon à lui pour compenser l'effet de ses interventions ?

Enfin, à voir la façon dont ont été traités quelques dossiers récents d'entreprises en difficulté, on peut s'interroger sur la doctrine industrielle de l'Etat. Pour ne prendre que les trois exemples récents de l'AMREP, La Chapelle-Darblay, Creusot-Loire, on ne peut dire que celle-ci soit très claire. Les pouvoirs publics ont consacré 2,3 milliards de francs (1,4 milliard de subventions non remboursables et 900 millions de prêts bonifiés) au redressement de La Chapelle-Darblay parce qu'ils ont jugé nécessaire de défendre — en termes d'indépendance nationale et de balance commerciale — la production française de papier journal. Ils ne pouvaient guère solliciter les actionnaires, il n'y en avait plus. En revanche, l'Etat n'a pas jugé nécessaire de faire prendre le contrôle de cette société par les fournisseurs de fonds (même s'il a un droit de préemption sur le capital de la société).

Dans la déroute de l'AMREP, la principale société française du secteur parapétrolier, les pouvoirs publics ont laissé cette entreprise être mise en règlement judiciaire. Ils n'ont pas contraint les actionnaires — principalement deux sociétés dépendantes partiellement de l'Etat par Paribas et Total — à jouer complètement leur rôle. A l'inverse, ils n'ont pas été sollicités par ces sociétés.

Enfin, pour Creusot-Loire l'Etat s'est refusé à nationaliser les pertes, mais a proposé, par l'intermédiaire de ses banques, de prendre le contrôle du groupe Schneider qui, lui, gagne de l'argent, pour suppléer l'actionnaire défaillant. Voilà qui n'apparaît pas totalement homogène. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les responsabilités dans ce dernier dossier — et celle de M. Pineau-Valencienne sont indéniablement considérables — on ne peut pas moins souhaiter que les relations de l'Etat avec l'industrie, le secteur public comme le secteur privé soient clarifiées.

BRUNO DETHOMAS.

Les explications de Suez

M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, et M. Gérard Worms, délégué général pour les affaires industrielles ont réagi aux propos de M. Pineau-Valencienne concernant leur démarche auprès de lui.

« Nous souhaitons explorer les voies d'une possible solution au drame que connaît Creusot-Loire (...) Mais nous n'étions en aucune façon mandatés, à quelque titre que ce soit, par les pouvoirs publics. Nous l'avons dit de la manière la plus claire à M. Pineau-Valencienne (...) »

« Nous avons donc imaginé un schéma par lequel, en même temps que nous essayions de convaincre les banquiers et les pouvoirs publics de consentir aux efforts nécessaires pour consolider la situation de Creusot-Loire, nous nous efforcions de constituer un tour de table d'investisseurs publics ou privés, financiers ou industriels, français ou étrangers. Ce tour de table servait aussi à renforcer les fonds propres du groupe Schneider et aurait rapidement abouti à un véritable plan d'industrialisation à l'intérieur du groupe (...) »

Le 1^{er} juin, M. Pineau-Valencienne proposait une intervention du groupe d'investisseurs précité à hauteur de 40 % dans les structures de contrôle du groupe, les autres 60 % étant détenus soit par les actionnaires actuels du groupe Schneider, soit par des investisseurs proches de lui. Il faisait en outre de l'acceptation formelle par les pouvoirs publics et les banques du « rapport Schultz » une

22 500 salariés

• Ses actionnaires. — Le groupe Creusot-Loire est détenu par la Compagnie financière Creusot-Loire (50 %), qui en a donc le contrôle, par Usinor (30 %) ; le reste des actions est réparti dans le public. Les propriétaires de la Compagnie financière Creusot-Loire sont la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP, ex-De Wael) pour 45 % et Schneider SA pour 55 %, qui a donc indirectement le contrôle et la responsabilité de Creusot-Loire.

Si les liens financiers sont clairs sur ce point, ils le sont moins sur les propriétaires de cette maison-mère Schneider. Ce groupe, pour faire passer les renseignements et les incertitudes à ce sujet, a publié un organigramme fort complexe, qui souligne en particulier le rôle central d'une société pivot, le SPEP (Société parisienne d'études et de participations). Cette SPEP est contrôlée par l'une de ses propres filiales, la SOPAM (qui en détient 11,8 %), et par des actionnaires extérieurs formant majoritairement pour 47,4 %. Il s'agit de diverses sociétés d'assurances (Devoir et Prévoyance, Préservatrice vie, Préservatrice IARD) pour 15,7 %, de Paribas pour 11,8 %, et enfin de la galerie Empain au travers de la Financière Empain pour 13 % et de « actionnaires liés à la famille » pour 4,67 %. On notera à ce sujet que, selon des sources sûres, ces « alliés » de la famille détenaient 10 % à 12 % de la SPEP il y a environ un mois (le Monde du 30 mai 1984). Leur part aurait donc été réduite tout récemment. Sont-ils donc des alliés qui se seraient défaits d'actions SPEP, provoquant les mouvements observés sur ce titre ces dernières semaines ? Tout les

mystères ne sont pas, en tout cas, éclaircis.

• Le groupe. — Creusot-Loire a réalisé un chiffre d'affaires de 11,8 milliards de francs en 1983 et des pertes de 1,4 milliard de francs, trois fois supérieures à celles de 1982 (465 millions de francs). Ce groupe compte 22 500 salariés et 28 300 si l'on ajoute ceux de sa filiale à 50 % Framatome. Première entreprise française de mécanique lourde, Creusot-Loire fabrique des compresseurs, des turbines, de la chaudronnerie, des échangeurs pour le nucléaire et diverses industries. Le groupe est par ailleurs un spécialiste de la traction pour chemin de fer (locomotives et wagons par Carat Fouché). Il fabrique au travers de Batignolles du matériel d'imprimerie ainsi que divers matériels spécialisés comme des véhicules blindés et des grues (Pinguet). Diverses filiales de constructions métalliques (Delattre-Lévy, Nerpelle démonte à 65 %) complètent le dispositif mécanique lourd.

Dans la sidérurgie, Creusot-Loire, après s'être délestiné de l'essentiel auprès de Saurat et Usinor, détient encore Creusot-Marmel (tôles épaisses et fondrières), Phoenix Steel aux Etats-Unis (en suspension provisoire des poursuites) et Cicim, qui fabrique des équipements utilisés dans les aciéries. Cette activité a été responsable d'une perte limitée à 100 millions de francs l'an passé. Creusot-Loire possède enfin Instruments SA, qui fabrique des matériels de mesure, et SMF International, spécialisée dans la matière pour la recherche pétrolière, ainsi que 50 % de Framatome, le fabricant français de chaudières nucléaires, dont le CEA détient l'autre moitié.

M. Fabius : « On nous demande de payer, payer... et de ne rien faire d'autre »

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, mercredi 13 juin, à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité, a évoqué la situation de Creusot-Loire en réponse à une question de M. André Billardon (PS Seine-et-Marne). « Les pouvoirs publics ont déjà accepté un effort représentant plusieurs milliards afin que l'on débouche sur une solution »

« Or, a ajouté M. Fabius, quelques mois à peine après avoir apposé leur signature à l'accord, les dirigeants d'Empain-Schneider ne remettent en cause et réclament trois milliards supplémentaires. Ils invoquent pour se justifier les activités qu'ils ont prises dans la sidérurgie alors qu'en France celles-ci se soldent par moins de 50 millions de pertes annuelles. D'un côté 3 milliards, de l'autre 50 millions et cela dans une situation très grave au regard tant au nombre

des salariés qu'au potentiel industriel de la nation. »

« J'entends certains dirigeants parler d'un prétendu processus de nationalisation : tel n'est vraiment pas le cas puisque, au contraire, ce sont les dirigeants qui pensent que l'Etat doit payer, payer, payer... et ne rien faire d'autre ! Dans ces conditions, j'invite solennellement les dirigeants d'Empain-Schneider à ne pas précipiter Creusot-Loire dans ce qui serait un drame. Ils n'ont pas encore assez étudié nos propositions, et s'ils persistent dans leur attitude non seulement cela se révélera catastrophique, mais on sera amené à s'interroger sur leurs motivations réelles. Jamais dans le monde occidental un grand groupe industriel n'a abandonné à son sort une filiale de l'importance de Creusot-Loire. Tant que le tribunal n'aura pas prononcé de règlement judiciaire, notre offre de solution demeure valable. Les pouvoirs publics ne ménageront pas leurs efforts pour aboutir à une solution. Mais celle-ci ne sera possible que si les responsables d'Empain-Schneider ont le même objectif. »

« L'Etat n'est pas une machine à éponger les erreurs de gestion. Avant d'abord le souci des salariés, il tient à ce que la solution repose sur des bases saines. Favorables à la liberté d'entreprise, nous estimons que celle-ci ne va pas sans responsabilité et qu'il n'incombe pas à la masse des contribuables de remédier aux carences de quelques-uns. »

Au Creusot

LE PC RÉCLAME LA NATIONALISATION DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

L'annonce de la mise en règlement judiciaire et du probable dépôt de bilan de l'entreprise Creusot-Loire a dramatisé la situation en l'espace de quelques heures. Dans l'après-midi de mercredi 13 juin, environ deux mille sidérurgistes, ainsi que plusieurs centaines de salariés des petites entreprises sous-traitantes, ont pris part à un meeting convoqué la veille, à l'appel de la CGT, de la CFDT, mais aussi de la CFC. Puis ils ont manifesté derrière les élus à travers les rues de la ville, dont le maire, M. Dufour, s'est déclaré prêt à participer « à toutes actions responsables pour la sauvegarde du Creusot ». Peu après le défilé, le maire-adjoint, M. Lecaun, a tenu une conférence de presse au nom du PCF pour réclamer la nationalisation du groupe Empain-Schneider, « par expropriation, sans indemnisation des actionnaires ».

ENTREPRISES ! VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER !

Nous vous proposons une idée originale et des conditions exceptionnelles pour un voyage promotionnel de stimulation ou de relations publiques

Le 6 octobre 1984, un vol supersonique CONCORDE à destination de l'Irlande, avec retour sur ligne régulière le jour de votre choix. Un large éventail de formules de séjour.

AIRCOM
93, rue de Monceau
75008 Paris
Tél. 643780 F —
Tél. 622-86-48

AGRICULTURE

La X^e conférence du Conseil mondial de l'alimentation

Les pays en développement doivent protéger leur agriculture déclare M. Rocard

Addis-Abeba. — Lors de la dixième session du Conseil mondial de l'alimentation (CMA), qui se tient dans la capitale éthiopienne du 11 au 15 juin, M. Michel Rocard, ministre français de l'Agriculture et Edgard Pisani, commissaire européen à la coopération, ont voulu tenir, les 12 et 13 juin, le langage de la franchise et du réalisme. Leurs déclarations ont fait impression.

L'un et l'autre ont vigoureusement plaidé en faveur d'un effort national de développement agricole de la part des pays du tiers-monde, et de l'adoption de plans cohérents — appelés « stratégies » — dans le domaine alimentaire. Ils ont montré aussi les problèmes que soulèvent, pour ces pays, l'aide alimentaire et le commerce international. De ce point de vue, ils ont pris le contre-pied de l'« idéologie » libéro-échangiste qui marque quelque peu les orientations du CMA (le Monde du 10-11 juin).

D'emblée, M. Rocard a fait remarquer que la réunion d'Addis-Abeba se tenait juste après un sommet des grands pays industrialisés dont les conclusions ne lui semblaient pas, à l'évidence, très heureuses. Il a souligné que l'insolvabilité

De notre envoyé spécial

lit croissant de la plupart des Etats du tiers-monde, notamment de la totalité des pays les moins avancés, compromettrait à la fois leur capacité d'acheter des aliments et de réaliser des investissements importants. Compte tenu de la situation du monde développé, « c'est, hélas ! a-t-il dit, à un volume d'aide publique en faveur du tiers-monde, et à un niveau de taux d'intérêt largement excessif qu'il est prudent » de s'attendre.

S'exprimant plus en « militant du développement » qu'en ministre européen, M. Rocard a également souligné que les grands exportateurs de produits alimentaires étaient les pays développés et que tous accablent des avantages multiples à leurs agriculteurs. Puis il a cité l'exemple de la Chine, de l'Inde, qui ont développé leur agriculture en se protégeant. « Seuls les systèmes agricoles très performants, a-t-il affirmé, peuvent résister à la pression du marché international. » Il devait au passage souligner les avantages de la politique agricole commune implicitement critiquée à la fois par les Etats-Unis, l'URSS et certains pays en développement.

« La croissance d'agricultures à faible productivité exige, a-t-il souligné, une certaine protection. Les règles internationales des échanges doivent tenir compte de ce constat et accepter notamment que les pays en développement protègent leurs niveaux de prix agricoles intérieurs, notamment par des prélèvements aux frontières sur certains produits importés — de grande consommation — susceptibles de concurrencer les productions locales. Ce n'est qu'à partir d'un niveau significatif de développement que l'accès au commerce international devient possible et que le libre-échange peut être encouragé. »

Priorité à l'Afrique

A propos des efforts nationaux visant à éliminer la faim, M. Rocard a déclaré que le niveau des prix agricoles à la production et la fiscalité devaient préserver l'activité agricole et le monde rural, et non pas dévaloriser les productions vivrières. Le ministre de l'Agriculture a affirmé aussi qu'aucune administration centrale ne pouvait se substituer à des structures d'initiatives locales, où « la paysannerie locale se sent maîtresse du jeu ». Toutefois, il a aussi plaidé pour la création « d'espaces régionaux à gestion homogène » et pour que les pays

donateurs appuient de tels efforts. Il a enfin suggéré que soient réexaminés certains investissements sous-utilisés (barrages, travaux d'irrigation), enfin d'en améliorer le fonctionnement car « il faut prendre conscience que l'argent du développement est cher et ne doit pas être gaspillé ».

Abordant le débat controversé sur l'aide alimentaire, M. Rocard a affirmé que cette aide était indispensable sur une période brève pour faire face à des situations d'urgence et qu'elle ne pouvait durer que si elle était utilisée au profit d'opérations de développement local et régional. Le ministre de l'Agriculture a, en outre, soutenu l'idée qu'une partie des « stocks considérables » de denrées alimentaires des pays occidentaux soit mobilisée afin d'approvisionner, à des conditions préférentielles, les Etats du tiers-monde qui en ont actuellement besoin. Cette question est encore à l'étude à Paris. Il pourrait s'agir d'arrangements contractuels. « Si cela devait porter atteinte aux règles de commerce international, ce sont ces règles qu'il faudrait changer », a-t-il lancé.

M. Pisani a, de son côté, souligné les aménagements apportés par la CEE à l'aide alimentaire européenne pour en limiter les effets pervers. Mais, ainsi que M. Rocard, il estime que la gravité de la situation est telle en Afrique (malnutrition, famines) qu'une aide alimentaire demeure longtemps encore indispensable. Pour le ministre de l'Agriculture aussi, c'est en Afrique que « se jugera la capacité de la communauté internationale à faire régner la malnutrition et la dépendance alimentaire ». Il a suggéré un redéploiement de l'aide internationale en faveur du continent africain et lancé un appel pour que ce « réajustement » reçoive la « priorité absolue ».

Le commissaire européen a, par ailleurs, indiqué que la lutte contre la désertification allait constituer un protocole à part de la future convention entre la CEE et les ACP. Les termes n'en sont pas encore au point en raison de divergences d'opinion entre certains partenaires européens, mais ce protocole représentera un engagement à long terme de la Communauté pour tenter de redresser la situation des pays affectés par cette désertification. Toutefois, l'effort de l'Europe ne suffira pas à la tâche et c'est à une véritable mobilisation « forte et collective » de la communauté internationale que M. Pisani a appelé.

GÉRARD VIRATTE.

UN SYNDICAT AGRICOLE DISSIDENT VA SE CRÉER DANS LE FINISTÈRE

(De notre envoyé spécial.)

Brest. — Un nouveau syndicat d'agriculteurs va être créé dans le Finistère. Il s'agit de l'Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles, regroupant les membres de l'ancienne Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) qui avaient donné leur démission. Le nouveau syndicat sera indépendant des autres structures finistériennes et nationales.

L'UDSEA sera créée en septembre. Les dissidents de la Fédération nationale contacteront durant l'été les syndicats de base de la FDSEA pour leur demander de faire partie de la nouvelle structure.

Une longue crise avait opposé le Centre national des jeunes agriculteurs du Finistère (libéral) à certains membres de la FDSEA. A l'occasion des récentes élections au sein de la Fédération départementale, le CDJA l'avait emporté.

M.-Ch. R.

AFFAIRES

MM. WILLOT REMETTENT EN CAUSE LEURS ACCORDS

AVEC LA COMPAGNIE BOUSSAC

MM. Willot viennent d'engager une procédure auprès du tribunal de commerce de Lille afin d'obtenir l'annulation des accords conclus, en juillet dernier, entre chacun d'eux et les dirigeants de la Compagnie Bousac-Saint Frères (CBSF). Ces accords devaient permettre la reconstitution de l'ancien groupe Bousac-Willot, notamment par la récupération des titres que détenait MM. Willot (*le Monde* des 6, 9 et 14 juillet 1983).

Il y a quelques mois, M. Georges Plescoff avait reçu mission du premier ministre pour que soit précisée si ces accords étaient juridiquement recevables, ce dont semblaient douter des hauts fonctionnaires du ministère de la justice. Toutefois, sur les bases de ces accords, M. Plescoff recherchait parallèlement un *modus vivendi* avec MM. Willot afin que puisse être dénouée cette fois rapidement l'affaire Bousac.

La nouvelle initiative de MM. Willot paraît indiquer qu'ils ont choisi de rompre avec leur interlocuteur. Cette décision aura pour première conséquence de retarder encore le dépôt d'un concordat avec les créanciers, dont les dettes s'élèvent à 2,775 milliards de francs (*le Monde* du 30 mai).

FAITS ET CHIFFRES

● Le gouvernement autorise la bi-carburant super et GPL. — M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat à l'énergie, a annoncé, le 13 juin, que le gouvernement autorisait les automobilistes à rouler indifféremment au super ou au GPL. Les automobilistes, qui devaient auparavant choisir entre les deux carburants, pourront, en poussant une simple manette, passer de l'un à l'autre.

Le GPL est un gaz de pétrole liquéfié mélangé de butane et de propane. Il donne une consommation plus élevée, mais il a divers avantages de souplesse, de pollution moindre, et surtout de prix. Taxé comme le gazole, il coûte 3,25 F par litre, contre plus de 5 F pour le super. Le ministre de l'économie, pour cette raison, s'opposait jusqu'ici à la « bi-carburant ». Le parc français, de ce fait, était limité (65 000 véhicules fin 1983). Il pourrait désormais se développer et atteindre 300 000 unités en 1990, chiffre pourtant bien inférieur à la RFA, où le parc est de 1,6 million et devrait atteindre 3 millions en 1990.

● Relèvement du plafond du B-vret A. — Le relèvement de 58 000 F à 68 000 F du plafond du livret A des Caisses d'épargne (*le Monde* du 14 juin), dont le taux de rémunération reste fixé à 7,50 %, entrera en vigueur à compter du 15 juin. Cette décision, qui concerne également le livret « bleu » du Crédit mutuel, devrait entraîner quelque 5 à 10 milliards de francs d'épargne nouvelle, estime M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

● Importations d'acier américaines. — La CEE a regretté, le 13 juin, la décision du département américain du commerce de recommander à M. Reagan de limiter sévèrement les importations d'acier (le *Monde* du 14 juin). La CEE, qui a signé un accord d'autolimitation de ses ventes sidérurgiques aux Etats-Unis avec le gouvernement américain, en octobre 1982, demande le respect de cet accord qui s'est traduit par une diminution de 27 % en 1983 de ses exportations.

IBM s'oppose à la procédure anti-trust de la CEE

New-York. — M. Nicolas Katzenbach, vice-président d'IBM et conseiller juridique de la compagnie, a sévèrement critiqué le 13 juin devant quelques journalistes la procédure anti-trust entamée par la Commission de la Communauté européenne (*le Monde* du 30 novembre 1983). Celle-ci veut, a-t-il indiqué, forcer IBM à partager des informations techniques avec ses concurrents. « En dehors de toute considération financière, nous nous y opposons pour une question de principe », a indiqué M. Katzenbach, qui a affirmé qu'IBM refusait d'être obligée à diffuser plus d'informations techniques qu'elle se le veut.

La CEE, a indiqué M. Katzenbach, doit annoncer d'ici la fin du mois de juin sa décision de poursuivre sa procédure anti-trust contre IBM. Toutefois, des discussions

informelles se poursuivent pour tenter d'obtenir un accord amiable.

Cette affaire, commencée il y a quatre ans par une plainte de la Commission, concerne essentiellement aujourd'hui les caractéristiques techniques du système 370 et de ses périphériques. La CEE souhaite qu'IBM publie les modalités techniques pour se brancher sur ces systèmes, et notamment un éventail très large d'informations sur les interfaces de ces derniers.

En publiant trop d'informations sur ces interfaces, a expliqué M. Katzenbach, IBM permettrait à ses concurrents, notamment les constructeurs européens et japonais, comme Hitachi et Fujitsu qui construisent des machines utilisant les programmes IBM, de prendre de l'avance sur les futurs modèles d'IBM. — (AFP.)

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LA DIRECTION ET LE SYNDICAT DES CHARBONNAGES ONT ÉCHOUÉ

Londres (AFP). — Les pourparlers entre le syndicat des mineurs britanniques (NUM) et la direction des charbonnages (NCB) en vue de trouver une issue au conflit qui paralyse plus des deux tiers des puits en Grande-Bretagne ont échoué le 13 juin. Ces négociations « secrètes » avaient repris mercredi dans une atmosphère tendue, alors que la grève des mineurs est entrée dans son quatrième mois. La réunion a duré quatre-vingt-dix minutes et les deux parties se sont séparées sans fixer de date pour une nouvelle rencontre.

Selon la direction des charbonnages, M. Scargill, le président du NUM, a de nouveau demandé que le NCB « retire purement et simplement son plan du 6 mars dernier ». De son côté, le secrétaire général du NUM, M. Heathfield, a parlé d'« impasse ». Le plan, qui est à l'origine de la grève des mineurs déclenchée le 12 mai dernier, prévoit la fermeture d'une vingtaine de puits de mine « non rentables » et la suppression de quelque 20 000 emplois au cours de l'année 1984-1985.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL.....	8,3405	8,3395	+ 60	+ 98
SE-DM.....	6,4190	6,4220	+ 35	+ 65
Yen (100)...	3,5993	3,6017	+ 170	+ 185
DM.....	3,0761	3,0776	+ 166	+ 175
Franc.....	2,7283	2,7303	+ 135	+ 145
F.R. (100)...	15,8831	15,8996	+ 55	+ 130
ES.....	3,6242	3,6268	+ 235	+ 280
L (1 000)...	4,9362	4,9329	- 125	- 160
£.....	11,5623	11,5738	+ 292	+ 340

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 7/8	11	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/8	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/4
SE-IL.....	5	5	5 1/16	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4	6 1/8
SE-DM.....	5	5	5 1/16	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4	6 1/8
F.R. (100)...	11	11 1/2	11 3/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	12 1/4
ES.....	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
L (1 000)...	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2
£.....	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de notation par une grande banque de la place.

PHOTOCOPIE COULEUR

SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

Le marché de l'automobile est resté déprimé en mai

Le marché de l'automobile a continué de se dégrader au mois de mai en France, fléchissant de 10 % par rapport à mai 1983 et de 12,6 % au cours des cinq premiers mois de l'année (par rapport à la même période de 1983).

Parmi les constructeurs français, seul Peugeot a accru ses ventes en mai avec 27 428 unités (+ 5,7 %). En revanche, Citroën (- 16,1 %), Renault (- 19,5 %), Talbot (- 28,3 %) sont en pleine débandade.

Sur ce marché, qualifié de « déprimé » par la chambre syndicale des constructeurs d'auto-

mobiles (CSCA) qui publie ces chiffres provinciaux d'immatriculation de voitures neuves, les étrangers réussissent cependant à tirer leur épingle du jeu et programment de 4,5 %, portant leur part du marché français à 36,68 % au cours de ce mois.

Sur cinq mois, Citroën est en chute de 13,1 %, Talbot de 53,8 %, Renault de 20 %, tandis que Peugeot a augmenté ses ventes de 5,6 % et que les étrangers ont régressé de 5,7 %. De par de marché, Renault est tombé à 31,8 %, le groupe PSA est à 33,2 % et les étrangers représentent 35 %.

TRANSPORTS

Une nouvelle grève des douaniers italiens provoque des encombrements au tunnel du Mont-Blanc

De notre correspondant

Grenoble. — « Le tunnel du Mont-Blanc est devenu une formidable arête de contention, constatent, jeudi matin, un responsable italien de l'ouvrage. A nouveau, le tunnel est l'enjeu d'une corporation. »

Réclamant un nouveau statut et une augmentation des effectifs, les douaniers italiens ont, en effet, commencé lundi 11 juin, une grève limitée des heures supplémentaires, rendant très difficile la traversée par les poids lourds des 12 kilomètres du « tube ». Neuf cents camions étaient immobilisés jeudi à 8 heures, de part et d'autre du tunnel. Les camionneurs français avaient, en fin de nuit, exprimé leur colère en dressant plusieurs barrages entre Sallanches et les abords du tunnel du Mont-Blanc.

Toutefois, aux premières heures de la matinée, le trafic reprit lentement à l'intérieur de l'ouvrage, provoquant le levée des obstacles à la circulation installés par les camionneurs. Mais on redouta, à Chamonix, que ce répit ne soit que de courte durée, la grève des douaniers italiens devant reprendre dès jeudi à 14 heures.

Dans la vallée de Chamonix, on craint que l'action des camionneurs français ne conduise les prémisses d'un nouveau et profond mouvement de mécontentement, comme celui qui paralyse les grandes vallées.

M. QUIN EST RECONDUIT A LA RATP

Le nouveau conseil d'administration de la RATP a proposé, mercredi 13 juin, de reconduire M. Claude Quin dans ses fonctions de président. Le prochain conseil des ministres devrait ratifier ce choix, acquis à l'unanimité du conseil de la RATP moins 9 voix. Le nombre des administrateurs a été porté de 20 à 27 membres. Il comprend 9 élus du personnel (4 CGT, 2 FO, 1 autonome, 1 CGC, 1 CFTD).

Parmi les personnalités qualifiées désignées par les pouvoirs publics, on trouve : MM. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) et ancien ministre, Gilbert Gantier, député de Paris (UDF), membre de l'ancien conseil d'administration, Jacques Guyard, maire d'Evry (PS), Alain Juppé, adjoint au maire de Paris (RPR), Jean-Louis Mons, président du conseil général de Seine-Saint-Denis (PCF), Maxime Kalinsky, ancien maire de Villeneuve-le-Roi (PCF), Raoul Collet, représentant le patron des industries métallurgiques de la région parisienne, et Antoine Barbero, retraité de la SNCF.

M. BERNARD ATTALI SUCCÉDERAIT A M. GUY VERDEIL

A LA PRÉSIDENCE DU GAN

M. Bernard Attali, délégué général de la DATAR, devrait succéder à M. Guy Verdeil à la présidence du Groupe des assurances nationales (GAN), au troisième rang des compagnies d'assurances nationalisées.

M. Attali, vient, en effet, d'être nommé au conseil d'administration du GAN, dans lequel ne figure plus M. Verdeil. Ce dernier, inspecteur général des finances, qui avait appartenu au cabinet de M. Giscard d'Estaing lorsqu'il était ministre des finances, pour occuper, ensuite, le poste de directeur général du commerce et des prix, avait été nommé président du GAN en mai 1975, succédant à M. Pierre Olgiati. Son mandat a expiré il y a peu de temps.

Dans les autres compagnies d'assurances nationalisées, le mandat de Mme Yvette Chassagne, la présidente de l'UAP sera, très vraisemblablement, renouvelé. MM. Michel Albert et Robert Bertaux, devraient, eux aussi, être reconduits dans leurs fonctions aux AGF et à la Mutuelle générale de France (MGF).

THORN-EMI RENONCE A ENTRER AU CAPITAL DE BRITISH AEROSPACE

Après quatre semaines de discussions, la British Aerospace (BA), société britannique, a décidé mardi 12 juin, de rompre les négociations engagées avec Thorn-EMI, firme spécialisée dans les équipements électroniques et militaires, qui devaient aboutir à une prise de participation de Thorn-EMI dans BA.

Le prix que Thorn-EMI était prêt à payer, 4 livres par action (40 francs), a été jugé insuffisant. Thorn-EMI était en compétition avec la General Electric Company (GEC), spécialisée dans les équipements électroniques et militaires, pour acquérir une part non définie de BA (*le Monde* daté 3 et 4 juin). GEC se retrouve donc en première ligne pour acquérir des titres de BA : mais Thorn-EMI pourrait renoncer, et tenter d'obtenir un appel favorable du gouvernement britannique. L'Etat détenant 48 % du capital de BA.

FISCALITÉ

IMPOTS SUR LES GRANDES FORTUNES : DÉCLARATION ET PAIEMENT REPORTÉS AU 18 JUILLET

La date limite de souscription des déclarations et de paiement de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) est repoussée au vendredi 15 juin au lundi 18 juin, a annoncé le secrétaire d'Etat au budget. Le paiement de la majoration conjoncturelle de 8 % sur cet impôt devra être effectué simultanément, rappelle le secrétaire d'Etat.

Les personnes imposables doivent déposer leur déclaration à la recette des impôts de leur domicile au 1^{er} janvier 1984.

Cet impôt s'applique cette année aux détenteurs d'un patrimoine supérieur à 3,4 millions de francs. Selon les prévisions officielles, il devrait rapporter 4,3 milliards de francs, soit moins de 1 % des recettes fiscales de l'Etat.

Le taux d'imposition est de 0,5 % pour un patrimoine compris entre 3,4 millions de francs et 5,6 millions de francs, de 1 % entre 5,6 millions de francs et 11,2 millions de francs et de 1,5 % au-dessus de 11,2 millions de francs (la partie inférieure à 3,4 millions de francs n'est pas imposée).

(Publicité)

Le gouvernement de la République de Haute-Volta réalise avec l'aide financière de l'association internationale de développement (AID) le projet de développement urbain de Haute-Volta. La direction du projet recherche un juriste et/ou économiste, expert en finances municipales, spécialisé dans le domaine des villes africaines. Il sera basé dans la capitale. L'intervention sera de 12 mois, avec les avantages liés à l'expatriation. Disponible sur demande.

La consultation est internationale et elle est ouverte à égalité de condition à toutes personnes physiques ou morales des états membres de la B.I.R.D. et de la Suisse. Adresser votre candidature, rédigée en langue française, avec curriculum vitae, photo, prétentions et indication de la disponibilité avant le 30 juin 1984 au directeur du projet de développement urbain B.P. 7014 - Ouagadougou - République de Haute-Volta.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Chez votre marchand de journaux

DECISION Informations

APPLE II : UN PORTABLE DE POIDS

futuribles

L'ECONOMIE FRANCAISE A L'HORIZON 2000

Journée d'étude sur l'avenir du Système Productif

Jeudi 21 juin 1984 - PARIS - Palais des Congrès renseignements (1) 222.63.10

Meyrowitz OPTICIEN

LES LUNETTES DE SOLEIL

CARRERA FORSÈE DESIGN

Ray-Ban Christian Dior Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR LE SOLEIL

5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 6 : 20 FF chez votre marchand de journaux.

1520 1001

SOCIAL

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Un constat d'impuissance

On en avait fait une montagne, et s'il n'y avait même pas de souris ? La question se pose à l'issue du conseil des ministres du 13 juin, annoncé comme un moment important dans la lutte contre le chômage, et qui avait même été précédé d'un séminaire gouvernemental, le 25 mai à Versailles, ainsi que d'un comité interministériel réuni au soir du lundi de Pentecôte.

De ces réunions, en effet, il n'est rien sorti qu'on ne connaisse déjà, pas même une seule mesure nouvelle parmi les quelques rares qui avaient été examinées dans le secret des « conclave » (le Monde daté 27-28 mai et du 13 juin). C'est d'ailleurs ce que constatent, chacun pour leur part, la CFDT et FO dont les réactions sont sévères.

Pour des raisons d'opportunité financière tout autant que pour éviter un « effet d'annonce » aux retombées très aléatoires, il a même été décidé de ne pas confier officiellement l'extension du système des préretraites dont le premier ministre avait retenu le principe, le 8 juin, lors de sa visite à Deauville. La décision en a été prise, mais son application interviendra au coup par coup. La même discrétion entoure la volonté du gouvernement d'étudier des incitations à la création de coopératives de prêts de main d'œuvre en procédant aux ajustements législatifs nécessaires quand cette formule, qui donne lieu à certaines expériences, sera jugée pleinement positive. Mais cette discrétion contribue à alimenter une impression d'impuissance.

Ainsi qu'en fait foi le communiqué officiel, le conseil des ministres se préoccupe surtout d'améliorer les aides au retour de dispositions déjà arrêtées et, au passage, attire l'attention sur l'importance des efforts réalisés. Il est donc rappelé que des mesures ont été prises le 29 mars pour accompagner socialement les restructurations industrielles, dans des zones géographiques délimitées, mais il est également annoncé que les textes réglementaires vont être enfin publiés. De même, il est souligné que des mesures telles que les aides aux chômeurs créateurs d'entreprise, les aides au retour ou les contrats pour l'emploi, la formation et la production aient été, soit mises en application, soit rendues plus efficaces.

De tout cela, de précédents conseils des ministres avaient déjà traité, et il n'était plus possible d'annoncer, comme une nouveauté ce qui était connu depuis la semaine dernière avec l'arbitrage rendu par M. Pierre Mauroy en faveur des partenaires sociaux dans la polémique qui les opposait à M. Marcel Rigout (le Monde du 9 juin). L'accord national du 28 octobre 1983 sur la formation professionnelle ou alternance, après bien des vicissitudes, peut donc devenir opérationnel pour la prochaine rentrée scolaire. Selon les promesses du CNPF, appuyé en cela par les syndicats (sauf la CGT, tou-

jours aussi réservée), il permettra à cent mille jeunes de bénéficier de stages avant la fin de l'année 1984, et, pense-t-on, à trois cent mille d'être accueillis dans une entreprise pendant la campagne 1984-1985.

Or, non seulement cet élément positif intervient avec bien du retard mais il provoque un beau glâche. Soucieux de favoriser l'emploi, le premier ministre a dû se résoudre à infliger un désaveu implicite à l'un des membres de son gouvernement (M. Rigout, ministre de la formation professionnelle). Il a dû aussi s'en remettre au bon vouloir du patronat, ainsi chargé d'apporter sa contribution à la lutte contre le chômage à un moment où il formule des demandes autrement plus pressantes.

Peut-être est-ce d'ailleurs pour compenser ce geste que M. Mauroy s'est prononcé en faveur du maintien du dispositif de formation des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans que pilote M. Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi. Il a voulu y voir le moyen d'une saine émulation pour atteindre un objectif de sept cent vingt-cinq mille jeunes en formation, alors que l'on imagine mal que toutes ces filières, fort nombreuses, puissent coexister efficacement.

Aussi limité soit-il dans ses résultats, ce conseil des ministres fait bien ressortir la pleine dimension du dossier chômage. Il aboutit à un constat aussi accablant qu'inductible. Dans les trois du gouvernement, il n'y a plus de solution miracle. Toutes les possibilités ont été employées et, comme le déclarait M. Max Gallo, « les moyens sociaux de lutte contre le chômage ne sont pas suffisants ». A moins de changer de politique économique, ou de pratiquer une relance sélective de l'investissement, ainsi qu'il en a été question pendant toute la réunion, on ne peut que s'en remettre à un retour de la croissance pour voir le niveau de l'emploi augmenter. Mais, pour autant, ainsi que le notait également M. Gallo, « le gouvernement ne peut pas accepter la croissance du chômage, il ne peut pas se résoudre à en faire un indice comme les autres ».

Socialement pris au piège, financièrement incapable d'aller plus loin, économiquement déterminé dans ses choix, le gouvernement est amené à faire inéluctablement le tour de cette terrible quadrature du cercle en évitant, pour seule issue immédiate, la réduction du temps de travail. Or, là aussi, force lui est d'admettre qu'il ne peut pas aller plus loin « que les recommandations ». Même si cet objectif s'inscrit dans « une perspective historique », cela dépend d'une action concertée à l'échelle européenne » et d'une décision qui appartient aux seuls partenaires sociaux.

Fallait-il donc faire autant de bruit autour d'un conseil des ministres qui ne pouvait qu'enregistrer ce qui est pour l'heure un constat d'impuissance ?

ALAIN LEBEAUCHE.

PEUGEOT VEUT ESSAYER DE RÉDUIRE LES « SUREFFECTIFS » PAR L'AIDE AU RETOUR

Les comités d'établissement des usines Peugeot et Talbot (75 000 salariés) sont consultés les uns après les autres cette semaine sur la procédure engagée par la direction du groupe pour réduire les « sureffectifs » (évalués à 2 500 chez Peugeot, 1 000 chez Talbot) grâce à une convention signée le 26 mai dernier avec l'Office national d'immigration pour l'aide au retour des travailleurs immigrés. Cette procédure consiste à déposer, après le délai réglementaire d'un mois de réflexion suivant la réunion des comités d'établissement, des demandes de licenciement non nominatives auprès des pouvoirs publics, afin que les travailleurs candidats au retour puissent bénéficier de la capitalisation d'une partie des allocations d'assurance-chômage.

Financièrement, la composition et le montant des aides sont les mêmes que dans la convention signée avec Citroën, correspondant à un total de 70 000 F au moins. Les candidats ont un an à compter de la signature de la convention pour déposer leur demande.

Au cours du comité d'établissement de Talbot-Poitry, réuni le mercredi 13 juin, seuls les délégués CGT et CFDT ont présenté des objections, les premiers parce qu'ils nient les « sureffectifs », les seconds par crainte de pressions sur les travailleurs immigrés.

Par ailleurs, la commission paritaire (syndicats, direction de l'entreprise, AFPA, Agence nationale pour l'emploi) chargée de suivre la formation des anciens salariés de Talbot licenciés depuis le 1^{er} janvier précise que 1 135 suivent actuellement ou vont suivre un stage de préformation de trois à sept mois, 239 une formation qualifiante. Des 213 qui n'ont pas demandé de formation, une centaine auraient retrouvé un emploi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VELLE MONTAGNE

L'assemblée ordinaire du 1^{er} juin 1984 a approuvé le bilan et les comptes au 31 décembre 1983, notamment le report du bénéfice de l'exercice en vue de diminuer la perte reportée des exercices antérieurs.

M. BOREUX n'a pas sollicité le renou-

vèlement de son mandat d'administrateur, qui reste vacant.

M. C.-J. Delloye est réélu commissaire pour trois ans, et M. J. Seron commissaire-réviseur pour trois ans également.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11 % - 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1983 au 19 juin 1984 seront payables à partir du 20 juin 1984 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal contre décaissement du coupon n° 7 après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales), soit un net de 81,41 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des Finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des Dépôts et Consignations, au

siège de la C.N.T., 20 avenue Rapp - Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;

- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

- enfin, que les titres appartenant aux séries F et D sont respectivement remboursables depuis le 20 juin 1978 et le 20 juin 1981.

bhe BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

Réunie le 25 mai 1984, sous la présidence de M. André Ceron, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque hypothécaire européenne a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice net après amortissements, provisions et impôt de 16 497 683 F, soit 27,19 F par action.

Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le bénéfice distribuable atteint un total de 27 493 203 F, dont la répartition s'établit de la façon suivante :

- dotation aux réserves 476 347 F ;
- distribution 13 348 280 F ;
- report à nouveau 13 668 576 F.

Maintenu à 22 F par action et assorti d'un avoir fiscal de 11 F représentant l'impôt déjà payé au Trésor, le dividende de l'exercice 1983 assurera aux actionnaires de la banque un revenu global de 33 F par titre. La date de mise en paiement de ce dividende sera fixée par le conseil d'administration qui se réunira le 27 juin 1984.



FACTOFRANCE HELLER

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 14 mai 1984 a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

On rappelle qu'un cours de ces exercices et dans le but de renforcer ses possibilités de développer ses crédits à l'économie, la société a émis un emprunt obligataire de 50 millions de francs représenté par 25 000 obligations de 2 000 F nominal souscrites au pair.

Le bénéfice net de l'exercice 1983, qui s'est élevé, toutes provisions faites, à 24 083 116 F, a permis la distribution d'un dividende de 50,40 F par action en accroissement de 5 % par rapport à l'exercice précédent.

Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié la nomination de M. Daniel R. Toll en qualité d'administrateur pour pourvoir au remplacement de M. Franklin A. Cole, administrateur démissionnaire.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

Il y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

Trade Development Bank (France) S.A.

L'Assemblée Générale Ordinaire de la société, réunie le 28 mai 1984, sous la présidence de M. Michel ERNST, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

L'année 1983 a été celle du rapprochement entre l'AMERICAN EXPRESS INTERNATIONAL BANKING CORPORATION et le groupe de la TRADE DEVELOPMENT BANK. Les convergences des activités des deux établissements ont permis la poursuite de la progression des résultats et accroître la diversification des services rendus à la clientèle.

Malgré les contraintes liées de ce rapprochement et celles d'un environnement économique incertain, les résultats atteints sont très satisfaisants.

Le bénéfice net s'élève à F. 9,3 millions en progression de 46 % par rapport à l'exercice précédent. L'Assemblée a décidé d'attribuer à chaque action un dividende de F. 22,50 payable dès

le 28 mai au siège de la société.

L'Assemblée a également ratifié la nomination de M. Albert BENEZRA, Administrateur, Senior Vice Chairman et Chief Credit Officer d'American Express International Banking Corporation, en qualité d'Administrateur - Vice-Président et nommé M. Denis R. THOMPSON, Exécutif Vice-Président d'American Express International Banking Corp. et M. Carlo CAMMELLI, Senior Vice-Président d'American Express International Banking Corp. en qualité d'Administrateur.



Trade Development Bank (France) S.A.
20 Place Vendôme - 75001 Paris.

Demain, il y aura 6 ans qu'on s'est rencontrés, Hélène et moi. Evidemment, elle est sûre que j'ai tout oublié. Erreur ! Hier, entre deux rendez-vous, je suis allé chez Budget, Location de voitures : Monsieur Clément, je voudrais offrir à Hélène un week-end inoubliable, dans la voiture de ses rêves. Départ sur les Champs-Élysées. Il a souri et m'a dit : "Une décapotable bleu ciel, ça vous irait ?" Monsieur Clément est formidable !



Budget

train + auto location de voitures

Cette information vous est offerte par les concessionnaires Budget Train + Auto de la Région Parisienne.

Gare d'Austerlitz 307.50.43	Champs-Élysées 225.79.89	La Défense 778.43.44	Porte-Maillot 572.11.13	Aéroport d'Orly 884.46.08
	Gare Montparnasse 321.56.50	Gare St-Lazare 293.35.67	Bercy 307.50.43	
Gare de l'Est 203.96.31	Gare de Lyon 307.50.43	Marx Dormoy 607.93.05	Gare du Nord 280.63.63	Aéroport de Roissy 862.50.58 862.50.56

MARCHÉ COMMUN

L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE A LA CEE

La grogne des agrumes

De notre envoyé spécial

Valence. - Les exportateurs d'agrumes du Levant ont apparemment tout pour être heureux. Le secteur ne s'apprête-t-il pas à pulvériser tous les records durant la campagne 1983-1984 ? (1). Si les prévisions se confirment, la production atteindra 3,5 millions de tonnes, et l'exportation 2,2 millions : soit une hausse de 17 % et 24 %, respectivement, par rapport à la récolte antérieure. Ce sont les meilleurs chiffres, et de loin, de tous les temps.

Pourtant, le climat est à la grogne au siège du Comité de gestion des exportateurs d'agrumes, à Valence. L'objet de la vindicte générale, c'est la CEE, et plus particulièrement la France. Alors que la négociation pour l'entrée de l'Espagne dans la Communauté entre dans sa phase finale, les producteurs de citrons et d'oranges s'inquiètent. Cette adhésion qu'on leur a longtemps fait miroiter ne sera-t-elle qu'un leurre, s'il leur faut en passer par les conditions, à leurs yeux léonines, fixées par les Dix, et surtout par Paris ?

« Tout le futur de notre région dépend du type d'accord auquel nous parviendrons avec la CEE », affirme le président du Comité, M. Julio de Miguel. Nous avons l'impression que les Dix ne se préparent pas à nous recevoir sur un pied d'égalité, et qu'ils légifèrent au contraire dans le but de se protéger à l'avenir de la concurrence espagnole. Nous nous demandons si, demain, notre position au sein de la Communauté ne sera pas plus défavorable que

celle qui est la nôtre aujourd'hui, avant l'adhésion.

L'enjeu, il est vrai, est de taille pour le Levant. 70 % des agrumes produits en Espagne et près de 90 % de ceux qui sont exportés proviennent de cette région. Le secteur compte deux cent cinquante mille agriculteurs et emploie deux cent mille personnes supplémentaires à l'époque de la récolte. La CEE absorbe, à elle seule, 85 % des exportations d'agrumes levantins, dont plus du tiers (près de 800 000 tonnes pour la campagne en cours) est acheté par la France. « C'est pourquoi il est absurde d'affirmer que nous pourrions inonder le marché communautaire après l'adhésion », souligne le directeur général du Comité, M. Leopoldo Ortiz, « puisque nous y écoulons déjà la majeure partie de notre production. L'adhésion ne pourra pas y changer grand-chose ! ».

La concurrence d'Israël et du Maroc

Le cahier de doléances des exportateurs du Levant est apparemment fourni. Les agrumes espagnols vendus dans la CEE ne paient-ils pas des droits de douane de 12 %, alors que ceux venus d'Israël et du Maroc, les grands concurrents, ne sont

taxés respectivement que de 8 % et 4 % ? Le nouveau règlement communautaire sur les fruits et légumes qui vient d'adopter les Dix a été particulièrement mal accueilli à Valence, où l'on déplore son caractère protectionniste. « Les subventions à l'exportation accordées aux agrumes d'Italie ou de Grèce par le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) vont permettre à ces pays de réaliser un véritable dumping », affirme-t-on au comité d'exportateurs. On s'inquiète également de la facilité avec laquelle le mécanisme de « crise grave », permettant une fermeture transitoire des frontières, pourra être déclenché.

L'Espagne craint en fait de se retrouver prise en tenaille entre le protectionnisme renforcé des Dix et l'apparition sur le marché de nouveaux concurrents, alors que la consommation d'agrumes tend à se stabiliser dans les pays de la CEE, voire à se réduire pour les oranges. C'est là une perspective qui préoccupe d'autant plus les esprits à Valence que les possibilités de diversification de l'offre sont encore limitées. Les agriculteurs du Levant ont certes réussi ces dernières années à moduler leur production en fonction de la demande : certains types de fruits ont été pratiquement abandonnés, d'autres ont connu au contraire un essor spectaculaire. Mais la part de la production destinée à l'industrialisation (jus, confitures, etc.) reste insignifiante, ne dépassant pas 6 % à 7 % du total.

Autre sujet de grief des exportateurs du Levant, et non des moindres : après avoir été gelé durant plusieurs années, le prix de référence (2) des agrumes exportés vers la CEE vient d'augmenter en moyenne de 20 %. Leur argumentation apparaît toutefois, sur ce point, bien ambiguë. Pourquoi un groupement de producteurs se plaint-il avec tellement d'amertume d'être « obligé de vendre cher » ? Parce

que des prix excessifs décourageront la consommation, explique-t-on à Valence. Si l'argument n'est pas sans fondement, il n'explique pas tout. C'est essentiellement parce qu'ils jugent leurs coûts de production bien inférieurs à ceux de leurs concurrents communautaires que les exportateurs du Levant se plaignent de la hausse du prix de référence, qui réduit la compétitivité de leurs agrumes. Le reconquête aurait toutefois pour effet d'alimenter les craintes des producteurs européens, déjà réticents face à la perspective de l'adhésion espagnole.

Sans doute s'agit-il du point le plus litigieux. Les agriculteurs du Levant sont sans doute fondés à se plaindre de la longue période transitoire de dix ans que les Dix veulent imposer à leurs produits. Mais il leur faudra, pour vaincre les réticences de leurs futurs partenaires, se faire à l'idée que l'adhésion à la CEE implique l'acceptation d'une certaine discipline pour leur production et l'adoption de mécanismes de soutien des prix, ce dont ils ne veulent pas, aujourd'hui, entendre parler. La tâche sera toutefois ardue dans cette région où les associations de producteurs sont pratiquement inexistantes et où le morcellement de la propriété (1 hectare par agriculteur en moyenne) rend toute planification difficile. C'est un bouleversement des mentalités tout autant que des techniques qui devra s'imposer durant les prochaines années dans le Levant espagnol.

THIERRY MALINAK.

(1) La campagne annuelle des agrumes commence le 1^{er} octobre et prend fin le 30 septembre.

(2) C'est-à-dire le prix-plancher à partir duquel les produits exportés dans la CEE bénéficient de la préférence communautaire. Les agrumes vendus à un prix inférieur sont grevés, outre des droits de douane, d'une taxe compensatoire supplémentaire, dont le montant est proportionnel à la différence enregistrée avec le prix de référence.

COMMERCE

Les « murs » de boutiques se vendent bien à Paris

Les « murs » de boutiques dans Paris sont devenus un placement attrayant pour certains investisseurs privés, ceux qui disposent de 500 000 à 800 000 F. Ils n'espèrent guère que de 8 à 10 % de rentabilité, mais la sûreté du placement les rassure. Le placement boursier leur semble en ce début d'année devoir être plus aléatoire qu'en 1983, et l'achat de logement localisé continue à les rebuter, essentiellement en raison des contraintes de la loi Quilès. Les investisseurs institutionnels, tels que les compagnies d'assurances, apparaissent eux aussi sur le marché. En 1983, les ventes de « murs » de boutiques ont représenté le quart des quinze mille transactions enregistrées par les professionnels, la nette étant des ventes de droit au bail ou de fonds de commerce (clientèle d'une boutique évaluée en fonction de son chiffre d'affaires).

Pour les membres de la COTRAC (Chambre des conseils en transactions commerciales de Paris et de la région parisienne, affiliée à la FNAIM), la demande, déjà supérieure à l'offre pour certains biens, laisse présager une tension du marché sinon dans les mois, du moins dans les années qui viennent.

Ainsi la demande de locaux pour la création de nouveaux commerces s'est accrue, tandis que celle de fonds de commerce existants, au contraire, a fléchi, malgré une augmentation nette des mises en vente : 25 000 (contre 22 000 en 1982) pour 15 000 transactions réalisées (contre 18 000 en 1982).

Le secteur qui séduit le moins les acheteurs est celui du commerce de l'habillement (22 % des boutiques parisiennes), en raison de la crise que connaît l'ensemble de la filière textile, mais aussi sans doute en raison

du gonflement excessif de l'appareil commercial de la branche au cours des dernières années : la rue de Passy (passée en vingt ans de l'alimentation au prêt-à-porter) ou la rue de la Chaussée-d'Antin (où le mode est de tradition) voient une diversification s'opérer.

L'alimentation (28 % des fonds de commerce) reste stable, avec presque un cinquième de commerçants étrangers - 18 % exactement - surtout magasins et asiatiques, tandis que la restauration rapide (cinq cent soixante « fast food », crêperies, viennoiseries, sandwicheries et pizzerias en 1982) semble attendre un seul de saturation.

En tout, la chambre de commerce et d'industrie de Paris dénombre 30 728 magasins de détail de moins de 400 mètres carrés à Paris même.

Les prix pratiqués sont extrêmement variables et fonction de quatre critères : qualité de l'emplacement, du local, du bail et, enfin, rentabilité, celle-ci, lorsqu'elle est élevée (13 %, par exemple), étant attachée à un plus grand risque pour l'investisseur.

Une boutique de taille moyenne (50 mètres carrés) peut valoir jusqu'à 3 millions de francs pour les mieux situées, mais il s'agit là de cas exceptionnels, dans des rues particulièrement prestigieuses. La « borne » portion de la rue du Faubourg-Saint-Honoré ou de l'avenue Victor-Hugo, par exemple. Alors, le prix des murs de ces 50 mètres carrés varie, plus raisonnablement, de 200 000 F à 600 000 F.

Quant à la valeur locative annuelle, elle varie de 800 F au mètre carré pour les locaux isolés à 1 200 F pour ceux situés dans les artères commerçantes.

J. D.

Conversation d'affaires ? Vous souvenez-vous des détails ?

CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle au privé grâce à :

- des portes-documents enregistrateurs de langues direct et longue portée
- magnétophones miniaturisés
- magnétophones d'une durée de 24 heures

(Communication Contrôlée Sécurité Ltd 38, place Vendôme 75001 Paris, Tél. 257-66-00 Tél. 219254-F)

Engagement verbal ? Avez-vous des preuves ?



Symbole de maîtrise.

Aujourd'hui, Gervais Danone se donne une nouvelle identité visuelle, symbole de l'Entreprise. Ce symbole témoigne d'une volonté - faite à la fois d'ouverture à l'environnement et de détermination constante - d'accéder à la pleine maîtrise de son métier : celui des produits laitiers frais.

Il manifeste l'importance que revêt pour Gervais Danone la qualité dans tous les domaines. Beaucoup plus qu'un objectif, c'est un engagement.

Un engagement de tous les matins, partagé

par les milliers d'hommes et de femmes qui font l'Entreprise.

Un engagement dans chaque acte de l'Entreprise, qu'il s'agisse de la conception des produits ou de leur fabrication ; de la coopération avec les Distributeurs ou avec les Fournisseurs ; qu'il s'agisse des messages ou des comportements.

Un engagement pour la satisfaction du Consommateur, chaque jour et dans chaque produit. C'est cela la qualité, pour un leader comme Gervais Danone. Une volonté assumée tous les jours par tous.



GERVAIS DANONE

MARCHÉS PARIS

RECEPTE

LA VIE DES

RECEPTE

RECEPTE

RECEPTE

RECEPTE

RECEPTE

RECEPTE

RECEPTE

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. « La barbarie judiciaire », par Jean-Marie Domenach.
- LU : RAMSES 83-84, une grille de l'économie mondiale.

ÉTRANGER

3. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
5. AMÉRIQUES
5-B. EUROPE

POLITIQUE

7 à 11. LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : vues de Lisbonne et de Tokyo; « L'Europe à la recherche d'une voix (III) », par Claire Tréan.

SOCIÉTÉ

12. Jean-Paul II en Suisse.
13. EDUCATION.

SUPPLÉMENT
EDUCATION

14-15. L'ÉCHÉANCE DU BACCALAURÉAT.

SPORTS

16. Le championnat d'Europe de football.

LE MONDE
DES LIVRES

18. UNE VISITE CHEZ JULES RENARD, par Geneviève Brisac, Bertrand Poirot-Delpech et Raphaël Sorin; BILLET : Poissons et gentilemens.
22. SCIENCES HUMAINES : du tabou au tabou, un essai sur la peinture du corps; Luce Irigaray, une nouvelle éthique des passions.
23. LETTRES ÉTRANGÈRES : Kafka, V. S. Naipaul; l'Amérique en noir.

CULTURE

25. EXPOSITION.
27. INSTITUT.
28. COMMUNICATION : Rauter et les pétroliers.

UN SEUL
MONDE

29 à 32. L'explosion démographique dans le monde.

ÉCONOMIE

35. LES DIFFICULTÉS DE CREUSOT-LOIRE.
37. AFFAIRES.
38. SOCIAL : la lutte contre le chômage.
39. MARCHÉ COMMUN : les problèmes posés par l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

RADIO-TÉLÉVISION (27)
INFORMATIONS
SERVICES (16):
- Journal officiel; Météorologie; Mots croisés; Loterie nationale; Loto; Tacotac.
Annonces classées (33-34);
Carnet (17); Programmes des spectacles (26); Marchés financiers (39).

« M. Defferre à Madrid. - Le ministre français de l'intérieur devait arriver jeudi 14 juin à Madrid pour s'entretenir avec son homologue espagnol, M. Barrionuevo, et faire un bilan de la lutte contre le terrorisme. - (AFP.)

(Publié)

Coordonnez
Moquettes
+ Tissus chez
Artirec

à prix direct-charter ©
LA TEINTE EXACTE QUE
VOUS AIMÉREZ (parmi
300), la durée, la beauté, la résistance aux taches, l'anti-électricité, la coordination sols-murs, la matière...

Votre bonheur est chez Artirec avec 500 000 m² de stock disponible à prix garanti les plus bas, non plagiés, même avec pose et livraison (-5 % tout du monde).

Aussi : moquettes-dalles (quasi éternelles : on permute les dalles); dalles-pastilles coussinées; miroirs murs et plafonds (multiplient l'espace et la lumière); tapis d'art, etc.

Il faut voir le dépôt mystère de l'Impasse Saint-Sébastien, 11 (par le 32, rue Saint-Sébastien), que se repassent architectes, décorateurs. Tél. 355-66-50.

A B C D E F G

TEXTE PARTISAN POUR L'OPPOSITION, ÉGALITAIRE POUR LA MAJORITÉ

Le projet sur la retraite à soixante-cinq ans
des hauts fonctionnaires est adopté par les députés

Les députés socialistes et communistes ont adopté, à la séance du 13 au matin, le projet de loi sur la retraite à soixante-cinq ans des hauts fonctionnaires. Les élus du RPR et de l'UDF ont voté contre. Les articles du projet de loi organique qui concerne les magistrats de la Cour de cassation doivent être débattus ce jeudi 14 juin (le Monde des 11, 16, 31 mai, 2 et 14 juin).

Le projet gouvernemental a soulevé des passions, autant que le projet similaire élaboré par le gouvernement de M. Jacques Chirac, en 1974. Pour M. Michel Debré (RPR, la Réunion), ce ne sont rien de moins que des lois d'évolution vers un régime totalitaire, car il reconnaît que ce ne sont pas des « lois d'ajustement », il affirme que ce sont des « lois d'ajustement de domination » envers des magistrats qui ne se seraient pas montrés assez dociles. M. Debré est constant dans sa position; il s'était déjà opposé aux projets de 1974 comme M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire). Pour ce dernier, les choses sont claires : la suggestion vient avec l'âge, « Juger n'est pas un métier de jeunesse », dit-il; et les professeurs d'université vont être remplacés par des maîtres assistants qui, dans la plupart des cas, « ne le voudront pas »; en un mot, il n'est pas bon d'obliger à l'inactivité des hommes et des femmes en pleine possession de leurs moyens. La question préalable qu'il défendait pour faire décider qu'il n'y avait pas lieu à débattre, n'en fut pas moins repoussée par 329 voix (PS-PC) contre 160 (RPR-UDF).

M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne) était dans une situation plus délicate puisqu'il faisait partie du gouvernement de 1974. Cela ne l'empêcha pas de s'opposer avec violence aux nouvelles propositions de loi. Avec des arguments qui ne sont pas toujours justes. Ainsi, contrairement à ce qu'il avait écrit dans le Monde du 2 juin, un non-militaire ne pourra être nommé contrôleur des armées, et si un non-

bachelier peut être inspecteur général de l'éducation nationale... C'est le cas depuis 1882, comme le lui a fait remarquer M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique.

Mais si ses exceptions d'irréversibilité jugent le projet sur les fonctionnaires et celui sur les magistrats de la Cour de cassation, contraires à la Constitution, furent repoussées respectivement par 327 voix (PS-PC) contre 158 (RPR-UDF) et 329 voix (PS-PC) contre 159 (RPR-UDF), la majorité dut bien convenir qu'il y avait quelques problèmes de constitutionnalité dans les textes initiaux. C'est pourquoi la commission des lois a demandé, et obtenu, que les présidents de sections ou de chambres des trois juridictions concernées, soient mis dans la même situation que les autres membres de celles-ci. C'est pourquoi aussi le gouvernement proposa, avec succès, de supprimer les exceptions à la règle des soixante-cinq ans pour les professeurs - en dehors de ceux du Collège de France. En revanche, le système de l'« aménagement », qui permet aux professeurs retraités de continuer à exercer quelques activités d'enseignement, a été étendu, les titulaires des principales distinctions y accédant de plein droit.

La majorité n'était pas pour autant tout à fait à l'aise devant ces projets. M. Georges Labazée (PS-Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la commission des lois, reconnaît que leur « mise en œuvre doit être entourée de précautions ». Certes, M. Le Pors l'a rassuré sur son coût : 32 millions de francs en 1985 et 1986, 36 millions en 1987 et 1988, dont il faut déduire quelque 12 millions d'économie sur les salaires. Mais la majorité espérait plus d'engagement du gouvernement sur les moyens en hommes à donner aux administrations concernées pour qu'elles puissent faire face à l'accélération des départs; M. Le Pors se contenta d'assurer qu'à la sortie de l'ENA il y aurait plus de places offertes pour la Cour des comptes et le Conseil d'État. Le PS n'a accepté pas moins de repousser l'amendement de la commission qui prévoyait d'allonger le délai de mise en œuvre de la réforme pour ces deux juridictions. Il fut donc décidé,

AU SÉNAT

Adoption définitive du projet de loi sur la pêche

Les conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles, qui avaient été approuvées le 5 juin par l'Assemblée nationale, ont été adoptées définitivement par le Sénat, mercredi 13 juin. L'accord intervenu entre les deux Assemblées porte notamment sur l'exclusion du Rhin et du Rhône (en raison de leur statut international) du champ d'application de la loi et sur la durée de la loi pour la mise en conformité des ouvrages existants. Le chiffre de cinq ans retenu est intermédiaire entre les trois ans souhaités par les députés et les sept préférés par les sénateurs.

Le Sénat a examiné également en première lecture le projet de loi relatif à l'IFREM (Institut français pour l'exploitation de la mer) en y apportant des modifications d'ordre rédactionnel, acceptées par le gouvernement. Plusieurs sénateurs ont regretté que le siège du nouvel organisme constitué à partir de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) et du CNEO (Centre national pour l'exploitation des océans) soit situé à Paris et non dans un port maritime.

Le Sénat a également examiné en seconde lecture quatre projets de loi : location-accession à la propriété immobilière, révision du prix des contrats de construction d'une maison individuelle et de vente d'immeuble à construire, modification de la loi de 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et texte relatif

à l'usage vétérinaire de substances anesthésiques et à l'interdiction de diverses autres substances. Pour ces quatre textes, le Sénat a confirmé ses positions, en n'acceptant pas les modifications retenues par l'Assemblée nationale.

D'autre part, le Sénat avait adopté définitivement mardi 12 juin, en deuxième lecture, après que l'Assemblée nationale les ait modifiés, le projet de loi modifiant la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention (le Monde des 6 et 27 avril, et 25 mai) et le projet de loi organique modifiant l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au conseil économique et social (le Monde des 6 avril, 4 et 27-28 mai).



TOUS LES
VETEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS
ET LES HOMMES
GRANDS

15, PLACE DU
HAVRE (FACE
A LA GARE)

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 345.21.62

University Studies in America Inc.
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US que vous choisirez (selon vos goûts et vos diplômes) (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Doctorat » au « Master » ou au « Ph.D. ».
CALIFORNIE, FLORIDE, IOWA, MISSOURI, NORD-DAKOTA, NORTHERN CALIFORNIA, TEXAS, VIRGINIE, WISCONSIN.
USA-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94

Sur le vif
Opération Sakharov

Vous en étiez, vous, mercredi soir ? Moi, oui, figurez-vous, j'étais invité, un peu par hasard, à la soirée de la République, à la mairie de Paris. Une grande première. Une première mondiale. Ce documentaire à l'américaine, Marek Halter va le présenter dans les jours qui viennent au Congrès américain et au Bundestag. Reagan et Kohl seront au premier rang.

La majorité, sans hésitation en revanche, refuse le procès « politique » qui lui était fait de vouloir réserver des places à ses amis. M. Michel Sapin (PS, Indre) fit remarquer que la formule finalement retenue ne libérait que le tiers des places avant les élections de 1986. Et M. Le Pors expliqua qu'il s'agissait de mettre en œuvre dans la fonction publique un principe d'égalité. Il rappela que la nomination par le gouvernement d'inspecteurs généraux, sans autres restrictions que celle de l'âge, existait déjà pour d'autres corps. Il obtint d'ailleurs pour eux - contre la commission - le maintien de la nomination en conseil des ministres « pour les alléger sur les plus hautes fonctions administratives ». Il profita aussi de l'occasion pour déclarer : « Je tiens en très haute estime les magistrats du Conseil d'État. Je travaille depuis trois ans avec ses membres dans des conditions excellentes, et j'entends que cela ne change pas ».

Pour le reste, le gouvernement fit adopter une nouvelle rédaction étendant le nombre de sociétés contrôlées directement ou indirectement par l'État, dont les dirigeants devront impérativement partir en retraite à soixante-cinq ans, dans les cas où l'État a la propriété de la loi; malgré certaines interprétations, cela concerne les sociétés de télévision.

La fille et le gendre d'Elisa Bonner étaient là aussi, ils avaient beaucoup insisté pour que ce téléfilm de deux heures, interprété par Glenda Jackson et Jason Robards - ils sont sensationnels - soit diffusé dès la semaine prochaine aux États-Unis. Question de vie ou de mort. Il n'y a pas une minute à perdre.

A Hollywood, on a un peu ti-gué. C'est une énorme affaire. Elle a coûté très cher. Elle a exigé deux ans de tournage en Autriche et en Grande-Bretagne.

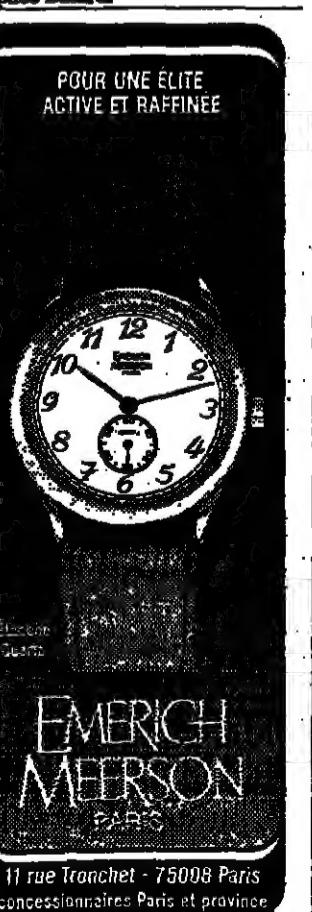
THÉRIER BREHER.

UN TRACT ET UNE MANIFESTATION A PARIS CONTRE LE FRONT NATIONAL

A l'occasion du rassemblement que M. Jean-Marie Le Pen devait présider, le jeudi soir 14 juin, à l'Espace Balard, à Paris, les principaux partis de gauche (PS, PCF, PSU, MRG), ainsi que le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, ont diffusé dans la région parisienne, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme et du MRAP, un tract dénonçant l'adhésion des thèmes racistes et xénophobes « qui sont de nature à développer dans ce pays un climat d'insécurité et, finalement, de violence ».

Les signataires de ce tract ont refusé, toutefois, à l'exception du PSU, de s'associer à la manifestation organisée ce jeudi à partir de 18 h 30 par une quinzaine d'organisations d'extrême gauche, notamment la Ligue communiste révolutionnaire, la Parti communiste marxiste-léniniste (maoïste) et diverses associations de travailleurs immigrés.

Cette manifestation, qui avait l'appui de plusieurs personnalités politiques, syndicales et universitaires, devait donner lieu à un défilé de la gare Montparnasse jusqu'à la porte de Versailles, proche de l'Espace Balard.



11 rue Tranchée - 75008 Paris
concessionnaires Paris et province

(Publié)

chaque jour... sur votre table
CUVÉE JEAN-BAPTISTE
un excellent vin de Patriarche Père et Fils

Et elle devait être lancée à grande vitesse, comme chez nous, à la rentrée. Mais l'actualité s'est chargée de dramatiser encore cette opération commerciale. Et de changer une opération commerciale en opération politique.

Grâce à quoi, des millions de télespectateurs vont débiter, sans crier gare, dans la réalité banalisée, certes, schématisée, je veux bien, formidablement parlante, cependant, hurlante même, de la contestation en URSS.

Ne nous y trompons pas : il ne s'agit pas d'une œuvre d'art, il s'agit d'une œuvre choc, façon Holocauste. Il s'agit pour l'opinion occidentale de prendre conscience de ce qui se passe, concrètement, pratiquement, de l'autre côté du rideau de fer. Je ne vais pas entrer dans le détail de cette longue marche du physicien soviétique, membre 1980, honoré de l'Académie des sciences, dont la dissidence va s'assurer, petit à petit, le concours. Et à quel prix ! Au-delà de l'hagiographie, c'est à ça qu'on sera le plus sensible, à la force sournoise, implacable, de la machine à broyer toute velléité d'opposition au régime, toute liberté de pensée.

Une pensée capable de se venger pourtant. Marek Halter a bien raison : plus il y aura de tapage autour de Sakharov, mieux ça vaudra. Quand il était en liberté, il ne faisait que ça : parler haut et fort pour les opprimer. A présent, c'est à nous de jouer.

CLAUDE SARRAUTE.

LE PATRON
DU « GARS-D'ARMOR »
ATTEND D'ÊTRE JUGÉ
PAR UN TRIBUNAL ESPAGNOL

Le patron du « Gars-d'Armor », chasseur français armé jusqu'aux dents, qui a été arrêté le 12 juin dans le golfe de Gascogne par des pêcheurs espagnols, sera jugé vendredi par le tribunal maritime de Saint-Sébastien pour « infraction présumée à la pêche ». Il est retenu depuis mardi, avec les cinq hommes de son équipage, sur son chalutier que les autorités espagnoles ont conduit dans le port de Pasaia.

Mardi 13 juin, la vedette des affaires maritimes de Saint-Nazaire, l'Armoise, avait arraisonné un chalutier espagnol, le Chibelo, qui pêchait en infraction au large de la Rochelle (nos dernières éditions). On affirme, au secrétariat d'État à la mer, qu'il n'y a pas de relation entre ces deux événements. Le Chibelo est un couturier du fait, puisqu'il a déjà été l'objet de sept contraventions.

Bref, à Lorient, on apprendait, mercredi, que deux des marins espagnols blessés lors du mitraillage du Valle de Aizoa, le 7 mars, par un avion de la marine française, avaient déposé plainte contre X... pour violation et voies de fait ayant entraîné mortification.

A Bayonne

RELAXE POUR QUATRE
NATIONALISTES BASQUES

Bayonne. - Quatre des cinq nationalistes basques français qui avaient comparu le 7 juin devant le tribunal correctionnel de Bayonne pour association de malfaiteurs ont été relaxés. Jean Coscarat, Pierre Bidard, Alain Matéo et Jean Borda avaient été arrêtés le 10 janvier alors qu'ils transportaient des journalistes vers une conférence de presse attribuée à Iparratarrak, mouvement indépendantiste préconisant la lutte armée. Ils avaient toujours nié leur appartenance à cette organisation clandestine, ce qui n'est pas le cas de Gabriel Moussa, arrêté le 1^{er} mars à Bayonne.

Ce dernier a été condamné à treize mois de prison. - (Corresp.)

VENTE
TOTALE
TAPIS
IRAN ET ORIENT
ARTISANAT PERSAN
LES PLUS
BAS PRIX
Maison
de l'Iran
225.62.90
65, Champs-Élysées-8^e
ouvert même dimanche

Accord franco
contre le

gasta de Paris

Le projet de loi sur la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles, qui avait été approuvé le 5 juin par l'Assemblée nationale, ont été adoptées définitivement par le Sénat, mercredi 13 juin. L'accord intervenu entre les deux Assemblées porte notamment sur l'exclusion du Rhin et du Rhône (en raison de leur statut international) du champ d'application de la loi et sur la durée de la loi pour la mise en conformité des ouvrages existants. Le chiffre de cinq ans retenu est intermédiaire entre les trois ans souhaités par les députés et les sept préférés par les sénateurs.